

## « Accord de paix » somalo-éthiopien

Dix ans après la guerre de l'Ogaden, l'Éthiopie et la Somalie viennent de conclure un accord, annoncé le lundi 4 avril, qui pourrait inaugurer une nouvelle période de coexistence entre les deux frères ennemis de la corne de l'Afrique. Fruit de deux années de tractations, cet accord prévoit le rétablissement de relations diplomatiques, le retrait des garnisons frontalières, le rapatriement des prisonniers et la fin des activités subversives - ainsi que celle de la propagande hostile - des deux capitales.

En 1977, profitant de l'affaiblissement d'une Éthiopie aux prises avec une révolution sanglante, le général Siyad Barre avait lancé ses troupes, équipées par Moscou, en Ogaden, vaste territoire revendiqué de tout temps par Mogadiscio parce qu'il est, pour l'essentiel, peuplé de nomades somalis. L'ancien empire d'Abyssinie avait alors trompé sur ses fondements, d'autant que l'insurrection érythréenne, dans le nord, prenait le dessus, à l'époque, sur une armée éthiopienne divisée et démoralisée.

C'était sans compter avec Moscou, qui, plutôt que de continuer à soutenir les visées de la petite Somalie, devait se placer aux côtés de la révolution éthiopienne. Au printemps 1978, l'intervention de la logistique soviétique et d'unités cubaines allait contraindre Mogadiscio à opérer une lourde retraite, sans toutefois renoncer à ses revendications territoriales. Depuis, avec l'aide de Moscou, le régime marxiste de M. Mengistu s'est consolidé à Addis-Abeba tandis que celui de M. Siyad Barre ne parvenait à survivre qu'à prix de sang.

C'est justement parce que ce problème frontalier n'est pas encore réglé que l'accord de paix a du poids. Pour s'entendre, en effet, les deux capitales ont confié à une commission mixte la lourde tâche de tenter de trouver une solution à ce différend. Mogadiscio n'ayant toujours pas renoncé, au moins officiellement, à ses visées sur l'Ogaden. Des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de réfugiés n'ont donc pas suffi pour que soit réglé un problème qu'on juge volontiers secondaire par rapport aux autres maux de cette région particulièrement désastreuse, en proie notamment à la sécheresse et à la disette.

Il reste que cet accord constitue un bel oxygène pour le régime éthiopien, surtout à l'heure où son armée essuie de nouveaux revers face aux insurrections érythréenne et tigréenne. Alors que ses protecteurs soviétiques semblent l'inciter à un compromis avec ces deux mouvements rebelles, M. Mengistu peut se targuer d'un succès diplomatique qui, sans trop engager l'avenir, montre qu'il est ouvert au dialogue. Malheureusement, l'expérience prouve que, quelle que soit leur nature - impériale ou marxiste - les régimes d'Addis-Abeba n'ont jamais été enclins à concéder aux Érythréens la réelle autonomie nécessaire au règlement d'un conflit déjà vieux d'un quart de siècle.

(Lire nos informations page 34.)

M 0147 - 0406 0 - 4,50 F

3790147004500 04060

## La préparation du premier tour de l'élection présidentielle

### M. François Mitterrand refuse de rompre avec l'Afrique du Sud

Le président Mitterrand a pris position, le lundi 4 avril, dans un entretien accordé à Radio Monte-Carlo, contre la rupture des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud, car celles-ci « ne dépendent pas de l'opinion qu'on a d'un système politique ». Faisant allusion au meurtre de Dulcie September, la représentante de l'ANC en France, il a estimé que la question des sanctions économiques contre Pretoria est devenue « encore plus brûlante ». A propos des commanditaires de ce meurtre, il a déclaré : « Je ne peux rien affirmer même si mon intuition m'en dit quelque chose ».

C'est une légère marche arrière destinée à sortir d'un terrain miné que vient d'effectuer M. François Mitterrand. Ses déclarations de lundi à RMC sont en effet en retrait par rapport au communiqué qu'il avait diffusé par l'Elysée, le 29 mars, quelques heures après l'assassinat de Dulcie September. Ce texte officiel établissait un lien de responsabilité entre les autorités de Pretoria et le meurtre de la militante anti-apartheid puisqu'il déclarait : « Ces attentats s'inscrivent dans une suite d'actions criminelles tendant à régler par la violence une situation dont l'origine se trouve dans l'apartheid ». Il précisait également que la présidence de la République « fera auprès de l'ambassadeur sud-africain les représentations nécessaires », ce qui fut fait deux jours plus tard lorsque M. Jean Audibert, conseiller de la présidence pour les affaires africaines et malgaches, reçut l'ambassadeur d'Afrique du Sud en France, M. Hendrik Geldenhuys. Mais M. Audibert prit soin de faire savoir qu'il n'avait pas accusé, au cours de cet entretien, l'Afrique du Sud de l'assassinat de Dulcie September, l'état de l'enquête ne le permettant pas.

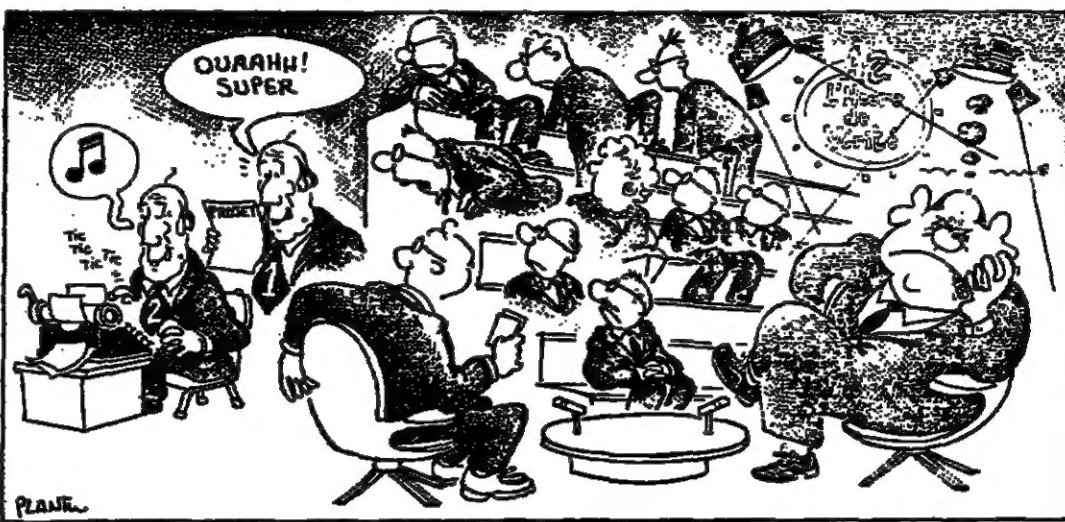
Il ne le permet toujours pas et c'est bien pourquoi M. Mitterrand a mis les choses au point. En tant qu'ancien avocat, il sait bien qu'une « intuition », voire conviction intime ne valent pas preuve. Ses adversaires politiques aussi, et il ne se sent pas fait pour le lui faire remarquer, de M. Chirac à M. Barre en passant par M. Piquet et Chandon. Cela ne veut pas dire que les plus graves soupçons ne continuent pas à peser sur des Africains du Sud mais qu'il sera extrêmement difficile de les étayer. Certains experts de ces questions, même à gauche, pensent, d'autre part, que la mise à mort de Dulcie September, qui ne jouait qu'un rôle secondaire au sein de l'ANC, n'a pas été ordonnée par le pouvoir politique sud-africain mais peut être l'œuvre de seuls services secrets, voire de groupes d'extrême droite pour lesquels les timides réformes défen-

JACQUES AMALRIC.  
(Lire la suite page 6.)

### M. Raymond Barre inaugure la dernière phase de la campagne

Les trois principaux protagonistes de la campagne électorale, M. François Mitterrand, Jacques Chirac et Raymond Barre, débattent séparément, cette semaine, par micros interposés. M. Barre, invité, le mardi soir 5 avril, de « L'heure de vérité » d'Antenne 2, inaugurerait ainsi la dernière phase de la campagne. Sur la même antenne, M. Chirac répondra jeudi soir aux questions. Entre les deux, M. Mitterrand a choisi de s'exprimer mercredi en fin d'après-midi, sur RTL. Le président-candidat fera connaître son propre « projet » jeudi.

(Lire nos informations pages 7 et 8.)



des par M. Pieter Botha vont déjà trop loin.

## POINT DE VUE

### Le mythe de l'« Etat-RPR »

par Philippe Séguin  
ministre des affaires sociales  
et de l'emploi

Connaissez-vous les intentions du candidat socialiste ? Connaissez-vous son analyse de la situation économique, sociale, internationale de la France ? Connaissez-vous les grandes orientations qu'il propose ? Les moyens qu'il dégagerait pour les mettre en œuvre ? Non. « On verra ».

Connaissez-vous sa critique des positions politiques du candidat Chirac ou du candidat Barre sur les grands problèmes de notre temps ? Non, car ce qu'ils disent n'est que de « la bouillie pour les chats ».

Bref, avez-vous le sentiment qu'il apporte sa contribution au grand débat d'idées, au grand débat démocratique qui doit naturellement précéder toute élection présidentielle ?

Non. En revanche, tous les socialistes se mobilisent depuis quelques semaines, vont de petites phrases en discours, de réunions en déclarations solennelles, de ricanements en mises en garde,

pour dire quoi ? Pour dire que le grand danger que court la France c'est... « l'Etat-RPR » ! Voilà, une fois de plus, le débat politique menacé de redescendre à son « degré zéro ».

Et l'on entend résonner « l'air de la calomnie », la tirade de Basile qui, avec tout le talent de Beaumarchais, définit admirablement la méthode. L'abjecte manœuvre.

Car il ne s'agit pas d'un simple propos de tribune, d'un propos isolé lancé dans le feu d'une réunion militante. Nous sommes au contraire en face d'une opération soigneusement orchestrée où le mensonge et la mauvaise foi tiennent lieu d'arguments, où la répétition systématique et sur tous les tons remplace la démonstration. En espérant qu'il en restera toujours quelque chose. En jouant sur le vieux réflexe du « il n'y a pas de fumée sans feu » de sinistre mémoire.

C'est cela la calomnie : affirmer comme une vérité ce que l'on sait être faux.

(Lire la suite page 7.)

## Nouvelles rumeurs sur les otages

Selon des sources concordantes, la libération de Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann pourrait avoir lieu « dans les prochains jours ».

PAGE 34

## Un Boeing koréien détourné vers l'Iran

Les pirates menacent de faire sauter l'appareil.

PAGE 34

## La lutte contre les criquets

Une quarantaine d'avions mobilisés en Algérie.

PAGE 10

## La montée du yen

Les industriels japonais augmentent leurs prix à l'exportation.

PAGE 28

## Le travail des jeunes

300 000 emplois « normaux » ont été perdus en un an.

PAGE 30

## Alfred Kubin ou l'histoire de la SETA

Petite chronique de l'horreur.

PAGE 12

## Les journaux télévisés

Informations à la chaîne.

PAGE 27

## Le Monde

SCIENCE ET MÉDECINE  
« Ozone en fuite ». Homéopathie : les gardiens du temple. « La fourmi, insecte insecticide ». Logiciels, citadelles prenables.

Pages 19 à 21

Le sommaire complet se trouve en page 34

## L'accès aux dossiers du III<sup>e</sup> Reich

### Précieuses archives nazies

BONN  
de notre correspondant

Les amateurs de souvenirs du III<sup>e</sup> Reich constituent une caste bien particulière de collectionneurs. Les membres de cette confrérie, où les anciens et les néo-nazis - discrets ou affichés - ne sont pas rares, semblent prêts à dépenser des sommes considérables pour s'approprier des reliques hitlériennes. Certains officiers spécialisés, en Allemagne et en Grande-Bretagne, font des affaires d'or dans ce négoce très spécial.

L'étude de commissaires-priseurs Hlasken et Schäfer à Hambourg, par exemple, met régulièrement aux enchères des documents d'importance répertoriés dans un catalogue où l'on trouve,

par exemple : « N° 9. Bornmann, Martin. (1900-?), secrétaire de Hitler, surnommé l'« éminence brune ». Lettre avec signature autographe de Bornmann, Munich 17-1-1939, au ministre du Trésor du Reich demandant d'intéressants détails sur une décision de Hitler concernant un juif éminent. Mise à prix 800 deutschemarks (environ 2 800 francs) ». Un dossier amoncelé de la main de Himmler concernant l'éventuelle ascendance juive de la femme du maréchal Ludendorff est proposé pour la modeste somme de 5 000 F.

A la fin de 1987, les activités de cette étude hambourgeoise ont attiré l'attention du parquet car les commissaires-priseurs étaient soupçonnés de s'approprier au détriment du Berlin Document

Center, où depuis 1945 sont entreposées les archives du Parti national socialiste sous le contrôle des Américains. Son directeur, M. Daniel Simon, un ancien major des troupes d'occupation américaines en Allemagne, reconnaît aujourd'hui que plusieurs milliers de documents ont disparu depuis 1982, sans que l'on ait pu déterminer avec certitude qui était responsable de ces fuites. Les soupçons les plus sérieux pèsent sur l'ancien directeur adjoint des archives, M. Wolfgang Eberhardt, qui a été suspendu de ses fonctions au début de cette année, et qui est actuellement l'objet d'une enquête judiciaire.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 5.)



12 AVENUE MONTAIGNE, PARIS  
47.20.06.73

هكذا من الاجل



# Débats

## Le retour au paysan

par PHILIPPE CHALMIN (\*)

Le retour des valeurs rurales est une constante actuelle des discours de politique agricole en France. Il faut dire que, avec la crise des marchés européens, l'engorgement des marchés mondiaux, les baisses de prix, quotas et quantums qu'ils subissent, les agriculteurs ont peu d'espoir à attendre de la sphère strictement agricole. Il serait non seulement démagogique, mais encore politiquement suicidaire, de leur promettre une quelconque amélioration de leur situation par le seul mécanisme des prix agricoles communautaires ou français.

Dès lors on ne s'étonnera pas que les responsables agricoles et politiques ne voient de salut que dans le développement rural, plus exactement dans la fonction rurale des agriculteurs. Après

quelques décennies d'oubli, c'est là un intéressant retour aux sources, celles mêmes qui avaient fondé la politique agricole de la France ou plutôt sa politique... rurale.

A la fin du dix-neuvième siècle, lorsque Léon Gambetta crée le ministère de l'Agriculture, « ministère de l'intérieur des paysans », la France se définit d'abord au travers de sa ruralité qu'animait plus de 6 millions de paysans, soit plus des deux tiers des ruraux actifs. La France rurale compte alors, rappelons-le, quelque 25 millions d'habitants, contre 14 millions, avec des critères un peu différents, aujourd'hui.

La politique définie alors vise à protéger ce monde rural, à en

maintenir les structures économiques, sociales, humaines et même militaires — dans la perspective de la prochaine guerre... Ce n'est pas l'économie agricole que l'on enseigne alors dans les écoles d'agriculture, mais l'économie rurale (c'est d'ailleurs toujours le cas). Au vrai il n'y a pas vraiment de différence tant agriculture et ruralité vont de pair.

C'est après la deuxième guerre mondiale que le divorce entre les deux concepts devient de plus en plus clair. L'agriculture vit sa « révolution silencieuse », avec de moins en moins de bras (un rural sur quatre au plus est agriculteur aujourd'hui). Les jeunes agriculteurs qui prennent les commandes des organisations agricoles dans les années 60 s'accommodent de cet exode rural dès lors qu'il va dans le sens d'une politique des structures destinées à renforcer leur professionnalisme. Ainsi les SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural), créées par la loi de 1962, n'obéissent dans la réalité de leur fonctionnement qu'à des impératifs agricoles.

### Un livre prophétique

Les agriculteurs — (on ne parle plus de paysans) — se moulent sans problèmes dans le projet à la fois productiviste et protectionniste que leur offre l'Europe verte. La recherche de la productivité, de la technicité implique aussi une spécialisation excluant le concept même d'autres activités rurales. Pour les dirigeants agricoles de l'époque — tout comme pour les syndicats ouvriers — les agriculteurs pluriactifs ne sont pas des nouveaux pionniers du monde rural, mais des « jaunes » qui occupent indûment des terres agricoles. Le livre prophétique du Père de Farcy « Un million d'agriculteurs à temps partiel » ne fut accueilli que par des haussements d'épaules amusés.

Peu à peu, cependant, les bêtises financières ont commencé à jouer au niveau communautaire. La dichotomie est devenue évidente entre une agriculture professionnelle capable d'encasser une politique de prix et une agriculture « plurielle », reflet des richesses et des faiblesses de chaque terroir. C'est d'abord l'agriculture de montagne qui bénéficie d'un traitement de faveur (et ce

(\*) Enseignant au Conservatoire national des arts et métiers.

dès les années 60). La logique du traitement différencié va bientôt s'étendre à tout le territoire.

A partir du milieu des années 80, les discours changent : l'agriculteur devient aussi producteur de services : on parle du « jardinier de la nature », du « gardien de l'éco-musée ». Les agriculteurs pluriactifs obtiennent droit de cité, sans qu'il y ait toutefois d'incitation véritable à leur égard. On cherche ainsi à justifier la logique de transferts financiers vers l'agriculture que n'autorise plus la seule production agricole. C'est peu à peu toute la logique de l'agriculture productrice seulement de denrées agricoles qui est remise en cause. C'est au fond le retour au paysan (s'occupant à la fois du *saltus* et de l'*ager*), après le triomphe de l'agriculteur (concentré sur le seul *ager*).

### Une adaptation vitale

Au-delà des arguties politiques, il est clair que cette prise de conscience de la nécessité du retour au rural n'a que trop tardé, que le virage eût été plus facile à prendre au début des années 70, au moment où l'état des marchés limitait encore le coût des politiques agricoles. Il n'y aura pas un million d'agriculteurs à temps partiel, car il y a à peine, aujourd'hui, un million d'agriculteurs, pris au sens le plus large.

Ceux qui survivront resteront toujours le fondement d'un monde rural, où ils seront toujours plus minoritaires, et qui devra s'adapter, afin de faciliter leur survie (fiscalité du foncier non bâti, par exemple). Leur diversité à l'image des paysages français sera toujours plus grande à l'image des vrais paysans et non des agriculteurs de science-fiction. Ils pourront être à la fois des producteurs de denrées — agricoles et aussi semi-industrielles — mais de plus de services marchands (tourisme rural, sports...) et non marchands (le fameux « entretien » du paysage).

Communauté nationale et monde agricole ont chacun des pas à faire l'un vers l'autre : la communauté nationale en renforçant les infrastructures, en maintenant les services ruraux, en augmentant probablement encore les transferts financiers ; quant au monde agricole, il lui faudra se ruraliser, accepter la diversité de ses fonctions.

## Au courrier du Monde

### CENSURE

#### Cinéastes tchécoslovaques « oubliés »

La Cinémathèque française vient de présenter au Centre Pompidou une grande rétrospective intitulée « 90 ans du cinéma tchécoslovaque ». Curieusement, c'est en vain qu'on chercherait dans ce fleuve de films les œuvres nombreuses qui se retrouvent sur la liste noire après l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, en août 1968 : la plupart avaient pourtant fait la gloire du cinéma tchécoslovaque dans les années précédentes.

De même avaient disparu les noms des cinéastes qui, depuis 1968, tournent à l'étranger ou sont tout vus par les autorités — parmi eux Vojtech Jasný, deux fois couronné à Cannes, Ivan Passer, Jan Nemec, Pavel Juracek. Sans parler même de l'absence criante des films « interdits pour toujours », dont par exemple le chef-d'œuvre de Milos Forman *Au feu les pompiers*.

Imaginez-on pareille rétrospective disons, du cinéma allemand dont auraient disparu, pour des raisons du même ordre, Dietrich, Jutzi, Lang, Ophüls, Piscator, Siodmak, des films comme *Metropolis*, *M. le maudit*, etc. ?

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi, dans l'année du vingtième anniversaire du « printemps » de 1968, Prague voudrait tenter de noyer le souvenir du grand cinéma tchécoslovaque des années 60 dans une semblable manifestation. Mais on saisis beaucoup moins bien pourquoi, à Paris, on s'est hâté de jouer le jeu, selon la belle règle « Censure à Prague, censure en France ».

On comprend encore moins pourquoi la presse, de la gauche à la droite, normalement si vigilante, n'a pas trouvé un mot pour dénoncer dans cette manifestation (la seconde déjà après l'Anthologie française de la poésie tchécoslovaque, censurée par l'UNESCO, Messidor) l'exercice d'une censure culturelle dans toute sa splendeur.

ANTONIN J. LIEHM (Paris).

## Les nouveaux instruments financiers à l'index ?

par YVES BERNHEIM (\*)

Il n'a pas fallu attendre le krach boursier du mois d'octobre et, en France tout au moins, le grand retentissement médiatique suscité par des « affaires » financières (COGEMA, par exemple) pour que des organismes publics et professionnels se penchent sur les problèmes posés par la réalisation et la comptabilisation d'opérations multiples sur les « nouveaux instruments financiers ».

La Banque de France et la Commission bancaire ont publié dès 1986 un Livre blanc sur « Les nouveaux instruments financiers et le risque bancaire ».

Cependant, la rapidité du développement de ces opérations financières pour les entreprises industrielles et commerciales et la grande créativité dans les types d'opérations proposées n'ont pas toujours permis aux organes compétents concernés d'anticiper ou, tout au moins, de répondre dans des très courts délais aux besoins des utilisateurs dans les domaines comptable, fiscal, d'organisation, de gestion et de contrôle interne.

Les montants très importants de pertes subies par certaines entreprises et révélées par la presse ont souligné l'urgence qu'il y avait à :

— Définir des règles de contrôle interne, de mesure et de surveillance des opérations réalisées sur instruments financiers ;

— Compléter et harmoniser les règles comptables ;

— Imposer une information rapide et claire des actionnaires et du public.

### La chance et le risque

En France, les pouvoirs publics ont créé une commission (dite Deguen, du nom du rapporteur) en vue de fournir toutes les informations nécessaires pour apprécier la situation actuelle et en tirer d'éventuelles conséquences au plan réglementaire.

La Commission des opérations de bourse (COB) vient d'émettre une recommandation relative aux informations à donner par les sociétés cotées sur l'utilisation de nouveaux instruments financiers.

Dans le contexte actuel et en égard aux risques susceptibles d'être couverts, qui pourraient trouver quelque désavantage à cette prise de conscience et aux différentes mesures qui pourraient en résulter ?

Cependant, la réalisation des objectifs poursuivis par les pouvoirs publics et les organes officiels ne doit pas remettre en cause le développement des techniques financières qui font chaque jour preuve de leur utilité et de leur efficacité et démontrent le dynamisme économique des entreprises.

Une certaine prudence semble donc nécessaire dans la voie de la

réglementation qui pourra naître. Il ne faudrait pas que des contraintes excessives découragent les entreprises à recourir à l'usage des nouveaux instruments financiers. En effet, leur bonne utilisation doit permettre une saine gestion financière et de la trésorerie de l'entreprise, alors que toute attitude passive d'un trésorier ou d'un directeur financier, à cet égard, peut être condamnable dans la mesure où elle peut, par exemple, ne pas permettre de réaliser le résultat qui était normalement attendu d'un contrat ou d'un marché.

Deux attitudes divergentes méritent d'être distinguées :

— Celle des entreprises qui ne procèdent qu'à des opérations de couverture de leur carnet de commandes en devises, de leur portefeuille de placement à taux fixes, de leur endettement à taux fixes...

— Celle des entreprises qui, attirées par l'effet de levier considérable qui est permis par certains instruments (vente d'options par exemple), se sont lancées dans des opérations spéculatives.

Cette dernière catégorie n'est pas concernée par la présente réflexion. Agissant en connaissance de cause, les entreprises prennent leurs risques dans un domaine où s'il y a gagnant, il y a nécessairement perdant (théorie des jeux).

Les enquêtes sur les « affaires » évoquées ci-dessus démontrèrent, le cas échéant, que les pertes subies sont à la hauteur des risques spéculatifs pris. La question, à ce niveau, n'est plus d'ordre technique ; elle relève du contrôle interne de l'entreprise et des responsabilités prises par des collaborateurs plus ou moins compétents.

De plus, l'agissant d'opérations complexes, un niveau qualitatif minimum doit être requis des personnes auxquelles la responsabilité de la réalisation de ces opérations est confiée.

Nous devons nous placer dans l'hypothèse d'une utilisation par les entreprises des instruments financiers comme outils de couverture pour leur permettre de se prémunir contre une évolution défavorable d'un actif actuel ou futur ou d'un passif. La couverture n'est évidemment pas une opération gratuite. Son coût doit être apprécié en fonction du risque qu'il permet de couvrir.

En conclusion, il ne conviendrait pas de condamner des instruments utilisés pour une saine gestion de couverture par des entreprises prudentes sous prétexte qu'ils peuvent engendrer des pertes chez des spéculateurs ou des incompetents et, a contrario, de favoriser la gestion « aveugle » d'entreprises qui ignorent les techniques de couverture.

(\*) Expert-comptable (banque Indosoc).

AU SOMMAIRE D'AVRIL

**Le Monde DES PHILATELISTES**

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Les présidents de la République.
- Le bicentenaire de la Révolution française.
- La première émission de France.
- Rencontre avec Jean Delpech.

**LE MONDE DES PHILATELISTES**

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Imprimé à l'Imprimerie de la Presse, 1, rue de la Harpe, PARIS-IV

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

**Le Monde**

**TÉLÉMATIQUE**

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

**Le Monde**

**PUBLICITE**

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1969), Jacques Fumet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Daniel Vernet.

Rédacteur en chef : Claude Sales.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

**ABONNEMENTS**

BP 587 09  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-96-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F	
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F	
ÉTRANGER (par courrier aérien)	1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	584 F	972 F	1 404 F	1 800 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**ABONNEMENTS PAR MINITEL**

36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO

365 jours par an. 24 heures sur 24.



## Le plan américain pour un règlement

## Les entretiens de M. Shultz à Jérusalem n'ont pas enregistré de progrès tangibles

Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a indiqué, le lundi 4 avril, qu'il n'était toujours pas en mesure de convoquer une conférence internationale de paix au Proche-Orient, faute d'accord suffisant entre les parties directement concernées et les membres du Conseil de sécurité. Le secrétaire d'Etat George Shultz était attendu mardi à Amman, seconde étape de sa tournée au Proche-Orient, pour tenter d'obtenir l'assentiment du roi Hussein à son plan de paix. Il devait faire, dans l'après-midi, une brève visite à Damas, avant de revenir à Jérusalem pour y reprendre avec les dirigeants israéliens des discussions qui n'avaient guère enregistré lundi de progrès tangibles.

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Une grève générale relativement suivie, et une presse arabe très réservée, au mieux sceptique : les réactions palestiniennes à la nouvelle visite en Israël de M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain, sont pour le moins décevantes. L'ensemble des quotidiens de Jérusalem-Est soulignent que les États-Unis se refusent toujours à reconnaître « le droit à l'autodétermination » des Palestiniens, et l'OLP comme leur représentant. Dans le même temps, ils ne sont pas totalement indifférents à l'initiative du secrétaire d'Etat. Ils accusent tous le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, d'y faire obstacle — ce qui est une façon, même détournée, d'exprimer un refus.

L'éditorialiste d'*Al Fajr* (pro-OLP) relevait ainsi, lundi : « Il est vrai qu'une des parties concernées [parmi les pays arabes] n'a encore répondu non à M. Shultz, pas plus qu'elle ne lui ont fait part de leur consentement [...], mais l'initiative américaine a-t-elle encore un sens au vu du refus opposé par M. Shamir ? »

En dépit de ce « refus », le secrétaire d'Etat a essentiellement consacré sa première journée d'entretiens, lundi 4 avril, à Jérusalem-Est à une longue conversation (plus de deux heures dans la matinée) avec M. Shamir. Les deux hommes se sont retrouvés à l'occasion du dîner que le premier ministre offrait en l'honneur de son hôte. Si ce déplacement n'a pas permis de surmonter leurs divergences, il a néanmoins porté sur « le fond des choses », dit-on dans les milieux informés : le calendrier suggéré dans l'initiative américaine, le contenu de ce qui pourrait être un éventuel « accord intérimaire » (un statut d'autonomie) dans les territoires occupés avant qu'on ne négocie sur leur statut définitif. Discussions qui semblent prouver que M. Shultz — attendu mardi à Amman avant de revenir à Jérusalem — n'a pas perdu tout espoir de convaincre M. Shamir.

Le secrétaire d'Etat a également été reçu par le chef travailliste et ministre des affaires étrangères, M. Shimon Peres, avec lequel l'accord est à peu près total. Il a d'ailleurs eu avec le ministre de la défense, M. Rabin, auquel il aurait

fait part de son inquiétude devant le nombre de morts dans les territoires. A l'appel de la « Direction du soulèvement » — une grève a été observée en Cisjordanie et à Gaza — pour protester contre la visite de M. Shultz. Les commerces étaient fermés, l'activité économique en sommeil, les transports publics arrêtés et les rues des principales villes désertées. Le spectacle est maintenant courant, mais la grève n'a pas été accompagnée de manifestations de rues et sit-in auxquels avait aussi appelé la « Direction du soulèvement ». Il y eut en revanche des affrontements entre l'armée et des jeunes gens dans la région d'Hébron et notamment dans le village de Bani-Naim, où un jeune Palestinien a été tué.

A Jérusalem, un journaliste palestinien, M. Mohamed Zakaï, un des responsables de la rédaction du quotidien *Al Fajr*, a porté plainte après avoir été frappé à coups de poings par des policiers dans une rue du quartier est de la capitale ; selon le journaliste, les policiers avaient estimé qu'il n'avait pas répondu suffisamment poliment à leurs questions.

ALAIN FRACHON.

## A TRAVERS LE MONDE

## Burkina-Faso

## Un Français arrêté pour espionnage

M. Robert Henri, citoyen français arrêté, le samedi 2 avril, pour espionnage et possession illégale d'une arme de combat, a déclaré, lundi, qu'il était innocent et que le gouvernement burkinés s'en prenait à lui à cause d'un article hostile au régime du capitaine Blaise Compaoré. M. Robert Henri était interrogé, lundi, par des journalistes au bureau central de la police à Ouagadougou. L'article paru dans l'hebdomadaire *Jeune Afrique* accusait le gouvernement de s'acharner contre M<sup>me</sup> Mariam Sankara, la veuve de l'ex-président assassiné. Selon *Jeune Afrique*, M<sup>me</sup> Sankara n'a pas le droit de quitter le pays.

Dimanche, la radio a affirmé que M. Robert Henri se trouvait récemment à Paris, peu de temps avant la publication du dernier numéro du magazine. La radio a précisé que M. Robert Henri « semblait être la source d'éléments d'information sensationnels donnés à *Jeune Afrique* ». Selon un communiqué de la présidence burkinés, le Français était un proche de l'ex-président Sankara, qui lui avait accordé le monopole pour la distribution des journaux étrangers du Burkina-Faso. Gérant d'une librairie à Ouagadougou, M. Henri a affirmé qu'il avait reçu son arme des mains mêmes de Thomas Sankara. — (AP.)

## Haïti

## Un rapport sur les massacres du 29 novembre blanchit l'armée

La commission d'enquête gouvernementale haïtienne, chargée de faire la lumière sur les massacres qui avaient fait au moins vingt-quatre morts et soixante-quatorze blessés à Port-au-Prince, lors des élections, votées du 29 novembre 1987, vient de rendre ses conclusions, le lundi 4 avril.

Ce rapport, officiellement achevé le 15 mars dernier, n'avait jamais été rendu public. Des bandes armées néo-dictatoriales, opposées à la tenue du scrutin, avaient alors attaqué les électeurs haïtiens. L'armée était restée passive, l'opposition l'accusant même de complicité.

Reprochant aux formations d'opposition, aux médias étrangers et aux églises d'avoir créé un climat de violence, qui a conduit à ces massacres, la commission a déposé l'armée et les partisans de l'ancien président Jean-Claude Duvalier de toute responsabilité.

## Sénégal

## Nouvelles interpellations d'opposants

M. Abdoulaye Bathily, secrétaire général de la Ligue démocratique Mouvement pour le Parti du travail (LD/MPT-marxiste), a été interpellé, le lundi 4 avril, par les forces de l'ordre sénégalaises alors qu'il participait à une « manifestation pacifique », a annoncé un communiqué du secrétariat de son parti, remis à la presse. De même source, on indique que M<sup>re</sup> El Hadj Mamadou Sall a été également interpellé au cours de cette « manifestation », organisée à l'appel de onze parties de l'opposition pour, selon le communiqué, « protester contre les violations des libertés démocratiques, symbolisées par l'état d'urgence à durée indéterminée et l'incarcération de dirigeants de l'opposition ».

Les manifestants réclamaient aussi « la diminution du prix des produits de première nécessité (riz, huile, sucre, carburant), l'annulation des élections et l'organisation d'élections libres et démocratiques », selon le communiqué qui exige la libération de M. Bathily. Les manifestations sont interdites depuis le 29 février à la suite de l'instauration de l'état d'urgence dans la région de Dakar. M. Bathily avait été interpellé puis relâché après les manifestations qui ont débuté après les élections du 28 février. — (AFP.)

## URSS

## Dix millions de paysans de paysans ont été « réprimés » par Staline

Moscou. — Plus de dix millions de paysans soviétiques ont été « réprimés » en vertu de la politique de collectivisation des terres menée par Staline au début des années 30, selon M. Vladimir Tikhonov, membre de l'Académie soviétique des sciences agricoles.

Ce chiffre, attribué à M. Tikhonov par l'hebdomadaire *Argumenty i Fakty*, est l'estimation la plus élevée du bilan de la collectivisation forcée jamais publiée en URSS.

Dans son rapport du 2 novembre dernier présenté pour le soixantième anniversaire de la Révolution, le secrétaire général du PCUS, M. Mikhaïl Gorbatchev, avait évoqué les « milliers » de victimes de Staline. Certains historiens occidentaux ont évalué à 14 millions le nombre de morts pendant la période de la collectivisation.

M. Tikhonov ne va pas jusqu'à dire que dix millions de paysans sont morts, mais il reconnaît que la « décollectivisation » — l'expropriation et l'envoi en exil des koulaks, les paysans aisés — avait liquidé la paysannerie soviétique en tant que classe et transformé les fermiers en travailleurs sans droits.

## LIBAN : grève générale

## Les syndicats réclament 310 % d'augmentation de salaire

BEYROUTH  
de notre correspondant

Une grève générale concernant, une fois n'est pas coutume, toutes les régions du pays a succédé, le mardi 5 avril, à trois jours de vacances pascales, à l'appel de la Confédération générale du travail du Liban (CGTL).

La CGTL réclame 310 % d'augmentation de salaire au titre du seul deuxième semestre de 1987, qui fut marqué par une inflation galopante, entraînée par une hausse vertigineuse du dollar (il a triplé en quatre mois, entre juillet et octobre). Le patronat en accepte tout juste 100 %, et encore est-ce sur la base du salaire au 30 juin 1987, inférieur de moitié à celui pris comme base par les syndicats, puisque, dans l'intervalle, une hausse de 100 % était déjà intervenue au titre du premier semestre 1987. Le gouvernement et le Parlement sont bien plus proches de la position des chefs d'entreprise que de celle des syndicats, et disposent à cet égard d'un

contre-argument massif : ne pas contrarier l'embellie de la livre libanaise qui, d'abord assez vite et maintenant tout doucement, remonte la pente.

Le dollar est stable ces jours-ci, autour de 365 livres, alors qu'il en valait 500 en décembre après une pointe à plus de 600 fin octobre-début novembre (le franc est revenu de plus de 100 LL à moins de 65 LL). Cette tendance à la baisse le serait beaucoup plus si elle n'était freinée par la Banque du Liban devenue, pour reprendre l'expression pour le moins insolite d'un banquier : « La poubelle des dollars de Beyrouth ».

Alors qu'il fallait ratisser le marché à quelques mois encore, pour y ratisser quelques milliers de dollars, la Banque centrale — aujourd'hui pratiquement le seul acheteur — a reconstitué une réserve de plus de 500 millions de dollars. Le dollar — symbole des devises étrangères — brule les doigts, et c'est par centaines de millions (de livres libanaïses) par jour que les

banques enregistrent le retour vers la monnaie nationale. Alors que, au plus fort de la crise de la livre, il n'y avait plus que 10 % des dépôts libellés en livres libanaïses, il y en a de nouveau aujourd'hui près du tiers, dans certaines banques, attirés par des taux extrêmement élevés (25 % à 30 %).

Rien ne dit que le mouvement ne s'inversera pas et qu'on n'assistera pas une fois de plus à une folle envolée du dollar. Mais pour le moment les faits sont là : le dollar boisse. Et, phénomène rare, les prix baissent, du moins ceux des produits importés, en particulier de l'alimentation.

C'est cette évolution que les syndicats sont priés de ne pas faire voler en éclats par une hausse des salaires qui relancerait l'inflation et la flamme des devises. La CGTL rétorque qu'elle ne réclame qu'un demi-rattrapage du pouvoir d'achat envolé en fumée. La grève du mardi 5 avril n'est, souligne le président de la centrale syndicale, M. Antoine Béchara, qu'un avertissement.

LUCIEN GEORGE.

## Le conflit entre l'Iran et l'Irak

## Téhéran et Bagdad semblent pour l'instant épargnées par la « guerre des missiles »

La guerre des missiles a bel et bien repris entre l'Iran et l'Irak, après la trêve de trois jours déclarée par Bagdad. Après la chute d'un missile iranien sur Kirkouk (nord de l'Irak), les Irakiens ont répondu par un tir de missile sur Isfahan, la deuxième ville d'Iran, et affirmé qu'ils reprendraient la « guerre des villes » à coups de missiles et d'« autres moyens », sans préciser lesquels. L'Iran, qui s'attend à des attaques chimiques contre Téhéran, a lancé une campagne d'information de la population en cas de bombardement chimique.

Pour l'instant, de moins les belligérènes n'ont pas encore repris les tirs des missiles contre leurs capitales respectives. Qom, la ville sainte des chiites iraniens, a eu moins de chance. Elle a été touchée ce mardi matin un peu avant l'aube par un missile irakien qui a fait quinze morts, pour la plupart des femmes et des enfants.

L'Irak a accusé d'autre part, lundi, l'Iran d'avoir bombardé les 30 et 31 mars (soit près de deux semaines après le bombardement

chimique de Halabja) à l'arme chimique des troupes irakiennes dans le secteur de Halabja et a demandé au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, d'envoyer une mission d'enquête à Bagdad pour y visiter les militaires « très grièvement atteints » hospitalisés dans un hôpital de la capitale libanaise.

Les accusations irakiennes sont accueillies avec scepticisme dans les milieux des Nations unies où l'on rappelle que des experts de l'ONU qui s'étaient rendus en Irak l'année dernière n'avaient pu établir un quelconque recours par Téhéran à des armes chimiques et ont laissé ouvert l'éventualité que des militaires irakiens aient été gazés accidentellement lors du maniement de leurs propres armes chimiques.

En revanche, d'autre commission de l'ONU envoyées en Iran ont formellement établi que l'Irak a utilisé du gaz moutarde et du gaz irritant contre les troupes iraniennes. — (AFP, AP.)

## Le colonel Kadhafi annonce la suppression du poste frontière avec la Tunisie

Nicocée. — Le colonel Mouammar Kadhafi a annoncé, le lundi 4 avril à Tripoli, la suppression du poste-frontière libyen avec la Tunisie et la dissolution d'une unité de combat libyenne stationnée à la frontière de ce pays.

Le colonel Kadhafi a fait cette annonce dans un discours prononcé devant la haute commission tunisienne de coopération réunie à Tripoli en présence du premier ministre tunisien Hedi Bacouch. Le chef de la Révolution libyenne a indiqué que le poste-frontière — la porte de Ras Jadir — est désormais supprimé et que les ressortissants des deux pays pourront circuler librement.

Le colonel Kadhafi a ajouté qu'une unité de combat destinée à intervenir en territoire tunisien au cas où les États-Unis utiliseraient ce pays pour mener une attaque contre la Libye a été dissoute. — (AFP.)

[Le colonel Kadhafi avait annoncé le 30 mars la réouverture de la frontière entre la Libye et l'Égypte, mais le pré-

sident Mouammar s'était prononcé contre une telle initiative, afin d'éviter, dit-il, de « prévenir toute tentative de sabotage ou de terrorisme ».]

Grève de la faim d'un Palestinien détenu à Damas. — M. Issam Abdel Latif, membre du bureau politique du FDLP (Front démocratique pour la libération de la Palestine) de M. Nayef Hawatmeh, qui est détenu à Damas depuis le 9 février 1987, suit une grève de la faim depuis le 17 mars dernier pour protester contre la poursuite de sa détention, a-t-on appris, le lundi 4 avril, de source palestinienne.

M. Abdel Latif a été arrêté à Damas au lendemain d'un entretien qu'il avait eu avec le numéro deux libyen, le commandant Jalloud. Celui-ci s'efforçait alors de trouver une solution à la guerre des camps palestiniens du Liban qui faisait rage. Depuis, personne n'a revu M. Abdel Latif.

## BIBLIOGRAPHIE

## Un otage au Liban

« Nous avons été bien traités. » Ce rituel des otages à leur libération, Roger Auque y met brutalement fin en racontant, dans le livre qu'il publie avec la collaboration de Patrick Forestier, *Un otage au Liban*, ses trois cent dix-neuf jours de détention dans la banlieue de la capitale libanaise.

Sans concession aucune, multipliant les détails de ces journées sans fin dans l'attente d'une hypothétique libération que lui font miroiter à plusieurs reprises ses geôliers, notre confrère de RTL relate ce qu'est réellement la vie des otages, dont le plus ancien est détenu depuis plus de trois ans. A en croire son récit, son expérience est en effet valable pour tous les autres détenus, puisqu'il affirme, preuves à l'appui, que tous les otages passent un jour ou l'autre dans les mêmes cellules et entre les mains des mêmes gardiens.

Les geôliers apparaissent tous très jeunes et, surtout, être là pour l'argent qu'ils touchent. Plus ou moins « sympathiques », ils font ce travail comme un autre et, malgré l'intégrisme de leurs chefs, ont les mêmes préoccupations que beaucoup de jeunes, sortir, voyager, quitter, pour certains, ce Liban devenu sans avenir.

Ce qui frappe en effet dans ce récit, c'est le mélange poussé jusqu'à l'absurde de l'horreur et du normal. Dans un appartement dont plusieurs pièces sont transformées en cellules, les otages vivent en quelque sorte par procuration la vie familiale, qui suit son cours.

Jamais, cependant, Roger Auque ne semble savoir pourquoi il a été pris ni pourquoi il a été libéré. Si, connaissant Beyrouth, il reconstitue assez bien ses lieux de détention, la banlieue sud chite, il ne verra jamais les vrais commanditaires de son rapt. C'est ce néant, ne rien savoir, ne rien comprendre, qui, écrit-il en se définissant comme un « ennemi vivant », est le plus difficile à supporter.

Ses affirmations sur le fait d'avoir été détenu par des Palestiniens sont cependant peu convaincantes, comme les explications qu'il donne à l'appui de sa thèse. S'il est possible que quelques individus palestiniens aient cédé au mirage de la révolution islamique, tout prouve qu'il était bien détenu par des mandataires de Téhéran. On regrette aussi quelques généralisations gratuites et abusives sur « les » musulmans ou la « mentalité » du Proche-Orient.


Mais, tel qu'il se présente, ce témoignage reste une pièce importante à verser au dossier humain des otages du Liban, le récit presque clinique de la détention que subissent toujours vingt étrangers, sans oublier les milliers de Libanais dont les conditions d'internement sont sans aucun doute encore plus dures.

FRANÇOISE CHIPAUX.

★ « Un otage au Liban », de Roger Auque, éditions Filipacchi, 303 p., 89 F.

● M. Bitterlin à Damas. — M. Lucien Bitterlin, président de l'Association d'amitié franco-arabe, se trouve depuis le samedi 2 avril à Damas, et a été reçu, lundi, par le ministre des affaires étrangères, M. Farouk Al-Chareh. M. Bitterlin, dont la dernière visite à Damas remonte au 26 avril 1987, s'était rendu à Beyrouth en décembre 1987 et en janvier 1988, pour tenter d'obtenir la libération des otages belges et français du *Silco*, un bateau dont le Fatah-Conseil révolutionnaire (d'Abou Nidal) a annoncé, le 8 novembre, la capture en Méditerranée. — (AFP.)

# PATRICK LAGADEC



Patrick Lagadec  
Etats d'urgence  
Détailles technologiques  
et déstabilisation sociale

En 1981, Patrick Lagadec publie *La civilisation du risque*. Un livre prophétique. Il récidive aujourd'hui avec *Etats d'urgence*.  
Hélène Crié/Libération

Une première : des responsables osent enfin parler.  
Jacques Girardon  
L'Express Aujourd'hui

Voilà un livre sérieux sur un sujet préoccupant.  
Jean-Claude Soum  
Sciences et Avenir

Collection Science ouverte dirigée par J.M. Lévy-  
Leblond, 140 F

Editions du Seuil



حکومت الراحل

## Asie

## PHILIPPINES

## Les négociations sur les bases américaines s'annoncent difficiles

MANILLE  
Correspondance

A en croire les « nationalistes » philippins, le mardi 5 avril est « le jour qui entérinera le rachat de notre grandeur nationale ». En effet, cinq Philippines et autant d'Américains ont ouvert, à Manille, des négociations en vue de déterminer les modalités qui régiront l'emploi des bases militaires « octroyées » par le gouvernement philippin à l'armée américaine (1). Ces discussions, qui dureront officiellement jusqu'en juillet 1988, promettent d'être difficiles.

Pour les Américains, le maintien de ces bases est nécessaire à la préservation de « la sécurité régionale », face au renforcement du matériel militaire entrepris par l'Union soviétique dans le port vietnamien de Cam-Ranh et à la suite de l'offensive diplomatique de Moscou dans la région depuis le discours prononcé à Vladivostok par M. Gorbatchev en 1986. Ainsi, selon les Etats-Unis, leur colossal arsenal de guerre aux Philippines « assure la liberté de circulation entre le Pacifique et l'océan Indien ». Mais à Manille, les considérations d'ordre strictement local l'emportent sur la vision stratégique. Ainsi on a dénoncé à la fois la menace qui pèse sur la survie même du pays, « l'effet d'aimant » qu'auraient ces bases en cas de conflit nucléaire — et « l'ouvrage à la dignité nationale », tout en évoquant les retombées sociales d'une présence massive de soldats étrangers.

Les autorités américaines font valoir que les bases emploient 65 000 Philippines et que, chaque année, des centaines de sociétés locales sont utilisées pour des travaux d'entretien. En outre, plus de 4 000 Philippines épousent chaque année des soldats américains, et s'il est vrai que la durée moyenne d'un tel mariage ne dépasse pas trois ans, le versement d'une partie du salaire du mari à la famille restée au pays profiterait à « des centaines de milliers de gens ».

Le ministre philippin des affaires étrangères, M. Raul Manglapus, n'en estime pas moins que, puisque les bases servent un « intérêt régional », il appartient aux pays voisins de « partager les responsabilités ».

Signé en 1947, après l'indépendance, l'accord militaire a été l'objet depuis de plus de quarante modifications et a été complété par trois autres accords de coopération militaire. En 1964, il fut décidé de mettre en application la réduction de la durée du « bail » — terme en lui-même inexact puisque les Etats-

Unis refusent de payer un « loyer » et se contentent de déboursier une « compensation ». — décidée sept ans auparavant. Celle-ci passait des quatre-vingt-dix ans prévus initialement à vingt-cinq ans, les modalités de gestion étant sujettes à des révisions quinquennales. Après 1991, le « bail » devient « indéterminé avec possibilité de révocation » — préavis d'un an — de part et d'autre. La souveraineté philippine n'est pas discutée.

Politique  
de dénucléarisation

Lors de la dernière session de révision en 1983, Washington accepta de verser, sur cinq ans, pour 900 millions de dollars d'aide et de crédits divers (2). Les négociations entamées mardi ne devaient être qu'une simple « réactualisation » de la rédevance financière américaine et des « conditions d'utilisation » de ces facilités. Les Philippines sont ainsi particulièrement concernées par le statut juridique accordé aux militaires américains : de 1980 à 1987,

aucune des 3211 plaintes portées contre des soldats américains n'a abouti devant un tribunal philippin. Mais pour certains milieux politiques, ces négociations devraient marquer le début d'un processus qui aboutirait au départ définitif des forces « néo-coloniales ».

Les auteurs de la nouvelle Constitution philippine ont, de l'aveu de certains d'entre eux, fait une erreur d'interprétation en estimant que l'accord de 1947 expirerait automatiquement en 1991. Les autorités philippines sont ainsi dans l'obligation de renégocier un traité qui n'est pas caduc et n'a pas été officiellement dénoncé. Par ailleurs, la Constitution philippine prévoit une politique de « dénucléarisation » du territoire national, clause inacceptable pour les Etats-Unis, avec un éventuel référendum populaire à la clé. La position philippine est aggravée par le fait qu'un incendie a détruit l'ensemble des dossiers relatifs aux révisions précédentes.

Dans l'immédiat, M. Manglapus s'est engagé à rapporter à l'archipel « des milliards et non des millions de dollars » pour la période 1988-

1991. Au-delà, le gouvernement de M. Aquino « garde ses options ouvertes ». Le ministre philippin a néanmoins précisé que déjà « trois études officielles » ont été initiées afin « de préparer une utilisation civile des bases » dans le cas d'un retrait des forces américaines. Du côté américain, en privé, on indique « qu'il suffirait de faire savoir, par la rumeur publique, qu'une attitude hostile du gouvernement philippin aurait des répercussions sur l'attribution des centaines de visas délivrés chaque jour par l'ambassade à Manille », pour que les précieux intérêts stratégiques soient préservés.

KIM GORDON-BATES.

(1) Les sept bases principales sont : Subic Bay (marine) et Clark (armée de l'air), les plus grandes installations militaires américaines à l'étranger, quatre stations d'écoute et de communication — dont une à San Miguel, d'une extrême importance — et un camp de repli à Baguio.

(2) Les Philippines se plaignent d'être « moins bien compensées » que les autres pays « hôtes » des bases américaines, en Europe notamment.

## La cavale de « Gringo »

## L'ancien putschiste toujours en fuite

MANILLE  
correspondance

Manille était déserte pour Pâques, ses habitants ayant rejoint leurs familles dans les provinces lointaines. M<sup>re</sup> Aquino était, elle aussi, partie se reposer au bord de la mer, quelques centaines de kilomètres plus au nord. L'ancien colonel Gregorio « Gringo » Honasan, chef du putsch du 28 août 1987, en a profité pour prendre, littéralement, le large (le Monde daté 3-4 avril). Plus de quarante-huit heures après sa tranquille évasion, — en barque de sauvetage à l'aube du 2 avril, en compagnie de treize de ses gardiens, — on n'a toujours aucune nouvelle de celui qui fut décrit naguère comme « l'ennemi numéro un du régime ».

M<sup>re</sup> Aquino a interrompu ses vacances et regagné la capitale pour une « réunion d'urgence du cabinet ». Dans la soirée de samedi, la présidente est apparue sur les écrans de télévision pour rassurer ses concitoyens. Selon elle, la stabilité du pays n'est pas

menacée par un quelconque « réveil » d'une dissidence militaire qui donnerait, ces derniers temps, l'impression de s'être assagie.

La présidente a ainsi assuré que « tout allait être fait » pour rattraper les fugitifs et que le « chasseur à l'homme » allait être sans pitié. Outre M. Honasan, quatre anciens officiers putschistes se sont également échappés d'une autre prison. Les forces de l'ordre ont été mises en état d'alerte maximale et des barages ont été dressés sur les grands axes routiers.

Selon les autorités, l'ancien colonel s'est évadé à la veille de la célébration et du confinement dans l'île de sa culpabilité dans l'affaire du 23 août (parmi de nombreux chefs d'accusation, il devrait répondre des crimes de sédition et de meurtre). Mais M<sup>re</sup> Aquino a beau vouloir casser l'image de « héros » entourant cette ancienne idole et déclarer qu'il « n'a plus les moyens de provoquer un regain de violence », les Philippines voient la situation difficilement. On explique moins

comment treize marins, tous membres d'un corps d'élite, auraient voulu se joindre à une aventure à l'issue plus qu'incertaine à moins d'avoir reçu quelques garanties de personnalités influentes.

L'évasion a pourtant tout l'air d'avoir été improvisée. L'ancien colonel n'a laissé qu'un court « message d'adieu » destiné au capitaine de son navire-prison, tracé au feutre sur le miroir de sa cabine. Le capitaine en question, soupçonné de complicité, a été mis aux arrêts.

La fuite de M. Honasan survient à un moment embarrassant pour le gouvernement puisque l'état-major de l'armée est actuellement en pleine réorganisation. Une trentaine de généraux ayant atteint la limite d'âge ont ainsi été mis à la retraite la semaine passée et nombre de grades seraient méconnaissables des promotions de leur collègue. Les proches de M. Ramos, la présidente à néo-républicain, ont dit qu'elle ne renoncera pas à un voyage officiel à Pékin, prévu pour le 15 avril.

K. G.-B.

## AFGHANISTAN

## Le spectre de la « libanisation »

L'URSS et l'Afghanistan agissent conformément à « leurs intérêts nationaux » en cas d'échec des pourparlers indirects de Genève entre l'Afghanistan et le Pakistan, ont souligné, le lundi 4 avril à Kaboul, le numéro un afghan Najibullah et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Egorov Chevardnadze. Selon un compte-rendu diffusé par l'agence Tass des entretiens du président afghan avec le chef de la diplomatie soviétique, arrivé dimanche à Kaboul, les deux parties ont évoqué « les tâches concrètes découlant de la ligne politique concertée » définie le 8 février dernier par le secrétaire général du PCUS, M. Mikhaïl Gorbatchev, et M. Najibullah. A cette date, le numéro un soviétique avait notamment annoncé que l'URSS était prête à retirer ses troupes en dix mois.

Dans son compte-rendu, Tass ajoute que « les deux parties ont confirmé que le programme d'action fixé serait mis en œuvre indépendamment de la situation qui prévalait en fin de compte à Genève ». — Si les pourparlers de Genève ne se soldent pas par la signature des accords prévus, l'URSS et l'Afghanistan agiront en fonction de leurs intérêts nationaux », poursuit la dépêche de Tass.

M. Najibullah et Chevardnadze se sont par ailleurs félicités des résultats des « nouvelles formes de contacts économiques, commerciaux et culturels » entre les deux pays, en particulier de l'établissement de « relations directes » entre républiques fédérées soviétiques et provinces afghanes. Le président afghan et le ministre soviétique se sont prononcés pour la création d'entreprises mixtes et pour la prise de « mesures complémentaires afin de stimuler encore plus le commerce et la coopération entre les organismes soviétiques et les représentants du secteur privé en Afghanistan ».

Au même moment, des membres de la résistance et des dissidents en poste au Pakistan ont estimé qu'une « libanisation » du pays ne pouvait être exclue, en affirmant que Kaboul envisagerait, si nécessaire, une partition du pays en deux zones, une au nord et l'autre au sud.

Selon ces sources, la ville de Mazari-Charif, située près de la

frontière soviétique, deviendrait la capitale de la zone nord. L'annonce, le 13 mars, de la nomination au poste de vice-premier ministre pour la région nord de M. Najibullah Mawlawi laisse supposer qu'une telle partition du pays est possible, car aucun ministre n'a été désigné pour d'autres régions du pays, estimant notamment des diplomates occidentaux.

Le sud du pays étant plus vulnérable aux attaques de la guérilla, l'appuyant sur le Pakistan et l'Iran, Moscou souhaiterait de toute façon disposer de voies de communications « plus sûres » dans le nord du pays afin de faciliter le retrait de ses troupes prévu à la fin de cette année. La création d'une nouvelle province autonome, nommée Sar-e Pul, déjà annoncée par Radio-Kaboul (le Monde du 5 avril). Cette province inclut des parties des provinces du nord du pays : Balkh, Faryab, Jauze Jan, et Samangan. Des sources de la résistance afghane voient dans ce projet de partage la volonté de Kaboul de diviser le pays en fonction des différences ethniques. La région nord, dont la langue dominante est le farsi (langue persane), est une mosaïque de minorités composées d'Ouzbeks, de Tadjiks et de Turcomans, parlant chacune son propre dialecte. La langue patchoune est principalement parlée dans le sud.

Entretenu, à Genève, le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, a repris lundi sa navette entre les délégations pakistanaise et afghane. Le délégué pakistanaise, M. Zain Noorani, a estimé, après avoir rencontré M. Cordovez, qu'un accord pourrait intervenir « dans les prochains jours », sans toutefois expliquer les raisons de son « optimisme », qui contraste singulièrement avec les divergences entre Américains et Soviétiques sur le problème-clé de la « symétrie » (l'arrêt ou la poursuite des aides militaires américaines à la résistance et soviétique à Kaboul).

Pour sa part, M. Frank Caruosi, secrétaire américain à la défense, s'est entretenu à deux reprises, lundi, à New-Delhi, avec son homologue indien. Après avoir raconté, mardi, le premier ministre indien, il doit se rendre mercredi à Islamabad. — (A.F.F.)

## Amériques

## PANAMA : fin d'un centre financier international ?

## La plupart des banques refusent d'ouvrir ou s'apprentent à partir

L'opposition au général Noriega a appelé les Panaméens à manifester, mardi 5 avril, dans l'ancienne zone du canal, où doit arriver les mille trois cents hommes envoyés en renfort par les Etats-Unis. La grève générale s'essouffait après quinze jours de paralysie totale, mais se poursuivait. De plus en plus de commerçants estiment qu'« elle fait plus de tort à la population qu'au général Noriega ».

PANAMA  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

La majorité des quelque cent vingt banques étrangères du centre financier international qui a fait la fortune de Panama au cours des quinze dernières années auraient décidé de quitter le pays, cherchant du même coup à limiter leurs pertes en refusant d'obéir aux instructions des autorités locales. Car le gouvernement, par une série de décrets, veut obliger les banques à ouvrir leurs portes cette semaine, après un mois de fermeture, provoquée par la décision de Washington de geler les fonds du gouvernement panaméen aux Etats-Unis tant que le général Noriega n'aurait pas quitté ses fonctions.

Pour les banques, comme pour le général Noriega, c'est une question de survie : si les banques refusent de reprendre leurs activités, le commandant en chef des forces de défense sera contraint d'abandonner, à court terme, la lutte qui l'oppose depuis des mois aux Etats-Unis. Si les autorités forcent les banques à ouvrir, ce sera la faillite en quelques jours pour les plus fragiles d'entre elles. C'est-à-dire les douze banques panaméennes, qui seront bien incapables de faire face à la ruée des épargnants venus récupérer leurs dépôts.

Depuis des semaines, les représentants de la commission bancaire — organisme gouvernemental — et ceux de l'association bancaire qui réunit les banquiers tentent de mettre au point la formule magique qui permettra de relancer cette gigantesque machine, basée sur la confiance. En vain. Selon un document rédigé par M. Ramon Gilberto Perez, le président de la Bancolai, une des douze banques panaméennes, « le remède serait pire que le mal car à quel cela servirait-il d'ouvrir pour dire aux épargnants qu'on ne peut pas les autoriser à retirer de l'argent sur leurs propres comptes ? Cela déclencherait une véritable panique » et aurait des conséquences inimaginables pour les banques privées.

Le syndicat des industriels de Panama fait la même analyse et rappelle que le gel des fonds du gouvernement panaméen par les Etats-Unis, n'a fait que précipiter la crise fiscale.

qui s'annonçait depuis longtemps, « à cause de l'incapacité de l'Etat à faire face à ses dépenses excessives ». (Le Panama a le revenu par habitant le plus élevé en Amérique latine, mais aussi la dette la plus importante pour une population de 2 200 000 personnes.)

Il reste que les sanctions financières de Washington ont en effet multiplié par dix le risque de la confiance de la communauté internationale dans le système bancaire, pilier de l'économie nationale (plus de 70 % du produit national brut dépendent du secteur des services). Les experts les plus optimistes parlent déjà d'une baisse de 10 % du PNB en 1988 alors que le Panama avait enregistré une croissance continue au cours des dernières années, contrairement à ses voisins d'Amérique centrale.

Les créances  
à récupérer

Toutes les banques n'ont pas la même attitude face à la crise. Les banques américaines appuient la politique menée par Washington contre le général Noriega, au point que certains Panaméens se demandent s'il ne s'agit pas d'une opération concertée en vue de démanteler le centre financier international et de transférer une grande partie de ses activités aux Etats-Unis. Les banques japonaises qui avaient essayé de faire bande à part et de collaborer avec les autorités panaméennes ont été rapatriées à l'ordre par Washington dès le début de la crise. Du coup, la plupart ont décidé de cesser leurs activités et de se replier au Japon.

Les banques européennes sont un peu plus solidement installées et ne peuvent donc pas se désengager aussi vite, sauf pour les institutions spécialisées dans l'offshore, c'est-à-dire dans des opérations bancaires internationales utilisant Panama comme base (Paribas a cessé ses activités le 31 décembre et le Crédit Commercial de France s'appretait à partir). Le Crédit lyonnais, la Société générale et surtout la Banque nationale de Paris — la plus importante banque européenne à Panama — ne donnent pas de signes de repli pour l'instant. « Nous ne pouvons pas partir sans récupérer les créances importantes que nous avons sur le plan local », nous a dit un de leurs dirigeants.

Contrairement à leurs concurrents américains, les banques européennes n'excluent pas totalement de reprendre leurs activités prochainement. Cela ne permettrait certainement pas à l'économie de redémarrer, mais ce serait une petite victoire psychologique, de courte durée sans doute, pour le général Noriega qui a en bien besoin dans les circonstances actuelles.

BERTRAND DE LA GRANGE.

## « Jackson connection »

Avec lui, il faut s'attendre à tout. Non content de bouleverser les plans des démocrates qui ne pensaient pas le voir remporter de tels succès dans la course à la Maison Blanche, le révérend Jesse Jackson, à qui rien ne semble résister, a entrepris de résoudre à lui tout seul la crise de Panama.

Après tout, quarante-cinq jours d'atermoiements et d'échange de mauvaises procédés s'étaient écoulés. Le 22 mars déjà, « Jesse » avait offert par écrit ses services au général Noriega pour l'aider à partir en limitant les dégâts. Proposition réitérée de vive voix, le dimanche 3 avril, dans le Wisconsin, où, à deux jours des primaires, le révérend se livrait à son sport favori : la chasse aux votes.

Le plus étonnant, c'est que M. Noriega, fassent décidément feu de tout bois, a fini par répondre, remettant son sort entre les mains de M. Jackson : « Vous pouvez faire beaucoup », écrit-il dans une lettre non datée, mais rendue publique lundi, pour « éliminer l'une des principales causes de souffrance de nombreux Panaméens : l'intervention américaine ». Et le général, traquant, se plaignait d'avoir été « baloté » et « traité dans la brousse aux yeux du monde entier », de s'en remettre à

« l'autorité morale » de son interlocuteur par-devant « les lois divines et terrestres ».

On croit rêver. A cela près que, pour barrer ou manipuler qu'elle ait été, la « Jackson-diplomatie » a parfois marché. A preuve, le fason dont « Jesse » a négocié en 1984, en Syrie, la libération d'un pilote américain abattu au Liban. Et si son initiative panaméenne n'est sans doute pas faite pour attirer le révérend les indulgences de la Maison Blanche, elle n'a pas déçu pour cet autre grand souffre-douleur de la politique américaine qu'est l'ancien président Richard Nixon.

Ce dernier estime, en effet, que M. Jackson « est un des meilleurs candidats à la présidence du siècle, tous partis confondus », mais qu'il n'a « aucune chance de gagner du fait de ses positions trop radicales ». Souffligant, dans les colonnes du Washington Times de lundi, que figure en deuxième position sur le « ticket démocratique » peut être dangereux pour M. Jackson, l'ex-président conclut : « De toute façon les démocrates ont de bonnes chances de perdre, mais c'est lui, que l'on craint pour responsable, parce qu'il est noir ».

M.-C. D.

## INDE : face au terrorisme sikh

## New-Delhi envisage l'édification d'une clôture de 550 kilomètres à la frontière pakistanaise

Six personnes ont été tuées au cours des dernières vingt-quatre heures au Pendjab, portant à environ six cent cinquante le nombre de victimes depuis le début de cette année. Des responsables gouvernementaux se sont réunis, le lundi 4 avril à Amritsar, pour étudier les moyens de mettre un terme à la violence des séparatistes sikh.

Après la fermeture des frontières entre l'Etat du Pendjab et le Pakistan voisin, ordonnée dimanche par le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, les journaux indiens indiquent que le gouvernement central songerait à édifier une clôture électrifiée tout au long des 550 kilomètres de frontière entre la région dominée par les sikh et le Pakistan, où les séparatistes trouveraient régulièrement armes et bases de repli.

L'information n'a pas été confirmée de source officielle, mais le chef des forces de sécurité déployées

le long de la frontière a indiqué qu'une étude de faisabilité a bel et bien été réalisée. En attendant, les quatre-vingt mille hommes des services de sécurité ont été invités à intensifier leurs patrouilles le long de la frontière et des responsables du ministère de l'intérieur ont fait savoir que les services secrets du Pendjab, fort de deux mille hommes, seront passés au crible. De notoriété publique, ces services ainsi que la police sont infiltrés par les séparatistes sikh.

Selon la télévision d'Etat, M. Rajiv Gandhi envisagerait également la mobilisation contre le terrorisme des vingt millions d'habitants du Pendjab. La rumeur concernant l'éventuelle imposition de l'état d'urgence dans la région continue de courir, mais n'a pas reçu jusqu'ici le moindre début de confirmation officielle.

Union Carbide devra verser 192 millions de dollars de dommages et intérêts à la suite de la catastrophe de Bhopal. — La Haute Cour de l'Etat du Madhya-Pradesh a ordonné au groupe chimique américain Union Carbide Corp. de verser 192 millions de dollars de dommages et intérêts aux victimes de la catastrophe de Bhopal et à leurs familles, a annoncé, le lundi 4 avril, l'agence de presse indienne PTI. La multinationale dispose de deux mois pour verser cette somme au gouvernement indien. Union Carbide a indiqué dès lundi que la décision de la Cour n'était pas dans le meilleur intérêt des victimes et qu'en attendant qu'elle examinerait le jugement avant de décider de faire appel ou pas. — (A.F.F.)

**INÉDIT**  
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde  
Tome II  
LES MOISSONS DE LA FRANCE  
Initiative de la France 2e édition augmentée  
Remarque : les données des 43 pays d'origine française  
Données de la France : les zones géographiques sont basées sur les  
projections « coniques » des Etats-Unis. France : 2  
données géographiques. Données des Etats  
d'origine française : algérie, la 10 DDM-TOM,  
la zone franc, confédération franco-allemande (MO national,  
ACTI MO national) et le possible LODEL (Union des Etats  
de langue française : 43 national, 150 p., 98 F.).  
France chez l'étranger :  
**MARTINOT-DE PREUIL**  
49560 NUEL-SUR-LAYON  
(Tél. 0107. Les 2 tomes 140 F. franco)

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE  
APPRENEZ LE  
**CHINOIS**  
EN CHINE  
dans une grande université  
Pékin, Shanghai, Canton...  
PLACES LIMITÉES  
Une année de septembre 88 à juin 89. Débutants et avancés  
de 18 à 40 ans - Clôture 25 mai - Doc. contre 3 timbres  
**CEPES**, 17, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.



## Europe

L'accès aux dossiers du III<sup>e</sup> Reich

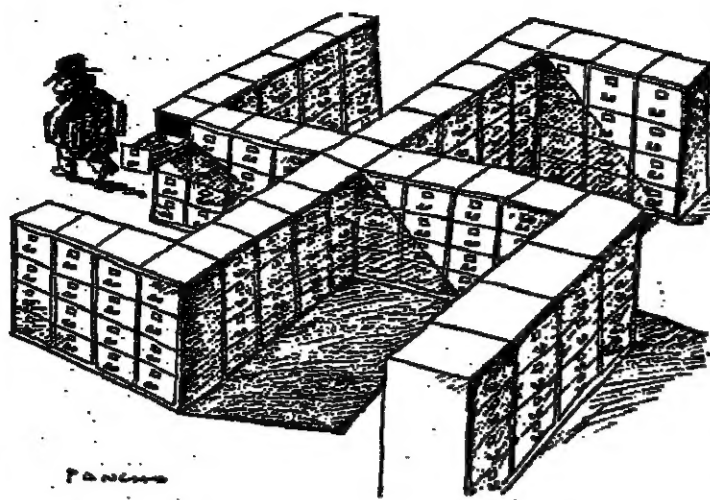
### Précieuses archives nazies

(Suite de la première page.)

Si un soldat de la Wehrmacht, un certain Müller, n'avait pas dérobé à ses supérieurs au moment de la débâcle des troupes nazies, jamais le problème de la conservation et de l'utilisation de ces archives ne se serait posé. Les dossiers concernant plus de dix millions de membres du NSDAP, de la SS et d'autres organisations hitlériennes avaient été transportés de la « maison brune » de Munich à une usine de pâte à papier de la banlieue de la capitale bavaroise, Müller devant s'assurer de leur destruction. Celui-ci mangea la consigne, et les tonnes de papier restèrent entreposées là sans que personne n'y prête attention, jusqu'au jour où un capitaine de l'armée américaine, Ernie Langsdorf, un émigré allemand, passant par hasard, se rendit compte de la valeur de ces documents.

Les trente millions de dossiers furent transportés par camions à Berlin et confiés à la garde des troupes d'occupation américaines. Ils furent d'une grande utilité dans la préparation des procès de Nuremberg, car ils permirent aux alliés de se faire une idée très précise du fonctionnement de l'appareil du parti, de la manière dont on n'y adhérait, ce qui leur permit de ne pas se laisser bernier par ceux qui prétendaient avoir été engagés sans leur consentement dans les diverses organisations hitlériennes.

L'existence de ces archives était également connue une épine de Damoclès pour les personnes qui entendaient faire carrière dans la nouvelle Allemagne, en faisant comme si le passé n'avait pas existé. Au fil des années s'installa un usage qui permettait aux chercheurs et historiens d'avoir accès aux documents du Berlin Documentation Center, sans que leur soient toutefois communiqués les dossiers concernant les personnes vivantes. L'accès à ces documents était réservé aux organismes officiels, après accord des puissances alliées. Les utilisateurs les plus réguliers des archives étaient les chancelleries des ordres honorifiques qui se rensei-



P. H. ROSENZWEIG

gnaient avant de remettre une décoration à un citoyen allemand.

La disparition de plusieurs milliers de documents a provoqué un débordement de rumeurs qui jusqu'ici n'ont pas été confirmées. Selon M. David Irvin, un historien britannique proche des thèses faurisiennes, M. Gerhard Frey, éditeur de plusieurs publications d'extrême droite, aurait réussi à se procurer des dossiers prouvant le passé nazi de très nombreuses personnalités du monde politique, artistique et journalistique de RFA. Même dans l'hypothèse où ces rumeurs se révéleraient exactes, ces dossiers ne concerneraient plus aujourd'hui que des personnes parvenues à un âge où l'on est plus proche de la retraite que de l'exercice de responsabilités de premier plan.

Les péripéties de ces derniers mois ont remis à l'ordre du jour une question qui traîne depuis plus de vingt ans : celle de la remise à la République fédérale des archives du Berlin Documentation Center. En 1967, le gouvernement américain avait accepté le principe de ce transfert, à condition que l'ensemble des documents soient microfilmés, aux frais de la RFA. Actuellement, moins de

la moitié du total des archives a été photographiée, et l'on estime qu'il faudra encore trois ou quatre ans pour achever ce travail. Les autres puissances occupantes ont également leur mot à dire sur l'avenir de ces archives. La France et la Grande-Bretagne attendent les propositions américaines pour se prononcer. Du côté français, on insiste sur le fait que ces documents doivent rester à Berlin, où le contrôle des alliés pourra s'exercer de manière plus efficace, en particulier sur la question de la liberté d'accès à ces documents. Les autorités allemandes préféraient transférer ce fonds à Coblenz, où se trouvent l'ensemble des archives nationales.

LUC ROSENZWEIG.

● RFA : Le désarmement reste mobilisateur. — Pendant quatre jours, entre 100 000 et 200 000 Allemands de l'Ouest ont participé à la tradition désormais établie de Pâques : marcher dans une ambiance de ferveur religieuse, souvent en famille, pour protester contre toutes les armes stationnées dans leur pays. Le beau temps aidant, des centaines de défilés et de rassemblements se sont déroulés à travers toute la RFA. — (AFP.)

### BIBLIOGRAPHIE

« Le Grand Défi », d'Hélène Carrère d'Encausse

### Le régime soviétique aux prises avec ses nationalités

Dans *L'Empire éclaté*, un ouvrage publié il y a dix ans, M<sup>me</sup> Hélène Carrère d'Encausse écrivait : « Le réveil des cent nations soviétiques qui menacent l'existence même de l'URSS ». C'est peut-être pour cette raison, ajoutait-elle, en cette période du brejnevisme agonisant et aventureux que « le pouvoir se dresse à l'intérieur tandis que l'empire soviétique cherche à s'étendre en Afrique » (1).

Ce premier livre consacré à la crise des nationalités dressait, pour l'essentiel, un tableau de la situation du moment et des perspectives à moyen terme. De 1950 à 2000, la part de la population de la République de Russie dans la fédération va descendre de 56,7 % à 47,3 %. Celle des Républiques d'Asie centrale monter de 9 % à 23 %. Les Russes détiennent toujours la très grande majorité des postes au bureau politique dans l'armée, la police, mais leur part dans la population ne cesse de décroître, alors que, en peu d'années, le nombre des musulmans passe de 50 à 80 millions.

Une décennie après avoir porté ce diagnostic, M<sup>me</sup> Carrère d'Encausse revient à la charge. Le second ouvrage — *Le Grand Défi* — est surtout consacré à la doctrine et à l'histoire des premières années du régime en la matière (2). L'auteur constate que Marx et Engels n'ont pas légué à leurs disciples une théorie nationale cohérente. Pour eux, la nation n'est qu'un phénomène transitoire lié à la période du capitalisme ascendant.

Pourtant, les marxistes autrichiens puis russes, qui militaient dans des ensembles plurinationaux, ont dû se préoccuper plus sérieusement du phénomène. Les premiers, notamment, avec Otto Bauer, ont même osé corriger en l'interprétant la fameuse formule, les prolétaires n'ont pas de patrie. Marx et Engels constataient cette carence sans verser à ce propos des larmes amères. En revanche, pour Bauer, la première tâche de la révolution triom-

phante sera de rendre au prolétariat ce que lui ont été le capitalisme et la bourgeoisie : la patrie.

Plus à l'est, Lénine comprit vite que ses « révolutionnaires professionnels » avaient tout intérêt à exploiter ou à diriger la révolte des peuples soumis à l'empire tsariste, mais c'était un intérêt d'ordre stratégique. Les révoltes nationales ne pouvaient qu'être subordonnées à la révolution prolétarienne. Elles n'ont plus de raison d'être après la victoire de la révolution. Comment Lénine aurait-il pu penser autrement et avoir une mentalité véritablement fédéraliste, lui qui plaçait au-dessus de tout « le parti » fondé sur le centralisme avec un discipline quasi militaire ?

Alors que Staline se rapproche parfois des conceptions austro-marxistes — qu'il condamne pourtant avec virulence, — Lénine reste marqué par ses idées initiales. Pour lui, note M<sup>me</sup> Carrère d'Encausse, le territoire de l'Etat socialiste n'est pas fixé, intangible. C'est l'espace révolutionnaire qui doit s'étendre avec la révolution. On pourrait ajouter que cette idée léniniste a fait naître un des qualificatifs les plus cocasses de l'époque contemporaine, celui de « soviétique » tout simplement. Essayez donc de traduire en français d'avant 1920 l'expression « citoyen soviétique ». Cela devrait donner « citoyen conseiller ». Le créateur du bolchévisme croyait sans aucun doute qu'Ukrainiens, Russes, Géorgiens, Arméniens, etc., oublieraient leur identité première, mais selon lui transitoire, dès que s'épanouirait en eux ce « citoyen conseiller » engendré par la révolution d'Octobre.

Pour Lénine et les siens, il est normal que les peuples exploités rompent avec leurs oppresseurs. Il est inconcevable qu'ils veuillent faire bande à part lorsque les « libérateurs » ont pris la place. Donc le droit à la séparation est toujours révoquant tandis que le droit à

l'union, réalisée à la faveur de la révolution, est irrévocable.

La crise des nationalités est certes dans une large mesure imputable à Staline qui a façonné l'URSS en marquant la suprématie russe. Une session du comité central devrait être prochainement consacrée à cette question. Le « Parlement du parti » cherchera-t-il les causes premières du mal ? Ira-t-il dans son investigation au-delà de Staline ? M<sup>me</sup> Carrère d'Encausse relève pour sa part que, contrairement aux idées jadis reçues en URSS, la modernisation entraîne un affaiblissement du sentiment national et qu'il s'agit « non d'une étape de transition, mais, selon toute apparence, d'un phénomène durable ».

Mais le comité central pourrait-il prendre véritablement conscience de ce caractère durable du phénomène sans remarquer que le communisme à chromosomes léninistes, ce furent « les Soviétiques plus l'électrification de tout le pays ». Plus quelques billes.

FRANÇOIS BRÉVENT.

(1) *L'Empire éclaté*, Flammarion 1978.  
(2) H. Carrère d'Encausse, *Le Grand Défi. Bolchevisme et nations 1917-1930*, 334 p. • Nouvelle bibliothèque scientifique • Flammarion 1987, 120 F.

« Mondes en devenir »  
**ORGANISATIONS INTERNATIONALES AFRICAINES**  
E. KWAM KOUASSI  
Préface de René-Jean DUPUY  
Avant-Propos de Michel VIALLEY  
13,5 x 20 cm - 488 p - 135 F  
**Berger-Levrault**  
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

## SAINT-GOBAIN LES RÉSULTATS



### EN UN AN SAINT-GOBAIN A DOUBLÉ SES BÉNÉFICES

1987 a été une bonne année pour Saint-Gobain. De 1,45 milliard de francs en 1986, son résultat net est passé à 2,75 milliards de francs en 1987. Soit une progression de 90%.

Augmentation des investissements. Intensification du déploiement à l'étranger. Productivité accrue. Efforts de gestion. Tous ces éléments expliquent les progrès du Groupe. Et il en est un autre, décisif : la politique d'innovation permanente de Saint-Gobain. Faire évoluer les matériaux, moderniser les outils industriels, imaginer, créer, c'est se donner les moyens de répondre aux demandes du marché international, voire de les précéder.

C'est son avance technologique qui permet à Saint-Gobain de doubler ses bénéfices. Et d'affronter l'avenir avec confiance.



NOTRE MÉTIER : LA COMPÉTITION

هكذا من الامم



## Diplomatie

Après l'assassinat de la représentante de l'ANC à Paris

### M. Mitterrand refuse de rompre avec l'Afrique du Sud

(Suite de la première page.)

Ce n'est pas un hasard si l'assassinat de Dulcie September, représentante de l'ANC à Paris, a été l'élément déclencheur de la question de la rupture des relations diplomatiques avec Pretoria, dans une interview diffusée le lundi 4 avril par RMC. Comme on lui demandait s'il n'avait pas « quelques soupçons, dans cet assassinat, sur le régime de Pretoria », M. Mitterrand a répondu :

« La querelle que M. Mitterrand essaie de calmer touche en fait à un sujet complexe et ne peut être réglée

de façon manichéenne à moins qu'on ne se résolve à attendre une guerre civile en Afrique du Sud. La question est en effet de savoir comment les Etats occidentaux peuvent favoriser un démantèlement de l'apartheid en évitant un bain de sang. Il est évident qu'elle ne sera pas réglée lors de meetings sous les préaux d'écote ou au cours de quelques face à face à la télévision, encore moins par la rupture des relations diplomatiques ou par le rappel d'un ambassadeur. Même la politique des sanctions, que favorise M. Mitterrand, pose problème : c'est ainsi qu'on a constaté qu'elle s'était soldée depuis quelques années par le développement de secteurs entiers de l'économie sud-africaine ; le boycottage des ventes d'armes a forcé l'Afrique du

Sud à se doter d'une industrie d'armement hautement performante. Et faut-il s'opposer aux relations culturelles avec les populations de ce pays ?

Ces questions sont trop importantes et le rôle de la France est trop modeste là-bas en tout état de cause, pour les réduire à de simples slogans électoraux. Il faudra bien qu'un jour Paris se préoccupe de définir avec ses partenaires européens placés devant le même dilemme une vraie politique, non seulement à l'égard de l'Afrique du Sud mais aussi de toute l'Afrique australe. Ce jour n'est pas encore venu, mais les derniers propos de M. Mitterrand relèvent heureusement de la raison et de l'émotion contenue.

JACQUES AMALRIC.

### « Les relations diplomatiques ne dépendent pas de l'opinion qu'on a d'un système politique » déclare le président de la République

Le président François Mitterrand a estimé que l'assassinat de Dulcie September, représentante de l'ANC à Paris, « rend encore plus brûlante » la question de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, mais il s'est déclaré opposé à une rupture des relations diplomatiques avec Pretoria, dans une interview diffusée le lundi 4 avril par RMC. Comme on lui demandait s'il n'avait pas « quelques soupçons, dans cet assassinat, sur le régime de Pretoria », M. Mitterrand a répondu :

« Les soupçons sur le régime, je les ai depuis longtemps. Quant à l'assassinat de Dulcie September, je ne peux rien affirmer, même si mon intuition m'en dit quelque chose. »

« Le crime qui vient d'être commis rend encore plus brûlante » la question de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, mais « la rupture, ce serait décider d'être dans l'impossibilité, ou du moins dans une difficulté plus grande, pour tenter de rendre service, de témoigner pour le peuple noir africain du Sud, dont la situation est tragique », a déclaré M. Mitterrand.

« L'apartheid est insupportable, il doit être rejeté et combattu. » Mais « les relations diplomatiques ne dépendent pas de l'opinion qu'on a

d'un système politique », a-t-il ajouté dans cette interview réalisée dimanche à La Roche, sa maison de campagne dans les Landes.

M. Mitterrand avait auparavant pris l'exemple du Chili, dont le problème s'était posé en 1981 en France au « gouvernement de la gauche », qui comptait des ministres communistes. Il a expliqué qu'il avait alors tenu compte des « remarques de la résistance chilienne » et que la décision de ne pas rompre avec Santiago allait « dans le sens des justes intérêts des victimes de la dictature ».

Interrogé sur une éventuelle « fragilité » du pouvoir de M. Michail Gorbatchev, M. Mitterrand a estimé que le secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique était, à ses yeux, « suffisamment solide » et non « à ce point déphasé par rapport à l'évolution actuelle de l'Union soviétique ». « Il me donne l'impression de la précéder [...], d'être quelqu'un de capable de faire changer l'histoire de son pays. »

A propos du désarmement, le président a déclaré que la France « n'avait pas à entrer dans le jeu » quant à la réduction de ses armes, mais plutôt « par l'opinion qu'elle exprime ».

M. Mitterrand a réaffirmé la nécessité d'engager « au plus tôt » une négociation sur la réduction des armes classiques, conventionnelles : « Les Soviétiques disposent là, en Europe, d'une énorme supériorité. Il faut qu'elle se réduise, ou bien nous aurions parlé pour rien, et, bien entendu, nous serions obligés de procéder à de nouvelles dispositions pour notre armement afin d'être toujours en situation de sécurité. »

« Soupçons britanniques. — L'Humanité date du 5 avril affirme que selon des milieux britanniques du renseignement, « un agent secret de Pretoria arrivé à Paris l'avant-veille du crime » a qui a coûté la vie à Dulcie September, représentante en France de l'African National Congress (ANC), se nommerait Dirk K. Stoffberg. L'homme, selon l'Humanité, pourrait être impliqué dans l'attentat de la rue des Petites-Ecuries.

Le Monde du 2 avril avait fait état d'informations provenant de sources analogues et attribuant l'assassinat de Dulcie September aux services secrets sud-africains.

## BIBLIOGRAPHIE

### Vingt siècles de politique étrangère française

Pendant des siècles, les hommes ont fait aussi de la diplomatie sans le savoir. Mais qu'était alors l'étranger pour les tribus au territoire encore indéfini et dont le seul souci était de subsister ? Peu à peu, cependant, les nomades se fixèrent sur ces réserves de chasse qu'ils transformèrent en terrains de culture. Il leur fallait alors se battre ou partager avec les voisins. L'objectif était simple, les méthodes rudimentaires mais déjà l'embryon diplomatique apparaissait.

Pour quoi faire ? Et avec quoi ? Dans un ouvrage exhaustif, M. Bernard de Montferrand montre comment, en deux millénaires, s'est constituée une politique étrangère française (1). L'auteur est offert : directeur d'études à l'Institut d'études politiques de Paris, haut fonctionnaire au Quai d'Orsay, il dirige présentement le cabinet du ministre de la coopération. Il a passé une partie de sa vie à réfléchir sur son métier et c'est une méditation sur l'histoire de France qu'il nous propose.

Ce n'est pas le moindre mérite de ce livre que de présenter une telle synthèse. Nous sommes souvent contraints de débiter le passé en rondelles, de concentrer l'attention sur telle ou telle période. M. de Montferrand ne s'enferme pas dans ces limites, même pas dans celles de la diplomatie ; il indique comment la politique étrangère s'est formée, précisée au fur et à mesure que la nation se constituait.

Il est toujours difficile d'appréhender les événements lointains en faisant abstraction des sentiments du temps présent. Mieux vaut pourtant se débarrasser d'une mentalité d'ancien combattant pour comprendre ce que fut la guerre de Cent Ans. Qu'était donc la nation lorsque ce conflit commença ? Et qu'était ce conflit lui-même, sinon une querelle d'héritage entre gens qui n'avaient rien d'étranger les uns pour les autres ? C'est néanmoins à cette époque et sans doute en raison même de cette guerre que s'ébauche le sentiment national en cette partie de l'Europe.

Singulière aventure : comment est-on passé du « domaine » au « pays » ? Et pourquoi telle formule l'a-t-elle emporté ? La France a été modelée par les souverains d'Ile-de-France. Elle aurait pu l'être aussi par les ducs de Bourgogne. Elle est donc l'œuvre de personnages dont le pouvoir apparaît souvent et longtemps dérisoire.

Ces personnages semblent parfois n'avoir qu'un seul souci : affirmer leurs prérogatives et réduire celles des rivaux. Préférence vaine et ridicule si le souverain ne dispose pas d'un territoire solide avec des frontières sûres et s'il se trouve pas hors de son pré carré des appuis pour contenir de trop ardens rivaux. On relève sans doute des différences d'un règne à l'autre, d'un régime à l'autre ; le messianisme de la période révolutionnaire n'est certes pas de même nature ou de même inspiration que la politique dite « de raison » d'un Louis XIV, mais on revient toujours à cette donnée fondamentale : conserver ou acquiescer des frontières et chercher hors frontières un équilibre qui assure la sécurité.

#### Comment l'outil s'est forgé

Le lecteur de M. de Montferrand apprend aussi comment l'outil s'est peu à peu développé. Au Moyen Âge, le roi de France fait son affaire des relations internationales, avec le concours d'un favori. Il n'y a pas encore de carrière diplomatique. D'ailleurs, les questions se traitent directement entre souverains qui se connaissent bien. Puis, à partir du quinzième siècle, on relève des rencontres multilatérales : déjà des conférences au sommet. Pour garder une trace écrite de ces conversations, un juriste est généralement pris de tenir le secrétariat.

Il faut attendre la Renaissance pour qu'apparaisse une véritable fonction diplomatique, et c'est seulement en 1589 qu'un des quatre secrétaires d'Etat est chargé d'entretenir la correspondance avec l'étranger. Ses moyens sont réduits : un

commun et six clercs. Encore un siècle et une administration légère est mise en place. Administration en principe provisoire, puisque le personnel perd sa place quand le ministre est congédié. En même temps, les missions à l'étranger se sont multipliées : douze ambassadeurs, douze « résidents », des consuls, sans oublier les envoyés extraordinaires et bientôt les émissaires de la diplomatie secrète du roi qui agissent à l'insu de l'administration officielle. Néanmoins, la précarité de l'administration est compensée par la stabilité des ministres : de 1661 à 1715, on ne compte que cinq secrétaires d'Etat à l'étranger.

Le service ainsi mis en place va prendre de l'ampleur, du prestige. Aujourd'hui, il risque d'être débordé car les autres administrations ont tendance à mesurer elles-mêmes « la » politique étrangère de leur spécialité. N'y a-t-il pas là une menace pour l'unité de l'action extérieure du pays ? M. de Montferrand plaide pour son salut : il faut, écrit-il, « pour servir la construction d'une administration des affaires étrangères capable d'assumer la coordination de l'action extérieure, articuler celle-ci sur les réalités nationales et de transmettre le message de la France dans un monde que les techniques modernes ont transformé en caisse de résonance ».

Cette administration devrait être, dans l'esprit de l'auteur, au service d'une politique inspirée par les grandes orientations gaullistes, qu'il s'agisse de l'indépendance par rapport aux « grandes » de l'Europe ou du tiers-monde. Notre histoire se permes néanmoins de corriger, ou plutôt de compléter sur un point, le fondateur de la 4<sup>e</sup> République. « La France fut faite à coups d'épée », écrivait le général, en exergue de la France et son armée. Lui, il a composé son gros livre pour montrer qu'elle s'est faite au moins autant par la négociation et la diplomatie.

F. B.

(1) Bertrand de Montferrand, *La France et l'étranger*. Préface de J.-B. Duroselle. 330 pages, 150 F, 64 Albatros, Paris.

# L'EAU A BESOIN DE L'HOMME



L'eau vit parce que l'homme la protège. Aujourd'hui, si cette eau nous parvient abondante et pure chaque fois que nous le désirons, c'est grâce à l'incessant effort de l'homme. En France, cet effort est mené conjointement par de nombreux partenaires et notamment les Collectivités Locales, les Agences de l'eau, les Distributeurs d'eau et le Ministère de l'Environnement. C'est grâce aux investissements réalisés, à l'amélioration de la gestion des ouvrages et aux recherches, qu'ils maintiennent avec vigilance un équilibre fragile.

Depuis vingt ans, la solidarité exprimée au sein des Agences fait la preuve qu'ensemble, il est possible d'améliorer la distribution de l'eau et de reconquérir la qualité des rivières et des nappes. Véritables médiateurs, les Agences de l'eau associent l'Etat, les Collectivités Locales, les Distributeurs d'eau, les industriels, les agriculteurs et tous les usagers à l'élaboration d'une politique de l'eau, garante de l'intérêt général. Les moyens financiers apportés par les Agences (4 milliards de francs en 1988) et la détermination soutenue du Ministère de l'Environnement pour moderniser le droit de l'eau se conjuguent dans la volonté commune d'améliorer la gestion de l'eau en France.

Les Distributeurs d'eau contribuent à l'effort commun en apportant leurs moyens humains et matériels, leur expérience, leurs connaissances techniques et les résultats de leurs recherches. Pour que cette politique en faveur de l'eau puisse porter pleinement ses fruits, la solidarité et la vigilance de tous sont nécessaires. L'eau est une richesse fragile. L'eau a besoin de l'homme.

LES AGENCES DE L'EAU  
LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT  
LES DISTRIBUTEURS D'EAU



## La campagne pour l'élection présidentielle

**V**AGUE après vague les affiches, grandes et petites, légitimes ou «sauvages», se succèdent sur les panneaux publicitaires avant d'aborder aux pauvres rivages des panneaux spécialement prévus à cet effet mais à combien moins spectaculaires.

Tout le monde s'affiche, partout, en quatre mètres sur trois, autant et aussi souvent

### Affiches et symboles

que faire se peut, en couleurs bien sûr. Le relief, les tableaux animés manquent encore : ce sera pour la prochaine fois.

Goût de la dépense, raffinement des concepteurs ou prudence des politiques, les mots, les slogans se détachent, s'éloignent déjà des bords qui sont censés les protéger, des têtes qui sont réputées les ancrer.

A moins que la mise en scène ne signale que le spectateur peut ou doit instaurer une certaine distance : ne pas tomber dans le panneau. Quoi qu'il en soit, « la France unie » de François Mitterrand, le « Nous trois plus loin ensemble » de Jacques Chirac et le « vrai », le « sérieux », le « sérieux » gauchiste prennent leurs aises à l'identique ; avant d'être ramené par les suffrages à des proportions variables.

En tout cas, si ces murs d'images respirent aussi l'aisance financière, la décontraction n'est pas également distribuée entre tous les postulants à la place élyséenne.

N'a-t-on pas vu proliférer, surgies dans la nuit du 4 au 5 avril, des affichettes de Raymond Barre rappelant qu'au soir de ce jour la torture tentera de crever l'écran de L'Heure de vérité ?

Cette pathétique floraison fait songer à des bouquets de « ne m'oubliez pas ». Pathétique et paradoxale : comment faire pour ne pas se souvenir de ces candidats qui, presque tous (les supposés « grands »), squattent depuis plusieurs semaines à tour de rôle les petites lucarnes ? Ou craint-on qu'ils ne soient fondus dans le même PAF (Paysage audiovisuel français) ou transformés en victimes désignées de millions de zappeurs ?

Plus tard, François Mitterrand n'est pas de ceux qui s'affichent pour rien sur nos écrans. Au soir de ne pas s'inviter trop souvent, de ne pas sombrer en feuilleton, qu'il proclame si gentiment, il faut ajouter une habileté qu'il ne proclame pas, bien sûr. Que diable serait-il venu faire sur le plateau d'Antenne 2, le mercredi 6 avril, quand au même moment la Une se promet de capter la plus forte audience ? Olympique de Marseille contre Ajax d'Amsterdam ou François Mitterrand contre le droit : les jeux étaient faits d'avance.

Jean-Marie Le Pen n'a pas de ces délicatesses de gentleman, de ces finesse de pilier d'officine séculière. S'il s'affiche (l'archaïsme, lui, c'est pour donner de la symbolique direct, parlant. Pour faire appel à un

large dénominateur culturel commun : le Pari mutuel urbain.

Puisque nous parvenons dans la « dernière ligne droite » ; puisque le candidat du Front national s'est posé lui-même comme l'outsider, il nous offre, il s'offre, tout naturellement, « le positionnement visuel » qui « correspond à son positionnement dans la campagne présidentielle ».

Regardons là avec les yeux du Front national, cette affiche, pour ne pas en affadir les couleurs et les pensées : « Au premier plan d'un visage où domine la couleur verte, symbole d'espoir et de printemps, Jean-Marie Le Pen, de face et souriant. Au second plan, le site d'un poison de quatre chevaux de course au grand galop. » Nous aurons au moins échappé à la « génération Le Pen », le petit Quentin, fils de Marie-Caroline, fille de Jean-Marie, n'étant né que le 4 avril, trop tard pour faire un slogan ou de belles affiches.

Les uns courent, les autres voguent. Doucement peut-être de ses petites pattes vaillantes mais transparentes par tous de flèches, la tortue Barre s'embourbe. Elle sponsoise un volier pour une course d'étudiants.

Rebaptisé pour la circonstance « Barre confiance 88 », ce qui proclamera sa victoire, le bateau va tenter, du 6 au 10 avril, de forcer la victoire et le symbole. Seize mètres hors tout, deux mètres soixante de tirant d'eau, deux cent soixante-deux mètres carrés de voiles si le vent le veut. Tout cela est bel et bon. Suffisant pour éviter la galère ou le radeau de la Méduse que l'amiral Chirac promet secrètement au capitaine Barre ?

Révisé du service politique.

### M. Mitterrand : « Au président le projet aux partis les programmes »

M. Mitterrand, qui tiendra le premier meeting de sa campagne le vendredi 8 avril à Rennes, fera connaître probablement jeudi le texte de son « projet », auquel il a mis la dernière main pendant le week-end de Pâques dans sa résidence de Latche. Mercredi, le président-candidat répondra en direct sur RTL, à 18 h 15, aux questions de Philippe Alexandre.

M. Mitterrand a accordé, pendant le week-end de Pâques, deux entretiens, l'un à RMC, l'autre au quotidien Sud-Ouest. « Tout président de la République nouvellement élu dispose d'un grand crédit dans l'opinion. Cela se passera cette fois-ci comme cela s'est passé les années précédentes », a-t-il remarqué dans un entretien diffusé lundi par RMC. S'il était réel, le nouveau gouvernement serait mis en place, a-t-il précisé, « dans la semaine qui suivra la proclamation du résultat de l'élection par le Conseil constitutionnel ».

Le président-candidat a systématiquement refusé de commenter les attaques dont il est la cible de la part de ses adversaires. Il a indiqué qu'il travaillait à la rédaction du « projet » qui devrait être rendu public jeudi. Dans son entretien avec Sud-Ouest, il ajoute : « Je ne présente pas aux Français de programme dans le sens précis du terme. Il appartient au chef de l'Etat de définir les grandes perspectives, les grandes orientations ».

dans lesquelles s'inscrira l'action du gouvernement, pour le service de la France et du peuple français. Au président le projet, aux partis les programmes. Mais je suis à la disposition de tous pour qu'ils sachent ce qu'ils ont à attendre de moi ».

A propos du chômage, il remarque : « Les gens sont de plus en plus acquis à l'idée que le chômage peut être progressivement guéri par une formation des femmes et des hommes mieux adaptée aux nouvelles technologies et par la modernisation de notre appareil industriel (...). Les gens sont de plus en plus convaincus que c'est là qu'est la bonne réponse, mais ils ne savent pas comment la mettre en œuvre. Cette appréciation vient au même titre que les dirigeants qui ont gouverné la France depuis quinze ans ».

■ M. Mitterrand : bilan positif. — Le bilan de M. François Mitterrand au terme de son septennat est « dans l'ensemble plutôt positif », estiment 56 % des personnes interrogées par la SOFRES dans un sondage publié, le mardi 5 avril, dans le quotidien régional Sud-Ouest. 33 % expriment, au contraire, un avis négatif sur l'action menée par le président de la République. En avril 1987, 56 % des personnes interrogées exprimaient un avis favorable et 28 % un avis défavorable. L'enquête, publiée le 5 avril, a été réalisée les 25 et 26 mars auprès d'un échantillon représentatif de 1000 personnes.

### Un point de vue du ministre des affaires sociales et de l'emploi

#### Le mythe de l'« Etat-RPR »

(Suite de la première page.)

Et les socialistes, lorsqu'ils parlent de « l'Etat-RPR », lorsqu'ils expliquent contre toute raison que le RPR a envahi la haute administration française depuis 1986, savent très bien qu'ils mentent. Point n'est besoin de se lancer dans de grandes démonstrations, de comptabiliser les nominations, de vérifier les étiquettes politiques des fonctionnaires. Il suffit tout simplement de rappeler une évidence : pour nommer un directeur d'administration centrale, un préfet, un ambassadeur, un conseiller d'Etat, un responsable d'entreprise publique, et j'en passe... dans notre droit, il faut la signature du président de la République. C'est-à-dire son accord. Car l'on imagine mal qu'il puisse signer sans être d'accord. Il lui est d'ailleurs arrivé de refuser cette signature pour certains textes du gouvernement, comme s'en souvient. On parle d'accord à la cohabitation. Eh bien, si me semble qu'il n'y a pas eu d'accord pour les nominations. Il n'y a eu, je crois le savoir, que de subtiles négociations préalables...

Dans : même si, entre 1986 et 1988, nous avions voulu « faire l'Etat-RPR », c'était matériellement, juridiquement impossible sans l'accord formel du président de la République. Conclusion : les socialistes qui savent parfaitement tout cela mentent.

Les journalistes de la télévision n'affirment-ils pas eux-mêmes qu'ils n'ont jamais été aussi libres qu'aujourd'hui ? Et quand d'anciens dignitaires socialistes donnent sans vergogne, avant même le ministre en place, des chiffres et des statistiques (voir M. Joxe...) si « noyautage » il y a, est-il le fait du RPR ?

Dans le domaine de ma compétence, celui du ministère des affaires sociales et de l'emploi et des organismes qui sont sous sa tutelle, j'aimerais que l'on m'explique où et comment j'ai introduit « l'Etat-RPR ». Où et comment j'ai « noyauté ».

Cela dit, je connais bien — pour les subir fréquemment — ce genre de querelles fondées sur la mauvaise foi. Par exemple : à propos des statistiques du chômage que publie chaque mois mon ministère. Si les chiffres sont à la hausse, on dit que le gouvernement est incompétent. Admettons. Mais lorsqu'ils sont à la baisse, en toute logique on devrait dire l'inverse. Eh bien non. On affirme que je « trafique » les statistiques !

Voilà le niveau du débat. Alors que, parallèlement, je m'efforce d'exposer l'analyse du gouvernement en matière d'emploi, je dis notre vision de l'évolution du marché du travail consécutive aux mutations que connaissent nos sociétés industrielles. J'explique pourquoi nous défendons la compétitivité des entreprises, pourquoi nous donnons la priorité à la formation, pourquoi s'impose à nous un devoir de solidarité, en particulier envers les chômeurs de longue durée, envers les

personnes âgées, envers ceux qui risquent de se voir exclus de la société.

J'aimerais bien entendre des appréciations, des critiques sur ces questions de fond. Voir — pourquoi pas ? — des propositions. Mais depuis deux ans, je n'entends rien, si ce n'est quelques formules du type « traficotage », « traitement électoral », et maintenant « Etat-RPR ». Et quand un problème est identifié par la nation tout entière, on l'étude consciencieusement, comme on vient de le faire pour le financement des retraites (nous perdons 10 milliards par an, mais M. Mitterrand nous affirme que le problème ne se posera qu'en l'an 2000 — ce qui est, il est vrai, un progrès sur M. Fabius qui parlait de 2010). Il me semble que lorsque j'étais dans l'opposition, j'avais une autre conception du combat politique.

En tout cas, cette affaire de l'Etat-RPR est révélatrice de l'état d'esprit des socialistes. L'adversaire — c'est Jacques Chirac. Pour le combattre, tous les moyens sont bons. Au cours de ces deux années, il a montré son sens de l'ouverture, du dialogue — et en particulier du dialogue social — son sens de l'Etat. C'est donc là-dessus qu'il faut l'attaquer. Il faut le présenter comme un homme socialiste, sans scrupules, « qui veut tout ». Mais surtout ne pas parler de sa politique et de ses projets.

Et tant pis si, pour cela, il faut enfoncer à nouveau les vieux chevaux de bataille sur le thème : « le socialisme, c'est la vertu ; la droite, c'est le vice ». Tant pis si on accuse contre toute raison, Jacques Chirac d'être un raciste sous le simple prétexte qu'il veut comprendre, démontrer, et réduire des phénomènes de rejet qui sont une honte pour notre société. Que n'aurait-on entendu si c'était lui qui avait dit que M. Le Pen propose de fausses solutions à de vrais problèmes, mais c'était M. Fabius. Ou s'il avait formulé la « parabole de l'ascenseur », mais c'était M. Debré.

A défaut de dialogue, on a droit à l'infamie.

L'inconvénient, direz-vous, c'est que ce manichéisme archaïque n'est pas vraiment compatible avec un esprit de tolérance, une volonté de rassemblement.

C'est bien là la question.

PHILIPPE SÉGUIN.

Centre Sciences, Technologie et Société

Cycle de conférences

### « LA SCIENCE, LA GUERRE ET LA PAIX »

Mardi 12 avril 1988 à 18 heures

#### « Développement et désarmement »

par le professeur Lawrence KLEIN

Prix Nobel d'Economie

Université de Pennsylvanie

Les conférences publiques ont lieu chaque premier mardi du mois et sont suivies d'une discussion avec des spécialistes.

Traduction simultanée.

Amphithéâtre C, accès 16, 2<sup>e</sup> étage

Conservatoire national des Arts et métiers

292, rue Saint-Martin, 75003 Paris.

Tél. : 42-71-24-14 p. 531.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**  
ARTS ET SPECTACLES

**A CES TARIFS VOUS POUVEZ MAINTENANT VOUS OFFRIR LE STYLE AMERICAN AIRLINES.**

NEW YORK 3950 F

CHICAGO 4605 F

DALLAS/FORT WORTH 4945 F

LOS ANGELES 5390 F

SAN FRANCISCO 5390 F

LAS VEGAS 5585 F

HOUSTON 4945 F

SAN DIEGO 5430 F

NEW ORLEANS 5510 F

PHOENIX 5430 F

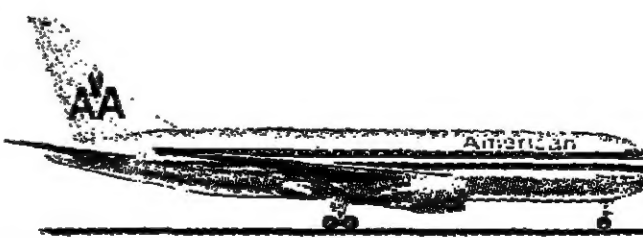
DENVER 5415 F

DETROIT 4830 F

SEATTLE 5730 F

CINCINNATI 4830 F

RALEIGH/DURHAM 4985 F



**American Airlines**

Tarifs aller-retour en classe économique, valables tous les jours jusqu'au 31.05.88, dans la limite des places disponibles. Emission et règlement du billet dans les 24 heures suivant la réservation. Durée minimale du séjour : 14 jours. Frais d'annulation : 15 %. Tarifs susceptibles de modifications sans préavis. Taxe de sécurité et autres droits : 150 F non compris (variables selon taux du dollar). Contactez votre agent de voyages ou appelez-nous au : (1) 42.89.05.22.

هكذا من الامم





## Politique

### La campagne pour l'élection présidentielle

#### La sondomanie en question

« Un sondage d'intentions de vote ne fait plus vendre un journal », affirme Jean-François Kahn, directeur de l'Événement du jeudi. La preuve ? Cet hebdomadaire a publié, dans son édition du 31 mars, les résultats de sept enquêtes réalisées par quatre instituts qui présentent toutes la rédaction de M. François Mitterrand comme inéluctable !

Rentables ou non, les sondages d'intentions de vote commandés et diffusés par les médias se multiplient : seules sept enquêtes de ce type avaient été publiées en mars 1987 alors que, dans la même période cette année, près d'une vingtaine ont trouvé refuge dans les colonnes des journaux.

Le nombre d'enquêtes publiées durant la campagne électorale dépend essentiellement de la nature du système politique. En France, « l'élection du président de la République au suffrage universel a déplacé le centre de gravité de la vie politique du Parlement vers les électeurs », explique M. Michel Brulé, directeur de BVA. L'extrême mobilité de l'électorat durant la campagne rend alors indispensable de prendre le pouls de l'opinion régulièrement. D'ailleurs, les pays dont le système est fortement imprégné de démocratie directe, tels que les États-Unis ou la Grande-Bretagne, sont de gros producteurs de sondages en campagne électorale, contrairement à la République fédérale d'Allemagne où l'État où le chef de l'exécutif émane d'une coalition parlementaire.

M. Jean-Marc Lech, directeur d'IPSOS, attribue la récente multiplication des sondages d'intentions de vote publiés à l'existence de nombreux instituts. Jusqu'en 1985, rappelle-t-il, l'IFOP a détenu le monopole des enquêtes d'opinion et n'a subi, durant près de deux décennies, que la seule concurrence de la SOFRES. En 1988, les médias rendent régulièrement compte des sondages de six instituts : l'IFOP, la SOFRES, IPSOS, BVA, Louis Harris et CSA.

Les journaux commanditaires d'enquêtes d'intentions de vote ne se soucient, pour leur part, évidemment pas du programme de publication de leurs confrères. « Chaque journal a la faiblesse de penser que son lectorat ne lit que celui-ci », affirme Michel Gosod, chef du service politique de Paris-Match, responsable de la publication des sondages réalisés par BVA. « Il ne faut pas tomber dans l'illusion d'un planificateur général de publication des sondages », renchérit M. Brulé, qui rappelle que « les commanditaires ne savent qu'après-coup que l'enquête qu'ils ont commandée est redondante par rapport aux dernières publiées ».

#### « La compétition garantit l'honnêteté »

La multiplication des sondages « abasourdit »-elle les Français, comme l'affirme M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et membre de l'équipe de campagne du candidat François Mitterrand ? M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de la SOFRES, estime, au contraire, que les électeurs ne suivent pas attentivement les résultats des enquêtes et n'en connaissent que les grandes tendances sur lesquelles une certaine cohérence se dégage. « Les quatre points clés de l'évolution récente de la campagne sont mis en évidence par tous » : avantage du président de la République au premier tour, sa confortable réélection au second quel que soit son adversaire, décrochage de M. Raymond Barre par rapport à M. Jacques Chirac et maintien de M. Jean-Marie Le Pen à un niveau d'intentions de vote relativement élevé.

Il existe, selon M. Gérard Le Gall, spécialiste des enquêtes d'opinion au Parti socialiste, « une compétition commerciale et intellectuelle entre les différents instituts qui garantit leur honnêteté » et ceux qui se seront « trompés au lendemain de l'élection seront sanctionnés ».

A défaut de les atteindre par leur nombre, les sondages exercent-ils une influence néfaste sur les électeurs ? M. Lech n'en croit rien et cite les sociologues électoraux qui ont démontré que les effets prônés aux enquêtes d'intentions de vote de « voter au secours » de la victoire d'un candidat ou de « contrevenir » celle-ci s'annulent. Et M. Brulé se demande, pour sa part, quel sondage il conviendrait de publier pour avantager un candidat X.

« Les enquêtes d'intentions de vote sont des éléments supplémentaires d'information dans une démocratie, au même titre que les éditoriaux de journaux », affirme M. Laurence Parisot, directrice de Louis Harris. Au risque pour ces derniers de se faire démentir par les résultats des premiers. Ainsi, la majorité des éditorialistes des quotidiens du matin ont dénoncé le ton virulent de la déclaration officielle de candidature de M. Mitterrand sur Antenne 2, le 22 mars, alors que le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le 25 mars, dans le Monde a montré que l'opinion avait, elle, jugé le chef de l'État convaincant.

#### Un phénomène injuste

Si elle n'a pas d'influence perceptible sur les électeurs, la multiplication des enquêtes d'intentions de vote accroît surtout la pression exercée par l'opinion sur les candidats à l'élection présidentielle. M. Jacques Bille, spécialiste des sondages auprès de M. Barre, estime qu'en publiant de telles enquêtes les médias cherchent à « créer des événements ». Il déplore, de surcroît, l'absence de « grands spécialistes » pour commenter les résultats des études publiées. Une tendance que M. Gosod ne nie pas, constatant qu'aujourd'hui les commentateurs de ces enquêtes utilisent systématiquement le conditionnel, tandis qu'aujourd'hui ils emploient le présent, « usurpant ainsi la réalité des sondages », lesquels

d'estimations, deviennent des affirmations. « Devant les critiques des hommes politiques à l'égard de la multiplication des enquêtes », M. Parisot considère que ces derniers « ne sont pas tout à fait dans le domaine et ne savent pas utiliser les résultats donnés par les sondages à la manière des industriels commanditaires d'études de marché ».

L'analyse des enquêtes dans le cadre d'une stratégie de marketing politique « n'est incontestablement pas aussi méthodique qu'en économie », reconnaît M. Jean-Jacques Guillet, chargé de ces questions auprès de M. Chirac, qui ajoute cependant que, « si l'économie est une matière rationnelle, la politique est de nature irrationnelle ». M. Le Gall estime, pour sa part, que « la culture des hommes politiques en matière de sondages est à peu près au même niveau que leur culture en matière économique dans les années 60 ».

Néanmoins, M. Guillet minimise l'impact de cette avalanche d'enquêtes d'intentions de vote sur la stratégie des candidats, rappelant que cette dernière a été définie au début de la campagne, à partir notamment de « la batterie d'études conduites en amont ». La justesse de ces choix est certes contestée, notamment, à ce type de sondages, mais sans jamais les remettre profondément en cause.

Il reste que les sondages ont tendance à « voler la vedette aux hommes politiques », comme le souligne M. Le Gall. Il y a ainsi de fortes chances que le décrochage de M. Barre dans les enquêtes depuis quinze jours ait occulté les propositions que ce dernier a présentées, le 29 mars, lors de sa conférence de presse. Pour être juste, ce phénomène n'en fait pas moins partie du paysage de la campagne électorale et le microcosme politique devra bien finir par s'y habituer. V.D.

#### Marseille se mobilise pour et contre M. Le Pen

La fin de la campagne pour l'élection présidentielle, avant le premier tour de scrutin, sera marquée à Marseille par trois importantes manifestations appelant à la mobilisation pour et contre M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national doit tenir, le dimanche 17 avril, au stade-vélodrome « le plus grand meeting de sa campagne », dans une ville où il espère « arriver en tête de tous les candidats ». Cette réunion sera encadrée par deux rassemblements visant à combattre les thèses de l'extrême droite et organisés sur la Canebière, l'une par le Parti communiste, le samedi 16 avril, à l'occasion de la venue de MM. André Lajoinie et Georges Marchais, l'autre par le collectif Marseille-Fraternité, le lundi 18 avril.

#### MARSEILLE de notre correspondant régional

Sur le thème « Jean-Marie Le Pen, premier à Marseille », le Front national veut faire du meeting de son chef de file une démonstration de force confirmant localement l'accroissement de son audience. Son objectif : atteindre 30 % des voix, soit plus de cinq points de mieux qu'aux élections législatives de mars 1986 et dépasser cette fois le score du Parti socialiste (26,18 %). « Chaque militant, chaque sympathisant » a été prié de faire venir à ce meeting « au moins cinq de ses amis ».

De son côté, le Parti communiste entend « informer la campagne qui tend à le présenter en totale déconfiture » avec l'ambition de « réaliser le plus grand et le plus coloré des meetings d'André Lajoinie ». M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, n'a pas hésité à parler sur la venue de cinquante mille personnes « de tous les départements de la région » pour un rendez-vous « exceptionnel » qui

revêtira « une forte dimension anti-Le Pen ». Le Parti communiste a, en revanche, décliné l'invitation du collectif Marseille-Fraternité, qui regroupe cent trente-deux associations et organisations diverses (dont le PS, le MRG, la LCR), en estimant son initiative « tout à fait inopportune » et « donnant prétexte à des manœuvres de récupération politique ».

Pour les mêmes raisons, les communistes s'étaient déjà abstenus de participer au rassemblement organisé par Marseille-Fraternité le 13 juin 1987 (le Monde des 10 et 16 juin 1987). Le collectif a appelé « tous les citoyens à manifester sous la bannière de la racine, l'indépendance et toutes les formes d'exclusion ».

Mais, à travers cette nouvelle manifestation dont il est le fer de lance, le Parti socialiste paraît d'autant plus déterminé d'occuper le terrain que Marseille n'aura pas le privilège d'accueillir le candidat-président François Mitterrand avant le 24 avril.

GUY PORTE

#### La CGT appelle à voter « pour les luttes »

La CGT vient, une nouvelle fois, d'accentuer son engagement électoral implicite en faveur de M. André Lajoinie dans la campagne pour l'élection présidentielle. Dans un éditorial publié par le 17e ouvré de M. Lajoinie, le 4 avril, M. René Lomet, secrétaire de la CGT, souligne : « La lutte se développera après le 24 avril et elle se poursuivra après. Plus forte encore (...). Dans ce combat, le 24 avril sera bien évidemment un moment important. Les salariés ne manqueront pas dans le secret de l'isolement de réfléchir au meilleur moyen de prolonger leur action de voter pour leurs luttes ».

Dans son éditorial, M. Lomet, selon une méthode déjà ancienne, attaque tous les candidats à l'élection présidentielle à l'exception de M. Lajoinie, en réservant ses coups les plus sévères pour M. François Mitterrand. « La campagne électorale bat son plein, écrit-il. De l'extrême droite au PS, sous des formes diverses et avec des habillages différents, tous nous disent la même chose : face à la crise, il faut faire des sacrifices, l'austérité, c'est la seule politique possible, on ne peut pas faire autrement. Les mêmes racontent, c'est la seule moyen pour faire face à l'échec de 92, l'Europe étant la solution à tous nos problèmes. Et pour cela, tous, président de la République en tête, parlent de paix sociale ».

« On assassine en silence, poursuit M. Lomet : après notre camarade Barbier à Amiens, c'est le camarade Patrick Boudier, à Vichy, qui est agressé à coups de hache, et pas une voix en dehors du candidat communiste ne s'élève contre ces actes odieux ».

A sa façon, M. Lomet illustre le propos de M. Krasucki selon lequel la CGT ne saurait être « indifférente, neutre ni muette ». M.N.

#### Parmi les soutiens de M. Chirac : Déon, Nourissier, Hallyday, Lecomte...

Le comité de soutien à la candidature de M. Jacques Chirac à l'élection présidentielle publie, le mardi 5 avril, une liste de cent « personnalités nationales » favorables au premier ministre. On relève notamment, à côté de M. Claude Pompidou et des anciens premiers ministres, MM. Michel Debré, Maurice Couve de Murville, Jacques Chaban-Delmas et Pierre Messmer, les noms des écrivains Yves Berger, Jeanne Bourria, Jean Cayrol, Michel Dém, François Nourissier, Maurice Rheims, Christine de Rivoyre et Paul-Loup Saltzer, des universitaires Pierre Chauvin et Raymond Villey.

Parmi les chefs d'entreprise soutenant M. Chirac, figurent MM. Claude Bourg et Francine Gomez, MM. Charles Mézière, Jean-Marie Lévesque et le couturier Guy Laroche. MM. René Bernasconi, président de la CGPME, Jean Paquet, président de l'assemblée permanente des chambres de métiers, et Louis Perria, président de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture, apparaissent, ainsi, sur cette liste, de même que M. Alain Briffod, responsable d'associations familiales catholiques, et M. Jean-Paul Elkann, épouse du président du Consistoire central israélite.

Plusieurs professeurs de médecine, dont MM. Christian Cabrol, Lucien Carlier et Raymond Villey, soutiennent M. Chirac, comme le font, aussi, les comédiens Pierre Dux et Jean Marais, le peintre Hans Hartung, les chanteurs Johnny Hallyday et Nana Mouskouri, les musiciens Maurice André et Jean-Pierre Rampal, le chorégraphe Roland Petit, les sportifs Jeanne Longo, René Arnoux, Hubert Auriol, Henri Lecomte, Marius Trécor et Thierry Vigneron.

#### Le Parti communiste réunionnais appelle à voter pour M. Mitterrand

SAINT-DENIS (la Réunion) de notre correspondant

Le président de la République réalisera un bon score à la Réunion, le 24 avril. Outre la fédération locale du Parti socialiste (12 % à 15 % de l'électorat), le Parti communiste réunionnais a décidé le 4 avril d'apporter son soutien (28 % à 30 %) à M. Mitterrand dès le premier tour. Un vote « utile », puis, lors de son séjour dans l'île, au début du mois de février, le président de la République avait fait sien le mot d'ordre d'« égalité sociale » défendu par les communistes réunionnais sous la « parti social globale » proposée par le gouvernement de M. Jacques Chirac.

La nouvelle stratégie adoptée par le PCR est en rupture avec la ligne électorale qu'il suivait depuis une quinzaine d'années et qui l'avait conduit à soutenir au premier tour d'une élection nationale le candidat du PCF. Des liens étroits unissent le PCF et le PCR, dont le secrétaire général, M. Paul Vergès, est député européen, élu en quatrième position, sur la liste communiste, en 1984. Le choix de M. Vergès en faveur de M. Mitterrand pour le premier tour de l'élection présidentielle réunit avant tout le déclin du PCF sur l'échiquier politique français. D'autre part, alors que les Réunionnais avaient accueilli en 1979 M. Georges Marchais avec enthousiasme, M. André Lajoinie est totalement inconnu dans l'île.

Si le PCR a prêté M. Mitterrand à M. Lajoinie, c'est aussi pour des raisons de politique locale. La formation dirigée par M. Vergès entend bien, dès le 24 avril, être le point de passage obligé de la nouvelle majorité qui se dessinera dans

l'île au lendemain du 8 mai, en cas de victoire du président sortant. Être en plus un obstacle pour le nouveau gouvernement, dans la mesure où il représente la principale formation de gauche dans le département et même le premier parti politique réunionnais. Les socialistes locaux n'avaient pas su tirer la victoire du 10 mai 1981. En se positionnant comme la future charnière d'une éventuelle majorité présidentielle, le PCR espère bien profiter de la dynamique pour conquérir d'autres municipalités (il en dirige aujourd'hui sept sur vingt-quatre), et d'autres sièges dans les assemblées locales. Enfin, en prenant parti pour M. Mitterrand dès le premier tour, le PCR cherche à éviter que le président, s'il est réélu, ne se tourne vers les centristes locaux pour constituer une majorité locale.

Les relations entre la fédération locale du PS et le PCR sont de nature tumultueuse, malgré quelques périodes d'accalmie. De 1982 à 1986, la formation de M. Vergès a vigileusement combattu la politique d'austérité menée par les gouvernements Mauroy et Fabius, entraînant une cassure profonde au sein de la gauche réunionnaise qui persiste encore. Une victoire de la gauche, le 8 mai, resserrerait quelque peu des liens fortement distendus. Le tout est de savoir si le PCR aura la patience d'attendre que M. Mitterrand conduise la Réunion sur le chemin de l'égalité sociale « à petits pas », comme avait souligné le président de la République à son arrivée dans l'île, le 8 février dernier.

ALIX DJOUX

Interrogé sur l'éventualité d'un soutien du PCR à M. Mitterrand au premier tour, M. Georges Marchais avait répondu, le 10 février, à la suite d'une session de comité central du PCF : « Je ne compte pas sur la décision que prendra le PCR mais je m'attendrais beaucoup (...) ». Cela pourrait d'ailleurs, avait-il poursuivi, en évaluer les problèmes au secrétaire général du PCF, puisqu'il a été élu parlementaire européen sur la liste du PCF (en 1984). On ne peut être un jour dans un camp et le lendemain dans l'autre. Il faut choisir. M. Marchais avait conclu : « Ma conviction, c'est que le PCR soutiendra la candidature d'André Lajoinie », en précisant à l'adresse du journaliste du Monde : « Je vous trouve d'ailleurs bien optimiste sur le comportement des Réunionnais à l'égard d'un président de la République qui leur avait fait des promesses qu'il n'a pas tenues... ».

**LEONARD DE VINCI**  
TRAITE DE LA PEINTURE  
Textes traduits et présentés par André CHASTEL  
19 x 21,5 cm. 370 p.  
Nomb. ill. noir et coul. - 275 F  
**Berger-Levrault**  
5, rue Angèle-Conte - 75006 PARIS

#### PROPOS ET DÉBATS

##### M. Baylet

##### Un grand parti social-démocrate

M. Jean-Michel Baylet, président d'honneur du MRG, sénateur et président du conseil général de Tarn-et-Garonne, s'est déclaré favorable à la constitution d'un grand parti social-démocrate auquel se rallieraient notamment les radicaux de gauche. Invité de la radio CVS, le dimanche 3 avril, M. Baylet, qui estime que ce serait là « une bonne chose », a toutefois posé une condition : « Écoutez, faut-il que certains socialistes changent d'état d'esprit et de comportement. » Constatant une évolution du PS qui fait « une part moins importante à l'idéologie », l'ancien secrétaire d'État aux relations extérieures souligne que les socialistes soient moins enclins « à se considérer comme hégémoniques ».

##### M. Delebarre

##### Propriétaire

Invité du « Grand-Jury RTL-le Monde », le dimanche 3 avril, M. Michel Delebarre, ancien ministre et responsable des liaisons sociales à l'état-major de M. François Mitterrand, a estimé que le PS « n'est pas propriétaire d'un candidat : ce n'est pas comme lorsque son premier secrétaire était candidat ». Sur les menaces qui pèseraient sur la « paix civile », il a affirmé : « Il y a dans le comportement d'une partie de la majorité, d'une partie des responsables RPR, des éléments qui ne semblent pas être souhaitables pour le fonctionnement normal de la démocratie [...] ». Si cela se poursuit, il y aura de plus en plus d'accapement d'un certain nombre de pouvoirs, donc d'éléments de démocratie par une fonction politique dont le comportement a des effets totalitaires dans un certain nombre d'endroits et à certaines occasions ».

##### M. Devaquet

##### Quoi qu'il arrive

M. Alain Devaquet, ancien ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, a déclaré, le lundi 4 avril, sur RTL, qu'il refuserait, « quoi qu'il arrive », de faire partie d'un gouvernement si M. Mitterrand

était réélu à la présidence de la République. « Je ne ferai aucun geste politique, quel qu'il soit, sans l'assentiment de M. Chirac », a ajouté M. Devaquet, démentant les informations selon lesquelles il aurait envisagé, à certaines conditions, de figurer dans un gouvernement formé après la victoire éventuelle de M. Mitterrand.

##### M. Le Pen

##### Chef de file

M. Jean-Marie Le Pen affirme, dans un entretien publié par les Dernières Nouvelles d'Alsace le mardi 5 avril, que, dans l'hypothèse où M. Mitterrand serait réélu président de la République, il deviendrait, lui-même, « moralement le chef de file de l'opposition nationale », car les candidats de la majorité « auront été battus, mais plus battus que [lui] dans la mesure où ils partaient de positions stables, avec des moyens considérables ».

##### M. de Villiers

##### Idées

M. Philippe de Villiers, membre de l'équipe de campagne de M. Barre, déclare, dans un entretien publié par le Quotidien de Paris du 5 avril, que « jusqu'à présent, nous avions une campagne d'impressions » et que « nous allons passer à une campagne d'idées », qu'il « est fait pour Raymond Barre » et qui « lui permettra de gagner le premier tour ». Au début de la campagne, selon M. de Villiers, « la politique avait déstabilisé les tréteaux », cela en raison de « l'atmosphère de mysticisme voulue par les socialistes pour leur candidat ».

##### M. Wiltzer

##### Fracture

M. Pierre-André Wiltzer, directeur du cabinet de M. Raymond Barre, a déclaré, le lundi 4 avril, sur FR 3, que lorsque le député du Rhône se prononce pour un « État impartial », cela « devrait viser tout particulièrement M. Mitterrand ». « Si quelqu'un est arrivé au pouvoir à la tête d'un parti, quoi qu'il en dise aujourd'hui, et a mené une politique de fracture, c'est bien lui », a déclaré M. Wiltzer.



# JE FAIS CONFIANCE AUX FEMMES



## LES FEMMES SAVENT CE QU'ELLES VEULENT

Elles veulent participer aux responsabilités publiques dans la cité.  
Elles veulent pouvoir mener une vie professionnelle sans préjudice pour leur vie de famille.  
Elles veulent assumer dans des conditions convenables leurs responsabilités familiales.  
Je m'engage à les y aider, car je crois à une authentique mixité.

## Raymond BARRE

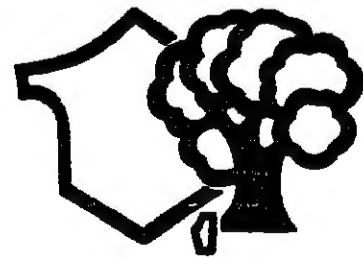


Photo Daniel APON

هكذا من الامل



# Société

## Une quarantaine d'avions mobilisés en Algérie Attaque en piqué contre les criquets

Les pays du Maghreb se mobilisent contre les criquets pèlerins. Déjà les essaims de ces insectes voraces sont dans le sud marocain et dans une bonne partie du territoire tunisien (le Monde du 5 avril). En Algérie, les autorités essaient d'empêcher les criquets de passer la barrière de l'Atlas.

LAGHOUAT  
de notre envoyé spécial

Dans un vrillissement de moteur, l'avion reprend de l'altitude. Un virage sur l'aile et le pique de nouveau vers le lit de l'oued N'Khenze, situé à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Hassi-R'Mel, le cœur du dispositif gazier algérien, équilibrant de Laghouat et de Ghardaïa sur la route du grand Sud. Son rase-mottes est parfait. Obéissant aux spécialistes de l'Institut national de la protection des végétaux (INPV) qui, de la rive ouest de l'oued, le guident par radio, il pulvérise son insecticide sur les millions de criquets cloqués au sol, piégés par leur instinct : les insectes ont trouvé là les conditions propices à leur accomplissement et rien, pas même le poison qui déjà les touche, ne les incite à rompre leur copulation.

Le ballet aérien n'a pas duré une demi-heure. Les trois appareils ont à peine quitté les lieux que le produit répandu a commencé d'agir. Un tapis jaune presque fluorescent jonche le sable. La plupart des insectes sont encore vivants mais incapables de s'envoler ou de sauter. Les mâles, plus petits que les femelles, restent accrochés au dos de leurs partenaires. Les plus énergiques d'entre elles ont réussi à se défaire de leur fardeau et essaient d'envoler la poche qui contient souvent jusqu'à quatre-vingt-dix de leurs œufs.

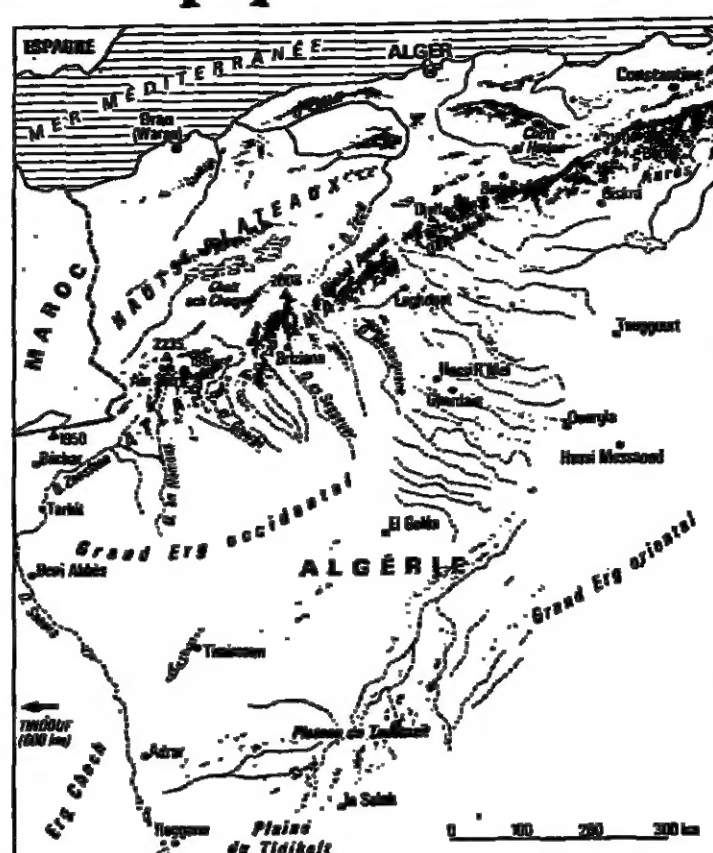
Tous les œufs de la région sont envahis par les acridiens, les conditions d'humidité et de chaleur leur conviennent. Les criquets doivent maintenant s'occuper pour que les femelles pondent ensuite dans le sable meuble avant de reprendre leur errance. En Algérie où l'on estime maintenant les surfaces invitées par les criquets entre sept cent mille à un million d'hectares. Bien sûr, quelques essaims ont pénétré sur le territoire algérien par le sud, en provenance du Mali vers Reggane et Adrar ou du Niger vers Ah Ouezam et Tamansrout, mais les vagues successives les plus importantes arrivent

par le sud-ouest en traversant d'abord la wilaya de Tindouf, puis celle, très stratégique, de Béchar. Les vents les poussent irrémédiablement vers le nord contre l'Atlas qui fait obstacle et les canalise naturellement vers le golfe de Gabès, en Tunisie. En théorie, le nord fertile de l'Algérie se trouve ainsi protégé des criquets, mais l'Atlas saharien n'est pas une barrière complètement hermétique. En trois endroits, le relief s'abaisse et des cols permettent le passage vers les zones agricoles de la bande côtière : dans la région d'Aïn-Sefra à l'ouest, de Laghouat au centre, dans celle de Biskra à l'est.

« L'essentiel est de verrouiller ces brèches », explique le ministre de l'Agriculture, M. Mohammed Rouighi, qui est allé plusieurs fois sur le terrain vérifier l'efficacité du dispositif et reconstruire le moral des troupes sur le pied de guerre depuis deux mois, car l'Algérie livre aux acridiens une lutte sans merci. Le système mis en place est pyramidal. Au sommet, un PC central qui occupe tout un bâtiment de l'INPV à El Harrach, dans la banlieue d'Alger. Il centralise toutes les informations en provenance des sept PC régionaux de la zone sud et des sept PC des Hauts-Plateaux, tous reliés entre eux par des liaisons spécialisées. C'est à El Harrach que les grandes décisions sont prises, en particulier l'affectation du gros matériel : plus de quarante avions (dont une trentaine loués à des entreprises étrangères, notamment espagnoles et françaises), une cinquantaine de camions tous équipés de canons à pulvérisation et de tout un matériel logistique.

### Un cycle infernal

Laghouat, chef-lieu de wilaya, a son PC au siège de la préfecture. Dans une grande salle de réunion au premier étage, la permanence est assurée vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Sur un tableau noir, la liste de tous les responsables locaux ou nationaux est inscrite ainsi que le numéro des téléphones directs où il est possible de les joindre. Au mur, une carte d'Algérie major constellée de pastilles de différentes couleurs désigne les zones infestées, le degré de concentration des criquets et les zones traitées placées maintenant sous haute surveillance. Juste à côté, bien en évidence, des courbes indiquent les quantités, la nature et la dilution des insecticides utilisés.



« La cellule de crise se réunit tous les soirs à 18 h 30 », explique le secrétaire général de la wilaya, « car c'est en fin d'après-midi que les informations sur la position des essaims nous parviennent, ajoute-t-il, précisant : « à partir de ce moment, on détermine les moyens à mettre en œuvre, avion ou canon, en fonction des priorités pour le lendemain car les opérations reprennent dès 5 heures du matin ».

La circulation de l'information est l'un des piliers du combat contre les criquets. Le département compte vingt-quatre communes et, dans chacune d'elles, six personnes sont mobilisées en permanence, surtout pour recueillir les nouvelles qui leur sont données par les nomades, les meilleurs guides pour les nomades, les meilleurs chasseurs jusqu'à présent précèdent à la fois les criquets cherchant à se poser. En général, dans les oueds où la végétation est la plus dense. Toutes ces précieuses indications sont relayées par les équipes de prospection composées d'un ingénieur agronome, d'un

à surveiller les terrains déjà traités. Les femelles y ont déposé des œufs qui donneront naissance à des larves aussi voraces que les insectes ailés. Il faut obligatoirement empêcher celles-ci de devenir un abîme de fixation et éviter le retour des individus ailés vers les pays du Sahel où ils se reproduiraient à nouveau, menaçant le Maghreb d'une prochaine invasion. Car les vents soufflent. S'ils soufflent actuellement du sud-ouest, ils s'inverseront dès le mois de mai, rabattant vers le sud les jeunes générations de criquets. Un cycle infernal.

Malgré toute l'attention des responsables algériens et l'importance des moyens engagés, une bonne partie de ces populations acridiennes réapparaît quand même à l'ouest vers le sud. Les autorités ont anticipé le mouvement des criquets. « Nous préparons actuellement le centre de Tamansrout pour essayer de liquider les reliquats d'essaims qui redescendraient vers le fin avril et au mois de mai », affirme M. Rouighi, dont le ministère coordonne la lutte. Ce qui reste la meilleure assurance « d'éviter les remontées à l'automne prochain », ajoute-t-il, avant de se féliciter des bienfaits de la « décentralisation qui a permis un gain de temps considérable » puisque « les responsables et les moyens sont déjà sur place ».

### D'autres pâturages pour les nomades

Tout a été mis en œuvre pour endiguer l'invasion au sud des Hauts Plateaux. Jusqu'à présent, l'agriculture algérienne semble sortie de l'ornière. Après la révolution algérienne, qui l'a laissée égarée, les effets des récentes réformes commencent à se faire sentir. Plusieurs milliers d'hectares non exploités ont été attribués, depuis 1984, principalement dans le sud du pays, dans le cadre de l'accès à la propriété foncière, et les grands domaines agricoles socialistes du nord ont été démantelés et la nationalisation des terres ont été redistribuées à des travailleurs du secteur. Les autorités algériennes fondent de sérieux espoirs sur le redémarrage de la production. L'invasion des criquets ne remet rien en cause. Elle retardera cependant un processus vital pour l'économie algérienne aux prises avec le prix flambant du baril pétrolier et le dollar qui n'en finit pas de baisser.

Sur place, la mobilisation, malgré la fatigue, ne faiblit pas. Au PC opérationnel d'Hassi-R'Mel dépendant directement de Laghouat, tout le monde est à son poste, les traits tirés et les yeux rougis par les nuits de veille. La discussion s'achève, mais il ne s'agit pas de savoir si nous sommes vendredi, jour de repos hebdomadaire, mais plutôt si la nouvelle demande d'essais de pulvérisation sera envoyée à l'ouest d'Hassi-R'Mel et de Laghouat. Jusqu'à ce moment, les sept avions espagnols, auxquels se sont joints quatre autres appareils d'Air Algérie, utilisent la piste d'Hassi-R'Mel, mais elle est éloignée d'une centaine de kilomètres des plus fortes concentrations d'essaims, ce qui fait perdre un temps précieux. Cinq nouvelles pistes de fortune devraient être créées tout au long de l'oued M'elchène, véritable paradis des criquets.

Juste le temps pour les nomades qui y font paître leurs troupeaux de moutons et de chèvres de piler tentes et bagages et de gagner, dans les camions chargés à ras les ridelles, d'autres pâturages moins convoités. Ce qui n'est pas si simple. Les autorités départementales estiment à 100 000 hectares les zones infestées dans la wilaya, qui est en quelque sorte le confluent où se regroupent les essaims en provenance du sud-ouest, via Benoud et du sud, vers des lieux de franchir l'Atlas pour aller croquer ce qui pousse sur les terres riches à souhait de la Méditerranée.

Ce risque n'est pas définitivement écarté. Il surgit malencontreusement au moment où l'agriculture algérienne semble sortie de l'ornière. Après la révolution algérienne, qui l'a laissée égarée, les effets des récentes réformes commencent à se faire sentir. Plusieurs milliers d'hectares non exploités ont été attribués, depuis 1984, principalement dans le sud du pays, dans le cadre de l'accès à la propriété foncière, et les grands domaines agricoles socialistes du nord ont été démantelés et la nationalisation des terres ont été redistribuées à des travailleurs du secteur. Les autorités algériennes fondent de sérieux espoirs sur le redémarrage de la production. L'invasion des criquets ne remet rien en cause. Elle retardera cependant un processus vital pour l'économie algérienne aux prises avec le prix flambant du baril pétrolier et le dollar qui n'en finit pas de baisser.

FREDERIC FRITSCHER

## Après la réélection d'Harlem Désir Les prochains rendez-vous de SOS-Racisme

Au terme du deuxième congrès national de SOS-Racisme qui se tenait à Noisiel (Seine-et-Marne) du 2 au 4 avril (le Monde du 5 avril), Harlem Désir a été réélu président de l'association. Il a salué en elle, devant les trois cent dix délégués des comités régionaux, « la principale force de proposition sociale pour l'égalité des droits en France ». Quatre ans après sa création, SOS-Racisme compte dix-sept mille adhérents, trente-cinq mille donateurs, et des enfants d'immigrés viennent chaque jour grossir ses troupes.

La « génération SOS » proposera un certain nombre de rendez-vous au

cours des prochains mois. L'entrevue de Dupleix September, représentante en France du Congrès national africain, assassinée la semaine dernière à Paris, sera l'occasion d'un premier rassemblement antiraciste au cimetière du Père-Lachaise, le 9 avril. Pour marquer sa présence entre les deux tours de l'élection présidentielle, SOS organisera, d'autre part, un défilé le 30 avril dans les rues de la capitale. Sa fête annuelle est fixée au 18 juin.

A la rentrée, le mouvement convoquera des « états généraux de l'égalité » pour lesquels ses militants rédigeront des « cahiers de doléances » déterminant les mesures à prendre au niveau local. Enfin une journée de manifestation, le 3 décembre, sera placée sous le signe de « l'Europe de l'égalité ».

Précision. — L'expression « l'occupation palestinienne » employée par Késsou Titous dans notre édition du 5 avril devait être évidemment entendue comme « l'occupation israélienne de la Palestine ».

## Selon des policiers de RFA Des liens existeraient entre les auteurs des attentats parisiens de 1985 et 1986 et les ravisseurs de deux otages allemands au Liban

Après trois mois de débats, le procès à Düsseldorf (RFA) de Abbas Hamade, accusé de participation à l'enlèvement de deux citoyens allemands, touche à sa fin. Au cours de ces trois mois, des policiers allemands ont fait état au procès de possibles liens entre les ravisseurs et les auteurs des attentats commis à Paris entre décembre 1985 et septembre 1986.

Les deux Allemands, Rudolf Cordes et Alfred Schmidt, ont été enlevés à Beyrouth en janvier 1987, en représailles contre l'arrestation à Francfort, le 13 janvier 1987, de Mohamed Hamade, chite libanais accusé de participation au détournement d'un Boeing de la TWA, en 1985, à l'aéroport de Beyrouth. Au cours de ce détournement, un « marin » américain avait été assassiné par les terroristes. L'arrestation de Mohamed Hamade avait précédé celle de son frère, Abbas, établi en Allemagne et naturalisé.

Au cours de l'enquête, les policiers avaient saisi dans les bagages de Mohamed Hamade neuf litres de nitrate de méthyle, explosif liquide « exactement semblable », affirmait, aujourd'hui, les enquêteurs, à celui découvert, deux mois plus tard, lors de l'arrestation à Paris du réseau de Fouad Ali Saleh, accusé aujourd'hui de participation à plusieurs des attentats de Paris.

Selon les enquêteurs allemands, l'un des auteurs du détournement du Boeing en 1985 et, plus tard, de l'enlèvement de Rudolf Cordes et d'Alfred Schmidt — ce dernier a été libéré depuis — aurait participé aux attentats de Paris. Il s'agirait, selon le BKA, service chargé en Allemagne de la lutte antiterroriste, de Hassan Nasreddin, alias Ezzeidi, également chite libanais. Identifié, ce dernier serait toujours au Liban. Son nom serait revenu à plusieurs reprises parmi les éléments recueillis par les enquêteurs. — (AFP.)

## Attentat à Ajaccio contre la villa du directeur des polices urbaines

La villa de fonction du commissaire Jean Graviassy, directeur départemental des polices urbaines à Ajaccio (Corse-du-Sud), a été endommagée, le lundi 4 avril vers 13 heures, au cours d'un attentat.

Il n'y a pas eu de victime, mais l'engin de fabrication artisanale a fait explosion à quelques mètres de membres de la famille du commissaire, qui, pour sa part, était en déplacement sur le continent.

L'épouse du commissaire et trois de ses enfants, un adolescent, une petite fille de trois ans et un bébé, ainsi que le commandant Fernandez du corps urbain d'Ajaccio, se trouvaient, en effet, dans le jardin où ils allaient déjeuner au moment où l'engin a été lancé par deux hommes à moto, par-dessus la grille d'entrée de la propriété, dans le quartier du parc Berthault, à la sortie nord d'Ajaccio.

La charge de 200 grammes à 300 grammes environ, qui a explosé

sur une dalle bétonnée, a creusé un trou de 15 centimètres à 20 centimètres. Elle était composée de plastique, de granulés et de petits plombs, le tout probablement relié à une mèche très courte. Le hall d'entrée, les portes et les fenêtres de la maison du commissaire ont été sérieusement endommagées ; des vitres des villas et des immeubles voisins ont été brisées.

Selon le substitut du procureur de la République d'Ajaccio, M. Eric Maunel, qui s'est rendu sur les lieux avec un représentant de la préfecture de police, l'engin explosif aurait pu tuer « comme tous de sa composition ». Le substitut n'enclenche pas, d'autre part, que les plastiques aient pu apercevoir les personnes qui se trouvaient dans le jardin au moment où ils ont lancé leur engin.

Dans un communiqué publié lundi, le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police a condamné « avec force le lâche attentat perpétré contre un commissaire de police et sa famille ». Il souligne que les commissaires « s'inquiètent du climat de violence qui sévit dans l'île et dénoncent ces méthodes criminelles employées par ceux qui, quelles que soient leurs motivations, portent gravement atteinte, en utilisant la violence comme moyen d'expression, aux fondements de notre démocratie ».

Mardi 5 avril en fin de matinée, l'attentat n'avait pas été revendiqué.

Incendie au Pré-Saint-Gervais : deux morts. — Une femme de trente-sept ans, Mme Benarbi, de nationalité algérienne, et son plus jeune enfant, Karim, un bébé de trois mois, ont trouvé la mort dans l'incendie qui a ravagé, le lundi 4 avril en début d'après-midi, leur appartement, 74, avenue Jean-Jaurès, au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis). Les pompiers ont pu dégager de l'appartement en flammes, au 7<sup>e</sup> étage d'un immeuble d'habitation, deux des enfants de la famille Benarbi, qui ont été transportés à l'hôpital de Garches (Hauts-de-Seine).

Attentat à l'explosif à Toulon. — Une petite épicerie de Toulon (Var), appartenant à Mme Nadia Menazem, a été sérieusement endommagée dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 avril, par l'explosion d'une bombe.

## DÉFENSE

## Les armées françaises recevront en juin leurs premiers missiles Mistral

La mise au point du premier missile français antiaérien portable, le Mistral, est terminée, selon son constructeur, la société Matra. Le Mistral est l'équivalent du missile américain Stinger dont l'efficacité a été démontrée par les partisans afghans contre les raids d'avions soviétiques.

D'hélicoptères soviétiques. Dès juin prochain, les forces armées françaises commenceront à en être équipées.

Environ 400 missiles opérationnels vont être produits d'ici à la fin de l'année, d'abord pour les systèmes destinés à l'armée de terre, puis à la marine et, enfin, à l'armée de l'air. Les derniers tirs de développement du Mistral ont été réalisés « avec succès », selon Matra, les 11 et 21 mars, au centre d'essais des Landes, champ de tir officiel des armées françaises.

Engagée en juillet 1983, cette phase dite de « tir constructeurs » va être suivie, en mai, par la phase dite de « qualification technique » effectuée par les services officiels (service technique des engins tactiques) qui puiseront au hasard dans des lots de missiles assemblés en

série, pour en évaluer les performances.

Volant à Mach 2,5, soit près de 3 000 kilomètres à l'heure, et donc capable d'atteindre une cible située à 1 kilomètre en moins de deux secondes, le missile a une portée maximale de 6 kilomètres et est guidé par infrarouge. Il pèse 18 kilos, dont 3 kilos de charge militaire, son tube de lancement et le trépied sur lequel celui-ci est posé pèsent 20 kilos au total. Le Mistral équipe l'infanterie, protège des bases aériennes ou des navires de guerre contre la menace aérienne à basse altitude.

La commande des trois armées françaises devrait porter, au total, sur plusieurs milliers de missiles. Matra évalue à 100 000 exemplaires le marché du Mistral en France et à l'étranger.

un portrait acéré de notre système d'éducation et de ses — trop nombreuses — faiblesses.

En vente en librairie

Une collection La Découverte / Le Monde

Le Monde sur minitel

PRESIDENTIELLE :

Tous les sondages pour comprendre

36.15 TAPEZ LEMONDE

IPSOS 36.16 TAPEZ LMINFO



# POUR EUX, C'EST CHIRAC

100 personnalités nationales apportent leur soutien à Jacques Chirac

MADAME GEORGES POMPIDOU MADAME LA MARÉCHALE LECLERC DE HAUTECLOQUE	MAURICE RHEIMS Membre de l'Académie Française	LUCIEN REBUFFEL Vice-Président de la C.G.P.M.E.	JACQUELINE MAGNAN DE BERNIER Présidente de la Section Française de l'Union européenne française	MARCEL LANDOWSKY Membre de l'Académie des Beaux-Arts, compositeur
MICHEL DEBRÉ Ancien Premier Ministre	CHRISTINE DE RIVOYRE Ecrivain	EUGÈNE REMILLY Président d'Honneur des Conférences françaises et européennes des sciences	HERVÉ-FRÉDÉRIC MCHERY Responsable d'une association de jeunes franco-maghrébines	JEAN MARAIS Artiste dramatique
MAURICE COUVE DE MURVILLE Ancien Premier Ministre	MAURICE SCHUMANN Membre de l'Académie Française	BERNARD SPITZBARTH Responsable syndical	JEAN-LOUIS PICHON Directeur d'une Maison de la Culture	NANA MOUSKOURI Artiste de variété
JACQUES CHABAN-DELMAS Président de l'Assemblée Nationale, Ancien Premier Ministre	PAUL-LOUP SULITZER Ecrivain	RAYMOND VILLEY Professeur	LUCIEN TRICHAUD Ecrivain, ancien Responsable national des Mouvements de Jeunesse	ROLAND PETIT Chorégraphe
PIERRE MESSMER Ancien Premier Ministre	LAURENT BOIX-VIVES Chef d'entreprise	JACQUES BOMPAIRE Président de Paris 1 Sorbonne	MADAME LINO VENTURA	JEAN-LOUIS PRAT Directeur de la Fondation MAFEGHT
EDOUARD BALLADUR Président du Comité National de soutien à la candidature de Jacques Chirac	CLAUDE BOURG Chef d'entreprise	PIERRE CATALA Professeur de Droit	PROFESSEUR CHRISTIAN CABROL Chirurgien	JEAN-PIERRE RAMPAL Flûtiste concertiste
HENRI BELCOUR Maire d'Ussel	PAUL DUBRULE Chef d'entreprise	PIERRE CHAUNU Membre de l'Institut	PROFESSEUR JEAN-PAUL CACHERA Chirurgien	ETIENNE VATELOT Luthier expert
YVON BRIANT Secrétaire général du C.N.U.	FRANCINE GOMEZ Chef d'entreprise	ANDRÉ DECOQ Professeur de Droit	PROFESSEUR GEORGES CREMER Médecin	RENÉ ARNOUX Père de course
ÉTIENNE DAILLY Vice-Président de Saint	HENRI LACHMANN Chef d'entreprise	ROLAND DRAGO Professeur de Droit	PROFESSEUR PIERRE GODEAU Médecin	HUBERT AURIOL Champion motocycliste
AMIRAL PHILIPPE DE GAULLE Sénateur de Paris	GUY LAROCHE Chef d'entreprise	ANNE-MARIE FÉRICELLI Professeur de Sciences Économiques	PROFESSEUR CLAUDE GRISCELLI Médecin	MARIE-CHRISTINE DEBOURSE Internationale d'athlétisme, professeur d'éducation physique
JACQUES LARCHÉ Président de la Commission sénatoriale des lois constitutionnelles	JEAN-MAXIME LEVÊQUE Chef d'entreprise	MICHEL GARNIER Président de Pierre et Marie CURIE	PROFESSEUR LUCIEN ISRAËL Médecin	HENRI LECONTE Trompettiste
DICK UKRIWE Sénateur de Nouvelle-Calédonie	FRANÇOIS MARC Chef d'entreprise	JEAN-CLAUDE GROSHENS Universitaire, ancien Président du Centre Georges Pompidou	PROFESSEUR GUY LAZORTHES Membre de l'Institut	JEANNIE LONGO Championne du monde de cyclisme
YVES BERGER Ecrivain	CHARLES MÉRIEUX Chef d'entreprise	HENRY DE LUMLEY WOODYEAR Professeur au Musée national d'Histoire naturelle	PROFESSEUR GASTON MEYNIEL Médecin	ALAIN MIMOUN Champion olympique
JEANNE BOURIN Ecrivain	RENÉ SAUTIER Chef d'entreprise	MICHELLE DE MOURGUES Professeur de Sciences Économiques	PROFESSEUR SAINT-MARTIN Jockey	MARCEL ROZIER Membre de l'équipe de France d'équitation
JEAN CAZENÈVE Ecrivain	RENÉ BERNASCONI Président de la C.G.P.M.E.	JEANNINE SOURDEL Vice-Présidente de Paris Sorbonne	PROFESSEUR BERNARD PERTUISSET Neuro-chirurgien	YVES SAINT-MARTIN
MICHEL DÉON Membre de l'Académie Française	SIMONE BRU Agricultrice, Vice-Présidente du C.N.U.A.	ALAIN BRIFFOD Responsable d'associations familiales catholiques	PROFESSEUR RAYMOND ROY CAMILLE Chirurgien	MARIUS TRÉSOR Footballeur
PAUL GUTH Ecrivain	JEAN-LUC CAZETTES Responsable syndical	JEANNINE BRUTTELE DUBA Présidente du Club Lucie Michel	PROFESSEUR RAYMOND VILAIN Chirurgien	THIERRY VIGNERON International d'athlétisme
RENÉ HUYGHES Membre de l'Académie Française	PHILIPPE CLÉMENT Président de la Chambre de Commerce de Paris	MADAME JEAN-PAUL ELKANN Présidente d'École sociale	MAURICE ANDRÉ Trompettiste concertiste	
CLAUDE MICHELET Ecrivain	JEAN PAQUET Président de l'Assemblée permanente des Chambres de Métiers	HUGUES FRAYSSE Directeur du Centre International de Siffour de Paris	PIERRE DUX Ancien administrateur de la Comédie Française	
ELISABETH DE MIRIBEL Ecrivain	LOUIS PERRIN Président de l'Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture	DOCTEUR PAUL-HENRI GRAUWIN Président de l'Association nationale des médecins anciens combattants d'Indochine et de Corée	JOHNNY HALLIDAY Artiste de variété	
FRANÇOIS NOURISSIER Ecrivain	GILBERT RAVELEAU Délégué général de l'Association française pour les Cordes de Qualité	PIERRE LAFOND Président d'Honneur du Réseau	HANS HARTUNG Membre de l'Institut, artiste peintre	

11.000 autres personnalités ont déjà rejoint le Comité National de Soutien présidé par Edouard Balladur, convaincus, comme vous, qu'avec Jacques Chirac, nous irons plus loin ensemble.

La liste des 11.000 fait l'objet de publications disponibles au siège du Comité, 10, rue du Général-Foy, 75008 Paris.



Chirac Président

COMITÉ NATIONAL DE SOUTIEN A LA CANDIDATURE DE JACQUES CHIRAC

هكذا من الامم



# Culture

## ARTS

Mondrian à La Haye

### Domaines construits

*Pays-Bas, pays plat, peinture en aplat pour embellir la vie, avec du bleu, du rouge et du jaune.*

En 1924, Gerrit Rietveld, ébéniste de formation et dessinateur d'audacieux fauteuils en bois peint, eut l'occasion de réaliser pour M<sup>me</sup> Truus Schröder, décoratrice, veuve et mère de trois enfants, une maison particulière qu'aucune histoire de l'architecture moderne ne peut passer sous silence. Avec son toit plat, ses trois façades extraites d'un volume cubique accolé à un mur mitoyen, et traitées chacune comme un jeu de plans et de barres rouges et noires soulignant balcons, étiages et ouvertures, la maison en question est en effet à peu près le seul exemple subsistant de l'application sans restriction au domaine bâti des idées du Stijl — l'élégante contribution de la Hollande à la formation de l'architecture dite de « style international ».

Située en bout de rue, à la limite de la ville d'Utrecht, pour son bonheur d'un temps, elle avait vue sur les polders, et son malheur d'aujourd'hui : le talus d'une autoroute qui passe à deux pas, la maison Rietveld-Schröder a été habitée par un propriétaire-commanditaire jusqu'à sa mort, en 1985. Rattachée alors au Centraal Museum d'Utrecht, elle a été remise dans son état d'origine, et depuis peut se visiter (1). Sur rendez-vous, et après avoir enfilé par-dessus les chaussures une paire de chaussons de toile, afin de ne pas salir les sols peints en bleu, en rouge, en jaune, en noir, en gris et en blanc ; comme sont peints les murs, les cloisons mobiles de l'étage — où Rietveld applique le « plan libre », l'encadrement des fenêtres en largeur et des fenêtres d'angles, — une hardisse, le mobilier enfin, fait sur mesure ; le dedans obéissant au même principe d'équilibre que le dehors ; les rapports de couleurs, de plans et de lignes donnant l'irrésistible impres-

sion de se promener dans un tableau de Mondrian.

Ce qui, après tout, n'est pas déplaisant — tout au moins quelques moments : y vivre serait sans doute une autre histoire. Ni étonnant, si l'on sait que le Stijl, c'est, pour une bonne part, Mondrian. Un Mondrian peintre et théoricien qui, avec des compagnons peintres, sculpteurs et architectes, entendait, toutes disciplines confondues, reconstruire le monde en embellissant la vie, moche en 1917, date de naissance du mouvement autour de la petite revue qu'animait à Leyde Theo Van Doesburg, un agitateur hors pair, façon Marinetti (2).

Mondrian, alors irrésistiblement engagé dans une peinture au cordeau, progressait avec elle dans son élaboration d'un « art nouveau universel » qui imposerait ses formes claires et équilibrées à tout notre environnement, où l'art n'aurait plus sa raison d'être que la beauté serait réalisée dans la vie. Ces propos utopiques jamais réalisés (Mondrian ne réaffirmait-il pas, en 1938, que « la beauté doit être réalisée » ?), le peintre tenta de les concrétiser en prenant ses ateliers de Paris et de New-York comme champ d'opérations et de construction. Où, c'est bien connu — des photographies en témoignent aujourd'hui, — ses tableaux se fondaient dans les murs, quand les murs devenaient peinture ; où rien n'aurait qui ne fût raisonné, y compris la tulipe dans le vase, qu'il avait peinte en blanc.

Avant d'en arriver là, à ce radicalisme réducteur, avant d'en arriver à l'abstraction elle-même, le chemin fut long, pavé de rencontres enrichissantes, et même semé de fleurs, chrysanthèmes et roses délicatement peintes à l'ancienne : du travail alimentaire. Ce chemin, une exposition au Gemeentemuseum de La Haye le montre mieux que jamais. Celui-ci, une belle construction de Berlage, le père de l'architecture moderne aux Pays-Bas (décidément favorables aux rencontres de l'art et de l'archi-

tection), grâce à la donation Salomon Sliper, ami et collectionneur de Mondrian, possède en effet un formidable ensemble d'œuvres du peintre, en particulier de la période hollandaise, dont il peut aisément dévoiler tous les dessous. Ce qu'il ne fait d'ordinaire pas, faute de place.

Mais cette fois, il montre tout, de la figuration à l'abstraction, du Mondrian académique tentant le prix de Rome au Mondrian emporté dans la tradition de l'école de La Haye, son clair-obscur, ses vaches, ses fermes, ses arbres et ses rivières ; où le peintre aurait bien pu se noyer s'il avait suivi l'exemple de l'oncle Fritz, émanation un peu fade de ce paysagisme prolongeant celui du Grand Siècle, via Barbizon.

### Concentration intérieure

Du paysage, ça oui, Mondrian en a fait, pendant vingt bonnes années, avec des hauts comme cette *Forêt* (vers 1900) aux troncs d'arbres vifs sur un chemin assimilable à un plan rabattu ; et des bas, qui méritent pourtant attention, car on y décèle souvent cette détermination à dégager les lignes essentielles, en insistant sur l'horizontale d'une barrière ou la verticale des troncs, comme s'il s'agissait d'endiguer la nature.

On a souvent expliqué l'abstraction de Mondrian à la lumière du paysage hollandais du paysage construit par les mains de l'homme. Ce n'est certes pas l'exposition de La Haye qui peut prouver le contraire. Mais cette lecture, quelque peu réductrice on en conviendra, date aussi un peu. On préfère aujourd'hui mettre l'accent sur les liens de Mondrian avec les milieux théosophiques, le symbolisme et le Teopop. Ce qui permet d'éclairer l'étrange triptyque : *Evolution* et ses trois nus stylisés, pour signifier trois étapes de la concentration intérieure permettant de se libérer du monde matériel. L'œuvre est de 1909.

Dans le même temps, Mondrian peint demeures, mer et églises de Dom-

burg en touches claires, domant parfois au divisionnisme issu de Seurat un tour byzantin. Ainsi disciplinait-il l'afflux de lumières et de couleurs portées à leur paroxysme dans sa vision du *Moulin au soleil* (1908), cela juste avant d'entamer, avec l'arbre, puis le pot de gingembre, le processus de décomposition systématique de toutes choses par les lignes entrecroisées et les plans.

Paris et ses cubistes, entre 1912 et 1914, l'aideront singulièrement à échapper au monde de la représentation. Grandes années que celles-là, cubistes si l'on veut, mais « d'un cubisme très abstrait, qui n'indite pas celui de Braque et de Picasso », comme l'a dit avec clairvoyance Apollinaire. Pas plus qu'auparavant Mondrian n'imitait les symbolistes, les néo-impressionnistes ou les fauves. Simplement, méthodiquement, il en assimilait les trouvailles, les unes après les autres, rattrapant le retard, et comme poussé par un irrésistible besoin d'aller plus loin, vers sa perfection.

Michel Seuphor (3), l'inconditionnel, a eu bien raison de parler à propos de l'itinéraire de Mondrian de « transformation profonde, sans briser les étapes », d'une démarche « qui ne naît ni de bonds en avant, ni d'écarts, ni de la plus mince distraction ». « Comment va votre saint ? », lui demandait parfois Léger. Un saint que même un Dali a pu saluer (tout en mutilant son prénom) comme l'« ébriété de Vermeer ». Mondrian ou le plan jaune, pardessus le petit pan de mur jaune.

GENEVIEVE BREHERETTE.  
★ Mondrian. « De la figuration à l'abstraction ». Gemeentemuseum, La Haye. Jusqu'au 29 mai.

(1) Adresse : Prins Hendriklaan 50. Téléphone 030-517926.

(2) Parmi les rares ouvrages parus en français sur Mondrian et le Stijl, signalons le livre de Serge Lemoine (Hazan, 1987).

(3) Le *Mondrian* de Michel Seuphor, paru en 1956, a fait l'objet d'une nouvelle édition revue par l'auteur en 1987 (Librairie Séguier).

### Ventes

### Meubles d'architectes

Un certain nombre d'architectes, surtout au début de ce siècle, ont voulu intégrer la décoration à la structure de leurs constructions. Ils se sont donnés la peine de dessiner chaises, tables ou fauteuils. Les ventes de ce type de mobilier étaient rares, il y a deux ans encore. Elles n'ont cessé de croître les acheteurs qui préféraient les créations plus traditionnelles. Les œuvres métalliques des années 30 ou 60 finissent en particulier bien souvent à la casse. La mode semble s'être inversée et quelques cent soixante-dix meubles d'architectes, du début du siècle aux années 80, seront dispersés à Drouot le 18 avril.

Hector Guimard, représentant français de l'Art nouveau, est là avec une balustrade rectiligne en fonte, à décor floral. Le Musée d'Orsay en possède un modèle identique. L'estimation de 35 000 F semble raisonnable pour une œuvre de cet architecte dont les musées s'arrachent la production. Le célèbre chaise longue de Le Corbusier en tube d'acier chromé (1929), cent fois copiée, devrait atteindre les 80 000 F. Toujours dans le style fonctionnel : une table rectangulaire, aux coins arrondis et aux pieds elliptiques, dessinée par Charlotte Perriand, est évaluée de 8 000 F à 10 000 F ; six chaises de Jean Prouvé en plâtre et en tôle d'acier laquée noire et au dossier en bête moulée sont estimées entre 6 000 F et

9 000 F. Créées en 1926, elles furent reproduites jusqu'au milieu des années 50.

Les Italiens plus excentriques que les Français confèrent à leurs créations un côté plus baroque. Un bureau en placage de bois verni naturel de Carlo Molino est estimé à 40 000 F, une paire de chaises dessinées par le même architecte, de 6 000 F à 8 000 F.

Dans les années 60 et 70, les plastiques de couleurs vives, les mousses et les coques de polyester défieront sur la France comme sur l'Italie, la ligne droite est abandonnée. La courbe règne. C'est l'ère du « gonflable ». Notre économie, plus esthétisante, préfère le mobilier qui évoque la sculpture. Une table au plateau glace sablé, créée l'an passé par Pascal Mourgue, est évaluée à 6 000 F. Une autre dessinée par l'Italien Ettore Sottsass, au placage de bois zébré et quadrillé reposant sur une base circulaire, devrait dépasser les 6 000 F. La mode ne s'est pas encore emparée de cette production très particulière.

Les prix abordables devraient séduire collectionneurs et décorateurs. Mais les Américains ont déjà une longueur d'avance sur nous dans ce domaine et les plus belles pièces de cette vente pourraient bien passer de l'autre côté de l'Atlantique.

ALICE SEJAR.

### COULISSES

### Sotheby's à Moscou

La célèbre firme britannique organise pour la première fois une vente internationale en URSS. Une centaine de toiles d'artistes soviétiques contemporains ou représentants l'avant-garde des années 20, seront dispersées à Moscou le 7 juillet.

Les achats effectués en livres anglaises pourront bien évidemment sortir du pays et seront libres de droits de douane. Les tableaux mis en vente seront exposés dans plusieurs villes occidentales : en mai à New-York et à Londres, en juin à Zurich et à Paris. Parmi les toiles

exposées : Vadim Zakharov, Evgeni Volkov, Gricha Brouchkina, Ivan Tchoukov et Ilya Kabakov. Ce dernier fera l'objet d'une exposition au Centre Pompidou. Un catalogue bilingue, anglais et russe, sera publié à l'occasion de cette « première » qui devrait rapporter, estiment les Britanniques, près de 5 millions de francs. Les Soviétiques viseraient en contrepartie le rachat d'œuvres russes qui se trouvent en Occident. Les trois cents happy few qui assisteront à la vente auront le droit à des visites d'ateliers de peintres contemporains et à une plongée dans les réserves du Musée Pouchkine.

A. S.

Alfred Kubin au Musée de la Seita

### Chronique de l'horreur



« Adoration », v. 1908

Entre Redon et Klee, les dessins effrayants de Kubin : belle leçon de lucidité.

Quoiqu'on l'ait inclus dans la monumentale exposition viennoise d'il y a deux ans, Kubin est fort peu viennois. Peut-être n'est-il même pas du tout, si ce n'est pire : ne se révérait-il pas plutôt l'Autrichien anti-viennois, le symboliste contre-Klimt ? Kubin, tout au long de son œuvre et dès les années 1900, n'a qu'un dessin, celui de l'écrit et de la pensée par la vision et la rêverie les épreuves disciplinées avec les apparences. Ses imaginations graphiques ne doivent cependant rien à une inspiration venue de l'inconscient, et tout à la volonté de s'exprimer par métaphores et allégories parées de métaphores et allégories peuvent être plus efficaces que la représentation littérale.

Soit un dessin, levé et plume, intitulé *Adoration*. Sur une estrade encadrée d'un rideau sombre, un être monstrueux, ventre obèse, cou de girafe, tête de tapir nimbée d'une lueur blanche, fait le beau, les pattes de devant repliées sur le poitrail. Devant l'autel, une femme nue, agenouillée, dont on ne voit que les hanches énormes et le dos, agit un encensoir. Il n'y aurait là qu'une parodie de la religion, assez banale somme toute, si l'animal divin n'exhibait les marmelles innombrables de la déesse de la Fertilité et si sa bestialité n'éclatait jusque dans le grotesque de sa pose de chien savant. Dans d'autres œuvres, des humains sont sacrifiés au moyen de longs sabres, et une jeune femme livrée à deux grands singes ou vidée de son sang par une pieuvre et plusieurs polypes d'aspect passablement désagréable. Même sujet à tout coup : l'horreur de la nature, de la nature que l'on adore comme de celle qui absorbe et anéantit l'humain. Kubin s'abandonne positivement, tout comme il déteste les bêtes et les végétaux, reptiles de marais, fleurs putréfactes, nées de la fange, carnivores et assassins.

Vers 1900, alors que Klimt et les siens exaltaient l'écrit nature, le grand Tout, le désir instinctif, la confusion des corps et la prolifération de l'espèce, Kubin lance ses plus violentes attaques contre le néo-paganisme, ou

néo-panthéisme, viennois. Il n'use pas de la couleur, par défiance, pour ne rien concéder à l'aimable, et pour demeurer fidèle à ses modèles, Goya ou le Redon de l'*Horreur* à Goya. Le crayon et la plume lui suffisent pour tracer ses idées au dos des feuilles caducées que son père, géomètre, employait sans cesse. Nul lyrisme, nul goût de l'absurde pour l'absurde : chaque dessin a sa légende et sa morale et Kubin son iconographie, qui s'inspire volontiers des symbolismes médiévaux. Le bouc, l'hippopotame et le serpent s'y montrent peu à leur avantage, lubriques et menaçants comme il se doit. Kubin pratique l'allégorie en dur et en hommage rigoureux, comme d'un code parfaitement fixé.

Membre du Blaue Reiter en 1912, compagnon éphémère de Kandinsky, Kubin n'a guère retenu l'émotion durant l'entre-deux-guerres. Il s'était alors retiré dans un petit château d'Autriche, et ceux des surréalistes, à commencer par Ernst et Dali, qui seraient pu se réclamer de lui, ne se pressèrent pas de reconnaître leurs dettes. Kubin n'en continua pas moins de dessiner, avec autant de vigueur et de pessimisme. En 1938, année de l'Anschluss, il esquissait une *Mort*, en grande tenue de squelette, cessant tendrement la forte encolure d'un hétophobie au visage inexpressif. Un autre croquis, de 1940 lui, s'appelle *Le Cri de détresse*. Il mériterait d'être estimés à l'égale de ce que l'expressionnisme allemand d'un Otto Dix a créé de plus convaincant. Seule différence : Kubin pratique un expressionisme à froid, plus ironique que vicié, et d'autant plus juste qu'il fuit la grandiloquence.

Les cent trente-six œuvres en noir et blanc que le Musée national de Haute-Autriche de Linz a accepté de prêter pour cette exposition hors du commun démontrent magnifiquement la lucidité de leur auteur. Kubin est de ceux, peu nombreux, qui ont eu, comme l'on dit, l'intelligence de leur siècle.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, jusqu'au 4 juin. Un catalogue rédigé en allemand et en français accompagne l'exposition. Tous les dessins y sont reproduits (150 pages environ, 120 F).

Annette Messenger et Louis Jammes

### Photos retouchées

Comment faire mentir une photographie ? En lui superposant un dessin qui suggère tout autre chose que le cliché.

D'effets spéciaux en collages, d'Heartfield en Man Ray, il y a longtemps que l'image photographique endure manipulations et détournements. Que ce soit pour combattre l'illusion d'exactitude propre à la photo ou pour substituer à un sens apparent une autre signification. Tous les procédés sont bons, dadaïstes, surréalistes ou pop.

Ceux qu'applique Louis Jammes (1) relèvent de la mise en scène et du mélange des genres. On connaît depuis cinq ou six ans ses portraits d'artistes, photographiés et placés à l'intérieur d'un décor dessiné et peint selon l'œuvre et le caractère de chaque héros. Avec un penchant peu douteux pour la satire et le burlesque, Jammes a constitué sa galerie des monstres sacrés du jour. Ses arrangements récents sont obtenus en grattant et en ajoutant des formes et des contours sur des clichés dont les retouches tantôt avivent et tantôt contrarient l'expression. Ce sont cette fois des images anonymes, passées ou actuelles, que l'artiste métamorphose méthodiquement. Disposées en séries, ces exercices de retouche suggèrent le déroulement d'un film noir,

scandé de mésaventures et de plaisanteries morbides.

Annette Messenger (2), autre spécialiste du « bricolage » d'après photo, n'est pas moins funèbre. Sa technique : agrandir un détail du corps humain et y tracer des motifs à l'encre ou à la gouache. Bras et jambes s'orientent de guirlandes mi-végétales mi-animales, un rat se dévot dans l'ovale d'un œil. Il n'y aurait là qu'une aimable plaisanterie dans la tradition surréaliste si Annette Messenger ne s'ingéniait à choisir les vues anatomiques les plus funèbres. On croirait qu'elle travaille d'après les planches d'un album chirurgical ou d'après la collection d'une morgue. Nez, doigts ou ventres deviennent monstrueux, grossis démesurément et examinés de trop près. Nulle innocence là-dedans : on se souvient des expositions précédentes d'Annette Messenger, peuplées de vampires et de sorcières agitant de grands couteaux sanglants. On verrait volontiers dans ces œuvres extrêmement désagréables et habiles la version graphique de l'inspiration qui suscite aussi films d'épouvante et d'horreur. Ou, plus simplement, les débuts d'un nouvel art fantastique.

Ph. D.

(1) Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, jusqu'au 21 avril.

(2) Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, jusqu'au 20 avril.

25 février - 10 avril

**Antoni Tapies**

Peintures

Galerie Lelong

13 et 14, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>

★ Décès du décorateur italien Mauro Pagano. — Le décorateur italien Mauro Pagano est mort à Paris samedi 2 avril. Il était âgé de trente-sept ans.

(Assistant d'Ezio Frigerio, Mauro Pagano avait bien sûr volé de ses propres ailes. Il avait assuré la décoration d'*Attila* de Verdi et de *La Sonnambula* de Bellini à la Scala de Milan, de *Così fan tutte* et de *Don Juan* de Mozart à Salzbourg, de *Tristan* et *Le cid* de Wagner et de *L'Amour des trois oranges* de Prokofiev, à Paris. Au théâtre du Châtelet il avait fait les décors de *La Chanson de Roland* de Strauss. Mauro, qui était l'homme des décors construits, disparaît avant d'avoir pu travailler avec un metteur en scène proche de son esthétique.)

### Menace sur la Fondation Cartier

Alain-Dominique Perrin menace de fermer la Fondation Cartier de Jouy-en-Josas (Yvelines), où sont rassemblées des œuvres dues à un ensemble d'artistes contemporains. La PDG de Cartier déclare avoir dépensé 140 millions de francs en trois ans et demi et se plaint de l'attitude de la commission des sites — « Un véritable conseil de discipline qui s'oppose à la création contemporaine ». Cette dernière a en effet refusé le projet de musée (8 200 mètres carrés) dessiné par Jean Nouvel. Alain-Dominique

Perrin se dit prêt à transporter ailleurs sa Fondation. Dans une autre région, voire hors de France.

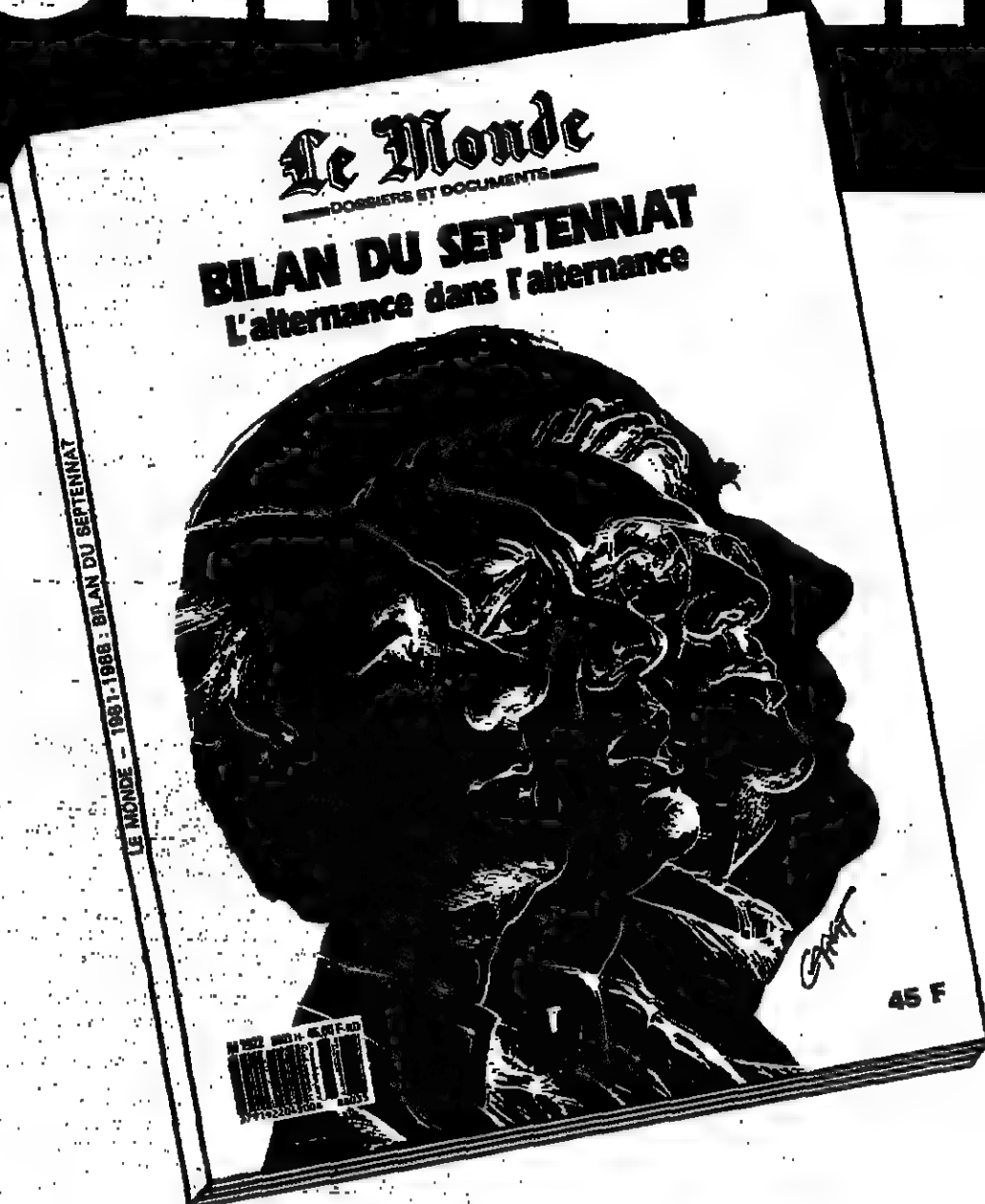
### Dali au Musée Pouchkine

Pour la première fois, une exposition Dali va se tenir à Moscou, au Musée Pouchkine, du 15 avril au 15 mai. Quelque deux cents œuvres vont donc prendre le chemin de l'URSS. Principalement des gravures sur cuivre — les cinquante-deux illustrations des *Chants de Maldoror* — mais aussi des peintures, sculptures, tapisseries et aquarelles.



# LE BILAN DU SEPTENNAT

**7 ANNÉES  
QUI  
ONT  
MARQUÉ  
LA  
FRANCE**



La V<sup>e</sup> République à l'épreuve de l'alternance et de la cohabitation.

La révision des valeurs idéologiques face aux réalités économiques.

La crise de régime évitée.

Un paysage politique profondément renouvelé.

Le septennat qui s'achève aura été une expérience-clé pour la société française.

## LE MONDE

**RETRACE L'HISTOIRE DE CES SEPT ANNÉES  
RICHES EN REBONDISSEMENTS**

### ● Les règles du jeu et les acteurs :

Le rôle récent du président. Les variations sur les lois électorales. La nouvelle place du Conseil constitutionnel. Trois gouvernements pour trois politiques. La valse des grands commis de l'Etat. Le reclassement des partis.

### ● Ruptures et continuité

La peine de mort supprimée. Le paysage audiovisuel bouleversé. La semaine de trente-neuf heures. Les nationalisations et les privatisations. Le code de la nationalité. Toutes les réformes faites, défaites, acceptées ou avortées au gré des alternances.

- La chronologie des événements.
- Le portrait des principaux protagonistes.
- L'annuaire du pouvoir.
- Les textes-clés et les chiffres.
- Huit pages de cartes en couleurs.
- Toutes les données de référence sur le septennat.

ÉDITÉ PAR

# Le Monde

**156 PAGES - 45 F**  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX

## LE BILAN DU SEPTENNAT

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... LOCALITÉ .....

Nombre d'exemplaires ..... X 45 F (frais d'expédition inclus) .....

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :



**Le Monde**

Service des ventes au numéro  
7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

هكذا من الاجل



**DU 12 AU 30 AVRIL**

**THEATRE BOUFFES DU NORD**  
42 39 34 50

**JE NE VEUX PAS MOURIR IDIOT**  
WOLINSKI CONFORTES CHAPOTÉ D'EMILIE

PROX 70 F. ETUDIANTS - LYCEENS 50 F. LOC. 42 39 34 50 FIAC

**CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS**

<b>T.M.P. CHATELET</b> Lundi 11 avril 18 h 30 (p.a. Valenciennes)	<b>LUIGI ALVA</b> ténor <b>MIAO QING</b> mezzo-soprano E. COOPER, piano HAENDL, ROSSINI MOZART
<b>THEATRE GREVIN</b> Lundi 11 avril 4 h 30 à 5 h 30 Location : 42-46-84-47 (p.a. Valenciennes et Mondol)	<b>ENTR'ACTES</b> Violon : REGIS <b>PASQUIER</b> Piano : ANNE <b>QUEFFLEC</b> MOZART - MESSIAEN FAURE - PROKOFIEV
<b>T.M.P. CHATELET</b> Lundi 11 avril 20 h 30 (p.a. Valenciennes Opéra et Concert)	<b>TERESA BERGANZA</b> JUAN ANTONIO ALVAREZ PAREIRO piano
<b>THEATRE ATHENES L-JOUVET</b> Lundi 11 avril 20 h 30 (p.a. Valenciennes Muséum/Glaz)	<b>PAATA BOURTCHOUADZE</b> Ljiljana IVANOVA piano RACHMANINOV MOUSSORGSKI
<b>PLEYEL</b> Lundi 12 avril 4 h 30 à 5 h 30 (p.a. Mondol Valenciennes 0 et 1)	<b>E.O.P.</b> Direction : ROBERTO BENZI Violon : JEAN-JACQUES KANTOROW ROSSINI - PAGANNI BIZET
<b>Salle GAYEAU</b> Vendredi 15 avril 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	<b>J.-M. Fournier Prod.</b> <b>TEL AVIV QUARTET</b> HAYDN, BEETHOVEN CHOSTAKOVITCH
<b>THEATRE NATIONAL DE L'OPERA SALLE FAYARD</b> Lundi 18 avril 20 heures (p.a. Valenciennes)	<b>CONCERT LYRIQUE</b> Bellefleur et chœurs OPERA DE TALLINN ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPERA DE PARIS <b>ERI KLAS</b> avec Jevgen <b>NESTERENKO BSSE</b> VERDI, SOTO DONIZETTI, DELIBES MOUSSORGSKI, GOUNOD RACHMANINOV
<b>SALLE SAINT-EUSTACHE</b> Vendredi 22 avril 20 h 30 (p.a. Valenciennes 0 et 1, Agence Valenciennes 3 FIAC)	<b>ORCHESTRE DE ZÉLANDE</b> Chœur de TONADISSIMO Dir. <b>JAN STULEN</b> Sol. <b>R. VAN DER MEER</b> <b>REQUIEM DE FAURE</b> HAYDN, RAVEL ANDRIESEN

**Le Monde**  
ARTS ET SPECTACLES

**Concerts Radio France**

**ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE**  
Vendredi 8 avril 20 h 30  
SALLE PLEYEL  
Direction : EMIL TCHAKHAROV  
DEBUSSY - STRAVINSKY - R. STRAUSS

**NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE**  
Vendredi 8 avril 20 h 30  
SALLE PLEYEL  
Direction : ARMIN JORDAN  
LALO : Le Roi d'Ys  
B. HENDRICKS - D. ZIEGLER - E. VILLA  
M. VANAUDE - J.-P. COURTIS  
M. PIGUENAL - PH. BOHNE  
CHŒUR DE RADIO FRANCE  
Chef de chœur : MICHEL TRANCHANT  
Direction : ARMIN JORDAN

**MUSIQUE DE CHAMBRE**  
Lundi 18 avril 20 h 30  
AUDITORIUM DES HALLES  
MUSIQUE ANCIENNE  
A SEI VOICI - ENSEMBLE INSTRUMENTAL  
Chœurs de COSTELEY - SERNISY - PALADIN

**LOCATION 14 JOURS A L'AVANCE**  
RADIO FRANCE  
42 30 15 16  
AUDITORIUM DES HALLES

**MUSIQUES**

**Le douzième Printemps de Bourges**

**L'acrobate et le pianiste**

Des dizaines et des dizaines de musiciens et autant de voix. Et puis, pour sortir de la grisaille un moment de music-hall et le bonheur du jazz.

Le lundi 4 avril, l'Affaire Louis Trio était tête d'affiche d'un spectacle où l'on retrouvait pêle-mêle Blanchard, Dennis Twist et Raft. Coup de cœur d'un des derniers Printemps, l'Affaire Louis Trio avait été une découverte de la région Rhône-Alpes. Moins chancelante cette année, l'antenne lyonnaise n'a proposé tout un après-midi — ce même lundi — que des formations rock sans relief.

Au centre de la chanson, le programme du jour n'a guère valu mieux. D'un groupe ou d'un chanteur à l'autre, il y a eu le même constat : une qualité honorable des musiciens et des interprètes, une mise en place correcte des voix et des instruments, mais aussi une absence complète de mélodie, de texte et d'émotion. Aucune direction artistique n'a porté la tentative de ces groupes et chanteurs venus par dizaines s'engouffrer

allègrement dans toutes les galeries, dans toutes les salles prévues. Les interprètes à sauver du lot : Lulu Berthon, une ancienne comédienne de Caen qui sait occuper l'espace, a une belle voix rock de blues dans la lignée de Mère Bée.

Malgré tout, le Printemps de Bourges a connu lundi deux moments de grâce.

Le premier, inattendu, avec un personnage étonnant, à la fois acrobate, jongleur, mime, danseur : Jérôme Thomas, qui a fait naturellement l'osmose de plusieurs disciplines (cirque, danse, music-hall) et imaginé des séquences d'une grande équilibre, une densité exceptionnelle et d'un humour subtil.

Le second, espéré, avec Michel Petrucci. Plaisir du swing, fulgurance de l'improvisation sur des standards ou des compositions personnelles, vélocité d'un grand pianiste de jazz dont on regrette simplement le goût prononcé pour le trio classique (basse, batterie) quand on sait les richesses mélodiques et harmoniques que tire Petrucci d'un affrontement avec par exemple un saxophoniste comme Lee Konitz.

CLAUDE FLÉOUTER.

**CINÉMA**

**« Saigon », de Christofer Crowe**

**Rues chaudes**

Un thriller bien ficelé sur fond de débâcle à Saigon.

Deux flics honnêtes, un Blase (William Dafoe) et un Noir (Gregory Hines) dont l'un courageux et maître de ses nerfs (le Blanc), s'acharnent à démasquer un tueur de prostituées, qui, ils l'apprendront dès le début du film, est un personnage important. Un colonel américain. L'histoire pourrait se passer à Chicago ou à Miami, dans n'importe quelle mégapole. L'astuce du scénario : elle se passe à Saigon, en pleine guerre du Vietnam. Folklore photographique des rues moites, des encombrements de vieilles bagnoles, des néons, des strip-teases fatigués, des taudis, des bombes, des coups de revolver en gros plan qui font jaillir des fleurs de sang, des femmes vides de pleurs, des visages et des chemises en sueur, des hélicoptères d'enfer dans la jungle où des GI drogués et des officiers fêlés tentent de survivre.

On a vu de tant de fois qu'on en oublie d'admirer le fair-play des Américains et de compter sur les doigts de la main les films français consacrés à l'Indochine et à l'Algérie. Dans ce premier long métrage de Christofer Crowe (réalisateur et scénariste de télévision), il y a en plus un courant de scurs fringantes qui s'occupent des orphelins asiatiques et amérindiens. William Dafoe aura le coup de foudre pour l'une des sœurs, jeune et jolie. Elle ne respire pas insensiblement, mais Dieu est le plus fort. Elle prononcera ses vœux et le

jeune Blanc, qui assiste à la cérémonie, dit seulement avant de repartir chez lui : « C'était beau ».

Un peu de dérive romantique ne fait pas de mal. De toute façon, Christofer Crowe n'a pas cherché à poser des personnages denses, crédibles. Il a seulement raconté — et très bien, sur un rythme impeccablement fiévreux — un thriller avec tous ses stéréotypes, dont il a simplement déplacé le décor. Il a accordé un grand soin à la reconstitution de Saigon, au temps de la pré-débâcle. La salle guerre, toujours présente, accentue la violence de la guerre des polices, entre les MP et le chef de la gendarmerie locale. Il y a des scènes éponouffantes — celle où un colonel (Scott Glenn) frappé, dans une crise de fureur, se jette lui-même de son avion après avoir balancé des viols dans le vide.

Ces efforts de réalisme rendent finalement le film désagréable, parce qu'il souligne le côté schizophrénique, brutallement obtus de l'histoire, la glorification à peine indienne du bon petit Wasp, entraîné malgré lui dans cette horreur. William Dafoe, Gregory Hines en négre pleure, vaguement cynique, mâcheur de chewing-gum, ne croient pas à ce qu'ils font, on ne peut pas leur en vouloir.

Mais tout ça pourrait passer dans l'action. Là où Christofer Crowe a complètement échoué, c'est dans l'évocation poétique du cauchemar. Pour ça, il faut le génie de Cimino dans *Deer Hunter*, sinon, c'est trop dangereux.

COLETTE GODARD.

**« Fréquence meurtrière » d'Elisabeth Rappeneau**

**Passer le temps**

Jeanne Quenter, médecin dans un service d'urgence psychiatrique, anime sur Skyrock (bonjour la pub !) une émission de radio où elle donne des conseils aux gens déboussolés. Un soir, une voix, déformée, l'appelle en direct et lui fait des menaces insidieuses. Puis le perroquet de sa petite fille est tué dans l'appartement. Or Jeanne apprend que le malade mental qui, vingt-cinq ans auparavant, avait été condamné pour l'assassinat de ses parents — une vraie boucherie — vient d'être libéré. Elle demande de l'aide à son frère Franck, commissaire à la P.I. Malgré cela, sa vie devient un cauchemar.

On s'étonne qu'on passe à la réalisation, Elisabeth Rappeneau, scénariste de talent, se soit contentée d'adapter — avec Jacques Audiard — le thème d'un roman de Stuart Kaminsky qui ne tient pas la distance. Au bout d'une demi-heure, le suspense est épuisé, pas besoin d'être très malin pour avoir compris qui, en réalité, s'acharne sur Jeanne et, du coup, remet le passé en question. Techniquement (mise en scène, photographie, décors), tout est correct comme dans un bon téléfilm et Catherine Deneuve est trop professionnelle pour ne pas faire maître de l'inquiétude, de l'émotion, une certaine dimension psychologique. Mais à quoi cela sert-il ? A passer le temps, sinon à le perdre.

JACQUES SICLER.

**DIGRESSIONS, par Bernard Frank**

**De la joie dans l'air !**

**1 Malgré la droite, Mitterrand peut être battu**

M. Mitterrand peut être battu le 8 mai. N'en déplaît à la droite et à ses journaux officiels qui n'y croient plus, qui n'espèrent qu'en un miracle, qui font la plus mauvaise campagne électorale que l'on puisse imaginer — même faizant, c'est dire, n'arrive plus à être drôle ! — en faveur de leur candidat (car, si n'en ont qu'un en tête), mon affirmation n'a rien d'un secret, il crève les yeux. La droite a trois candidats et c'est vraiment deux de trop pour qu'elle ait des chances raisonnables de l'emporter sur M. Mitterrand.

Au lieu de reprocher pêle-mêle au président de la République tout et à ses contraires, son âge, sa légèreté, d'être un socialiste camouflé, de ne l'avoir jamais été, son agressivité, son absence de programme, son programme, son bien, de se représenter, il faudrait qu'elle soit une, chacun le sait. M. Mitterrand ne profite pas des divisions de la majorité, c'est la majorité qui lui apporte ses divisions sur un plateau. Qu'il soit dans la nature de M. Mitterrand d'être un rassembleur ou non, je n'en sais rien, mais ce que je vois c'est que ses adversaires le contraignent à l'être pour deux !

« Attendez ! », me dit M. Chirac, attendez la deuxième tour, et vous verrez si nous ne sommes pas unis comme un seul homme autour de ma candidature. Ce que nos divisions avaient de superficiel, il ferait beau voir qu'il me marque une voix. Et croyez bien que si j'avais pu me faire M. Barre qui avait été en tête — à l'impossible nul n'est tenu, — j'aurais agi de même et au centuple en sa faveur !

Il n'est pas dans la nature de M. Le Pen de se sacrifier. Il mange son pain blanc. Il n'a jamais eu autant d'importance et il n'est pas dit qu'il en aura autant dans sept ans. Aussi la majorité aurait tort de compter sur lui pour arranger ses fins de mois. M. Le Pen est bien décidé dans la mesure de ses possibilités de ne pas se découvrir d'un fil avant le 24 avril et de faire tout ce qui lui plaît le 8 mai ! Non, pour gagner, la majorité ne doit pas compter sur M. Le Pen. D'autant plus que victorieuse, il est dans la nature de lui déboucher le madame des députés et, s'il fait le méchant, par le scrutin majoritaire, qu'elle a rétabli à cet effet, de le réduire à zéro.

Des deux candidats qui restent, il n'y en a qu'un qui ait quelque chance de l'emporter sur M. Mitterrand, et je n'étonnerai personne en disant que c'est M. Barre. C'est là où les choses se compliquent, où la majorité, je le reconnais, joue de malchance. Pour gagner, elle a besoin d'être unie et d'être unie dès le premier tour. M. Le Pen est une écharde suffisante dans sa chair souffrante sans qu'elle s'amuse à diviser par deux sa majorité qui n'en est déjà pas une ! Or, par un fait exprès, le monsieur + 20 % de la majorité, celui dont les sondages indiquent qu'il a le vent en poupe, n'est pas le bon candidat. On se croirait dans *Macbeth*, quand le futur se fait devinette : « Celui qui gagne au premier tour perdra devant M. Mitterrand. Inversement, celui qui pourrait battre le candidat-président brillera par son absence au second tour ! »

Autrement dit, pour que la majorité l'emporte, il faudrait que M. Chirac se retire avant le 24 avril. Ce n'est ni dans ses intentions, ni dans sa nature. En 1974, sans être

candidat, il a permis à M. Giscard d'Estaing d'être président de la République. En 1981, M. Chirac a fait un nouveau bond en avant. Il était bon troisième, il n'a été éliminé qu'à l'issue des demi-finales. Cette fois-ci, il a de fortes chances de jouer la finale et quelle jouissance s'il bat le président dont il a été le premier ministre. Cette perfidie « objective » est bizarrement la marque de M. Chirac depuis qu'il est entré en campagne, c'est-à-dire depuis la mort de M. Pompidou. Il y a un contraste entre ses manières directes, franches, rustiques, d'homme qui ne s'empêche pas dans les arguments, qui n'a rien d'un coupleur de cheveux en quatre, et son action. C'est étonnant que cette « grande gueule » plutôt sympathique fonde sa carrière — je ne le répéterai jamais assez — sur la trahison. Le tableau de chasse est édifiant. En 1974, en se faisant le grand électeur de Giscard, il torpille le candidat de son parti. En 1981, en se présentant à l'élection présidentielle et par ses moelles connexions du second tour, il favorise l'élection de M. Mitterrand. Aujourd'hui, il a d'ores et déjà réussi à écarter M. Barre d'une présidence de la République qui semblait impendable après les législatives de 1986 !

S'il y a doute, et doute en faveur de M. Mitterrand, c'est bien à M. Chirac que la droite le doit. Soulignons une fois encore que de se retrouver dans le dernier virage premier ministre face à son président est ce qui pourrait donner le plus de ressort à M. Chirac, candidat dont la principale vertu est d'en avoir. L'idée de prendre la place du « chef » ne peut que l'exalter, lui qui n'avait jamais voulu jusqu'ici commettre ce sacrilège, éternel matou à la recherche d'un maître ! Inversement, si M. Mitterrand ne peut que se « réjouir » d'avoir face à lui in fine Chirac plutôt que Barre, qui aurait plutôt pu l'embarrasser, ce n'est pas une idée qui dope l'empresse sur son premier ministre. Ce qui est sûr, c'est que si M. Barre d'ici le 24 avril n'arrive pas à persuader la majorité des électeurs de la majorité qu'il est bien le seul à pouvoir battre M. Mitterrand le 8 mai, on n'échappera pas à un nombre impressionnant d'ouvrages sur cet échec. Le cas de M. Barre fera jurisprudence. Je me demande s'il ne vaudrait pas mieux que M. Chirac l'emporte contre toute attente, détournant l'attention sur son cas. Mais ce serait payer cher notre repos !

**2 Romains entre deux mondes**

« Le 6 octobre », j'ai oublié de le rappeler dans ma précédente chronique, est le premier épisode de la fresque de Jules Romains, les *Hommes de bonne volonté*, qui en comporte vingt-sept. Le roman commence le 6 octobre 1906 et se termine dans la nuit du 7 au 8 octobre 1933 par une phrase inachevée de Jallat : « Ce monde moderne serait tout de même quelque chose de bien épatant si... » La durée romanesque est donc d'un quart de siècle. Jules Romains aurait mis sept ans (1923-1930) pour se préparer à écrire le plus vaste roman du vingtième siècle où l'histoire joue un rôle démesuré. Et environ quatorze ans pour l'écrire (1930-1944). C'est au Mexique où il était installé depuis février 1942 qu'il mit non pas le point final, mais, comme nous venons de le constater, les trois points finaux.

D'après l'introduction d'Olivier Rony, ceci se passait le 30 septembre 1944. Il serait bon

de se demander pourquoi une œuvre de cette importance, facile à lire, souvent passionnante, a connu une relative indifférence que tant d'ouvrages d'écrivains de sa génération, qui ne la valaient pas, n'ont pas souffert de ces pénales. On s'apercevrait peut-être que Romains a été victime du anachronisme, de modes contradictoires qui lui étaient toutes contraires. Les deux grandes guerres, celle de 1914 et celle de 1939, lui ont coupé chaque fois le sifflet ! Son « unanimisme » d'avant 1914 prit un coup de vieux après ce qui s'était passé dans les tranchées : les millions de soldats morts, la révolution de 1917. D'adieu, le surréalisme et la provocation permanente avaient une autre allure ! A-t-on idée de commencer à publier une fresque de vingt-sept volumes en 1932, un an avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir ? D'en terminer la publication en France en 1946, au moment des caves de Saint-Germain-des-Près, en pleine vogue de l'abandon, de Sarte et de l'existentialisme ?

Jules Romains a toujours l'air d'arriver trop tôt ou trop tard avec ses grosses valises pleines de cadeaux, mais qui n'intéressent personne. On a la tête ailleurs. Il est chez Gaimard quand il faut être au Mercure, chez Flammarion quand il faut être à la NRF... Radicaux ou vaguement socialistes quand il faut être communiste ou fasciste. Aux États-Unis, alors qu'il serait de bon ton de se trouver à Londres, à Paris, à Vichy, en Suisse ou à Alger. Il est dû à l'Académie quand le choc c'est d'avoir le Nobel. De 1953 à 1970, il trouve moyen d'écrire dans l'*Aurore* quand ce quotidien n'est pas encore le *Figaro* et que le *Figaro* d'autrefois est somptueusement Mauriac. Le pionnier relatif de la France libre n'est même le retour du général pour cause d'Algérie en 1958 !

Ah ! Je ne donnerais pas cher de son œuvre, dans cette fin de siècle qui n'apprécie que les sacs à main faciles à emporter en cas de fuite, de ce Jules Romains qui, après tout, n'a écrit que trois chefs-d'œuvre, *Mort de quelqu'un*, *Les Copains et Knock*, au tarif d'aujourd'hui c'est peu, si les raisons qui ont poussé les jeunes générations (celles des vingt ans en 1945, des vingt ans en 1968) à contourner les *Hommes de bonne volonté*, ce Massif Central du roman du vingtième siècle n'allaient pas jouer pour la génération d'aujourd'hui en sa faveur. Je vais vous expliquer pourquoi.

**3 « Sortilèges d'amour »**

« Je ne suis pas le premier à vouloir embellir par les fictions d'un récit une histoire d'amour », ainsi commence le roman d'Yves Lelong, *Sortilèges d'amour* (Librairie Séguier, 95 F.). Cet écrivain de trente-six ans avait publié l'an dernier, à la même librairie, *Proust le saint du maître*. C'était un peu prétentieux : « Je vais vous expliquer Proust comme on ne vous l'a jamais expliqué » ou quelque chose comme cela, mais ce n'était pas sans intérêt ! Ce roman transforme cet essai en but. Lelong a vraiment lu Proust, à tel point qu'on lui pardonne ses « proustiades », ce prurit inhérent aux premières lectures, pour n'apprécier que sa franchise et son talent. Quant aux longueurs : « ...il y a des gens qui trouveraient même des longueurs à des robes longues » !



# Fréquence meurtre d'Elisabeth Rappene Passer le temps

Jeanne Quatier, médecin  
de service d'urgence pour  
les enfants, s'active sur sa  
table d'opération. Une en-  
fant de dix ans, victime d'un  
accident de vélo, est étendue  
sur la table. La jeune fille  
est consciente, mais elle ne  
peut parler. Elle a subi une  
lésion de la langue. Jeanne  
Quatier, médecin de service  
d'urgence pour les enfants,  
est une femme d'action. Elle  
a une expérience de plus de  
vingt ans dans son métier.  
Elle a été chef de service à  
l'hôpital de la Pitié-Salpê-  
trière, puis à l'hôpital de  
Necker. Elle a été directrice  
du service de réanimation  
pédiatrique à l'hôpital de  
Necker. Elle a été directrice  
du service de réanimation  
pédiatrique à l'hôpital de  
Necker. Elle a été directrice  
du service de réanimation  
pédiatrique à l'hôpital de  
Necker.

On a dit que c'était un métier  
de femme. Mais Jeanne Rap-  
pene, médecin de service d'ur-  
gence pour les enfants, ne  
croit pas à cette idée. Elle  
a une expérience de plus de  
vingt ans dans son métier.  
Elle a été chef de service à  
l'hôpital de la Pitié-Salpê-  
trière, puis à l'hôpital de  
Necker. Elle a été directrice  
du service de réanimation  
pédiatrique à l'hôpital de  
Necker. Elle a été directrice  
du service de réanimation  
pédiatrique à l'hôpital de  
Necker.

JACQUES SIDA

De l'éveil naît l'exp...

...de la communication naît la performance



Eurosignal, Alphasingal, radio-télépho-  
nes, répondeurs ou encore télécopieurs,  
Télétex, terminaux point de vente...

Leader de la transmission de la parole et  
de l'écrit depuis 15 ans, EGT propose

aux entreprises d'aujourd'hui un éventail  
complet des systèmes de communication les  
plus souples, les plus rapides, les plus  
performants.

Afin de relever les défis de demain...

**EGT Communiquer pour gagner**

EGT Centre : 01 20 20 40 40 - Paris : 01 20 20 40 40 - Lyon : 01 20 20 40 40 - Marseille : 01 20 20 40 40 - Nantes : 01 20 20 40 40 - Orléans : 01 20 20 40 40  
Eurosystème : 01 20 20 40 40 - Eurofax : 01 20 20 40 40 - Eurofax : 01 20 20 40 40 - Eurofax : 01 20 20 40 40 - Eurofax : 01 20 20 40 40

هكذا من الاجل



حكايا من الراحل

## Spectacles

### théâtre

#### SPECTACLES NOUVEAUX

**LE MONOLOGUE DE MOLLY BLOOM.** Espace Kiron (43-73-50-25). 20 h.

**EUX SEULS LE SAVENT.** Th. Grand Hall Montorgueil (49-09-05-48). 20 h 30.

**L'ARRÊT DE MORT.** Espace Kiron (43-73-50-25). 20 h.

**QUI MAIS NON.** Th. Essailin de Paris (42-78-46-42). 18 h 30.

**JUDAS-PILATE.** Théâtre Paris-Villette (42-02-02-68). 21 h.

**PRINCE DES NUÉES DÉNUÉ DE TOUT.** Th. Des Cinq Diamants (45-80-51-31). 20 h 45.

**J'AI PAS LE CHOIX JE CHANTE BOB.** La Pointe. Palais des Glaces. Petite Salle (46-07-49-93).

**VICTIME DU DEVOIR.** Café de la Danse (43-57-05-35). 21 h.

#### Les autres salles

**AMANDIERS DE PARIS** (43-66-42-17). L'Invité : 20 h 30.

**ANTOINE - SIMONE-BERRIAU** (42-07-71-11). Les Cahiers tango : 20 h 30.

**ARTS-HERBERTOT** (42-87-23-23). La Malade imaginaire : 21 h.

**ATELIER** (46-06-49-24). La Double Inconstance : 21 h.

**ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET** (47-42-67-27). Suite C. M. de Paris. Collas : 18 h 30.

**BERRY** (43-57-51-51). Pomes : 18 h 30.

**BOUFFES PARISIENS** (42-96-60-24). La petite chatte en robe : 18 h. O. Bouchu : 20 h 30.

**CARÉ DE LA DANSE** (43-57-05-35). O. Vieux du devoir : 21 h.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-43). Et vous... la gaité L. : 21 h.

**CENTRE MANDAPA** (45-89-01-60). O. Docteur Je suis tout : 14 h 30.

**CINQ DIAMANTS** (45-80-51-31). O. Prince des nuées dénué de tout : 20 h 45.

**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-41-11). O. Raviens d'arriver à l'élysée : 21 h.

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15). Suite Richelieu. O. Esther : 20 h 30.

**DAUNOU** (42-61-69-14). O. Monsieur Marmite : 21 h.

**DEUX ANES** (46-06-10-26). Elysée... : 21 h.

**EDGAR** (43-20-85-11). Les Babas-Cadras : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

**EDOUARD-VII SACHA GUITRY** (47-42-57-49). Les Liaisons dangereuses : 20 h 30.

**JUSQU'AU 23 AVRIL**

**ATHÉNÉE**

**Callas**

par ELISABETH MACCOCO à partir des interviews de MARIA CALLAS

"La Mouscou, superbo tragédie, s'inspire de Callas comme Callas en opéra."

"Il fallait bien que Callas devienne un personnage de théâtre et que le meilleur de la Callas soit mis en scène."

"Le travail d'Elisabeth Maccoco est remarquable de fidélité et de jeunesse."

**LE PRÉSENT**

mar. 18 h 30

mer. jeu. ven. sam. 20 h 30

7.42.67.27. AGENCES FNAC-CROUS

**DEBAT**

LUNDI 11 AVRIL 18 h 30

animé par

**DENIS GUNOUN**

Centre National des Lettres

53, rue de Verneuil 7<sup>e</sup> - entrée libre

**DOMINIQUE SANDA**

**JEAN-PHILIPPE ECOFFEY - ANNE ROUSSEL**

**LES MENDIANTS**

UN FILM DE BENOIT JACQUOT

D'APRÈS LE ROMAN DE LOUIS-RENE DES FORETS (EDITIONS GALLIMARD)

**SORTIE LE 6 AVRIL**

**Longue Vie à la Signora**

un film écrit et réalisé par

**Ermanno Olmi**

**LION D'ARGENT VENISE 1987**

### Mardi 5 avril

#### Les opéras

**OPÉRA DE PARIS** Palais Garnier (47-42-57-71). Boris Godounov : 19 h 30. Opéra en quatre actes de M. Montsergaki, d'après A. Pouchkine et N. Karamzine. Dir. mus. de Zagorsk, mise en scène de P. Imasco (4 h).

**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-20-36-37). L'Anneau des Nibelungen : 20 h. Musique et livret de Richard Wagner. L'Or du Rhin : prolonge en quatre scènes. Mise en scène de Daniel Mengüch, dir. musicale Boris Klobucavsky, décors et costumes Louis Berant. Avec l'Orchestre philharmonique de Nice et les chœurs de l'Opéra de Paris. Avec Amy Barton, Sylvie Brunet, Anne Evans, Linda Fennis, Ada Gerschlager, Karyn Harrison, Katarina Ilkova, Cecilia Norik, Hélène Parguilla, Brigitte Sweden.

### cinéma

#### La cinémathèque

**PALAIS DE CHAILLOT** (47-04-24-24)

Mourir à l'italienne (1959, v.o.a.l.). de Pier Paolo Pasolini. 16 h.

Le Dernier Jour d'un condamné (1981) de Jean Aurel. 17 h.

Le Dernier Jour d'un condamné (1981) de Jean Aurel. 17 h.

Le Dernier Jour d'un condamné (1981) de Jean Aurel. 17 h.

**CENTRE GEORGES POMPIDOU** (42-78-35-57)

Réalité

**SALLE GARANCE**

**CENTRE GEORGES POMPIDOU** (42-78-35-57)

Réalité

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS**

La Trinité République : Montparnasse : la Rue de la Gaité (1963) de Drot, Quartier (1981) de Jean Aurel, 14 h 30.

Grande Guerre : Actualités Gaumont, 14 h 30.

Le Dernier Jour d'un condamné (1981) de Jean Aurel, 17 h.

Le Dernier Jour d'un condamné (1981) de Jean Aurel, 17 h.

Le Dernier Jour d'un condamné (1981) de Jean Aurel, 17 h.

**18 H 30**

jeu. 14 ven. 15 avril

**MIKLOS PERENYI** violoncelle

**ORCHESTRE DE CHAMBRE FERENC LISZT** de BUDAPEST

2 programmes

HAENDL C. P. BACH

W. F. BACH TELEMAN

samedi 16 avril

Pour la première fois à Paris

**ENSEMBLE WIEN-BERLIN**

Quintette à vent

Solistes des orchestres PHILHARMONIQUES DE BERLIN ET DE VIENNE

HAYDN ROSSINI MOZART

PRIX 52 F. LOC. 42.74.22.77

2 PLACE DU CHATELET

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).

**CLAUDE LUNE (A. v.o.)** : Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40).







## Religions

A l'initiative du MEJ

### 3 500 jeunes catholiques ont célébré une « Pâque sans frontières » à Strasbourg

STRASBOURG  
de notre correspondant

Quelque 3 500 jeunes venus de toutes les régions de France, mais aussi de plusieurs pays étrangers, ont participé quatre jours durant au rassemblement national du MEJ, le Mouvement eucharistique des jeunes, à Strasbourg (Bas-Rhin). Cette « Pâque sans frontières » s'est conclue, le mardi matin 5 avril, par la proclamation d'un message aux jeunes Européens.

Le MEJ regroupe en France quelque 60 000 jeunes de neuf à dix-neuf ans, répartis en cinq groupes d'âge. « Témoins aujourd'hui », participaient au rassemblement de Strasbourg. Ils se sont regroupés en équipes pour parler ensemble de leur vie de tous les jours et de leurs projets.

Dimanche soir, les jeunes se sont retrouvés pour la célébration pascale dans la cathédrale de Strasbourg, vidée de ses chaises pour les accueillir. Mgr Charles Brand, l'archevêque, a concélébré la cérémonie avec une cinquantaine de prêtres. Lundi,

sur le podium du parc du Wacken, le rabbin Alain Weil, chargé à Strasbourg de la jeunesse, et une diaconesse protestante, Sœur Lisa Sohn, sont venus témoigner de la signification de Pâques pour leurs communautés respectives.

Une table ronde entre jeunes et journalistes a permis de débattre des thèmes choisis par les participants : l'école, l'Europe, les médias, mais aussi l'Eglise ou les relations familiales.

J. F.

● Une session du Service Incroyance Foi. — La session nationale du Service Incroyance Foi, organisme officiel de l'épiscopat, aura lieu à Dourdan (Essonne) du 29 avril au 1<sup>er</sup> mai. Le thème prévu est le suivant : quels sont les enjeux des débats de société actuels (code de la nationalité, avenir de la Sécurité sociale, création de comités d'éthique, bouleversement télévisuel, etc.) ? Avec la participation d'Alfred Grosser, Henri Madelin, Jean-Louis Schlegel, etc.

★ Pour tous renseignements : Service Incroyance Foi, 8, rue de Saint-Simon, 75007 Paris. Tél. : 45-44-66-38.

## SPORTS

La rentrée de Stephen Roche

### Cyclisme insolite à Monthlery

L'ancien coureur Jean-Pierre Lott a été inspiré d'Alphonse Allais qui voulait transporter les villes à la campagne. Organisateur des Boucles parisiennes, il a déplacé les Parisiens sur le plateau boisé de Saint-Eutrope pour leur faire redécouvrir les joies de l'effort physique au contact de la nature. Car tel était le sens de cette manifestation différente des autres : une journée de sport pour tous, organisée le lundi 4 avril, à Monthlery (Essonne), un haut lieu du cyclisme que les jeunes générations ont quelque peu oublié.

Cyrille Guimard, directeur sportif de Laurent Fignon et de Charlie Mottet, s'est rappelé à cette occasion qu'il avait pratiqué l'athlétisme. Il a participé aux Foulées d'or — 10 kilomètres de course à pied — au côté de l'acteur Michel Creton. Celui-ci a ensuite enfilé son vélo pour affronter Raymond Poulidor, Bernard Darniche et l'ex-spécialiste des Six Jours, Roger Godeau. Lequel revenait pour la première fois sur le terrain de ses débuts. Cinquante ans après.

L'épreuve de 130 kilomètres, qui comportait vingt-deux escalades de la fameuse côte Lapize, est revenue à l'espoir ouest-allemand Andreas Kappes tandis que le champion du monde amateur Richard Vivien se classait cinquième, et que Duclos-Lasalle remportait le Trophée Jacques-Anquetil, attribué au meilleur grimpeur.

L'épreuve marquait la réapparition de Stephen Roche qui, malgré son abandon consécutif au manque de compétitions, s'est estimé satisfait de cette rentrée prudente et elle a permis aux nombreux spectateurs de voir à l'œuvre le seul routier professionnel japonais : Masatoshi Hichikawa, un petit homme à lunettes, né il y a vingt-sept ans à Tokyo. Incorporé à l'équipe belge, Hitachi sur la recommandation de Jean de Gribaldy, Masatoshi Hichikawa a décidé de faire carrière en Europe après avoir tenté sa chance dans les compétitions d'amateurs. Il a terminé au milieu du peloton, mais n'est pas passé inaperçu.

JACQUES AUGENDRE.

RESULTATS COMPLETS	
Cyclisme	
1 <sup>er</sup> 1986	253,00 F
2 <sup>e</sup> 1987	716 295,00 F
3 <sup>e</sup> 1988	62 419,00 F
4 <sup>e</sup> 1989	5 062,00 F
5 <sup>e</sup> 1990	993,00 F
6 <sup>e</sup> 1991	354,00 F

### OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vie s/vis. Pol. Just. Paris le jeudi 21 avril 1988 à 14 h  
**APPELLEMENT A PARIS-17**  
43-45-47, rue Truffaut et 4-6, rue Lamoignon - BSA, A  
à gauche dans hall d'entrée - 2 pces ent. S. bus WC coin cuis.  
M. à prix : 200 000 F 14, rue Ste-Anne - Paris-17 - Tél. : 42-61-01-09.

VENTE sur saisie immobilière au Tribunal de gde instance de ROCHFORD, Hôtel La Touche-Tréville, rue Chanzy, le MERCREDI 20 AVRIL 1988, à 9 heures  
**Communes DES MATHES, Heudic LA PALMYRE**  
à us. commercial au rez-de-ch. d'un imme. sis à LA PALMYRE, avenue d'Amélie  
**UN LOCAL**  
et 8 PARKINGS au sous-sol  
M. à prix : 200 000 F S'adresser SCP DURUIS, BONNIN, BOURDEAU, SUR-MER. Tél. 46-99-04-34 et 46-99-00-17, ou au greffe du tribunal de grande instance de ROCHFORD. Tél. 46-87-09-55

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de gde instance de PARIS-20<sup>e</sup>, 137 à 143, rue des Pyrénées  
23 à 35, rue de Fontenille, 82 à 88, rue de Bagneux, 2 à 7, cité Adrienne  
DANS LE BATIMENT H d'11 - HOSEGOR, escalier 11  
4 pièces au 1<sup>er</sup> étage sur rue, 4 pièces précédentes, avec jouissance exclusive de la terrasse sur rue faisant face à l'appartement côté salle de séjour - Au 2<sup>e</sup> sous-sol, UNE CAVES N° 451 - DANS LE BATIMENT O d'11 - ORTHEZ, au 2<sup>e</sup> sous-sol UN GARAGE N° 158  
**MISE A PRIX : 450 000 F**  
S'adresser à M<sup>rs</sup> Pierre-Alain BARAT, avocat au barreau de Paris, 19, boulevard Haussmann à PARIS-8<sup>e</sup> - Tél. 42-72-44-64. Pour visiter, sur place bâtiment H - HOSEGOR, ESCALIER 11, 1<sup>er</sup> étage porte gauche, 12 avril, 9 h 30 - 10 h 30.

## Le Carnet du Monde

### Décès

— Anna Alexandre, son épouse, Eve et Rémi, ses enfants, Denis, Bruno, Dominique, Marie, Vincent, Benoît, François, ses frères et sœur, leurs conjoints, enfants et petits-enfants, Etienne, son beau-frère et ses enfants, Les familles Alexandre et Hus, La famille Dahan, Ses collègues de Télérama, Et tous ceux qui l'ont si bien entouré, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. GILLES ALEXANDRE,

le 2 avril 1988, à l'âge de quarante-neuf ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 avril 1988, à 8 h 30, en l'église paroissiale Saint-Médard, Paris-9<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montparnasse.

— Bernard Roux, président-directeur général de THM, Francis Mayor, directeur de la rédaction, Et toute l'équipe de Télérama, ont la tristesse de faire part du décès de

M. GILLES ALEXANDRE,

survenu le 2 avril.

Ils lui feront leurs adieux le mercredi 6 avril, en l'église Saint-Médard.

— M. et M<sup>me</sup> Ado Blaton, M. et M<sup>me</sup> Jean Blaton, M. et M<sup>me</sup> Armand Blaton, M. Gérard Blaton,

ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacky Ickx, M<sup>me</sup> Dominique Blaton, M. et M<sup>me</sup> Philippe Blaton, MM. Bernard, Marc et Armand Blaton,

ses petits-enfants, Laurence et Vainne Ickx, Annabelle et Bastien Fruy, Alexis, Pascaline, Amélie et Lastiza Blaton,

ses arrière-petits-enfants, M<sup>me</sup> Alice Blaton, sa sœur, M. et M<sup>me</sup> Daniel Thoumyre, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Thérèse Blaton et sa fille Sophie,

Les enfants et petite-fille de feu M. Pierre Blaton, ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces, Les familles Peyrabo et Blaton, Ses collaborateurs, Son dévoué personnel,

ont la douleur de faire part du décès de

M. ARMAND BLATON,

indépendant, commandeur de l'Ordre de Léopold, commandeur de l'Ordre de la Couronne, commandeur de l'Ordre de Léopold II, croix civique 1914-1918, doyen d'honneur du travail, Knight of the British Empire, commandeur de l'Ordre al Merito della Repubblica Italiana, commandeur de l'Ordre du Mérite du grand-duché de Luxembourg,

né à Schaerbeek, le 22 mai 1897 et décédé à Woluwe-Saint-Pierre, le 28 mars.

Les funérailles, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Bruxelles (Evere), ont eu lieu le mercredi 30 mars 1988.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

1150 Bruxelles-Bovenberg, 120.

### LÉGION D'HONNEUR

Nous publions la suite de la liste des nominations parues dans le Monde du 3 avril.

#### P et T

Sont promus officiers : M<sup>rs</sup> Louis Duparc, inspecteur général à l'Administration centrale; Marcel Roulet, directeur de l'Administration centrale.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Emile Chana, président de l'Union des associations de secouristes et sauveteurs des P et T; Claude Douce, vice-président directeur de société; Yves Elbert, receveur à Laval; Jackie Escher, directeur des télécommunications de Champagne-Ardenne; Pierre Guichet, directeur de société de télécommunications; Jean-Pierre Le Cloviller, chef de service à l'Administration centrale; Guy Lormand, sous-directeur à l'Administration centrale; Gabriel Marignac, sous-directeur à l'Administration centrale.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Jacques Adroit, chef de service vétérinaire d'hygiène alimentaire à la direction de l'alimentation; Jean Brillet, président de la chambre d'agriculture de la Charente; Claude Caustier, président-directeur d'une entreprise de matériel agro-alimentaire; René Bernard Fort, directeur du centre d'étude et de modernisation agricole de Purpan; M<sup>rs</sup> Marie Guerin, directeur administratif et financier d'un groupe coopératif

laitier; M<sup>rs</sup> Gilbert Guez, président-directeur de Renault agriculture; Charles Guillery, ingénieur du génie rural des eaux et des forêts; Pierre Huglin, directeur honoraire de la station de recherches viticoles et oenologiques de Colmar de l'INRA; Robert Lacacade, président du conseil d'administration de l'Union agricole de la Guadeloupe; Marc Lefèvre, président de l'Association interprofessionnelle des fruits et légumes transformés; Germain Leyraud, chef du département Ressources en eau du Centre national du maraîchage agricole du génie rural des eaux et des forêts; Jacques Pauline de Lamotte, commissaire général du Salon de l'alimentation; Serge Renault, directeur de coopérative agricole; Michel Soufflet, président-directeur de sociétés de négoce de céréales; Jean Taxis, directeur du laboratoire de pathologie végétale de l'Ecole d'ingénieurs des travaux agricoles de Bordeaux.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Jacques Longhins, chef de la mission de coopération et d'action culturelle à Djibouti; André Mimoun, commerçant au Béni.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Joseph de Bonois, père Blanc au Sénégal; Philippe Giffard, président de la chambre de commerce et d'industrie des Pays de la Loire; Maurice Menage, président du conseil d'administration d'une société de CBO d'Ivoire; Jean Nereussian, directeur à la Compagnie française de l'Afrique occidentale; Georges Salles, conseiller juridique du président de la Cour suprême du Gabon; Emile Serres, président d'une société à l'île Maurice; Michel Vaud, chef de la mission de coopération et d'action culturelle au Cap-Vert.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Roger Brieux, membre de l'association Rida et Danub; Gustave Brua, ancien combattant de la guerre 1914-1918; André Chanu, président de l'association des comédiens combattants; Aimé Christian, membre d'une association de mutilés et combattants; Roger Dantin, conseiller de l'Union des évadés de guerre; Charles Dabiez, président de la Fédération des mutilés, combattants et victimes de guerre des Hautes-Pyrénées; Nathan Darry, président du comité des œuvres sociales de l'Union des déportés, internés et victimes de guerre; Jean Fauconnier-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

## Le Carnet du Monde

— M. Georges Bidegain, son épouse, José et Martine Bidegain, leurs enfants et petits-enfants, Dorita et Jacques Saglier, leurs enfants et petits-enfants, Hélène et Jean Martin-Goussot, leurs enfants et petits-enfants, Pierre et Justine Bidegain, leurs enfants et petits-enfants, Petite sœur Jeanne Denise de Jéss, Mayotte et Claude Protte, leurs enfants et petits-enfants, Georges et André Bidegain, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>rs</sup> Clément de Jaureguiberry, Les familles de Jaureguiberry, Althabegouty, Patu, Elisabeth, Bidegain, Puraus et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>rs</sup> Georges BIDEGAIN,

survenu à Pau, le 1<sup>er</sup> avril 1988, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Alos, le 3 avril, à 16 heures.

Villa Orocini, boulevard Jean-Sarrailh, 64000 Pau, 64130 Alos.

— André Coiffier, née Rochon, son épouse, Alain, Bernard et Jean-Paul, ses fils, Alexandre, François, Jérémie, Luc, Stéphan et Thierry, Les familles Coiffier, Giron, Rochon et alliés, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Armand COIFFIER,

chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, inspecteur honoraire de l'enseignement technique,

survenu le 3 avril 1988.

Les obsèques civiles auront lieu à Beaumont (Puy-de-Dôme), le mercredi 6 avril, Réunion à la porte principale du cimetière à 16 h 30.

La famille ne recevra pas de condoléances.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Truand, 63110 Beaumont.

— Ses filles, Nathalie et Emmanuelle, Les familles Berger, Comérot et Leroy, annoncent le décès, survenu le 2 avril 1988, à Grenoble, de

M. DUONG TUAN KIET,

ingénieur, ancien élève de l'école supérieure d'électricité, directeur technique AETA.

L'inhumation aura lieu le jeudi 7 avril à 13 h 30, en l'église du Sacré-Cœur de Gilly et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Montalieu-Vercieu.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Di dans peuvent être adressés à la Ligue contre le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Alain Datarat, son épouse, Le professeur et M<sup>me</sup> Jean Matonk, M<sup>rs</sup> Chantal Matonk, M. et M<sup>me</sup> Joël Bollet, M. et M<sup>me</sup> Daniel Renouf, ses enfants, Corinne, Eric, Cyrille, Delphine, Axel, Emmanuel, M<sup>rs</sup> Paul Neveux et Guy Parfange, M. et M<sup>me</sup> Litalien, ses belles-sœurs et beau-frère et leurs enfants, M. Jean-Louis Dutarat, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>rs</sup> Alain DUTARET,

né Edith Neveux, avocat à la Cour, officier de l'Ordre national du Mérite, survenu le samedi 2 avril 1988.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16<sup>e</sup>, le mercredi 6 avril à 14 heures.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière de Pantin.

107, rue de la Pompe, 75116 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean GUINARD,

ancien expert-comptable, survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 1<sup>er</sup> avril 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-André-de-l'Europe, 20, rue de Léningrad, Paris-8<sup>e</sup>, le mercredi 6 avril, à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

De la part de Ses enfants Et petits-enfants.

— M<sup>rs</sup> Jean-Paul Nuss, son épouse, M<sup>rs</sup> Paul Nuss, sa belle-fille, M<sup>rs</sup> Clotilde et Edith Nuss, M<sup>rs</sup> Philippe et Sébastien Nuss, M. et M<sup>me</sup> Alain Marty, ses petits-enfants, M<sup>rs</sup> Renée Piveteau, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Paul NUSS,

chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, commandeur du Ordre national du Mérite,

survenu le mardi 29 mars 1988, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 1<sup>er</sup> avril en l'église d'Opio.

Le Mas du Soleil, Opio, 06650 Le Rouret.

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 78 F

Abonnés (avec justification) : 69 F

Communications diverses : 82 F

Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

Rens. : 42-47-96-03.

Relations avec le Parlement

En promue officier : M<sup>rs</sup> Henriette Dubois, directeur des services législatifs et économiques au Conseil économique et social.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Jean-Claude Becane, directeur du service du secrétariat général de la présidence du Sénat; Jean-Louis Pozan, chef de la division des transports du service des affaires administratives générales de l'Assemblée nationale.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Roger Brieux, membre de l'association Rida et Danub; Gustave Brua, ancien combattant de la guerre 1914-1918; André Chanu, président de l'association des comédiens combattants; Aimé Christian, membre d'une association de mutilés et combattants; Roger Dantin, conseiller de l'Union des évadés de guerre; Charles Dabiez, président de la Fédération des mutilés, combattants et victimes de guerre des Hautes-Pyrénées; Nathan Darry, président du comité des œuvres sociales de l'Union des déportés, internés et victimes de guerre; Jean Fauconnier-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

Sont nommés chevaliers : M<sup>rs</sup> Gilles Bouthillier, directeur d'une compagnie navale; Henry de Grimaud de Rochebout, président du conseil d'administration du port autonome de Rouen; Thierry Lhéroux-Kérel, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Rémy Le Lay, président du Crédit maritime mutuel.

— Paris, Saint-Jean-de-Vaux. M<sup>rs</sup> Simone Debout-Oleszkiewicz, sa mère, Antoine Oleszkiewicz-Debout, son frère, M<sup>rs</sup> Jacqueline Devoscaux, sa tante, M. et M<sup>me</sup> Péronelle et leur fille, ses cousins. Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Edienne Jean OLESZKIEWICZ-DEBOUT,

antiquaire, survenue à Paris, le 23 mars 1988, à l'âge de trente-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 26 mars 1988. Il repose à Saint-Jean-de-Vaux (Isère), auprès de son père.

— M. Michel Pasteau, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Rémy Pasteau et Valérie, M. et M<sup>me</sup> Philippe Pasteau, Stéphanie, Nicolas et Frédéric, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>rs</sup> Michel PASTEAU,

survenu à Paris, le 25 mars 1988, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale, le mercredi 20 mars, en l'église Saint-Germain-des-Près.

11, rue du Pré-aux-Cleres, 75007 Paris, 9, rue Rubenfort, 75017 Paris, 4, rue Charles-Bonnet, 1206 Genève (Suisse).



## SCIENCES ET MEDECINE

## L'ozone en fuite

La quantité d'ozone présent dans la haute atmosphère diminue peu à peu depuis une vingtaine d'années. La cause de cette diminution est l'accumulation, là-haut, de certains chlorofluorocarbones (CFC), utilisés, notamment dans la réfrigération et dans les bombes d'aérosols. La décision a été prise en novembre dernier de réduire de moitié en dix ans la production de ces CFC.

Les fabricants doivent donc trouver des substituts inoffensifs pour l'ozone qui protège la Terre du rayonnement ultraviolet émis par le Soleil. La société française Atochem vient de signer avec la compagnie américaine Allied-Signal un accord pour mener en commun des recherches sur ces substituts.

## Si le ciel se déchire...

La quantité totale d'ozone qui est présente dans la haute atmosphère et y joue le rôle indispensable de bouclier contre le rayonnement ultra-violet a diminué globalement depuis 1969. Telle est la conclusion à laquelle sont parvenus très récemment vingt-cinq spécialistes de diverses nationalités après dix-huit mois de travail intensif.

L'ozone, une molécule faite de 3 atomes d'oxygène, est présente dans la stratosphère entre 15 et 40 kilomètres d'altitude, en particulier aux alentours de l'altitude de 25 kilomètres. La quantité totale d'ozone est infime : si toute l'atmosphère était ramenée à des conditions normales de température (23 °C) et de pression (1 atmosphère), elle aurait une épaisseur de 8 kilomètres dont l'ozone occuperait, en moyenne avant 1969, une « lamelle » de 3 millimètres. Mais cette « lamelle » suffit à absorber la quasi-totalité du rayonnement ultraviolet émis par le Soleil, rayonnement qui désorganise la matière vivante.

On savait que l'ozone diminuait fortement au-dessus de l'Antarctique depuis 1979, pendant chaque mois d'octobre, c'est-à-dire au début du printemps austral (le *Monde* du 29 octobre 1986 et du 13 janvier 1988). Le phénomène a été mis en évidence par les Britanniques en 1985 et confirmé, depuis lors, par des mesures et des campagnes spéciales de recherches faites surtout par les Américains. Le « trou » d'ozone se creuse rapidement chaque année. La quantité d'ozone remonte ensuite, mais ne retrouve pas tout à fait son niveau de l'année précédente.

Les études ont montré que ce « trou » était dû à l'accumulation, dans la haute atmosphère, de chlorofluorocarbones (CFC), gaz extrêmement stables utilisés dans les systèmes de réfrigération, dans les mousses synthétiques et, comme propulseur, dans les bombes d'aérosols. Dans la haute atmosphère de l'Antarctique, les températures extrêmement basses (de l'ordre de -95 °C à l'altitude de 20 kilomètres) jouent sûrement un rôle prépondérant dans les réactions chimiques qui dissocient les CFC en différentes substances dont certaines cassent les molécules d'ozone.

Etant donnée l'importance de l'ozone pour tous les organismes vivants sur les continents et dans les couches les plus superficielles de l'océan mondial, il fallait savoir si la diminution de l'ozone était cantonnée à la stratosphère antarctique ou si elle « intéressait » l'ensemble de la Terre. Pour connaître la situation, le groupe de spécialistes disposait de deux sortes de données : celles prises du sol, qui mesurent l'ozone par en dessous ; celles prises par des satellites, qui mesurent l'ozone par en dessus.

Le travail a été considérable : toutes les données recueillies, au sol entre 1969 et 1986, par satellites depuis 1978, ont été soumises à une analyse critique et retravaillées. Elles ont été comparées systématiquement à des modèles. Ce qui a permis d'éliminer les facteurs naturels (cycle solaire de onze ans, saisons, processus dynamiques de l'atmosphère) et les facteurs humains (explosions nucléaires dans l'atmosphère) qui peuvent faire varier la quantité totale d'ozone.

Les études fines, conduites à partir des données recueillies au sol, ont

donné comme résultats pour la zone comprise entre les 30° et 60° parallèles nord (1) :

• Une diminution cumulée de l'ozone comprise entre 1,7 % et 3 %.

• Des variations saisonnières comprises, en moyenne, entre + 0,4 % et - 2,1 %, selon la latitude.

• Des variations hivernales moyennes comprises entre - 2,3 % et - 6,2 %.

Les modèles prévoient des diminutions de l'ozone de 0,5 % à 1 % pendant l'été (ce qui « colle » avec les mesures prises au sol) et de 0,8 % à 2 % pendant l'hiver (ce qui montre la nécessité d'affiner les modèles...).

Les mesures faites d'octobre 1978 à octobre 1985 pour toutes les latitudes comprises entre les 53° parallèles nord et sud (2) par les deux instruments (Total Ozone Mapping System - TOMS - et Solar Backscatter Ultra Violet - SBUV) embarqués sur le satellite Nimbus 7 ont montré une diminution cumulée de l'ozone de l'ordre de 2,5 %.

Les mesures prises par Nimbus 7 ont dû être réévaluées par comparaison avec celles prises au sol. D'où l'importance primordiale d'un bon réseau de stations terrestres. Notons que la France possède, dans ce domaine, une avance certaine avec le lidar (un appareil de sondage par laser), qui a été mis au point par le service d'aéronomie du CNRS. Ce lidar équipe déjà l'observatoire de Haute-Provence. Il devrait être monté dans la station européenne prévue au Spitzberg et dans une station franco-américaine en projet à Hawaï.

## Une diminution globale

En outre, des mesures de l'ozone présent à différentes altitudes, prises par deux satellites depuis 1979 et prises au sol par la méthode Umkehr, ont donné des résultats concordants : à 40 kilomètres d'altitude, l'ozone a diminué de 3 % selon les satellites, mais de 9 % selon les stations terrestres.

Certes, les études doivent être poursuivies, mais le groupe des spé-

cialistes est formel : l'ozone global diminue, essentiellement, par la faute des CFC.

Enfin, l'examen des données recueillies en Antarctique montre que le « trou » d'ozone s'accroît d'année en année et qu'il persiste de plus en plus longtemps. Pour la première fois, il a duré, en 1987, jusqu'à la fin novembre ou au début de décembre, alors qu'auparavant il se comblait au début de novembre. Et, depuis 1979, la quantité d'ozone - période du « trou » mise à part - a diminué de 5 % au sud du 60° parallèle sud.

Pour le moment, aucun « trou » n'affecte l'ozone arctique. Mais l'augmentation constante des CFC dans la stratosphère peut faire craindre que le phénomène « trou » ne se produise à échéance plus ou moins proche au-dessus de la région du pôle Nord. Dans ce cas, comme le fait remarquer M. Gérard Mégie, directeur de recherche au CNRS, la situation serait beaucoup plus dangereuse : il y a des populations importantes qui vivent au nord du 60° parallèle nord, alors qu'il n'y a

quasiment personne du sud du 60° parallèle sud.

De même, la diminution progressive de l'ozone sur l'ensemble de la Terre pourrait mettre en danger la flore et la faune continentales et marines.

D'où l'importance des mesures de réduction progressive de production des CFC décidées à Montréal en novembre 1987.

Mais se pose alors le problème du développement des pays pauvres. Tous situés dans la ceinture inter-tropicale, ces pays ont un besoin impératif de multiplier leurs installations frigorifiques indispensables à la bonne conservation de nombreux produits alimentaires et pharmaceutiques.

YVONNE REBEYROL.

(1) La quasi-totalité des stations du réseau terrestre d'observation de l'ozone sont situées dans cette zone de l'hémisphère nord.

(2) Les régions polaires n'ont pas été prises en compte pour que les calculs ne soient pas faussés par le « trou » antarctique, ni par des conditions comparables régnant éventuellement dans la stratosphère arctique.



## LES SUBSTITUTS DE DU PONT ET ATOCHEM

Le groupe américain Du Pont de Nemours, décidé de mettre fin à la production des chlorofluorocarbones (CFC), M. Joe Steed, responsable de l'environnement chez Du Pont, a toutefois refusé de préciser la date exacte à partir de laquelle celle-ci prendrait effet. Selon lui, il faudra au moins cinq ans pour remplacer tous les produits rendus responsables de la diminution de la couche d'ozone. « Notre intention est de trouver avant de substituer à ces composés chimiques très utilisés », a-t-il déclaré. La direction du groupe Du Pont, qui, à lui seul, couvre le quart de la production mondiale de CFC, avait catégoriquement rejeté au début du mois la demande de trois sénateurs américains, exigeant qu'il cesse immédiatement sa production.

C'est à la suite de la publication, le 15 mars, d'un rapport montrant que la couche d'ozone avait diminué entre 1983 et 1986 par la faute des CFC que

Du Pont avait décidé de reconsidérer sa position.

L'appel a été entendu. Atochem (groupe Elf Aquitaine), premier producteur européen de CFC, vient en effet de signer un accord avec Allied-Signal pour développer avec cette firme, numéro deux aux Etats-Unis derrière Du Pont, des substituts aux CFC. Il s'agit d'un accord de recherche, qui porte sur le développement de la technologie de production ainsi que sur la construction d'ateliers de fabrication. Atochem et Allied-Signal sont membres du Program for Alternative Fluorocarbon Toxicity Testing (PAFT). Le PAFT est un programme d'études toxicologiques commun à quatorze producteurs, dont le but est de déterminer sans contestation possible si les substituts des CFC présentent effectivement l'innocuité présumée vis-à-vis de l'homme et de l'ozone.

ANDRÉ DESSOT.

## LA PRODUCTION MONDIALE

La production mondiale des chlorofluorocarbones (CFC) n'est connue qu'avec une certaine imprécision. On l'estime à environ 1 million de tonnes (dont 800 000 tonnes pour les CFC 11 et 12), soit un marché de l'ordre de 10 milliards de francs. Les pays de la Communauté européenne produisent quelque 380 000 tonnes de CFC, dont un tiers est exporté, et en consomment environ 260 000 tonnes. Les Etats-Unis exportent peu de CFC, le Japon exporte dans les pays du Pacifique surtout du CFC 113 utilisé comme solvant dans de nombreuses techniques de pointe.

Le groupe américain Du Pont de Nemours est le premier producteur mondial (avec sans doute une part du marché de 25 %) ; le groupe ATOCHEM, filiale d'Elf-Aquitaine, occupe, avec 12 % du marché, le troisième rang des producteurs.

Les Etats-Unis et divers pays ont réglementé chez eux les usages des CFC depuis dix ans, mais cela n'a pas eu pour effet de faire diminuer les tonnages utilisés, seulement de changer les proportions des divers usages. En

1976, dans le monde, les emplois des CFC 11 et 12 se répartissaient ainsi : 21 % pour la réfrigération, 18 % pour les mousses, 59 % pour les aérosols. En 1987, ces chiffres étaient 30 % pour la réfrigération, 34 % pour les mousses, 30 % pour les aérosols.

Pour essayer de protéger l'ozone de la haute atmosphère, la PNUC (Programme des Nations unies pour l'environnement) a suscité, à Montréal en novembre 1987, une réunion à la suite de laquelle vingt-sept Etats ont déjà signé (tous ne l'ont pas encore ratifié) un protocole destiné à limiter puis à diminuer la production et l'utilisation des CFC : la production des CFC doit être « gelée » à son niveau de 1986 jusqu'en 1993. En 1993, elle devra être réduite de 20 %, en 1998 de 50 %.

## L'humanité en danger

Il existe une quinzaine de CFC, qui sont, chacun, dotés de propriétés légèrement différentes. Les plus dangereux pour l'ozone sont, sans conteste, les CFC 11, 12, 113, 114 et 115 (auxquels

on peut joindre deux CFC dotés d'un ou de deux atomes de brome, les 1301 et 1211).

Les CFC 11 et 12 représentent à eux deux 75 % des menaces que leur famille fait peser sur l'ozone. Ils sont, en effet, les moins chers (9 F le kilo).

Parmi les produits de remplacement des CFC, on songe notamment à des hydrochlorofluorocarbones (HCFC) ou à des hydrofluorocarbones (HFC) dont la molécule, peu stable, se casse dans la basse atmosphère et ainsi ne monte pas pour s'accumuler, intacte, dans la stratosphère comme le fait celle des CFC.

Actuellement, dix-neuf sociétés produisent les CFC dans le monde occidental. Il est vraisemblable que ce nombre diminuera (la technologie des produits de substitution est délicate) et que les tonnages des substituts seront moins importants que ceux des CFC (les futures substances seront très probablement plus chères que les CFC actuels). On peut donc logiquement penser que le nombre des fabricants des nouveaux produits diminuera par élimination des plus petites sociétés.

Le tiers de la production actuelle des CFC est utilisé comme propulseur d'aérosols, usage qui ne semble pas essentiel comme l'est celui des CFC pour la réfrigération. Mais, partout dans le monde, la faveur des consommateurs va toujours aux présentations de très nombreux produits en bombes d'aérosols. On utilisera bientôt sans doute comme propulseur le HCFC 22, peu nocif pour l'ozone, mais plus cher (de l'ordre de 17 F le kilo).

On pourrait aussi imiter les Etats-Unis, où, depuis quelques années, le propulseur d'aérosols est le butane-propane. Mais ce mélange est inflammable (ce que ne sont pas les CFC) et impose donc des précautions très strictes pour le façonnage et le stockage des bombes d'aérosols. C'est d'ailleurs l'inflammabilité qui avait fait en grande partie le succès des CFC. Ainsi, en voulant protéger les hommes qui fabriquent les bombes à aérosols, menace-t-on notre précieux ozone, dont la diminution fait courir de grands dangers à l'humanité entière.

Y. R.

## LE MONDE diplomatique

Avril 1988

## LA CIVILISATION LIBÉRALE

par CLAUDE JULIEN

En France comme aux Etats-Unis, dans des sociétés de plus en plus disloquées où les appels au consensus ne sauraient tenir lieu de débat démocratique, les campagnes présidentielles ont coulé des flots d'argent au milieu de déserts intellectuels. Claude Julien explique en quoi la civilisation libérale est synonyme de régression sociale et éthique, et pourquoi les valeurs dont elle est porteuse répondent si peu aux défis de notre temps.

## AMÉRIQUE CENTRALE PERSPECTIVES DE GUERRE

La croisade de Washington contre le général Noriega, leur ancien allié au Panama, affaiblit le groupe de Contadora et rime le plan Arias de paix. Le Monde diplomatique révèle les véritables enjeux de cette crise et explique pourquoi, dans cette région, les armes redevennent un recours. L'accord de cessez-le-feu entre les sandinistes et la Contra - non approuvé par les Etats-Unis - apparaît trop fragile. Alors que le succès électoral de l'extrême droite au Salvador relance, ici aussi, la guerre civile.

En vente chez votre marchand de journaux

هكذا من الاجل



# Homéopathie : les gardiens du temple

**Selon les homéopathes, la récente étude de l'INSERM sur l'inefficacité de l'homéopathie dans la reprise du transit intestinal ne remet pas en cause une pratique vieille de deux siècles.**

**E**t si l'homéopathie ne devait, tout bien pesé, son efficacité qu'à une variante de l'effet placebo ? La toute récente publication, dans les colonnes du célèbre hebdomadaire médical britannique *The Lancet*, des résultats d'une étude de l'INSERM tendant à démontrer l'inefficacité d'un traitement homéopathique (*le Monde* daté 13-14 mars) a profondément choqué les adeptes de cette pratique. Elle suscite aussi, depuis plusieurs jours, de nombreux commentaires, à la fois chez les patients et chez les praticiens concernés, mais aussi chez les fabricants de médicaments homéopathiques, qui voient dans cette affaire soit un piège grossier que leur auraient tendu des adversaires séculaires de l'homéopathie, soit un nouvel épisode, sans réelle signification, dans la déjà longue recherche des bases rationnelles d'une thérapeutique qui n'a pas, encore, perdu, au yeux de l'institution médicale, son caractère marginal.

Nous avons été très inquiets, au départ, des possibles conséquences d'une information à ce point négative sur l'homéopathie, explique M. François Levy, président-directeur général des laboratoires Dolisos, deuxième fabricant français de médicaments homéopathiques à visée humaine et vétérinaire. Et puis, en définitive, c'est peut-être l'effet inverse qui pourrait se produire. Une manière résumée de dire que l'aura de cette pratique et son efficacité — revendiquée par de nombreuses personnes — ne peuvent nullement être entamées par les critiques scientifiques qui seraient formulées à son encontre. La chose est d'autant plus remarquable que, depuis

quelques années, l'homéopathie s'est engagée dans une nouvelle quête : celle de la démonstration, par voie scientifique, de son efficacité.

C'est ainsi, par exemple, que les laboratoires Dolisos (dont 34 % du capital est détenu par le groupe Paribas), investissent aujourd'hui 6 millions de francs annuels (sur les 300 millions de leur chiffre d'affaires) dans la recherche. Après une série d'études pharmacologiques concernant des substances, cette société a entrepris de mener depuis peu des recherches sur l'animal et sur l'homme.

Par souci de crédibilité, explique M. Levy, nous ne réalisons pas ces travaux nous-mêmes, mais nous demandons à des universitaires de les faire. C'est d'ailleurs pour eux une situation difficile, puisqu'ils engagent leur nom et leur réputation dans un domaine qui, pour beaucoup de leurs confrères, sent encore le soufre. Savez-vous, par exemple, que certaines revues scientifiques refusent, de manière systématique, de publier des travaux faisant explicitement mention d'homéopathie ? Il faut en outre ajouter que nous sommes en conflit avec l'industrie pharmaceutique des médicaments allopathiques, qui nous voit d'un très mauvais œil. La moindre progression de l'homéopathie ayant pour effet immédiat de réduire durablement sa part de marché.

Les laboratoires Dolisos ont ainsi engagé une série de collaborations, pour des travaux de laboratoire et des travaux vétérinaires, avec plusieurs universitaires, comme les professeurs Jean Cambré (UER de pharmacie de Bordeaux), Madeleine Bastide

(UER de pharmacie de Montpellier) ou encore G. Narcisse (UER de pharmacie de Tours). L'ensemble des résultats obtenus et financés par cette société n'est encore nullement suffisant pour démontrer sans discussion les bases rationnelles d'une hypothétique efficacité. Pas plus d'ailleurs que les résultats de l'étude publiée dans le *Lancet* étaient à eux seuls suffisants pour conclure de manière inverse.

Une étude est en cours, assurément, aux laboratoires Dolisos, cherchant à vérifier, avec toutes les exigences méthodologiques (après une étude préliminaire et a

celle d'une « homéopathie moderne ».

## « C'est l'affaire des médecins »

Tout aurait été plus simple si l'étude de l'INSERM avait conclu à l'efficacité de l'homéopathie dans la reprise du transit intestinal. Christian Boiron, le PDG des laboratoires qui portent son nom, est le premier à en convenir.

Pour autant, il ne regrette rien, pas même d'avoir participé à la réalisation de cette étude : « Souvenez-vous, c'était il y a un

an respectait pas le principe de l'individualisation des patients. Je leur répondrai que deux études antérieures avaient montré l'efficacité d'*Opium* et *Raphanus* dans cette indication. On était à peu près sûr de notre coup. Nous avons perdu. Tant pis. De toute manière, cela ne démontre en rien l'inefficacité de l'homéopathie en général ».

Est-ce à dire que dorénavant les laboratoires Boiron ne participeront plus à de telles études ? « Absolument pas, répond Christian Boiron. Mais simplement nous ne ferons plus de recherche polémique. L'homéopathie, c'est l'affaire des médecins et non pas des politiques ».

Cette nouvelle controverse autour de l'homéopathie ne devrait pas mettre en péril l'avenir d'une entreprise comme Boiron. Forte de ses 700 millions de chiffre d'affaires en 1987, Boiron occupe 60 % du marché français de l'homéopathie.

Avec quatre filiales à l'étranger (en Italie, en Inde, aux États-Unis et en Espagne), Boiron est le leader mondial de l'homéopathie. La part qu'il consacre à la recherche représente entre 4 et 5 % du chiffre d'affaires. « Cela s'explique par le fait que l'économie de l'homéopathie est difficile, explique Christian Boiron. Nous ne mettons pas sur le marché de nouveaux médicaments. La plus grande part de notre activité concerne des produits génériques » (c'est-à-dire portant le nom de la souche de base et la hauteur de dilution).

En définitive, la recherche chez Boiron s'exerce à deux niveaux : le médicament et la méthode homéopathique elle-même. « Ainsi, précise Christian Boiron, nous aidons la recherche dans le domaine de l'infinitésimal, nous travaillons à mieux comprendre ce qu'est réellement l'homéopathie et nous développons activement la recherche pharmacologique et clinique. En ce qui concerne plus précisément la recherche clinique hospitalière, nous voulons dans un premier temps arriver à instaurer un dia-

logue entre le monde hospitalier et les homéopathes : qu'ils se parlent, qu'ils se comprennent et, si possible, qu'ils mettent en œuvre des protocoles d'expérimentation ».

Visiblement, Christian Boiron croit fermement au développement de l'homéopathie en France. Actuellement, selon lui, 10 000 médecins en prescrivent régulièrement à environ 5 % des Français. Pour autant, le patron des laboratoires Boiron reconnaît que tout n'est pas encore gagné. Ainsi qu'il le dit : « On ne sait pas ce qu'on fait, mais on est sûr de ce qu'on a fait ».

C'est peut-être encore du côté de l'INSERM que pourrait venir le prochain rebondissement. Dans son laboratoire de l'unité 200, le professeur Jacques Benveniste travaille sans désemparer depuis plusieurs années sur les hautes dilutions. Déjà, il y a trois ans, il avait fait sensation en annonçant qu'il avait démontré que des produits homéopathiques ont une action sur le métabolisme de certaines cellules humaines (*le Monde* du 6 mars 1985).

Depuis, ses travaux, financés en partie par les laboratoires Boiron, ont avancé. Ses premiers résultats qui avaient été décrits sur des systèmes *in vitro* paraissent, selon diverses informations, avoir été confirmés dans d'autres pays. Ils pourraient être prochainement publiés dans une revue scientifique d'audience internationale. Si tel était le cas, la controverse sur l'efficacité de l'homéopathie rebondirait à n'en pas douter. Déjà, certains parlent d'« effet moléculaire sans molécule », de « molécules fantômes ». Une conférence internationale de très haut niveau, et à laquelle vont participer plusieurs Prix Nobel, va avoir lieu sur ces thèmes dans quelques semaines aux Bermudes. Peut-être alors en saura-t-on plus sur ce qui se passe, ou ne se passe pas, au-delà du seuil sacré-saint du nombre d'Avogadro...

JEAN-YVES NAU  
et FRANCK NOUËL



Georgina Dufoux en famille (avril 1981).

priori positive conduite sur une certaine de femmes volontaires à la maternité des Lilas à Paris), l'efficacité d'une prescription homéopathique, qui pourrait réduire la durée du travail de la femme au moment de l'accouchement.

Pour le président-directeur général des laboratoires Dolisos, l'ensemble de ces travaux représente avant tout un moyen de « conforter les médecins prescripteurs en homéopathie », ainsi qu'une manière de « conquérir de nouveaux médecins ». L'image donnée à sa société étant ainsi

peu plus de deux ans. M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, alors ministre des affaires sociales, voulait absolument développer les médecines douces. Si nous n'avons pas joué le jeu de l'évaluation de l'homéopathie, on nous l'aurait reproché. Nous croyons avoir, en tant que premier laboratoire homéopathique dans le monde, une certaine responsabilité vis-à-vis des homéopathes. Aujourd'hui, beaucoup de médecins nous reprochent notre participation à cette étude. D'autres insistent sur son caractère peu « homéopathique », arguant du fait que le protocole

## Défense à haute dose

L'article que nous avons consacré à l'étude de l'INSERM mettant en cause l'efficacité de l'homéopathie nous a valu un abondant courrier.

Nous publions ci-dessous trois extraits de lettres parmi les plus significatifs.

### UN ESSAI INDIGNE DE L'HOMÉOPATHIE

Une fois de plus, des médecins homéopathes en mal de reconnaissance officielle se sont fourvoyés dans un essai thérapeutique indigne de l'homéopathie.

Ce que prouve avant tout cette enquête, c'est qu'il y a certains médecins homéopathes en France qui n'ont pas compris l'esprit et le

sens de la véritable démarche homéopathique.

Par définition, depuis sa mise au point par Hahnemann, le point fort de cette médecine est la personnalisation du traitement : un malade égale un cas.

En l'occurrence, dans le cas des troubles du transit (qui me paraissent d'ailleurs un champ d'action tout à fait secondaire de l'homéopathie), il existe de nombreux médicaments différents, qui sont sélectionnés d'après le tableau précis que présente le malade à ce moment (ventre, douloureux ou non, plus ou moins ballonné, appétit, soif, état général, anxiété, etc.).

Appliquer systématiquement à tout le monde le même médicament ne peut que conduire inexorablement à l'échec !

C'est là tout simplement faire « de l'allopathie avec des granules », c'est-à-dire associer un médicament à un symptôme, et non pas à la réaction spécifique d'un malade vis-à-vis d'une agression.

Je n'hésite pas à dire qu'il est heureux qu'une telle étude ait échoué, car, si soigner par homéopathie, c'est donner à tout le monde le même médicament et que cela marche, qu'en serait-il de la personnalisation des symptômes qui est la force de cette médecine, qui nous offre, à nous thérapeutes, une approche exceptionnelle et passionnante.

Ce qu'il faut faire dans de telles études, c'est comparer pour un même symptôme des patients sous traitement placebo et des patients recevant un traitement homéopathique prescrit par un médecin homéopathe libre de choisir le médicament qui convient à chaque malade.

C'est là un principe de base simple. Malheureusement, le manque de clairvoyance des homéopathes expérimentateurs est lourd de conséquences et jette le discrédit sur cette médecine et en promet pour tous les problèmes immunitaires actuels.

Dr J.-F. MASSON,  
homéopathe.

### L'ÉLOGE DE GUIZOT

Actuellement le succès de l'homéopathie se retourne contre elle tant il heurte d'intérêts, provoque de jalousies et, aussi, tout simplement, choque les esprits étroits. Installé à Paris à la fin de sa vie, Hahnemann, médecin originaire de Saxe, qui a découvert et mis en pratique les principes de l'homéopathie, y connut un énorme succès, ce qui n'était pas pour plaire à tous ses confrères. Déjà, à l'époque, l'Académie de médecine se distinguait par son ouverture d'esprit et demanda à Guizot, ministre de Louis-

Philippe, d'interdire l'homéopathie. Guizot fit sagement la réponse suivante, que certains devraient méditer car elle est toujours d'actualité :

« Hahnemann est un savant de grand mérite. La science doit être pour tous. Si l'homéopathie est une chimère ou un système sans valeur propre, elle tombera d'elle-même. Si elle est, au contraire, un progrès, elle se répandra malgré toutes nos mesures de préservation, et l'Académie doit le souhaiter avant tout autre, elle qui a la mission de faire la science et d'encourager les découvertes ».

L'homéopathie est toujours plus vivante alors qu'elle est maintenant bicentenaire...

MICHEL BALOUP,  
docteur en médecine,  
chargé de cours d'homéopathie à l'université.

### DÉJÀ LE « LANCET »...

Si il est vrai que cet essai démontre l'inefficacité des deux produits dans la reprise du transit intestinal après intervention chirurgicale, les résultats ne peuvent être extrapolés à toute l'homéopathie comme le souligne d'ailleurs très justement M<sup>me</sup> Mayaux. Le récent essai du *Lancet* sur l'efficacité de hautes dilutions de pollen dans le rhume des foies, les publications nationales et internationales portant sur l'efficacité des médicaments homéopathiques et des hautes dilutions dans des essais effectués chez l'animal ou sur des cellules humaines *in vitro* illustrent bien le développement actuel de la recherche en homéopathie. D'autres travaux biologiques et cliniques présentant des résultats statistiquement significatifs sont actuellement en cours de publication.

Dr BERNARD POITEVIN,  
Laboratoires homéopathiques de France.

## UN DUR POUR LES DOUCES

DES cendres dérisoires, mais révélatrices d'une dérive plus profonde de toutes les agences et de tous les pouvoirs, ceux de la pensée et ceux de la morale. C'est tout ce qui reste des médecines dites douces, homéopathie en tête, englobées sans indulgence — mais sans parti pris — dans le brasier que leur consacre Norbert Bensaid dans son livre : *Le Sommeil de la raison* (1).

Médecin en exercice, et dont chacun sait quel prix il attache aux interactions du corps et de l'esprit, au dialogue avec le malade, à l'écoute, au-delà de la pathologie pour laquelle il vient consulter, de sa personnalité et de la souffrance qu'il exprime, ce n'est certes pas au nom de quelque « scientisme » méprisant et désincarné qu'il condamne — et sans appel — l'absurdité de l'auriculo ou de l'iridothérapie, la logomachie des naturopathes et des sophrologues, les dangers des manipulations vertébrales ou parfois des « plantes », et les dogmes inconscients sur lesquels repose l'homéopathie.

Le long chapitre consacré notamment à l'homéopathie démontre méthodiquement l'inefficacité de son action (si ce n'est par l'effet de la suggestion), que ce soit en médecine vétérinaire, en pédiatrie ou chez l'adulte, et les résultats négatifs des expérimentations à ce sujet. Les doses actives que contiennent ses granules, ou ses ampoules, étant « nulles », autant, dit le médecin, puiser l'eau de la Seine au pont Mirabeau après avoir versé un flacon contenant un produit quelconque au pont Neuf, boire cette eau, et en attendre le « consensus des sensibilités ».

Le crime des médecines douces, outre qu'elles s'appuient sur des notions sans consistance ni référence, et sur un verbalisme pseudo-explicatif identique à celui des médecins de Mélière, ce crime, pour Bensaid, c'est qu'elles traduisent par un habile travestissement, une véritable défile de la pensée, une religion sans représentation, et qu'elles singent une science non démontrée.

Au-delà de l'adhésion qu'elles suscitent, au point qu'un rapport, entier leur a été

consacré par le ministère des affaires sociales (rapport demandé par Mme Georgina Dufoux), c'est « la faillite de la raison qu'il faut mettre en cause », car la pensée qui inspire les médecines douces ne s'inspire elle-même de rien d'autre « que de l'aimable dérive » de ceux — qui se prennent... pour Jules César.

Etant versé l'astrologie (à laquelle des médecins n'hésitent pas à confier leurs diagnostics et leurs ouvrages), multiplication des sectes, adhésion à des idéologies sans consistance, ou aux « médecines prétendument douces » dont les fautes et les dangers sont dénoncés avec force, tout cela n'est que le symptôme d'une dérive de la raison, de la pensée, perceptible aussi dans une dérive plus générale de l'opinion. Bref, le symptôme révélateur d'une maladie qu'il importe de combattre et non par des invectives conjuratoires mais par l'étude méthodique de ses mécanismes... et de son traitement.

La justification de ce combat virulent contre « un mélange assez particulier de croyances fortes et de pensées molles », c'est, au-delà de l'enquermement absurde que suscitent les médecines douces elles-mêmes — homéopathie et baïns de siège aux plantes en tête, — la conviction que « ce qui fait leur succès, la chute dans la croyance, la démission de la raison, la détournement d'idées justes, triomphe aussi ailleurs, en politique par exemple ».

La démonstration est aussi puissante que rigoureuse, et l'indignation méthodique qui la sous-tend est inspirée par cette citation finale : « Le sommeil de la raison produit des monstres », Norbert Bensaid apporte, avec son livre, le plus impitoyable réquisitoire jamais écrit sur ces médecines dites douces, dont il dénonce en réalité la dureté et les risques, et sur la véritable « dérive de la pensée » qu'elles symbolisent à merveille.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) *Le Sommeil de la raison* : Une mode : les médecines douces, par le docteur Norbert Bensaid, le Seuil, 270 pages, 99 F.

**Le Monde**

**L'ÉDUCATION**

**DOSSIER**

- LE PALMARES DES CLASSES PRÉPARATOIRES : concours par concours, le classement des prépas les plus performantes. Comment choisir une prépa et comment bien poser sa candidature.
- LYCÉE
- La grande mutation des lycées professionnels : nouvelle pédagogie, nouvelles perspectives d'avenir.
- SOCIÉTÉ
- LE RENOUVEAU DES ÉCOLES RURALES : les enseignants et les élus y croient, malgré l'isolement et la dépopulation des campagnes.
- PRATIQUE
- RATTRAPEGE SCOLAIRE : leçons particulières ou cours collectifs ?

Numéro d'avril : 54 pages - 15 F

En vente chez tous les marchands de journaux.



SCIENCES

# La fourmi, insecte insecticide

Utiliser le venin de la fourmi « *Monomorium* » pour se débarrasser des termites, des mouches ou des criquets : le dernier et le plus redoutable des insecticides.

La science est rarement le fruit du hasard. Mais ses apôtres doivent parfois compter avec la chance, avec ces coups de pouce inattendus qui font les grandes découvertes. L'histoire est riche de tels exemples, à charge pour ceux qui ont la chance de bien la saisir, ce qui n'est jamais le plus facile. La découverte fortuite de la pénicilline par Alexander Fleming à partir d'une culture de *Staphylococcus aureus* accidentellement contaminée par des moisissures en est un exemple. Celle de la ciclopodine, puissant médicament anti-rejet utilisé dans les greffes d'organe, mise en évidence dans un échantillon de terre norvégienne en est un autre. Que dire enfin de ces substances naturelles sécrétées par certaines fourmis et dont l'étude a montré récemment qu'elles pouvaient donner lieu à une nouvelle famille d'insecticides.

L'histoire n'est pas banale et remonte au début des années 80. A cette époque, Jean-Luc Clément travaille sur la communication chimique entre les plantes et les insectes dans le laboratoire d'activation cellulaire et de communication chimique de l'université de Paris-VI. Dans cette unité associée du Centre national de la recherche scientifique et que dirige M. Pierre Cassier, il étudie toutes sortes de substances — phéromones, kairomones et allomones (1). — permettant l'échange de signaux chimiques entre les êtres vivants. A ce titre, il s'intéresse plus particulièrement aux molécules qui produisent les pins des régions tempérées pour se protéger des attaques de certains prédateurs comme les xylophages.

Au centre de ses expériences, des troncs de pins mais aussi des termites qui les dévorent. Les recherches vont leur train lorsqu'un jour les fameux termites meurent en quelques minutes dans leur boîte, sans explication apparente. Le temps de monter cinq étages dans le laboratoire et les habitants de la souche de bois sont passés de vie à trépas. Pourquoi ? Mystère. Un examen plus approfondi révèle alors au chercheur la présence dans un coin du récipient de petites fourmis noires du genre *Monomorium*, de quelques millimètres de long, que l'on trouve dans nos forêts de pins d'Europe occidentale. « En regardant de près, explique Jean-Luc Clément, j'ai constaté que ces fourmis avaient un comportement bizarre. Leurs abdomens étaient pointés vers le haut, dans une attitude caractéristique d'attaque. Au bout de leur aiguillon en forme de spatule, qui était sorti, perlaient de minuscules gouttes de substance. »

## Au travail de la carapace

Il n'en fallait pas plus pour identifier le coupable. « Très vite nous avons compris, dit Jean-Luc Clément, et nous avons cherché à isoler cette substance venimeuse. » Le travail n'a pas été simple. On imagine sans mal les difficultés rencontrées pour disséquer les glandes à venin de ces fourmis minuscules. On imagine sans peine aussi les obstacles qu'il a fallu franchir pour récupérer suffisamment de venin à des fins d'expériences : utilisation de chromatographies afin d'isoler les différents composants ; opérations de purification ; production d'une quantité suffisante de matière pour permettre à d'autres équipes de recherche d'identifier, puis de synthétiser les molécules responsables de l'activité de ce venin. Tâche délicate qui a été confiée à Jean-Jacques Bessière et Gérard Lhommet du laboratoire de chimie organique et structurale de Paris-VI, également associé au CNRS.

« Nous avons même été obligés, raconte Jean-Luc Clément, de bricoler un appareil à écraser les fourmis pour les injecter directement dans le chromatographe couplé directement à un spectromètre de masse. » Il faut dire que les quantités utilisées par la fourmi pour tuer sa proie sont extrêmement faibles : à peine 100 milliards de grammes. Pour occire sa victime, la fourmi se dresse sur ses pattes, soulève son abdomen au passage du termites et dépose, par l'intermédiaire de son aiguillon, une goutte de venin sur sa carapace pourtant protégée par une couche de cire. La mort intervient peu après, en quelques secondes. La fourmi peut alors passer à une autre proie et tuer ainsi une dizaine de termites en un temps très court.

On conçoit donc tout l'intérêt qu'il y avait pour les chercheurs du laboratoire d'activation cellulaire et de

communication chimique à mettre en évidence la nature de ce puissant insecticide naturel, déposé par contact comme on le fait avec n'importe quel insecticide commercial. Très vite, Jean-Jacques Bessière a identifié les cinq composés responsables de l'activité de ce venin. « Il s'agit de molécules relativement simples, des alcaloïdes proches de la famille de la ciguë qui sont pour trois d'entre eux des dérivés de pyrrolidine et, pour les deux autres, des dérivés de pyrrole. » Une fois cette étape franchie, l'équipe de Gérard

Lhommet s'est chargée de synthétiser ces substances « qui présentent pour un chimiste une structure simple, autorisant une certaine imagination comme la greffe de radicaux chimiques supplémentaires dans l'aspir de créer d'autres molécules actives ». Mais, pour cela, il était d'abord nécessaire « de vérifier si les molécules synthétisées correspondaient bien aux molécules naturelles produites par les fourmis en regardant si elles avaient les mêmes effets ». Ensuite, il fallait déterminer la manière dont ces composés « pénétraient au travers de la carapace des insectes » afin d'identifier leurs cibles. « C'est-à-dire les sites récepteurs sur lesquels elles vont se fixer dans l'organisme, bloquer le système nerveux ou respiratoire et entraîner la mort. De l'examen du comportement des insectes qui, une fois touchés par le venin, s'immobilisent brutalement et meurent comme foudroyés, les chercheurs ont déduit que ces composés liposolubles pénétraient très rapidement dans la carapace de l'insecte et bloquaient le fonctionnement du système nerveux. »

Pour Jean-Luc Clément, « il est probable que la cible de ces molécules est le site récepteur de l'acétylcholine, neurotransmetteur principal des vertébrés et des insectes. » Le venin qui ne semble pas se fixer dégrader lors de l'introduction dans l'animal paraît se fixer sur des protéines qui voyagent — comment ? c'est un mystère — jusqu'au système nerveux. « Mais ce qui est important, ajoute-t-il, c'est qu'il agit à faibles doses. » D'où l'intérêt de créer à partir de cette base d'autres molécules artificielles. Les synthèses nombreuses effectuées par les chimistes ont permis d'en fabriquer plus de six cents. La plupart, les neuf dixièmes, ne sont pas efficaces et sont dégradées par certaines enzymes des insectes dès leur passage au travers de la carapace. Les autres présentent en revanche « un large spectre d'applications ».

Ce sont des molécules qui paraissent « très efficaces à faibles doses », ce qui ouvre le champ à bien des espoirs. Mais force est de reconnaître, concède Jean-Luc Clément, que « nous avons eu la chance de retrouver par des voies ultramodernes cette extraordinaire arme de guerre naturelle, cet insecticide millénaire qui ne semble pas avoir généré de phénomènes de résistance irréversibles de la part des termites ». Les tests effectués pour déterminer les configurations chimiques confèrent à ces molécules leur toxicité ont d'ailleurs coûté la vie à quelques centaines de milliers d'insectes et ont contraint les chercheurs à installer dans les sous-sols du labo-

ritoire une petite unité d'élevage artificiel.

Ces morts n'ont donc pas été vaines. Certains de ces nouveaux insecticides se sont, en effet, révélés efficaces contre plusieurs espèces de ravageurs de plantes cultivées : mouches, papillons (*Spodoptera*, *Pieris*, etc.), criquets, coléoptères, punaises et acariens. Aussi ne faut-il guère s'étonner que ces résultats préliminaires aient donné lieu à la prise de plusieurs brevets et à la signature en mars-avril 1986 d'un contrat de licence, puis d'un contrat de coopération avec la branche agrochimie de la firme américaine Du Pont de Nemours.

Si la prise du premier brevet, en 1984, pour la découverte du termiticide naturel sécrété par les fourmis s'est faite sans difficulté par l'intermédiaire de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (2), il en a été tout autrement dès lors que

les chercheurs se sont mis en tête de trouver des partenaires industriels. « Rhône-Poulenc, puis Roussel-Uclaf ont été contactés, raconte Jean-Luc Clément. Ils se sont montrés intéressés et nous leur avons synthétisé des grammes et des grammes de produits. Mais ils ne nous ont pas suivis lorsque nous leur avons demandé de subventionner une partie de nos recherches à venir, soit 1 million de francs sur trois ans ».

Les travaux n'ont pas été interrompus pour autant en raison de la curiosité intellectuelle que soulevaient ces substances du strict point de vue de la recherche fondamentale. Les équipes ont donc poursuivi leurs études et tenté dans le même temps d'intéresser d'autres firmes industrielles comme Ciba-Geigy et Bayer. En vain. Seul Du Pont de Nemours s'est déclaré intéressé par une coopération entre son centre agrochimique de Wilmington (Delaware) et les unités associées du CNRS. « Aujourd'hui, dit Jean-Luc Clément, nous sommes à la moitié de notre contrat et les choses se passent bien avec nos partenaires. Nous savons ce qu'ils font sur la partie recherche du programme, mais pas sur ce qui est dérivé. Je pense qu'ils vont sortir quelque chose. » Quand ? C'est toute la question. Et la réponse n'est pas seulement d'ordre scientifique.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) La communication par voie chimique entre êtres vivants passe par l'émission de substances qui peuvent être : des phéromones pour la communication entre des êtres d'une même espèce ; des kairomones dont l'effet est négatif pour celui qui l'émet, ce qui est le cas des arômes en mauvais état qui attirent les ravageurs ; des allomones enfin destinées soit à la défense, soit à l'attaque comme par exemple, l'écide formique des fourmis.

(2) En 1985, ce brevet a été étendu aux autres pays occidentaux (Etats-Unis, Communautés européennes, Japon, Canada...). Un an plus tard, un second brevet a été pris pour trois autres familles de molécules dérivées des molécules naturelles protégées par le premier brevet. Enfin, il y a quelques mois, un brevet sur une nouvelle méthode de synthèse de certaines molécules a été déposé.

Une fourmi tenant un termite.

## PRIX 2000 SG DE LA CRÉATIVITÉ INDUSTRIELLE. LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RÉCOMPENSE LE TALENT.



Votre talent, c'est de

transformer un projet d'innovation technologique en réalisation concrète et d'apporter une réponse à l'évolution des besoins du marché. Notre talent, à la Société Générale, c'est d'encourager le vôtre. C'est pourquoi nous avons créé les Prix 2000 SG qui récompensent le talent dans trois secteurs différents.

Voici les trois secteurs retenus pour 1988 :

- Texte, image et son électroniques
- Santé et sécurité
- Mise en valeur du patrimoine culturel.

Quatre prix seront attribués pour un total de 750 000 Francs :

- Un prix pour chacun des trois secteurs
- Un prix pour un jeune de moins de trente ans.

Demandez immédiatement un dossier de participation à votre agence

Société Générale (date limite de retour de votre dossier : le 31 mai 1988).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
CONJUGUONS NOS TALENTS.

## SECTEURS DE POINTE

# Logiciels, citadelles prenables

Sans esprit civique, les logiciels sont vulnérables. Une pièce au dossier de la fraude informatique.

« D'IONS que, sur une bibliothèque du système, nous trouvons un module programme exécutable nommé INFCMPOO dont nous demandons qu'il nous soit remis une copie sur bande ainsi qu'un DUMP sur listing. Constatons par une comparaison rapide que ledit listing apparaît identique au listing, également baptisé INFCMPOO, que nous présentons pour référence et comparaisons M. David, qui le tient du requérant. Disons saisir et placer sous scellés... »

Ce procès-verbal de « Transport sur les lieux et constatations » à la Banque populaire du Massif central, à Montluçon — un constat analogue a été fait à Saint-Étienne, — qui mélange de façon savoureuse la vieille langue juridique et le jargon informatique, n'est pas une stricte nouveauté, mais il reste encore peu répandu. L'entrée en vigueur d'une législation qui protège mieux les concepteurs de logiciels a incité ceux-ci à se défendre et pourrait multiplier ce genre de procès-verbal.

Ici l'affaire oppose une SSII, Infotel, à son client, le GIE Base, qui gère l'informatique de plusieurs établissements du groupe des Banques populaires. Infotel a fourni à Base un « logiciel de compaction et de décompaction » (sic) de bases de données, en clair un programme qui permet de réduire la taille des fichiers grâce à une réorganisation de l'information qu'ils contiennent. Le contrat réservait l'utilisation au centre informatique de Base, à Vénissieux.

Pour M. Bernard Connes, PDG d'Infotel, l'affaire est plus symbolique que financièrement importante. Elle affecte la confiance entre fournisseur et client. Il indique d'ailleurs que c'est pour lui un cas isolé. Les autres banques utilisatrices de ce logiciel, Infopak, le préviennent systématiquement

quand elles ont besoin de le transporter d'un ordinateur sur un autre. La BNP l'avertit même un mois à l'avance, ce qui lui facilite l'organisation de la maintenance.

Directeur de l'Agence pour la protection des programmes, M. Daniel Duthil estime, quant à lui, que c'est « une affaire significative et pas isolée. Il y a des gens qui se croient au-dessus des lois, achètent un produit pour un site et l'installent sur tous. Et diverses entreprises de logiciels n'ont pas eu le courage d'Infotel de s'en prendre à un client fautif. » M. Duthil indique aussi que, pour ce qui est de l'utilisation non autorisée de logiciels, la micro-informatique l'emporte largement sur l'informatique traditionnelle si on raisonne en nombre de cas. Mais si l'on évalue en valeur les pertes que cela entraîne pour les créateurs de logiciels, les deux secteurs sont à égalité.

Directeur du GIE Base, M. Patrick Gibou — conteste toute intention frauduleuse ». Il a été très surpris par l'intervention de la police et indique qu'il ne connaît même pas l'existence d'Infotel — et ne veut plus rien en connaître, laissant aux avocats et à la justice le soin de régler l'affaire. Il a la responsabilité d'un ensemble informatique où l'on utilise pour plus de 500 millions de francs de logiciels et « où l'on ne va pas se mettre en infraction pour quelques dizaines de milliers de francs ». M. Guigou s'étonne que le logiciel n'ait été aucunement protégé contre la copie et précise qu'un simple message d'avertissement aurait évité l'affaire. « Les responsables techniques ne peuvent connaître toutes les clauses des contrats », indique M. Guigou.

L'affaire renvoie donc au problème de la protection des logiciels. Celui d'Infotel ne l'est pas. Installer un de ces mécanismes vicieux (bommes logicielles), qui détruisent les données si on emploie le programme de manière non contractuelle, serait parfaitement irresponsable, indique M. Connes. Les conséquences seraient trop graves, incommensurables avec le préjudice qui résulte, pour sa société, d'une utilisation frauduleuse. Seule protection : lorsque le logiciel est installé à titre provisoire, pour évaluation, une date limite est inscrite. Si elle est dépassée — cela se produit par inadvertance, — le logiciel refuse de compresser de nouvelles données mais continue de rétablir dans leur état initial celles qui ont subi antérieurement une « compaction ».

S'agissant ici de programmes destinés à de gros ordinateurs IBM, il serait possible de lier le logiciel à une machine et d'interdire son emploi sur une autre. Chaque unité centrale est identifiée par un numéro et, lors de l'installation, on pourrait imposer l'utilisation d'un code qui dépendrait de ce numéro. Bien entendu, en examinant l'instruction par instruction le listing du programme, un utilisateur malhonnête pourrait trouver l'endroit où est inscrit le code et le modifier. Mais une telle recherche serait longue et coûteuse.

L'ennui est qu'une telle protection serait très pénalisante pour le client. Tout ordinateur tombe en panne. Il faut que le programme puisse s'exécuter sur l'ordinateur prévu pour le secours. Dans bien des cas, il s'agit d'un ordinateur éloigné, appartenant pas au même centre informatique, voire à la même société : bien des utilisateurs de machines IBM s'assurent « contre les pannes en réservant du temps-machine sur les ordinateurs du centre IBM de Marne-la-Vallée. Il faut aussi que le client, quand il change d'ordinateur, ait la garantie de pouvoir immédiatement utiliser le programme sur sa nouvelle machine — même si le fournisseur a disparu. On peut trouver des méthodes adaptées à chaque cas d'espèce mais elles introduisent toujours une gêne.

M. Duthil pense aussi que la protection est très difficile. Sur les micro-ordinateurs, « elle ne résiste pas cinq minutes » à un informaticien ou même à un amateur éclairé. Sur les grosses machines, les conséquences d'un dysfonctionnement sont si graves qu'on ne peut guère prendre de contre-mesures sérieuses. Et il fait remarquer que « les entreprises ont pris l'habitude de payer l'électricité qu'elles consomment, alors qu'il est très facile de trafiquer un compteur. Il faut qu'elles adoptent le même comportement pour les logiciels ».

MAURICE ARVONNY.

هكذا من الاصل



**SECTEURS  
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**DEBUTANTS, JOUEZ LA CARTE DE L'INFORMATIQUE**

La G.I.E., Direction  
des Systèmes d'informa-  
tion des A.G.F.  
(Assurances Générales  
de France) propose à  
des diplômés :

**ECOLE D'INGENIEURS**

**.UN STAGE DE FORMATION**

intensif et rémunéré de 5 mois aux techniques de l'informatique.

- La participation active à l'issue de ce stage au développement de grands projets dans un environnement de haute technologie
- Un contexte jeune et stimulant
- Une structure souple et un style de relation direct
- Des perspectives d'évolution largement ouvertes.

Si la perspective de rejoindre des équipes motivées et "pointues" vous intéresse, adressez votre candidature sous réf. M/SF 1 A à Dominique BÉUF Direction des Ressources Humaines - Tour Franklin - 92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 11.



**GROUPE SYSECA**

SYSECA (440 MF de CA, 1100 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénierie en Informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

**INGENIEURS  
INFORMATIENS**

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Nos objectifs de développement sont ambitieux. Vous nous aiderez à les concrétiser en apportant votre compétence et votre motivation dans les domaines suivants :

- systèmes d'information et de communication
- ateliers de génie logiciel
- développements de cartes et de systèmes à base de micro-processeurs
- gestion de travail
- génie logiciel et logiciel de base (C, ADA, LISP...)
- S.G.B.D., L4G, logiciels sur VAX
- messageries temps réel
- périmétrisation et grands réseaux publics

Merci d'adresser votre C.V. + photo et prétentions sous référence 343 - 315 Bureaux de la Colline 92213 Saint-Cloud Cedex.

**SYSECA SELECTION**

Pour renforcer sa structure commerciale et technique actuelle et en prévision de ses extensions futures  
**MICRO INFORMATIQUE DIFFUSION,**  
recrute sur  
**PARIS, LYON, BORDEAUX et NANTES**

**INGENIEURS TECHNIQUE COMMERCIAUX  
INGENIEURS COMMERCIAUX  
TECHNICIENS**

Debutants ou quelques années d'expérience. Formation Bac + 5 et Bac + 2 exigée. Connaissances micro-informatique indispensables.  
Merci d'envoyer CV + photo et prétant. à M.L.D.  
Sec du Personnel - 96, Bd Richard Lenoir - 75011 Paris

**Recherchons  
INGENIEUR**

Lieu de travail PARIS  
et NOMBREUSES MISSIONS PROVINCE  
spécialiste maintenance (ponts roulants et grues)  
— Très bonne connaissance calcul.  
— Bonne expérience sur matériel et politique maintenance (3 à 5 ans) pour gestion maintenance et campagne de maintenance et campagne de modification sur important parc de matériel.  
Ecrire sous n° 8 507 LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

**Lancez Transtext avec nous...**



SAGEM, 1<sup>er</sup> fabricant mondial de télex à écran, après le lancement de sa gamme de télécopieurs SAFAX, renforce sa position dans la communication d'entreprise avec le système de messagerie TRANSTEXT.

TRANSTEXT c'est la solution aux problèmes de communication de l'écrit de l'entreprise par :  
• la connexion à tous les réseaux existants : Télex, Télétex, Télécopie, Vidéotex...  
• la prise en compte de l'environnement informatique de l'entreprise.  
• l'existence d'une gamme complète de produits couvrant les besoins de l'entreprise.

Dans le cadre de cette activité, nous recherchons des :

**INGENIEURS COMMERCIAUX**

Nous souhaitons rencontrer de jeunes candidats (28-35 ans) de formation supérieure (ingénieur, maîtrise informatique...) bénéficiant d'une première expérience commerciale (2 à 5 ans) chez un constructeur informatique ou une SSCI.

Ils auront pour mission de développer la commercialisation de notre gamme TRANSTEXT auprès de grands comptes privés et publics.

Véritablement responsables de leur portefeuille clientèle, ils évolueront au sein d'une équipe performante.

Merci de nous faire part de vos ambitions en écrivant sous référence TRM à :

SAGEM  
Service du personnel - BP 215 92000 Nanterre Cedex



UN CERCLE HUMAIN DE QUALITE

**Ingénieurs Electroniciens  
Bienvenue sur nos réseaux de télécommunications !**

**TRT** Le groupe TRT conçoit, développe et produit la plupart des matériels et systèmes qu'il commercialise. Dans un contexte de compétition internationale, ses activités civiles et militaires couvrent 4 grands domaines : les télécommunications publiques et la radiomobile, les télécommunications d'entreprise et l'informatique, l'avionique et les communications, l'armement et l'optronique. Vous êtes ingénieurs diplômés de grandes écoles (ESE, ENST...), vous avez déjà fait vos preuves en informatique ou en électronique au cours d'une expérience de 3 ou 4 ans, ou vous êtes débutants et très motivés, alors nous avons de nombreuses missions à vous proposer.

**ETUDES MATERIELLES**

- études en radionumérique,
- études de circuits : circuits logiques et analogiques, circuits logiques, conception de circuits intégrés.

Réf. EM/M

**MAINTENANCE**

- logiciel de support/maintenance.
- Une expérience du logiciel est nécessaire.

Réf. NM/M

Pour nous rejoindre sur nos réseaux de télécommunications, adressez votre dossier de candidature en précisant la référence du secteur choisi à TRT, Direction du Personnel, 3, avenue Reaumur, 92350 Le Plessis-Robinson.



Un temps d'avance en électronique professionnelle.

AGENCE DE PRESSE INTERNATIONALE  
PARIS-CENTRE, recherche un :

**AGENT TECHNIQUE PRINCIPAL**

ou un

**INGENIEUR**

pour les missions suivantes :

- Exploitation, maintenance et développement de systèmes informatiques
- Contrôle réseaux.
- Expérience confirmée en informatique et en téléinformatique

Le poste comporte la participation à :  
• La gestion opérationnelle d'un système rédactionnel ayant des ramifications sur toute l'Europe de l'Ouest. Environnement Digital. Connaissance VAX/VMS/DECNET indispensable.  
• La maintenance de systèmes téléinformatiques.

Ce poste requiert la connaissance de l'anglais parlé et écrit et une bonne disponibilité. Déplacements de courte durée à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 20.070, à : **PUBLICITE ROGER BLEY** 101, rue Reaumur - 75002 Paris, qui transmettra.



La société DOW CORNING GmbH  
(Wiesbaden - RFA) recherche un jeune

**INGENIEUR  
ou DOCTEUR**

3<sup>ème</sup> CYCLE  
(option chimie)

pour ses laboratoires de développement associés aux industries de hautes technologies. Une excellente formation en chimie organique, chimie des polymères ou physico-chimie est requise, ainsi qu'une connaissance pratique de la langue anglaise.

Le travail comprendra le développement de nouveaux produits, principalement des élastomères silicones pour l'industrie automobile, et électronique et le développement de nouvelles méthodes de mises en oeuvre.

Ceci nécessite la capacité de comprendre les besoins de la clientèle et de traduire ceux-ci en solutions techniques nouvelles.

La Société DOW CORNING leader mondial de la fabrication des silicones, occupe en Europe plus de 1500 personnes réparties entre 5 centres de production. Si vous êtes intéressés par une société dynamique et en pleine expansion, veuillez envoyer votre Curriculum-vitae à l'attention de André COLAS - DOW CORNING GmbH

DOW CORNING Rheingautstrasse, 53 PO BOX 130332 D 6200 Wiesbaden 13 République Fédérale d'Allemagne.

Centre de Recherche de la Défense Nationale situé en  
Bardoneuf (Essonne) recherche :

**Ingénieur mécanicien (construction mécanique)**  
débutant libéré des obligations militaires. Il sera chargé de l'étude des procédures d'injection liquide-liquide et solide-liquide.

Envoyer curriculum-vitae et prétentions s/réf. 4420 à  
**PIERRE LICHAU S.A.** 10, rue de Louvois  
75002 PARIS qui transmettra.

**INGENIEUR MECANICIEN**



SECTEURS  
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LOHR

Constructeur de véhicules industriels

Un ingénieur  
d'études

ayant dix années d'expérience dans le domaine de la mécanique et possédant de bonnes connaissances dans la conception de véhicules automobiles, tractés et remorques en particulier dans les systèmes de transmissions et en automatisme.

Capable de prendre en charge la responsabilité d'un bureau d'études de dix dessinateurs et techniciens, il sera l'interlocuteur privilégié du client dans le cadre de l'exécution de certains contrats.

Cette fonction nécessite une bonne pratique de l'allemand et de l'anglais.

Le lieu de travail est situé à 15 kilomètres de STRASBOURG.

Adressez lettre de candidature et CV à : Direction des Ressources Humaines, Société LOHR, 29 rue de la 14 juillet - 67980 HANGENBIETEN.

## NOS PROJETS SONT AMBITIEUX

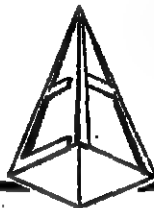
Nous sommes une SSCI en pleine expansion, spécialiste en ingénierie auprès de grands groupes et recherchons des :

- INGENIEURS haut niveau
- MIAGE -
- DUT confirmés

Nous vous proposons un salaire miroitant et une carrière évolutive.

Formation complémentaire assurée.

Ecrire à : RASYLOG  
175, rue Blomet - 75015 PARIS  
sous réf. GC 338 ou Tél. 45.32.05.10

Quand la production devient  
un véritable péché de gourmandise.

## diépal

1200 personnes  
4 usines  
1,5 Md CA  
100000 tonnes  
de produits de haute qualité  
des marques renommées,  
FRUITS GOURMANDS...  
leaders sur leur marché.

## Responsable de production

Notre usine de 120 personnes fabrique des confitures fruit Gourmand Marmite. De formation ingénieur agro-alimentaire, vous avez en charge la réception des matières premières et des matériaux d'emballage, la fabrication et le conditionnement des produits. Vous serez tenu compte de la saisonnalité de l'activité pour gérer au mieux un ensemble de 70 à 120 personnes. Vos qualités humaines vous permettront de développer une politique active de participation du personnel dans tous les domaines.

En relation avec le service entretien, vous participerez à la définition des investissements pour moderniser l'outil et mettre en place les actions adéquates pour accroître la productivité. Dans cette mission, vous serez assisté par 4 collaborateurs. C'est dans ce contexte dynamique et motivant au sein d'une équipe jeune que vous pourrez valider au mieux votre première expérience industrielle de l'agro-alimentaire et votre connaissance des produits sucrés en particulier. Votre réussite vous permettra d'accéder à des responsabilités élargies au sein du groupe.

Le poste est basé dans l'Alsine.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. PC30 M en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Ténarion 75381 Paris Cedex 08

BOUN  
GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



ROCKWELL-COLLINS FRANCE

recherche pour TOULOUSE

## Un Ingénieur Electronicien

Diplômé d'une grande école (SUPELEC, ENSEIHT, INSA, GRENOBLE) et ayant obligatoirement acquis l'expérience de 5 à 8 ans dans une grande société d'ingénierie de systèmes électroniques, il se verra confier la responsabilité de réalisation de systèmes de radiocommunications militaires (de la proposition technique à l'acceptation finale) dans le cadre de cette fonction il aura à superviser une équipe de techniciens.

L'anglais parlé est indispensable, un diplôme d'université américaine sera un plus.

Ecrire avec C.V. et prétentions au Service du Personnel  
ROCKWELL-COLLINS FRANCE  
8, Avenue Didier Daurat - 31700 BLANQUEVILLE

Le Monde  
CADRESSECONDER  
NOTRE DIRECTEUR

## CESMA

Centre d'Etudes Supérieures de Management

Promouvoir le CESMA auprès :  
- des jeunes diplômés et cadres d'entreprises,  
- et des entreprises nationales et internationales.

Participer à la sélection des candidats et au suivi des participants.

A 30 ans environ, après une formation supérieure (Grande Ecole de Gestion ou d'ingénierie), vous avez une expérience opérationnelle significative en entreprise (2 à 5 ans).

Dynamique et dynamique, pédagogue, motivé par les relations humaines et la communication, vous participerez au développement des cadres européens de demain.

Bien sûr, vous avez une bonne pratique de l'Anglais.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, adressez votre dossier de candidature (CV, photo, lettre manuscrite), sous référence 582 M à notre conseil :  
KEY MEN - 2 rue Châteaubert  
69002 Lyon.

Groupe ESC Lyon

LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

LEADER MONDIAL DU CONSEIL  
EN COMMUNICATION D'ENTREPRISES

présent dans le monde entier  
dont une importante filiale à Paris,  
notre société est à la recherche de

## CONSULTANTS CONFIRMÉS

- Pour renforcer son équipe de conseillers en communication institutionnelle, industrielle et en marketing.
- Gérer les budgets de sa clientèle actuelle.
- Travailler à son développement à l'échelle nationale et européenne.

## Les candidats :

- auront 8 à 10 ans d'expérience en communication ou dans un secteur connexe,
- seront diplômés de l'enseignement supérieur,
- auront une bonne culture générale,
- une excellente connaissance de l'anglais parlé et écrit,
- une capacité de réflexion et d'analyse,
- une volonté de travailler en équipe très active,
- un esprit d'entreprise et le goût de relever des défis motivants dans une société en forte expansion.

Conditions en conséquence.

Ecrire sous le N° 6018

LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

PROFIL DU CANDIDAT AU POSTE  
DE CHEF DE MAINTENANCE

- Homme, environ 30 ans,
  - Formation Ingénieur type INSA ou école électronique,
  - Expérience de 2 à 3 ans dans l'activité « maintenance électronique ou électromécanique ».
- Qualités requises :
- Dynamisme, sens de l'organisation ;
  - Bon comportement relationnel (animateur) ;
  - Définition de poste :
  - Responsabilité de la section maintenance sous l'autorité de l'ingénieur-chef de service « Diffusion-Ingénierie-Maintenance » ;
  - Coordination et animation des activités de maintenance préventive et curative ;
  - Gestion du magasin technique (pièces détachées, accessoires et matériels) ;
  - Gestion du matériel technique (pièces détachées, accessoires et matériels) ;

Prière d'adresser candid. à J.-L. OLIVIER, Chef de service du personnel R.F.I.,  
P. 6621-116, avenue de Président-Kennedy, 75016 PARIS.

ALCATEL  
CGA-HBS

Notre Société à la pointe des technologies optiques, réalise et met en œuvre des systèmes informatiques. Située au Sud de Paris, elle recherche actuellement pour l'une de ses Divisions en pleine expansion :

## INGENIEURS D'AFFAIRES

Il se verra confier avec un large degré d'autonomie l'implémentation du suivi d'affaires dans le plan technique qu'en ce qui concerne le respect des objectifs financiers et commerciaux.

Ces postes conviendront à des candidats faisant preuve d'un grand sens de l'organisation, ayant le goût des contacts clients et possédant des aptitudes à l'encadrement.

Diplômés d'Ecole Ingénierie, option Electronique ; une expérience antérieure de 2 à 3 ans est indispensable.

Pour un premier contact, adressez candidatures (CV et prétentions) sous réf. 37439 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Important Bureau d'Etudes en AMENAGEMENT  
et en URBANISME recherche pour son Siège à Paris

## Ingénieurs

TRANSPORTS ET CIRCULATION

Diplômé d'une Grande Ecole (Polytechnique, Mines, Arts et Métiers, Transval, etc.)

Il aura la responsabilité d'études concernant :  
• L'organisation générale des réseaux de voirie, en liaison avec l'évolution de l'urbanisation et les contraintes de l'environnement ;  
• La conception des aménagements routiers, compte-tenu des problèmes d'insertion et d'exploitation des infrastructures.

Ce poste nécessite le sens du concret, une expérience réussie d'au moins 5 ans dans l'Administration ou un Bureau d'Etudes et implique des contacts à haut niveau.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 2866 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Maréchal - 75001 PARIS, qui transmettra.

## Le Centre National de la Recherche Scientifique

RECRUTE PAR VOICOURS

## 481 CHERCHEURS

Les concours sont ouverts à compter du 5 avril 1988.  
Niveau thèse de 3<sup>e</sup> cycle ou nouvelle thèse minimum.

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 5 mai 1988, 19 heures.

Les dossiers pourront être retirés jusqu'à la veille de la clôture des inscriptions.

Une information sur les postes à pourvoir, par grade et par discipline, est à la disposition des candidats sur Minitel : 36-14, code SIG-4.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à :

Centre National de la Recherche Scientifique  
Direction du personnel et des affaires sociales  
Bureau central des chercheurs  
15, quai Anatole-France,  
75700 PARIS.

Tél. : (1) 45-55-92-25, poste 22-85.

## JEUNE RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

ESC - CELSA

STRASBOURG

Notre entreprise, 1300 personnes, cinq usines en France et à l'étranger, 20 agences, est l'un des leaders mondiaux du domaine des produits d'atmosphère modernes pour le bâtiment.

Nous voulons poursuivre notre développement en France, en Europe et à l'étranger, et souhaitons donner une forte impulsion à notre communication : vers nos clients, vers les prescripteurs, les bureaux d'études, les techniciens qui mettent en œuvre nos produits en utilisant presse, documentation, vidéo, manifestations, mailings, etc.

Nous recherchons un passionné de communication, ayant 5 à 10 ans d'expérience de l'utilisation des médias, des techniques de communication, aimant convaincre par la parole et l'écrit, capable de gérer de façon autonome un important budget.

Adressez votre dossier à  
notre Conseil SELETEC

seletec

15, rue de la République - 67000 STRASBOURG

هكذا من الاجل



هكذا من الاجل

**Le Monde**  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

La Commission Franco-Américaine d'Echanges Universitaires et Culturels (Commission Fulbright), recherche son

## DIRECTEUR

Diplômé de l'enseignement supérieur français ou américain, et bilingue français - anglais, il a l'expérience de la gestion et possède une connaissance approfondie des systèmes d'éducation des deux pays.

Il aura pour mission de gérer la Commission dans son ensemble, tout en développant le rôle de cet organisme dans la vie culturelle française.

L'expérience de la recherche de financements privés serait un atout supplémentaire.

Le poste basé à Paris, est à pourvoir à compter du 1er juillet 1988. Le candidat retenu devra être disponible au plus tard le 1er septembre 88. Les entretiens auront lieu à Paris en mai et juin. Le salaire sera fonction de l'expérience et des qualifications.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE Search Committee à CURRICULUM, 6, passage Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

LES EDITIONS

**HATIER**

## Responsable des études marketing

H/F

Le candidat devra justifier d'une expérience réussie en marketing :

- Etudes de marché
  - Traitements statistiques.
- De formation supérieure (Bac + 4), âgé de 25/30 ans environ, vous possédez une bonne maîtrise de la micro-informatique.

Le poste est basé à Paris 6<sup>e</sup>.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à : HATIER - Direction du Personnel - 8, rue d'Assas 75278 Paris Cedex 06, sous réf. 800 M.

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ÎLE-DE-FRANCE

recherche pour son service "Prévention des Risques Professionnels"

## CONTRÔLEURS DE SÉCURITÉ

BTS/DUT, âge minimum 25 ANS, 3 années minimum d'expérience professionnelle, nationalité française, permis V.L.

### UN POSTE "MÉCANICIEN"

Ayant de bonnes connaissances en hydraulique, pneumatique, électricité.

### UN POSTE "ÉLECTRONICIEN"

Ayant de bonnes connaissances en informatique industrielle, commande numérique, robotique. Expérience dans les domaines : conception, mise au point, maintenance et système automatisé.

## RESPONSABLE FORMATION

Maîtrise de psycho-sociologie, D.E.S.S. en formation des adultes apprécié. Expérience de plusieurs années en stratégie de formation à la sécurité pour animation d'une équipe de formateurs.

Adresser candidatures avec C.V. détaillé, copie des diplômes universitaires et justificatifs professionnels à : Monsieur le Chef du Personnel de la C.R.A.M.I.F. - 17/19, rue de Flandre - 75954 PARIS CEDEX 19 avant le 10 avril 88. Renseignements tél. 40.34.85.00 poste 57.

## Animateur(trice) de la fonction personnel

Société performante filiale d'un groupe américain (CA 400 MF - 800 personnes), leader dans le domaine des pompes et des valves aérosols destinées aux industries de la pharmacie et de la parfumerie

RECHERCHE SON

## RESPONSABLE DE LA FONCTION PERSONNEL

Le poste, rattaché à l'établissement principal de la société, doit évoluer à terme vers la Direction des ressources humaines de l'entreprise.

Pour assurer sa forte progression, celle-ci doit intensifier la communication interne et la personnalisation des carrières, gages de la mobilisation de son personnel.

L'ambition exportatrice de la société sera facilitée par l'introduction du concept de qualité totale accompagné d'un vaste effort de formation.

Formation supérieure et expérience professionnelle de quelques années souhaitables.

Devant agir à tous les niveaux de la société, il faut avoir un rayonnement personnel, être capable d'inspirer confiance mais aussi de convaincre.

Poste à pourvoir dans l'Eure, à proximité de grandes villes régionales.

Merci d'adresser candidature avec prétentions + lettre manuscrite + photo à :

Directeur Général Société VALOIS S.A., B.P. G. 27110 LE NEUBOURG.

## Prenez vos responsabilités...

Participer au développement d'une importante société de construction immobilière, gérer les régions Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur, c'est la mission des futurs

## Directeurs d'agence

Bras droit du Directeur Général, après une période de formation sur le terrain, ils gèrent ces agences comme de véritables centres de profit.

Ils sont les animateurs directs de l'équipe commerciale.

Jeunes diplômés (Ecole de Commerce ou d'Ingénieur), débutants ou première expérience.

Ambitieux et entrepreneurs, ils ont envie de s'impliquer, de gérer, de manager, en bref de REUSSIR.

Merci d'écrire sous réf. 445/LM en précisant la région choisie ou consulter le MINUTEL 3677 code KRIEF.



**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
115, rue du Rac - 75007 Paris

## RECRUTER DES INGENIEURS AU TOP NIVEAU



SFENA (1,4 Mds de CA, 2300 personnes), parmi les "grands" de l'équipement aéronautique, est une filiale de l'Aérospatiale.

Nous vous proposons aujourd'hui de rejoindre notre équipe de gestion des cadres en tant que **RESPONSABLE RECRUTEMENTS**.

Pour ce contrat à durée déterminée, vous serez chargé de la définition des postes, de la sélection et de l'intégration des candidats.

Rompus aux techniques du recrutement, vous avez une expérience d'au moins 2 ans en cabinet ou en entreprise.

Votre rémunération sera liée à votre expérience.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à SFENA, gestion des cadres, Aéroport de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy Villacoublay.



**SFENA**

NOUS SOMMES LE CERVEAU DES TÊTES BIEN FAITES



Nous sommes présents sur les grands marchés des télécommunications : téléphonie, télématique, communication privée, radio-téléphonie, et nous souhaitons intégrer au sein de la Direction du Personnel et des Relations Humaines H/F :

## Responsable du Recrutement

Sa mission essentielle : répondre aux besoins qualitatifs et quantitatifs et participer à la gestion des ressources humaines d'une société qui vit en temps réel la mutation des techniques liées à la communication.

Sa compétence : 2 à 4 ans d'expérience acquise en entreprise et/ou cabinet.

Lieu de travail : Saint-Quentin-en-Yvelines

Merci d'adresser votre candidature (avec photo et prétentions) sous référence 3100 à Alain SARTON

PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail 75002 Paris

Conseils en ressources humaines

## MATRA COMMUNICATION

LE DEPARTEMENT DES HAUTS DE SEINE recrute :

## UN RESPONSABLE DU SERVICE DES SPORTS

Ce poste d'encadrement (cat. A) suppose des qualités d'organisation administrative, de dynamisme et d'animation.

Missions : - organisation, élaboration et mise en oeuvre de la politique sportive et d'animation jeunesse décidée par l'assemblée départementale ;

- préparation des rapports,
- aide aux Clubs et Associations,
- concours du département à des manifestations sportives de prestige etc.

le suivi administratif des opérations.

Ce poste pourrait convenir à un candidat inspecteur de la jeunesse et des sports ou niveau équivalent, ayant plusieurs années d'expérience.

Adresser candidature et C.V. détaillé à :

HOTEL DU DEPARTEMENT DES HAUTS DE SEINE  
Direction du Personnel - 2-16, boulevard Soufflot  
92015 NANTERRE Cedex.

Pierre Lichou

IMPORTANTES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES DANS LES DOMAINES DE HAUTE TECHNOLOGIE, RECHERCHENT POUR SON SIÈGE SOCIAL :

## JEUNES COMMERCIAUX EXPORT (HEC, ESSEC, ESCP...)

A 28/32 ans, vous bénéficiez impérativement d'une expérience réussie dans l'exportation de biens d'équipements industriels Télécommunications ou Informatique.

Maîtrisant parfaitement l'anglais et l'espagnol, vous désirez aujourd'hui donner un nouvel élan à votre carrière.

Leader mondial dans notre activité, nous vous proposons de développer, d'animer, de gérer une importante zone géographique, dans un cadre d'autonomie et de responsabilité.

L'importance de notre groupe et son implantation mondiale vous permettront d'évoluer à terme vers de plus larges responsabilités.

Merci de nous faire part de vos ambitions en écrivant sous référence M.H.1, à notre Conseil :

DYNAMO

37 bis, avenue Gambetta, 75020 PARIS



**Le Monde**  
**CADRES**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## LA SÉCURITÉ SOCIALE

offre par Concours

### 25 POSTES

pour une formation rémunérée de CADRES (8 mois) chargés de fonctions de représentation et de contrôle auprès des Entreprises de la Région Parisienne.

Conditions :

- Diplôme niveau BAC + 3 en Gestion, Comptabilité, Droit, BTS Comptabilité ou DUT G.A.E.
- 21 ans minimum au 1<sup>er</sup> juin 88.
- Carte Nationale d'Identité.
- Permis de conduire catégorie B.

Renseignements et dossier d'inscription  
Service des Formations Régionales - 17-19, Place de l'Argonne  
75019 PARIS (106 drag - Porte 10015) Tél. 40.34.84.00  
clôture des inscriptions le 15.04.1988

**alliance RH**

## "LES VOILA!"

s'éleva avec enthousiasme le Maire qui, d'émotion, en avait oublié de coudre son écharpe. Les notables de la ville se pressaient aux premières loges et le cortège de policiers semblait insuffisant pour contenir la curiosité d'une foule que le plus battant laissait indifférent. Soudain, le temps sembla s'arrêter : une indicible crainte chassait cette légèreté et générale fébrilité. L'ombre de ce fatidique 1<sup>er</sup> avril n'acheva en canulars planant sur la foule interdite. Puis ce fut la libération. L'équipe soudée d'Alliance RH remonta sereinement l'avenue principale menant à leurs nouveaux locaux. La vérité éclata enfin au grand soulagement des observateurs. Ils avaient bien choisi Levallois.

NOUVELLE ADRESSE :  
38, rue Louis Rouquier  
92300 Levallois-Perret  
Tél. : 47 58 42 00

ORGANISME IMMOBILIER LEADER  
dans son SECTEUR d'ACTIVITE  
(Collecte du 1<sup>er</sup> Logement)  
recherche sur PARIS

## ATTACHE COMMERCIAL

Ce jeune cadre de formation supérieure BAC + 4 et ayant si possible une première expérience sera responsable d'une portefeuille d'entreprises P.M.E. et de l'animation d'une petite équipe.

Adresser lettre + C.V. + photo 3x4, 2229 à PIERRE LICHAD  
10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER RÉGIONAL

recherche

### UN RESPONSABLE MARKETING (H/F.)

- Nous sommes une société financière régionale appartenant à un réseau bancaire de premier plan. Nous représentons l'échelon financier et un centre de moyens pour les établissements du réseau.
- En collaboration avec le directeur du développement, le responsable marketing aura pour missions :  
— Mettre en œuvre la politique marketing régionale, en manquant les unités opérationnelles — actions de développement et communication, en s'appuyant sur la cellule études marketing ;  
— D'organiser l'action commerciale régionale en restant très proche des réalités du marché et en maintenant un contact régulier avec le réseau ;  
— De rester très proche des réalités du marché à travers les établissements de la région car il maintient un contact régulier avec eux ;  
— De participer à la conception, l'élaboration et l'application du plan de développement régional.
- Le poste est basé à BORDEAUX.
- De formation BAC, ESSEC, SUP, de CO, BP (Bac) ou équivalent, le candidat doit posséder en outre une solide pratique de l'animation commerciale opérationnelle et des techniques de marketing bancaire.
- Homme de dialogue, pragmatique, organisé et créatif, il doit avoir une vocation pour le conseil et posséder d'excellentes capacités rédactionnelles.
- Pour entrer en relation, merci d'adresser lettre de candidature + C.V. + prétentions sous réf. 773 à P.A. SERVICE 9, rue Poqueville-Molière, 33000 BORDEAUX qui transmettra.

### Le Conseil général du Val-d'Oise

RECRUTE PAR VOIE DE CONCOURS SUR ÉPREUVES  
LES 18 ET 19 MAI 1988

### UN DOCUMENTALISTE DU CADRE DÉPARTEMENTAL

POUR CONCOURIR, LES CANDIDATS DOIVENT :

- être âgés de 40 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de concours ;
- être de nationalité française ;
- être titulaires d'un diplôme sanctionnant le 1<sup>er</sup> cycle d'études supérieures ou d'un diplôme prévu par l'article du 22 décembre 1978.

La clôture des inscriptions est fixée au 18 avril 1988, délai de rigueur (le cas échéant de la poste faisant foi).

Pour tout renseignement s'adresser au :  
CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE  
Direction du personnel et de l'écrit social,  
Bureau du recrutement - 2 Le Campus,  
95032 CERGY-PONTOISE CEDEX.  
Téléphone : 34-25-38-39/34-25-31-32.

## DEBUTANTS, JOUEZ LA CARTE DE L'INFORMATIQUE

La G.I.E., Direction des Systèmes d'Information des A.G.F. (Assurances Générales de France) propose à des diplômés :

## D.E.A. OU MAÎTRISE SCIENTIFIQUES

### UN STAGE DE FORMATION

intensif et rémunéré de 5 mois aux techniques de l'informatique.

- La participation active à l'issue de ce stage au développement de grands projets dans un environnement de haute technologie
- Un contexte jeune et stimulant
- Une structure souple et un style de relation direct
- Des perspectives d'évolution largement ouvertes.

Si la perspective de rejoindre des équipes motivées et "pointues" vous intéresse, adressez votre candidature sous réf. M/SF 1 B à Dominique BÉUF  
Direction des Ressources Humaines - Tour Franklin - 92081 PARIS LA  
DEFENSE CEDEX 11.



L'INFORMATIQUE EN ACTION

## UNIVERS DE LA GESTION

La Fondation Nationale de Transfusion Sanguine

recherche

### Assistant de gestion du personnel

Intégré à notre Direction des Relations Humaines et Juridiques, vous développerez et assurerez le suivi d'outils de gestion concernant la masse salariale, les effectifs..., et réaliserez les études qualitatives s'y rapportant. Votre formation supérieure type DUT gestion de personnel a été valorisée par une première expérience professionnelle réussie pendant laquelle vous avez pu démontrer vos qualités de rigueur et d'esprit de synthèse ainsi que votre aisance relationnelle. La connaissance de la micro informatique est indispensable. Un goût pour les chiffres et les statistiques serait un atout supplémentaire. Poste basé banlieue Sud-Ouest - Les ULIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à :  
Elisabeth VERGER - BP 100 - 91943 LES ULIS Cedex.

**ENTIS** FONDATION

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE PARIS SEME

recherche

## Attaché(e) de direction

SERVICE CONTENTIEUX

De formation juridique Bac + 4, vous avez 8 à 10 ans d'expérience vous ayant permis d'acquies une très bonne pratique des affaires immobilières et de leurs négociations.

Sous la responsabilité directe du chef de service Contentieux, vous serez amené à optimiser l'aboutissement du recouvrement amiable de créances contenues sur prêts immobiliers dont le montant justifie une intervention dynamique et personnalisée. Ce poste évolue nécessaire en outre une mobilité géographique fréquente de courte durée.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à AXIAL (réf. LM/7156) 27 rue Labouret, 75008 Paris, qui transmettra.

## IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

à vocation internationale

recherche

pour un poste à pourvoir à PARIS un

### FISCALISTE DE HAUT NIVEAU

Ayant une dizaine d'années d'expérience.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous réf. 92328/LM à HCA - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

### Analyser - Conseiller - Agir

Groupe Industriel Implantation Internationale

CA 6 milliards F.

Maîtriser l'existant, anticiper l'avenir, améliorer ce qui peut l'être en faisant preuve de créativité et de bon sens, c'est l'objectif que s'est fixé notre nouvelle équipe de Direction Générale et le challenge auquel nous associerons notre

### Chef de Mission Audit Interne

Standardiser les méthodes comptables, concevoir et mettre en œuvre des procédures et un reporting « groupes », en assurer le contrôle, mettre en place les outils indispensables à la gestion prévisionnelle et de façon plus générale faire toute proposition d'amélioration que vous jugerez nécessaire et en tout domaine, telle sera votre mission.

Environ 30 ans, de formation supérieure à dominante Finance-Comptabilité, vous êtes autonome, dynamique, et justifiez d'une expérience d'environ 5 ans acquise pour partie en cabinet d'audit. Une bonne connaissance du secteur industriel est indispensable. Le poste, basé à Paris, nécessite de courts mais fréquents déplacements.

De nombreuses opportunités d'évolution au sein du groupe seront offertes à court terme à un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV), sous référence C139M, à Ernst & Whinney Conseil, 150 bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.



**Ernst & Whinney Conseil**

هكذا من الامم







# Communication

La concurrence des journaux télévisés

## Informations à la chaîne

Toutes chaînes confondues, la télévision offre aujourd'hui onze heures quotidiennes de journaux télévisés. Les pressions politiques ont diminué, remplacées par celles, plus insidieuses, de la logique commerciale. La nouvelle bataille de l'information est avant tout une affaire d'image... de marque.

« Etes-vous à nouveau candidat à la présidence de la République ? » « Oui... » « Vous avez mûrement réfléchi ? » « Je le crois. » Le ton est donné. C'était l'interrogation - du président de la République, mardi 22 mars, par Paul Amar, au cours du journal de 20 heures, sur Antenne 2.

« J'ai eu une totale liberté », raconte Paul Amar. D'abord pour mes contacts avec l'Elysée, ensuite pour la manière de mener l'entretien. Je me trouvais en face d'un homme redoutable, même s'il était très ému. Moi-même, j'ai oublié mes questions... mais j'ai compris que le président comptait sur le répondant, comme dans un match de tennis tout en volée. C'était, en quelque sorte, un coup de poker. Mais c'est gagné ! Après cet échange en toute simplicité, on le chef de l'Etat a quitté ses lambris dorés pour venir sur un plateau de télévision comme n'importe quel homme politique, on ne reviendra plus en arrière. Rappelez-vous les interviews du général de Gaulle par Michel Dotti. On a changé de siècle !

Est-ce à dire que la télévision française a, enfin, atteint l'âge adulte ? Que le cordon ombilical entre médias et pouvoir politique a été tranché comme par magie, ou qu'on verra des passes d'armes entre les journalistes et nos gouvernants à la manière anglo-saxonne d'un Dan Rather morigénant George Bush en direct ? C'est un peu vite dit. L'interférence de politique dans l'audiovisuel connaît des déviations subtiles - pour disparaître subit. Et puis Paul Amar, de son propre aveu, est « le dernier des Molosses » : un survivant de la race des commentateurs pugnaces (Séillon, Alphoulet, Guichery) victimes de la « normalisation » du service public qui a suivi la réforme Lottard.

Réforme qui a également redistribué les cartes des pouvoirs qui régissent l'audiovisuel. Voilà la véritable nouveauté. On assiste moins à

l'émancipation de la télévision qu'au déplacement de ses servitudes. Si les pressions politiques se font rares, c'est qu'elles sont largement inopérantes. Grâce aux nouveaux espaces de liberté offerts notamment par les chaînes privées, l'instrument de l'audiovisuel échappe en partie aux mains des élus. Mais la tutelle politique a été remplacée par une autre, le pouvoir économique.

Les dirigeants des six chaînes ont beau jeu, dès lors, de clamer leur indépendance vis-à-vis des politiques, jurant, montre en main, que chacun est assuré d'un temps de parole équitable. Pen, en revanche, avouant, avec Guillaume Durand, que « le pouvoir des hommes d'affaires a pris le pas sur celui des hommes politiques ». Le pluralisme, pratiqué avec une rigueur exemplaire par la 5, se reflète en rien les opinions politiques de MM. Hersant et Berlusconi. Il découle d'une logique purement économique : le produit de la chaîne doit plaire au plus grand nombre.

Optique dans laquelle l'information prend une tout autre coloration. Elle n'est plus un but en soi mais entre dans une stratégie de marketing. « C'est le triomphe des épiciers de la télé », dit amèrement Alexandre Baloud, directeur de l'information sur M6. Voilà que la fameuse « voix de la France » de naguère parle aujourd'hui avec six accents différents, et même le sacro-saint « carrefour de 20 heures », où le téléscripteur avait rendez-vous avec « son » journal, n'est plus un passage obligé.

### De l'après-midi à minuit

La concurrence acharnée entre chaînes, y compris publiques, a eu deux effets paradoxaux parcs que contradictoires. D'une part, les journaux se ressemblent toujours davantage. « C'est fatal », dit Hervé Claude à A2. Tout le monde s'égale, se copie, et comme, en France, on ne veut pas que l'info dérange, on banalise : « rien que les faits », ou les faits sont les mêmes ! De plus, toutes les chaînes puisent leurs images dans le même fonds commun, notamment la banque d'images d'actualité internationale d'Echange Vidéo News (EVN), ou, pour la France, l'agence créée par FR3, Info Vidéo 3.

En même temps, les journaux cherchent à se distinguer les uns des

autres, en se forgeant une identité, une signature. C'est d'abord par l'« habillage » de la chaîne : les logos spectaculaires, en images de synthèse, de TF1 à la 5, la sobriété de FR3 et M6, etc. Mais c'est aussi un esprit collectif : « On ne doit pas se contenter de livrer des faits bruts, estime Paul Amar, chaque chaîne doit avoir son style, son âme ! »

A défaut d'âme, elles ont chacune une politique d'information, selon leurs moyens. Leur public, leurs objectifs. Pour commencer, elles ont toutes multiplié les rendez-vous avec l'actualité. Dès l'aube pour les plus courageuses - la 5 propose deux heures et quart d'informations continues à partir de 5 heures du matin et annonce, pour le 5 avril, un journal fixe à minuit - ou à l'heure du « breakfast » pour TF1 et A2, qui ont calqué leurs « Bonjour la France » et « Télématin » sur les programmes matinaux anglo-saxons. Puis, la journée est émaillée de « flashs horaires » (formule lancée par Canal Plus). « Newsbreak » (annonce des titres) et autres « journaux tout en images » (le « Six minutes » de M6).

Quant à la soirée, seule la 5, par ses nouvelles venues, sacrifie au rituel de la grand-messe de 20 heures de TF1 et A2. Les autres jouent la contre-programmation, visant les femmes (18 heures sur M6), les provinciaux (19-20 heures sur FR3), ou les « décideurs » qui peuvent se coucher plus tard (« Soir 3 », qui se promène entre 22 et 23 heures). Canal Plus, qui ne fait rien comme les autres, offre, à l'intérieur du magazine « Nulle part ailleurs », des journaux, comme des pubs, à l'endroit (7 minutes à 19 h 35) et à l'envers (les 5 minutes desopantes des Nuits à 19 h 55).

L'horaire comme la durée des informations en disent déjà long sur l'importance qu'on y attache. La 5 est le grand vainqueur avec 4 h 30 d'informations par jour (rediffusions comprises), suivie d'A2 (plus de 2 heures), TF1 (1 h 45), FR3 (1 h 15), M6 (1 heure) et Canal Plus (moins de 30 minutes). Une politique parfois voulue (Canal Plus ne donne que le strict minimum d'informations, au titre de service dû aux abonnés), mais le plus souvent subie, faute de moyens matériels.

Avec ses six cents journalistes, FR3 bat tous les records. Mais ses vingt-six rédactions sont dispersées à travers la France, et le budget de la

chaîne est englouti dans les sables de l'administration. Dotée chacune d'environ deux cents journalistes, TF1 et A2 disposent des moyens de leurs ambitions (1) même si Dominique Bromberger réclame davantage de reportages à l'étranger - « C'est une vieille tradition à TF1, dit-il, de privilégier la politique intérieure et les faits de société par rapport à la politique étrangère » - et si Henri Sannier demande pour son journal à A2 « des moyens plus importants pour les grands reportages : nos journalistes, les meilleurs sur la place de Paris, ne bougent pas assez ! »

Des griefs qui font sourire les responsables des autres chaînes. Canal Plus, pourtant largement bénéficiaire, fait volontairement l'impasse sur le reportage, mais M6 (360 millions de francs de déficit en 1987) et la 5 (un trou de 760 millions de francs) font figure de parents pauvres. Alors que Gérard Saint-Paul (FR3) se plaint de ne disposer que de cinq équipes de reporters pour couvrir l'actualité à Paris, Marion Lacombe, présentatrice sur M6, fait simplement remarquer que sa chaîne n'a que cinq équipes en tout et pour tout ! Et Alexandre Baloud, lapidaire : « L'information est antinomique avec une chaîne commerciale, car elle n'est pas ce qu'on appelle un « paramètre économique » positif ! »

Malgré ses moyens limités (75 journalistes, dont 10 caméramen), la 5 a décidé de jouer résolument la carte de l'information. Une rédaction jeune et dynamique (moyenne d'âge : moins de trente-cinq ans), un style pugnace, des moyens techniques ultramodernes : la chaîne Hersant-Berlusconi est décidée à rattraper son retard et à gagner sur le front de l'actualité ce qu'elle a perdu dans la guerre des études.

« L'info ne fait pas l'audience, reconnaît Jacques Hébert, mais elle renforce notre crédibilité. » Crédibilité dont la chaîne a bien besoin pour faire face à une mauvaise presse, sans parler des problèmes de réception toujours non résolus : avec 107 émetteurs (contre 3000 pour TF1), son réseau couvre 57 % du territoire et atteint un Français sur deux. « Nous nous battons pour l'information, renchérit Philippe Raymond, directeur adjoint délégué de la chaîne, car elle améliore notre image, et l'image, à la longue, est génératrice d'audience. »

Depuis la mi-septembre, la 5 a réalisé 120 reportages - pratiquement un par jour - et elle est le principal fournisseur français de l'EVN en images d'actualité. « Grâce à notre technologie très performante, ajoute Patrice Duhamel, une heure d'info coûte moins cher à fabriquer que le prix moyen d'une heure d'antenne, ce qui est exceptionnel ». Le benjamin de la rédaction, Pierre Fraidenreich, vingt-deux ans, est sans doute le plus jeune reporter-TV de France. Retour de Taiwan, il ne tarit pas d'éloges sur cette chaîne qui lui a donné sa chance de « petit Tintin qui parcourt le monde ». Il fait partie des jeunes troupes sur lesquelles a misé la chaîne, qualifiées par Jean-Claude Bourret de « commandos motivés, formant la meilleure rédaction que j'ai rencontrée », et par Guillaume Durand de « jeunes Turcs, prêts à se battre pour faire de la 5 la chaîne de l'info ».

### Stars contre speakerines

Maïs, l'image d'une chaîne, ce n'est ni sa rédaction, ni son habillage, c'est la vedette par excellence : le présentateur du journal. Ici, deux écoles s'affrontent. Celle qui voit dans le présentateur le porte-parole de la rédaction, modeste et discret, qui « lie la sauce » (Jacques Hébert), « refuse de faire du strip-tease intellectuel » (Marie-France Cubadda), « ne donne jamais son opinion » (Jean-Claude Bourret), se veut « moins star que médiateur » (Henri Sannier). « transforme l'essai marqué par la rédaction » (Jacques Faugam).

Et puis celle pour qui le présentateur « n'est ni un distributeur automatique de l'info, ni un simple relais du travail collectif de la rédaction, mais quelqu'un qui s'implique dans la présentation » (Alexandre Baloud), « doit décaler, faire des coups » (Guillaume Durand), « trouver un ton, introduire l'humour dans l'actualité », (Philippe Gildas).

Parfois la querelle d'idées dérape en bataille de chiffonniers. Lorsque Guillaume Durand traite sa coéquipière Marie-France Cubadda d'« ancienne speakerine rappliquée de je ne sais où », ou que cette dernière dénonce « l'OPA sauvage de Durand » et son « comportement de voyou », A2 « Soir 3 », la fronde d'une grande partie de la rédaction contre les lacunes de Jacqueline Alexandre pose un réel problème,

car c'est la cohésion de toute l'équipe qui est en jeu.

Le star par excellence, dans les sondages comme à l'écran, est le présentateur du 20 heures de TF1. « PPDA, c'est le meilleur ! », lance Alexandre Baloud, et même ses ennemis lui reconnaissent un grand talent. Les reproches concernent plutôt la formule surannée du journal « one-man-show ». « La musique intimiste de Poivre est dépassée », susurre un journaliste d'A2, tandis qu'Elie Vannier, directeur de la rédaction de cette chaîne, fait remarquer que PPDA parle, en moyenne, pendant sept minutes au cours d'un journal de vingt-six minutes, contre quatre minutes et trente secondes pour Henri Sannier. « C'est un choix », ajoute Elie Vannier. Nous faisons le journal de la rédaction alors que la Une fait celui de PPDA, qui drague les téléspectateurs comme des filles...

Il est logique, finalement, que TF1, qui mise sur les vedettes pour faire un maximum d'audience, exploite son présentateur de la même façon, lui confiant également une émission de variétés. Même si l'intéressé se défend en disant : « Il n'y a danger de « starification » que lorsque le porteur de nouvelle devient la nouvelle, ou quand le présentateur se coupe de sa rédaction ». D'autres, à l'intérieur de sa chaîne, mettent en garde contre « un nivellement des genres, car on finirait par ne plus savoir quand « La route de la fortune » s'arrête et le journal commence ! »

Cela montre, en tout cas, à quel point l'information, surtout sur une chaîne privée, risque de devenir un « produit à vendre » comme un autre. On s'interroge déjà la météo. L'information doit défendre ses droits et sa spécificité, ce qui n'est pas évident pour un média qui, selon Alexandre Baloud, « n'est pas fait pour l'info. Il y a un abus de l'image, alors que l'actualité demande à être décorée, exploitée, commentée. Le journal télévisé devrait apporter une valeur ajoutée. Je rêve de faire une information à la fois populaire et intelligente ! »

ALAIN WOODROW.

(1) Le budget de fonctionnement de TF1 avoisine 3 milliards de francs, alors que celui d'A2 est la moitié de cette somme et celui de M6... 500 millions de francs.

En 1992, l'exposition universelle aura lieu à Séville. Nos hôtessees en piaffent d'impatience.



L'Espagne n'est pas un lieu commun.

Mis à part ça, les Espagnols ont toujours eu un goût très prononcé pour la fête. De Tolède à Malaga, en passant par Cadix et bien sûr Séville, il y aura toujours une Feria prête à vous accueillir. El Rocío, San Fermín, La Feria d'Avril sont autant de chants et de danses que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Vous vibrerez aussi aux rythmes des guitares et des plaintes des « Sévillanas » en dégustant « Tapas » et « xérès » que Federico Garcia Lorca aimait tant. Plus qu'une ville enchantée, Séville incarne l'aspect le plus

universel de l'esprit espagnol, et cela pour longtemps. Nos hôtessees ne sont pas prêtes de s'ennuyer. Et vous non plus. Pour tous renseignements, contactez l'Office National Espagnol du tourisme : 43 ter, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie - 75381 Paris Cedex 08.

L'Espagne. Tout sous le soleil. ESPAÑA

هكذا من الاصل



# Economie

## SOMMAIRE

■ L'appréciation du yen a conduit les industriels japonais à augmenter leurs prix à l'exportation. Il en a résulté un gain de 12 milliards de yens dans les échanges en 1986 et en 1987 (lire ci-dessous). ■ Le dollar s'est légèrement raffermi, mardi, à

Tokyo, après interventions de banques centrales (lire ci-dessous). ■ Libéralisme et protection sociale sont-elles des notions compatibles ? La prévoyance individuelle peut-elle se substituer à la prévoyance collective obligatoire ? (lire page 31). ■ En dépit des

efforts des pouvoirs publics, trois cent mille emplois de jeunes relevant d'un contrat à durée déterminée ou indéterminée ont été perdus en un an (lire page 30). ■ L'Arabie saoudite accorderait des rabais à ses principaux clients sur les cours du brut (lire page 30).

## Raffermissement du dollar

### Les banques centrales rappellent leur volonté de stabiliser les monnaies et de lutter contre l'inflation.

Les banques centrales se sont réunies au bon souvenir des marchés des changes peu avant leur réouverture en Europe, le mardi 5 avril, après la trêve pascale. Lundi, Tokyo et New-York, seules grandes places ouvertes, avaient vu le dollar s'affirmer sérieusement, tombant un temps en dessous de la barre des 123 yens pour un dollar. Il aura suffi d'une intervention modeste de la Banque du Japon et sans doute de la Réserve fédérale pour mettre les cambistes sur leurs gardes et inverser ce mouvement de baisse sur le billet vert. Ce dernier commençait sur une note ferme et s'échappait dans la matinée de mardi à 5,62 F contre 5,61 F à Paris vendredi, après avoir terminé à 124,40 yens à Tokyo.

Après les déclarations de l'un des gouverneurs de la Fed, M. Wayne Angell, sur les conséquences néfastes d'une nouvelle dépréciation du dollar, le ministre japonais des finances, M. Kiichi Miyazawa, montait au créneau, mardi. A son avis, « il ne faut pas s'inquiéter des

parties actuelles bien que la monnaie américaine reste faible ». Le consensus du groupe des sept pays industriels reste entier sur la nécessité de stabiliser le billet vert : la réunion de leurs ministres des finances, à la veille du comité intermédiaire du Fonds monétaire international, le 13 avril prochain à Washington, devrait le confirmer.

## Faire reculer la hausse des prix

Cette réunion aboutira-t-elle à une simple réaffirmation du communiqué commun publié en décembre dernier ? Sur les marchés des changes, on s'interroge et chacun s'apprête à tester la détermination des banques centrales à poursuivre leur politique d'intervention pour éviter tout à-coup sur les monnaies. M. Angell en avait, lundi, dans une interview télévisée, rappelé l'enjeu. Si le niveau actuel du dollar lui semble offrir d'excellentes occasions

aux exportateurs américains pour renforcer leurs positions, une nouvelle baisse de la devise américaine pourrait provoquer un renouveau de tensions inflationnistes.

Aux yeux du gouverneur de la Fed, il ne s'agit pas uniquement de freiner une éventuelle remontée des prix, compte tenu de la « tendance naturelle à la hausse des matières premières » mais de parvenir à faire reculer l'inflation. L'indice des prix de détail, en augmentation de 4,4 % en moyenne en 1987, s'était replié en fin d'année à 3,9 % en rythme annuel. Il faudrait le voir redescendre « à 2 % d'ici à 1989 » selon M. Angell. Un tel objectif suppose, de la part de la Fed, une politique monétaire pour le moins prudente.

Sans aller jusqu'à opter pour une attitude restrictive difficilement acceptable en pleine campagne électorale pour les présidentielles, l'instinct d'émulsion devrait veiller à tout dérapage.

Un souci qui alimentera l'incertitude sur les marchés des changes où

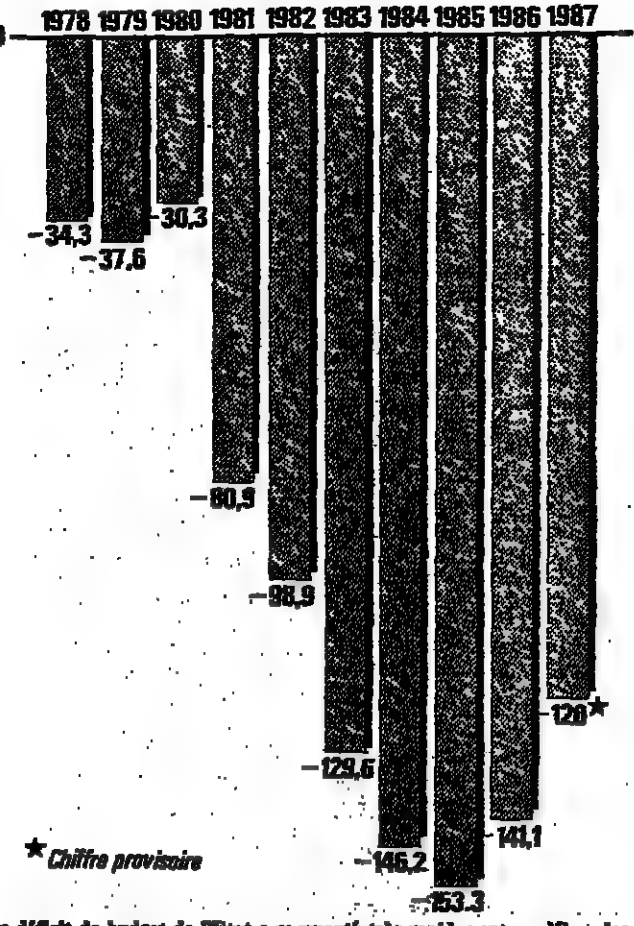
tout signe de dynamisme de l'économie américaine entraîne actuellement un accès de faiblesse du dollar. Cela a été le cas après la publication des statistiques sur le chômage, en nouvelle et légère baisse, vendredi 1<sup>er</sup> avril.

Ce ne sont pas les conclusions paradoxales de la dernière enquête du Conference Board, principale organisme d'étude économique du patronat américain, qui pourra clarifier les esprits dans cette période de transitions, aux Etats-Unis. Pour la première fois depuis trois mois, l'indice de confiance des consommateurs établi par cet organisme fait état d'un net recul, de 2,1 points en raison de l'inquiétude des Américains face au... chômage, pourtant ramené en mars à 5,6 % de la population active, son plus bas niveau depuis près de dix ans.

F. Cr.

## LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE EN FRANCE

(après exécution)  
en milliards de francs



Le déficit du budget de l'Etat a augmenté très rapidement au début des années 80 : volonté de réduire les dépenses publiques, freinage des recettes fiscales du fait d'une mauvaise conjoncture, hausse des taux d'intérêt partout dans le monde qui alourdissent les charges de la dette publique. Depuis 1986 le déficit du budget de l'Etat se réduit sous la triple action d'une bonne conjoncture qui gonfle les recettes fiscales, d'une amélioration de la santé des entreprises et enfin de privatisations dont une partie des recettes est utilisée pour financer des dépenses généralement supportées par l'impôt et dont l'autre partie sert à décaisser l'Etat.

## La forte demande intérieure aidant

### Les industriels japonais augmentent leurs prix à l'exportation

Lola d'être l'équivalent d'un troisième choc pétrolier pour l'économie japonaise, « endaka » (le yen fort) aura au contraire dispensé les effets bénéfiques d'un « kamikaze » (vent divin). On le pressentait, mais la Banque du Japon vient d'en apporter une démonstration chiffrée.

Le yen fort a fait souffrir les exportateurs, mais il s'est surtout traduit par une amélioration spectaculaire des termes de l'échange pour le Japon, explique une étude du département de la recherche et des statistiques de la Banque centrale. C'est-à-dire que, avec les mêmes exportations, l'archipel a pu obtenir plus de devises et financer des importations beaucoup plus importantes.

TOKYO  
correspondance

En 1986 et 1987, ce gain dans les termes de l'échange a été de 12000 milliards de yens chaque année (1). Sur cette somme, 2000 milliards sont attribuables à la baisse des prix du pétrole. Le reste est une retombée de la très forte hausse de la monnaie japonaise depuis l'automne 1985. Pour tenir compte des pertes de recettes d'exportation calculées en yens, les économistes de la Banque centrale ont estimé un gain net annuel : quelque 5000 milliards de yens. Ce qui

représente 1,4 % du produit national brut.

Rien de comparable en effet avec les deux chocs pétroliers, qui avaient au contraire provoqué pour le Japon une dégradation des termes de l'échange estimée chaque fois à 3 % du produit national.

« L'accroissement du revenu réel découlant de l'appréciation du yen a soutenu la demande intérieure en 1986 et débouché sur une croissance accélérée en 1987, ce qui a permis l'expansion des importations comme conséquence de l'effet de revenu », concluent les économistes de la Banque centrale.

## Modification de la politique de prix

Autre découverte intéressante : la vigoureuse demande intérieure a modifié la politique de prix des exportateurs nippons.

Dans un premier temps, en 1986, ceux-ci ont tout fait pour conserver leurs parts de marché à l'étranger, et d'abord aux Etats-Unis, en sacrifiant leurs marges bénéficiaires, à un moment où le niveau des stocks était au plus haut et l'utilisation des capacités de production au plus bas.

La forte reprise intérieure a provoqué une réduction des stocks et une très forte progression du taux d'utilisation des capacités de production. Parallèlement, la réévaluation des prix à l'exportation en fonction de la hausse du yen s'est considérablement accélérée.

Cela, explique la Banque centrale, démontre l'existence d'une

« étroite corrélation » entre les conditions économiques intérieures et la politique pratiquée à l'extérieur par les chefs d'entreprises (répercussion de la hausse du yen sur les prix à l'exportation). La croissance du marché intérieur permet aux exportateurs d'être moins soucieux du maintien à l'importation quel prix de leurs parts de marché à l'étranger.

Le profit l'emporte sur le volume. L'amélioration des termes de l'échange a d'autres effets déjà mis en évidence : elle rend bien meilleur marché le déplacement vers les marchés extérieurs d'une partie des capacités de production, ce qui s'est traduit dans la progression spectaculaire des investissements directs japonais hors de l'archipel.

La hausse du yen, souligne la Banque du Japon, a contraint l'industrie japonaise à améliorer l'allocation des ressources en hommes, et en capital, aussi bien en termes géographiques qu'au niveau des productions. L'industrie exportatrice se concentre sur les produits pour lesquels l'avantage comparatif japonais est le plus fort, confiant à ses filiales étrangères ou abandonnant aux importateurs les segments du marché moins favorables (produits semi-fini notamment).

Et, très logiquement, l'industrie japonaise investit massivement dans la recherche-développement de nouveaux produits lui assurant un avantage comparatif. « Endaka » apparaît bien comme un exercice de musculation, certes pénible, mais très bénéfique.

BERNARD HAMPEL

(1) Un dollar = 125 yens.

## Affrontement entre Siemens et SGS Thomson

### Querelle européenne pour les composants électroniques du futur

Enjeu commercial et enjeu pour la défense, l'Europe des composants électroniques a des difficultés à naître. Une sourde bataille oppose le groupe allemand Siemens au groupe italo-français SGS-Thomson pour la définition d'un programme européen intitulé JESSI (Joint European Semiconductor Initiative). Ce programme, en cours de définition, doit être arrêté avant la fin de l'année 1988. Il doit donner à l'Europe, face aux japonais et aux Américains, les moyens de maîtriser les technologies « submicroniques » (entre 0,5 et 0,3 micron) nécessaires aux productions des mémoires et des microprocesseurs des années 1993. Selon SGS-Thomson, Siemens n'entend ne lui accorder qu'un strapontin dans ce programme.

Chaque pays européen a son champion des composants. Philips pour les Pays-Bas, qui est le numéro un européen avec des ventes totales de 1,6 milliard de dollars l'an dernier ; Siemens

pour la RFA avec des ventes de 657 millions de dollars (1) ; Thomson pour la France ; SGS pour l'Italie et Plessey pour la Grande-Bretagne avec des ventes de 200 millions de dollars environ. D'une taille trop petite à l'échelle mondiale, Thomson et SGS ont fusionné l'an dernier et le groupe, commun à atteindre un total de ventes de 859 millions de dollars. Chacun de ces champions essaie tant bien que mal de rester dans la course technologique, avec des difficultés étant donné l'avance considérable prise par les concurrents américains et surtout japonais.

Pour les produits à l'horizon 1990 (0,5 micron), il existe deux projets de recherche. D'un côté, Philips et Siemens se sont entendus pour mettre au point des mémoires 4 mégabits DRAM (mémoires dynamiques). Ce « Mégaprojet » bénéficie du soutien des gouvernements de Bonn et d'Amsterdam.

## Sur les traces de Michelin

### Goodyear s'implante en Corée du Sud

A son tour, le groupe américain Goodyear, numéro un mondial du pneumatique, a décidé de s'implanter en Corée du Sud. Contrairement à son rival français Michelin, le manufacturier d'Akron (Ohio) débarrasse seul et va construire une usine entièrement automatisée pour équiper les voitures particulières et les camionnettes. Les responsables de Goodyear recherchent avec les autorités locales le site le mieux approprié pour édifier cette nouvelle unité.

Le coût de l'installation n'a pas été rendu public. En revanche, un porte-parole de Goodyear a précisé que l'unité serait prête à fonctionner au printemps 1991 et que sa capacité de production serait supérieure à 3 millions de pneus par an. Goodyear veut être en mesure, non seulement d'alimenter le marché sud-coréen, en très forte croissance (15 % à 20 % l'an) avec une production de voitures appelée à doubler dès cette année (1 million de véhicules prévus), tout en contournant les barrières fiscales (45 % de taxes sur les produits importés), mais surtout d'approvisionner toute l'Asie du Sud-Est. En particulier, le groupe américain vise le Japon où ses ventes aux constructeurs nippons augmentent rapidement. L'objectif du manufacturier américain est d'exporter 75 % de la production de sa future usine coréenne.

A l'heure actuelle, Goodyear possède quatre-vingt huit usines réparties dans vingt-sept pays, et son chiffre d'affaires pour 1987 s'est élevé à 9,91 milliards de dollars (environ 56 milliards de francs), dont plus des deux tiers dans le pneumatique.

A l'inverse de son concurrent américain, Michelin s'est amorcé au Pays du matin calme (Le Monde daté 11-12 janvier 1987) avec la firme locale Woon Poong Industrial. Cette alliance a donné naissance à une filiale commune, Michelin

pour un montant total de dépenses évalué à trois milliards de DM. De leur côté, SGS et Thomson avaient défini un commun programme soutenu par Euréka, qui visait à obtenir des mémoires 4 puis 16 mégabits EPROM (mémoires programmables). Pour la génération d'après, c'est le programme JESSI qui doit prendre le relais au sein d'Euréka.

De récentes déclarations de Siemens à la presse laissent entendre que Siemens et Philips devaient être les pilotes de JESSI. Français et Italiens ne l'entendent pas ainsi. Ils rappellent que le programme JESSI a été dès le départ conçu à l'initiative des trois gouvernements des Pays-Bas, de République fédérale et de France.

« Aujourd'hui, le relais doit être pris par les industriels, nous a déclaré M. Philippe Geyres, vice-président de SGS-Thomson et directeur de la stratégie, « nous devons coopérer tous ensemble en Europe. Philips, Siemens, SGS-Thomson et Plessey réunis restent d'une taille inférieure aux grands japonais. Il ne faut donc exclure personne ».

En outre, Thomson estime être un plus gros producteur de mémoires que Siemens et « avoir de l'avance » dans ce domaine. « Il n'y a donc aucune raison pour que le partage des tâches ne soit pas équilibré », conclut M. Geyres.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Source : Dataguest.

Antoine BROCCA



L'auteur répond à toutes les questions que soulève le recouvrement de l'impayé et procède à un examen approfondi des différentes procédures judiciaires particulières.

Ouvrage primé par HAVARDI-EXPANSION « grand prix des meilleurs livres de management ». En vente dans les librairies et à la

« Société André PIGUET » 2, place de la Bourse - 69289 LYON Cedex 02

2<sup>e</sup> édition

## GOVERNO QUERCIA

### AVIS D'APPEL D'OFFRES PUBLIC APPROVISIONNEMENT DE DISJONCTEUR, 145 KV, 2000 A, 40 KA

L'APPEL D'OFFRE PUBLIC 8772 de cadre international, se trouve ouvert et comptera sur des ressources du Prêt n° 194/IC-BR consenti par la Banque Interaméricaine de Développement - BID, pour l'approvisionnement de 13 (treize) disjoncteurs, 145 KV, 2000 A, 40 KA. Cet APPEL D'OFFRES PUBLIC est limité aux fournisseurs de produits originaires des pays membres de la BID. Les Normes qui établissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être ratifiées, par personne autorisée, moyennant le paiement de 20.000 (vingt mille) cruzados, à la División de Tecnología, Cadastro e Licitação de Material, Rua São Carlos, 881, São Paulo, Brésil de 9 heures à 17 h 30 et de 13 h 30 à 16 heures. L'ouverture des documents et des propositions aura lieu à 9 heures, le 5 mai 1988, Rua Major Paulino, 126, São Paulo, Brésil.

Direction Administrative

SECRETARIA DE OBRAS

CESP



# Économie

## REPÈRES

### Automobile

#### Ventes records au Japon

Les ventes d'automobiles sur le marché japonais ont atteint un niveau record au cours de l'année fiscale achevée le 31 mars, avec 4 528 000 de véhicules vendus, (+ 9,9 % en un an). Cette performance tient à la fois à une reprise de dépenses de consommation et à l'arrivée de nouveaux modèles sur le marché. La bonne tenue des ventes intérieures a plus que compensé le ralentissement des exportations. Toyota est resté le premier constructeur (43,2 % du marché), devant Nissan et Honda.

### Commerce extérieur

#### Hausse de 25 % de l'excédent sud-coréen

L'excédent commercial sud-coréen a atteint 1,8 milliard de dollars durant le premier trimestre 1987, en hausse de 25 % sur la période correspondante de 1986, annonce le ministère du commerce et de l'industrie.

Les exportations ont totalisé 12,8 milliards de dollars, en hausse de 35 % et les importations ont progressé de 38,5 % pour représenter 11,3 milliards. Les lettres de crédit pour les commandes à venir, indicateur-clé pour l'évolution des ventes à l'étranger, ont fortement augmenté, de 22,5 %, laissant présager une poursuite du mouvement de hausse en dépit de la gêne que les exportateurs continuent à éprouver à la suite de la revalorisation du won, de 6,4 % par rapport au dollar depuis le début de l'année, précise le ministère.

### Institutions financières

#### Réintégration de l'Égypte dans quatre organismes arabes

Gaïe à la suite de la signature du traité de paix égypto-israélien, en mars 1979, l'adhésion de l'Égypte à quatre institutions financières arabes va reprendre un cours normal. La session annuelle des fonds et banques arabes de développement, réunie à Mascate (Oman), a décidé la réintégration des Égyptiens à la majorité des délégations participantes, à l'exception de l'Algérie, de la Libye, de la Syrie et du Liban. Ce retour au sein de ces quatre organismes — le Fonds arabe pour le développement économique et social qui siège à Koweït, le Fonds monétaire arabe, l'organisme arabe d'investissement et de développement agricole ainsi que le Banque arabe pour le développement économique en Afrique — intervient à point nommé pour la Caire, confrontée à de graves difficultés économiques et financières.

### Bénéfices

#### Baisse dans les entreprises américaines fin 1987

Les entreprises industrielles américaines ont enregistré des bénéfices nets de 26,4 milliards de dollars au quatrième trimestre 1987, en baisse de 7,2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent. Les bénéfices après impôt ont représenté une moyenne 4,3 cents par action dollar de chiffre d'affaires. Celui-ci a représenté au dernier trimestre de 1987 un montant total de 609,8 milliards de dollars pour les entreprises industrielles, en hausse de 9,8 milliards de dollars sur le précédent trimestre.

### TRANSPORTS

● La JAL, demande à Boeing d'améliorer les contrôles de qualité. — La compagnie d'aviation japonaise Japan Air Lines (JAL) vient de demander au constructeur d'avions américains Boeing d'améliorer ses contrôles de qualité. Cette requête intervient après la découverte récente de certains défauts à bord des appareils de Boeing. En décembre dernier, des détecteurs de chaleur détectèrent un défaut répété dans un Boeing 747, tandis qu'en mars des erreurs de câblage dans les systèmes de vol Boeing 767 étaient relevées. Une mauvaise réputation par une équipe de la firme américaine serait, selon une enquête japonaise, à l'origine d'un accident d'un Boeing de la JAL qui avait causé, il y a trois ans, la mort de cinq cent vingt personnes.

● Nouvelles Frontières et UTA à la Réunion. — Le vol inaugural d'Aéromaritime, filiale charter d'UTA, affrété par Nouvelles Frontières, est arrivé le 4 avril à la Réunion. Il s'agit de la deuxième « brèche » ouverte à destination de cette île dans le monopole d'Air France. L'arrivée de Nouvelles Frontières sur le sol réunionnais s'ajoute à celle de la compagnie Point Air, en redressement judiciaire depuis le 1<sup>er</sup> mars. Par ailleurs, Chergue Réunion vient de racheter à sa filiale UTA 49 % d'Aéromaritime, manifestant ainsi sa volonté de rester présent dans le transport aérien, en dépit de sa diversification dans le textile.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## LES RÉSULTATS 1987 D'UNICRÉDIT (CRÉDIT AGRICOLE) EN HAUSSE DE 56 %

Le conseil d'administration d'Unicredit (Union de crédit pour le développement régional), banque du groupe Crédit agricole, réuni sous la présidence de Jean Fontouray, a arrêté les comptes de l'exercice 1987, présentés par son directeur général, Philippe Guiral.

Le total du bilan atteint 17,4 milliards de francs contre 15,2 milliards de francs fin 1986, soit une augmentation de 14,50 %. Le montant des engagements au profit de la clientèle est de 12,10 milliards de francs, il était de 10,7 milliards de francs en 1986.

Le produit net bancaire s'élève à 253 millions de francs ; grâce à une bonne maîtrise des risques et des charges de fonctionnement, le résultat net ressort à 43,80 millions de francs au lieu de 29,3 millions de francs en 1986, soit une hausse de 56 %.

Pendant l'exercice 1987, Unicredit a poursuivi le développement volontariste de son action en direction des entreprises, son secteur traditionnel et principal d'activités. Pour s'adapter aux nouveaux besoins du marché, elle a renforcé les moyens nécessaires à ses interventions sur les marchés financiers ; cette diversification s'est faite avec succès et

notamment contribué à la constitution du résultat de l'exercice.

Cet exercice a également été l'occasion pour Unicredit de renforcer ses liens avec les caisses régionales de Crédit agricole dans un esprit de partenariat propre à faciliter la croissance du Crédit agricole sur le marché des entreprises.

C'est au cours de ce conseil que Jean-Yves Boutaudou a été nommé directeur général adjoint. Jean-Yves Boutaudou était précédemment en fonctions à la direction de la gestion financière de la caisse nationale de Crédit agricole.

### GROUPE DELMAS-VIEUX

A la suite de la récente acquisition par la Société civile et commerciale Delmas-Vieilleux (SCCV) de la totalité du capital de Chergue Réunion, messieurs Tristan Vieilleux et Alain Wils, ainsi que la SNCV, représentée par M. Frédéric Duvalier, ont été nommés administrateurs.

M. Tristan Vieilleux devient président du conseil d'administration en remplacement de M. Michel Palandjian.

## BIMP Banque Industrielle & Minière Privée

Le conseil d'administration, réuni le 29 mars 1988 sous la présidence de M. Jean-Claude Poujol, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

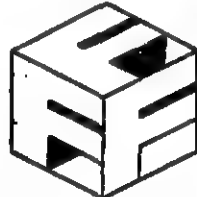
Avant consolidation, le total du bilan se situe à 3,683 milliards de francs (3,762 milliards de francs en chiffres consolidés).

Le produit net bancaire, de 252 millions de francs, marque une croissance de 15 % sur celui de 1986. Les activités financières notamment ayant contribué à ce développement.

Le bénéfice net passe de 8,3 millions de francs à 27,3 millions de francs avant consolidation et de 14,7 à 27,3 millions de francs après consolidation.

L'impôt sur les sociétés s'élève à 15,2 millions de francs, contre 8 millions de francs en 1986. Les dépréciations constatées en fin d'exercice sur le portefeuille titres de la banque ont été intégralement provisionnées, conformément aux règles comptables précédemment appliquées.

Il sera proposé à l'assemblée de fixer le dividende au titre de l'exercice 1987 à 3 F (plus avoir fiscal de 1,50 F) par action de 12,50 F nominal, soit 1,50 F (plus avoir fiscal de 0,75 F) par demi-action. Le montant distribué aux actionnaires passerait ainsi de 3 099,964 F au titre de l'exercice 1986, à 7 545,552 F au titre de 1987.



## FINACOR

Le Conseil d'administration, réuni le 29 mars 1988, a décidé :

— D'augmenter le capital social de 100 000 000 à 107 692 300 F, par l'émission de 153 846 actions nouvelles de 50 F nominal chacune, au prix d'émission de 325 F. Un droit préférentiel de souscription sera réservé aux actionnaires à titre irréductible, à raison de 1 action nouvelle pour 13 actions anciennes. Les souscriptions à titre réductible ne seront pas admises. La période de souscription débutera le 11 avril 1988 et sera close le 2 mai 1988 aux guichets du Crédit commercial de France.

La notice légale a été publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 4 avril 1988.

— Une note d'information qui a reçu le visa n° 8895, en date du 29 mars 1988, de la Commission des opérations de Bourse est disponible sans frais au siège de la société, 354-356, rue Saint-Honoré et aux guichets du CCF.

Lors de cette même séance, le Conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice 1987 qui font ressortir les chiffres suivants :

(En millions de francs)	1987	1986
<b>Comptes consolidés :</b>		
- Produits nets HT (y compris la quote-part des bénéfices des sociétés mises en équivalence)	371 140	256 830
- Bénéfice consolidé	42 598	30 512
<b>Financier SA :</b>		
- Produits nets HT	122 004	81 738
- Bénéfice de l'exercice	22 333	11 856

Le Conseil a décidé de convoquer, le 16 mai 1988, au 52, avenue des Champs-Élysées, l'assemblée générale mixte, qui statuera sur les comptes de l'exercice 1987.

Les comptes qui seront soumis à cette assemblée feront prochainement l'objet d'une publication au Bulletin des annonces légales obligatoires.

Il proposera de verser un dividende de 5 F, avoir fiscal 2,5 F, à chacune des 2 000 000 d'actions, soit une distribution totale de 10 000 000 F contre 7 000 000 F en 1986.

Sur réserve de l'approbation de l'assemblée générale, le Conseil a décidé d'incorporer au capital la somme de : 64 615 380 F

du montant de la prime d'émission 42 307 650 F et du report à nouveau et des réserves par élévation du nominal des actions de 50 F à 80 F. 22 307 730 F

Le Conseil proposera également à l'assemblée de diviser le nominal des actions par deux pour obtenir un capital de 172 307 680 F divisé en 4 307 692 actions de 40 F de nominal.



## ACCORD D'INTÉRESSEMENT : UNE PREMIÈRE EN AVIGNON

Dans le cadre de l'ordonnance du 21 octobre 1986, la Banque Chaix vient de proposer un accord d'intéressement à son personnel sur l'amélioration de la productivité et de la rentabilité.

L'originalité de cet accord provient de la procédure du référendum qui a été utilisée le 2 mars 1988, avec l'approbation du comité d'entreprise et des organisations syndicales (CGT, FO, SNB-CGT).

Les résultats ont été particulièrement significatifs : sur près de 85 % de votants, l'accord d'intéressement a été approuvé par plus de 80 % des suffrages exprimés, témoignant ainsi de la réalité d'une gestion participative qui veut créer un double lien de solidarité entre l'entreprise vis-à-vis de son personnel et du personnel vis-à-vis de l'entreprise.

## Banque Vernes & Commerciale de Paris

Le conseil d'administration, réuni le 30 mars 1988 sous la présidence de M. Fabrizio Gianni, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Le total du bilan s'élève à 15 milliards de francs, contre 17 milliards de francs au 31 décembre 1986, du fait de la baisse de la parité du dollar et de la contraction des activités interbancaires.

Malgré le développement des concours consentis aux petites et moyennes entreprises, le recours plus important des grandes entreprises aux produits de marché a entraîné une légère diminution des concours moyens de crédits.

Inversement, les dépôts de la clientèle ont progressé de 5,9 %. Le développement des activités de services s'est traduit par une progression de plus de 8 % des commissions et produits accessoires. La croissance des frais généraux, en revenant de 4,4 % à 1,6 %, a confirmé l'orientation favorable amorcée au cours de l'exercice précédent.

En dépit de ces éléments positifs, la sévérité de la concurrence a accentué l'érosion des marges, ce qui a entraîné une contraction de 10 millions de francs du résultat brut d'exploitation.

En outre, les résultats ont été affectés par la crise qui a frappé les marchés financiers et par la dégradation de la situation des pays en voie de développement ; ainsi, une dotation complémentaire importante a été faite à la provision pour risques souverains pour augmenter le taux de couverture, qui atteint 34 %.

Après amortissement, provisions, charges et produits exceptionnels, le résultat net de l'exercice 1987 est égal à 50,6 millions de francs contre un bénéfice de 10,2 millions de francs en 1986.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée une augmentation des fonds propres de 300 millions de francs pour les porter à un niveau voisin de 650 millions de francs.

La participation de l'Istituto San Paolo dans le capital de la banque, actuellement de 49 %, devrait dans un futur proche devenir très largement majoritaire.



## FORTE PROGRESSION DU RÉSULTAT COURANT

Le conseil d'administration de la société s'est réuni le 28 mars 1988 pour arrêter les comptes de l'exercice 1987.

La société a bénéficié, pour la première fois, d'un dividende de 8,815 millions de francs en provenance de la Société anonyme Lyon Garibaldi (SALG) reçue en apport fin 1986. Ses autres revenus, essentiellement des loyers de centres commerciaux, marquent une forte progression de 42,727 millions de francs à 50,891 millions de francs. L'augmentation des charges d'exploitation étant, d'autre part, plus que compensée par l'accroissement des produits financiers, le résultat courant ressort à 57,239 millions de francs, contre 40,202 millions de francs en 1986 (+ 42,38 %). Toutefois, la société, qui ne bénéficie plus de déficits fiscaux, devra payer, sur ses résultats, un impôt de 17,918 millions de francs.

Le résultat net de l'exercice s'élève, dans ces conditions, à 37,899 millions de francs, contre 40,065 millions de francs en 1986, ce dernier chiffre incluant, en outre, divers produits exceptionnels.

Le conseil a approuvé les comptes qui lui étaient soumis et a décidé la mise en paiement le 11 mai prochain d'un dividende de 6,50 F (contre 6 F pour l'exercice précédent) assorti d'un avoir fiscal de 3,25 F payable auprès d'Indosuez et de la Banque Vernes et commerciale de Paris.

A fin 1987, le patrimoine de la société comprenait : 123 658 m² de centres commerciaux en exploitation 38 344 m² de bureaux en exploitation 25 139 m² d'hôtels en exploitation 33 070 m² en cours de construction soit un total : 230 211 m².

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires des actionnaires seront convoquées pour le 4 mai 1988 à 15 h 30 au Théâtre de la Madeleine, rue de Surèze à Paris.



## EUROTUNNEL

### ARRÊTÉ DES COMPTES DU GROUPE EURO TUNNEL POUR L'EXERCICE 1987

Lors de sa réunion du 31 mars, le conseil d'Eurotunnel a arrêté les comptes non approuvés de l'exercice clos le 31 décembre 1987. Ces comptes se composent des comptes des deux sociétés mères, Eurotunnel SA et Eurotunnel PLC, consolidés pour chacune de ces sociétés avec ceux de leurs filiales respectives, et des comptes combinés des deux sociétés mères.

Le groupe Eurotunnel a été lancé en 1985 et mis en place en 1986-1987, les travaux ont commencé en 1987 des deux côtés de la Manche. Leur achèvement est prévu pour 1993.

Dans les comptes combinés, tous les coûts et revenus sont immobilisés soit par transfert du compte de résultat, soit dans le cas des coûts du contrat de construction, par imputation directe aux immobilisations. Les comptes combinés ne font apparaître ni bénéfices ni pertes au terme des deux exercices écoulés.

Le tableau ci-dessous analyse le prix de revient de la liaison fixe pour les périodes écoulées au 31 décembre 1986 et 31 décembre 1987. Le prix de revient s'est élevé à 4,39 milliards de francs dont 3,86 milliards au titre de 1987 (dont le recasement de 152 millions engagés en 1986). Ce montant de 3,86 milliards comprend 1,34 milliard engagé pour le coût de financement, 56 millions pour l'acquisition de terrains, qui constituent essentiellement des éléments non récurrents, et 1,27 milliard de francs au titre du contrat de construction, dont 80 % correspondent aux tunnels. Les frais généraux se sont élevés à 576 millions comprenant les salaires et frais administratifs.

Le total des fonds propres à la fin de l'exercice 1987 s'élève à un montant équivalent à 10,23 milliards de francs, comprenant le produit de l'augmentation de capital de novembre 1987 d'un montant équivalent à 7,7 milliards. En fin d'exercice, 6,78 milliards sont détenus sous forme de liquidités et de placements.

Dividendes : comme prévu pendant toute la période de construction, les administrateurs ne proposent pas la distribution de dividendes.

Assemblée générale ordinaire, présentation aux actionnaires : les assemblées générales ordinaires d'Eurotunnel PLC et d'Eurotunnel SA se tiendront le 26 mai à Paris. Une présentation aux actionnaires sera organisée le lendemain à Londres.

Rapport annuel : le rapport annuel, qui présentera l'avancement du projet, paraîtra fin avril.

### ANALYSE DES ÉLÉMENTS IMMOBILISÉS (en millions de francs)

	1986	1987	Total
Coûts du contrat de construction	166	1 274	
Acquisition de terrains en concession	30	56	
<b>Total</b>	<b>196</b>	<b>1 330</b>	<b>1 526</b>
Production immobilisée			
Coûts de financement	269	1 340	
Frais généraux		576	
Moins produits financiers nets		(148)	
Coûts de 1986 immobilisés en 1987		152	
<b>Total</b>	<b>269</b>	<b>1 920</b>	<b>2 189</b>
Avances et acomptes	43	49	
Immobilisations propres	20	581	
Moins amortissements		(18)	
<b>Total</b>	<b>63</b>	<b>612</b>	<b>675</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>528</b>	<b>3 862</b>	<b>4 390</b>

N.B. — Dans les comptes combinés, les montants en livres sterling et francs français ont été convertis au taux en vigueur à la date du bilan, sauf pour les immobilisations mises en concession et le capital des actionnaires qui ont été convertis au taux historique.

## GOVERNO QUERCIA

### AVIS D'APPEL D'OFFRES PUBLIC APPROVISIONNEMENT DE TRANSFORMATEUR MONOPHASE, 100 MVA, 440 - 138 kV

L'APPEL D'OFFRES PUBLIC 6773, de cadre international, se trouve ouvert et compte sur des ressources du Préfet. 194/IC-BR corrépond par la Banque Interaméricaine de Développement - BID, pour l'approvisionnement de 5 (cinq) transformateurs monophasés, 100 MVA, 440 - 138 kV.

Cet APPEL D'OFFRES PUBLIC est limité aux fournisseurs de produits originaires des pays membres de la BID.

Les Normes qui établissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être retirées, par personne autorisée, moyennant le paiement de 20.000 (vingt mille) cruzeiros, à la Division de Tecnologia, Cadastro e Licitação de Material, Rua Bela Cintra, 881, São Paulo, Brésil, de 9 heures à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 heures.

L'ouverture des documents et des propositions aura lieu à 14 heures, le 5 mai 1988, Rua Major Palestrina, 126, São Paulo, Brésil.



## Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الامم



## Économie

### ÉNERGIE

A la veille de la réunion du comité de surveillance de l'OPEP

### L'Arabie saoudite accorderait des rabais à ses gros clients

L'Arabie saoudite accorderait des rabais sur le prix de son pétrole aux clients qui lui achèteraient au moins 100 000 barils par jour. Cette information publiée le 4 avril par l'hédomadaire *Middle East Economic Survey* (MEES) a été aussitôt démentie par un porte-parole du ministère saoudien du pétrole, qui les a qualifiées d'« erronées et sans fondement ». Le royaume « a affirmé à plusieurs reprises qu'il était engagé à respecter les déci-

sions prises par l'OPEP en ce qui concerne les prix ou le plafond de production », a-t-il ajouté.

Le MEES, qui cite des sources du marché pétrolier, explique que les petits acheteurs sont encouragés à accroître leur enlèvement à 100 000 barils par jour pour avoir droit aux rabais. Ce serait le cas, en Europe, de l'italien AGIP et des français Total et Elf, tandis que Shell et BP auraient d'ores et déjà pu en bénéfi-

cier, puisqu'ils ont un contrat ensemble de 400 000 barils par jour. « Les petits clients tendront à être éliminés du marché saoudien », commente l'hédomadaire, qui précise qu'il est difficile de connaître les pourcentages de rabais mais qu'ils varient en proportion des volumes achetés.

Bien que démentie, l'information du MEES conforte les analystes pétroliers sur l'existence de tels rabais par rapport au prix officiel de l'OPEP de 18 dollars le baril. Comme les autres pays membres de l'Organisation consentent des réductions plus ou moins camouflées, l'Arabie saoudite ne pouvait respecter seule le prix officiel sans voir ses exportations s'effriter. Dès février, le royaume aurait donc rompu lui aussi avec la discipline en accordant les premiers rabais à ses gros clients américains. En mars, c'était au tour des Japonais et des autres gros acheteurs (*Le Monde* du 19 mars).

Imposée par le marché, cette pratique des rabais avait déclenché, en 1986, une spirale à la baisse du baril jusqu'à moins de 10 dollars. Aujourd'hui, les cours sont à nouveau tirés vers la baisse par la surcapacité mondiale et la montée en volume des pays non-OPEP, mais le pire a pu jusqu'ici être évité avec une stabilisation des cours sur le marché entre 14 et 15 dollars. Une réunion du comité de surveillance des prix de l'OPEP doit se tenir à Vienne le 9 avril, qui examinera « tous les aspects » de la situation. L'Arabie saoudite, qui y était opposée, s'est ralliée à cette occasion, ce qui a eu un effet positif sur les cours (en même temps que les troubles au Panama, qui pourraient freiner l'écoulement du pétrole d'Alaska). Le marché pétrolier est, pourrait-on dire, en « quasi-équilibre », situation fragile, remise en question au jour le jour, mais qui « tient » parce que ni les producteurs ni les compagnies n'ont intérêt à une nouvelle chute des cours.

E. L. B.

### SOCIAL

En dépit du plan d'urgence du gouvernement

### 300 000 emplois « normaux » ont été perdus pour les jeunes en un an

En un an, entre mars 1986 et mars 1987, les jeunes de moins de vingt-cinq ans ont perdu, selon l'INSEE, environ trois cent mille emplois considérés comme « normaux ». C'est-à-dire des postes de travail faisant l'objet d'un contrat en bonne et due forme, à durée indéterminée ou à durée déterminée, à temps plein ou à temps partiel.

Ce résultat peut paraître paradoxal au moment où l'on célèbre les succès comptables du plan d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes, lancé au printemps 1986. En fait, il s'explique par un transfert des formes habituelles d'emploi vers les multiples formules de soutien à l'activité des jeunes, le plus souvent accompagnées de mesures d'exonération de charges sociales. Ce transfert n'a fait qu'accroître une régression de l'emploi « normal » sensible depuis 1983.

Sur cinq ans, en effet, les statistiques de l'INSEE, établies à chaque mois de mars à l'occasion de l'enquête Emploi, révèlent des tendances que la dernière période n'a fait qu'exacerber. Sur cette période, la population totale est évaluée à 8 583 000 personnes. Mais la répartition interne a évolué de façon significative.

D'abord, et il faut s'en réjouir, le nombre de jeunes scolaires a augmenté progressivement. De 2 565 000 en 1983, et 2 827 000 en 1986, il est passé à 2 949 000 en 1987. Manifestement, le plan de M<sup>me</sup> Nicole Catala, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, a amplifié les résultats d'une tendance de maintien dans le système scolaire.

De façon plus inexplicable, la quantité de jeunes qui se déclarent inactifs a diminué. Ils étaient 585 000 en 1983, 502 000 en 1986 et 483 000 en 1987. Quant au « solde », qui correspond à l'incapacité de situer les jeunes dans un statut ou un autre, il a également baissé. Il était de 336 000 en 1983, de 214 000 en 1986 et de 249 000 en 1987.

Si l'on fait en outre exception du traditionnel volant de jeunes rattachés au service militaire, de l'ordre de 240 000 et quasiment invariable (sauf la dernière année où les dépenses engagées du fait de la présence militaire au Liban et au Tchad ont incité à accroître le nombre de réformés, pour raison d'économie), les déplacements se sont donc produits au sein des catégories restantes, celles qui constituent la population active, occupée ou non.

A la recherche d'un travail, et n'en ayant pas obtenu, il y avait, en 1983, 843 000 chômeurs de moins de vingt-cinq ans. Devenus 980 000 en 1986, ils étaient encore 961 000 en 1987. La dérive se manifestant enfin après une phase d'augmentation qui avait justifié l'effort gouvernemental pour l'emploi des jeunes.

Les conséquences de cet effort se retrouvent dans les chiffres, sauf pour les stages de formation professionnelle pour les 16-18 ans et les 18-25 ans, développés en leur temps par M. Marcel Rigout, ministre communiste de la formation professionnelle : on comptait 141 000 jeunes stagiaires en 1983, 149 000 en 1986 et seulement 113 000 en 1987.

#### Les jeunes volontaires du service national

Ailleurs, la progression est plus évidente. Les formules telles que les jeunes volontaires du service national (10 000 jeunes en 1983) en rassemblaient 210 000 en 1986 avec l'adjonction massive des TUC, et 234 000 en 1987. Encore timides en 1986, avec 24 000 bénéficiaires, les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) explosent en 1987 : on en recense alors 36 000, exonérés de charges sociales et employés dans les entreprises avec une rémunération comprise entre 17 % et 27 % du SMIC selon l'âge (comme à laquelle s'ajoute une aide financière de l'Etat destinée aux jeunes).

Enfin, l'apprentissage — 200 000 apprentis par an — les contrats emploi-formation et surtout les autres formules de formation en

alternance, avec les contrats d'adaptation ou de qualification, font la différence. Aux 307 000 jeunes rassemblés dans ce dernier groupe en 1983, succèdent 300 000 en 1986 et, exonération des charges aidant, 483 000 en 1987.

Ainsi, les divers dispositifs ont-ils absorbé une masse importante de jeunes : pour des objectifs de formation, dans la version optimiste, pour des motifs de traitement social, dans la version pessimiste. Les plus critiques font au passage observer que certaines de ces mesures se sont substituées à l'emploi normal, moins d'ailleurs avec les TUC qu'avec les SIVP.

La preuve est fournie par la brutale dégradation des postes offerts aux jeunes. Alors que 3 547 000 travaillaient normalement en 1983, il n'y avait en plus que 3 049 000 en 1986 et 2 747 200 en 1987. 800 000 emplois de jeunes ont été perdus en cinq ans et 300 000 au cours de la dernière année : c'est considérable. Encore ces chiffres ne disent-ils rien du statut réel de ces jeunes : ceux-ci sont souvent embauchés (à 70 %) avec des contrats à durée déterminée ou assurant des missions d'intérim. Derrière les bilans satisfaisants de la lutte contre le chômage des jeunes se confirme l'existence d'un mal endémique, le chômage de masse, qui n'a pas été enrayer. Or, dorénavant, la situation se serait même aggravée.

Si l'on ajoute, par ailleurs, que l'apparente amélioration pour les jeunes s'est payée d'un accroissement du chômage des plus âgés, notamment les 25-49 ans, victimes d'un effet de substitution bien connu. Sans parler des effets néfastes de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement sur la perte d'emplois des plus de 50 ans, il faut croire que les remèdes utilisés ont été plus redoutables que le mal. Quelles que soient les présentations statistiques, l'absence chronique de postes de travail nouveaux continue de ronger notre pays.

ALAIN LEBEAUX

#### GOVERNO QUERCIA

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES PUBLIC APPROVISIONNEMENT D'EMETTEUR-RECEPTEUR SHF/FM AVEC CAPACITE DE 960 CANAUX TELEFONICQUES

L'APPEL D'OFFRES PUBLIC 8771, de cadre international, se trouve ouvert et comptera sur des ressources du Prêt n° 194/IC-BI consenti par la Banque Interaméricaine de Développement-BID, pour l'approvisionnement de 10 (dix) émetteur-récepteurs SHF/FM avec capacité de 960 canaux téléphoniques.

Cet APPEL D'OFFRES PUBLIC est limité aux fournisseurs de produits originaires des pays membres de la BID. Les Normes qui établissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être retirées, par personne autorisée, moyennant le paiement de 20.000 (vingt mille) cruzeiros à la Divisão de Tecnologia, Cadastro e Licitação de Material, Rua Bela Cintra, 881, São Paulo, Brésil, de 9 heures à 11h30 et de 13h30 à 16 heures.

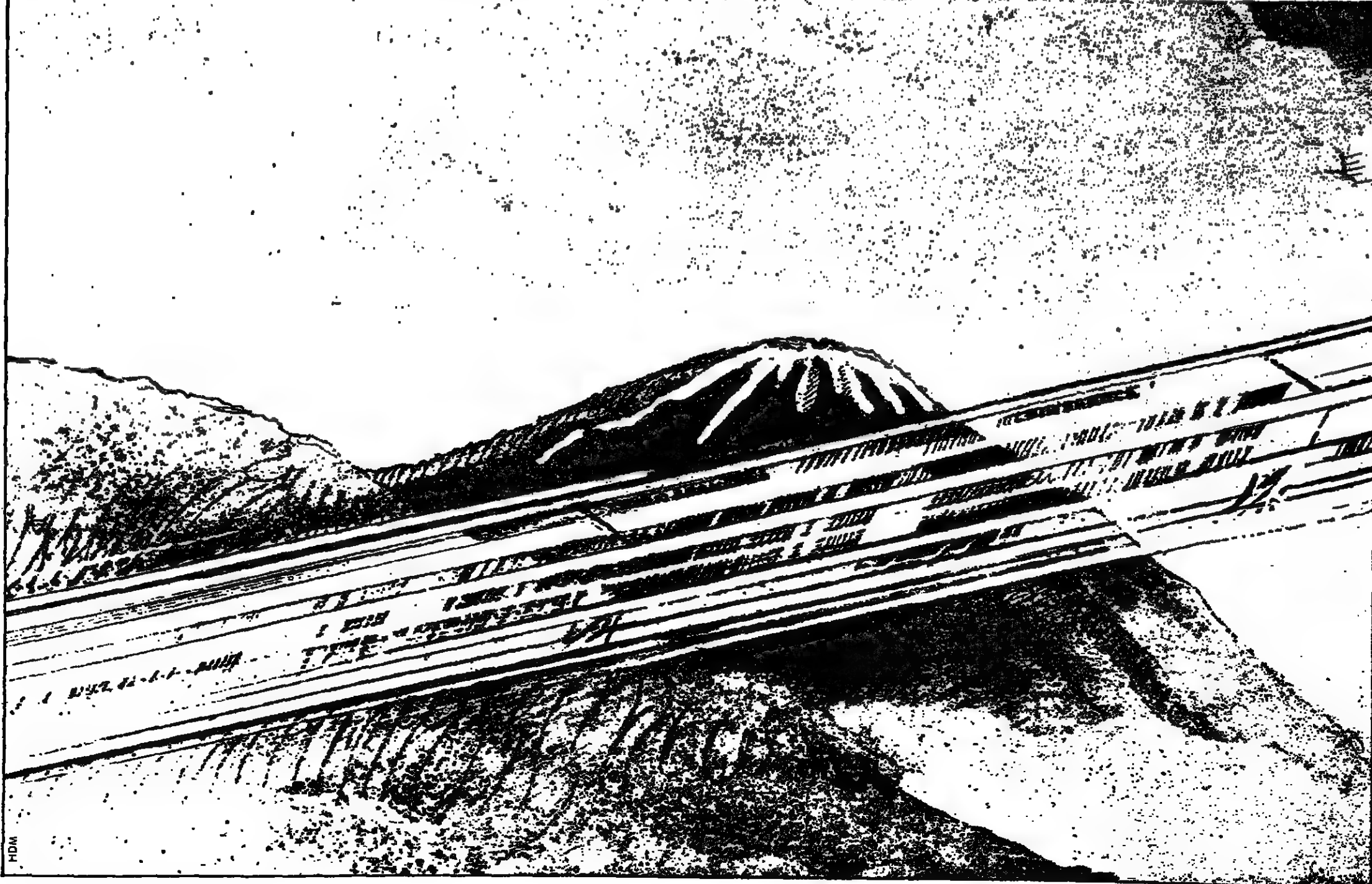
L'ouverture des documents et des propositions aura lieu à 14 heures, le 4 mai 1988, Rua Major Paulino, 126, São Paulo, Brésil.

Direction Administrative

SECRETARIA DE OBRAS

CESP

# POUR ALLER PLUS VITE EN ASIE,





## Économie

Alors que MM. Barre et Chirac restent très prudents

### Retours de flamme libéraux sur la sécurité sociale

Qui en France croit au libéralisme en matière de protection sociale ? Si le socialisme commence lorsque les problèmes obligatoires dépassent 40 % du PIB, comme le disait naguère M. Giscard d'Estaing, la social-démocratie a gagné du terrain à droite, depuis que celle-ci est arrivée au gouvernement. La sécurité sociale, animal républicain en voie de disparition comme la baleine qui servait d'enseigne aux États-Unis, est révisée comme un bien à préserver : pour un peu, on parlerait d'« acquis », voire de « conquête ».

Cette évolution s'accompagne cependant de quelques résurgences libérales chez les hommes politiques, comme au sein du patronat.

Vers 1984-1985, une remise en cause du système de protection sociale semblait se faire jour. La montée de l'individualisme chez les salariés se conjugait avec la déception à l'égard de l'État-providence. Elle confortait la traditionnelle méfiance de certaines catégories sociales (professions libérales, commerçants et agriculteurs) et la grogne des cadres contre l'impôt.

En écho, l'opposition politique faisait campagne pour l'extension de la liberté individuelle au détriment de la protection sociale obligatoire : choix du niveau de sa protection comme de l'organisme qui l'a en charge. Le discours sur les vertus de la concurrence renvoyait celui sur la nécessité de libérer les entreprises du carcan dirigiste. Prudemment, la plate-forme commune de l'opposition ne revendiquait que la création d'« espaces de liberté » dans la protection sociale, mais de fortes pressions s'exerçaient pour qu'on aille plus loin.

Aujourd'hui, le paysage a bien changé. Le libéralisme des candidats à l'élection présidentielle s'arrête aux portes de la protection sociale. Tout autant que M. Chirac, M. Raymond Barre campe sur la défense de la sécurité sociale, qui a « amorti les effets de la crise » et qu'il faut seulement rationaliser, comme il le disait le 30 janvier à Lyon, revenant au discours qu'il tenait avant 1981. La recherche

d'espaces de liberté a cédé la place à la « maîtrise des dépenses » et à la « vérité des coûts ». De même, il n'est pas question de réduire le niveau des retraites versées par les régimes actuels par répartition au profit de régimes individuels, mais d'inciter à un départ plus tardif afin de ralentir la croissance des dépenses, et de modifier le mode de financement pour alléger un peu les charges des entreprises.

On retrouve le même langage dans le dossier transmis au Conseil économique et social par M. Chirac. Il s'y agit question de « maîtrise des dépenses », d'« autodiscipline », pour les prescripteurs comme pour les assurés, et même de concurrence. L'épargne individuelle n'est conçue que comme un supplément aux retraites par répartition. Et, si M. Barre, loin des responsabilités, défend la liberté des prix des médicaments, le gouvernement reste très prudent sur ce point.

#### Contexte électoral

Sans doute faut-il tenir compte du contexte électoral : pas question d'effaroucher les Français, dont on mesure à chaque sondage l'attachement à la sécurité sociale malgré les reproches de « paperasserie » qu'ils lui adressent. Sans doute, tout en promettant — comme M. Barre — de maintenir le pouvoir d'achat des pensions du régime général, le gouvernement a fait pression sur les banquiers et sur les assureurs pour que le plan épargne-retraite de M. Balladur soit un succès. Mais ce succès ne suffira pas pour concurrencer les régimes de retraite complémentaire par répartition et empêcher de dormir les responsables. D'ailleurs, qu'aujourd'hui ne souhaitent-ils développer l'épargne longue ?

L'expérience du pouvoir avait convaincu les socialistes de freiner la croissance des prestations sociales : aujourd'hui, tout se passe comme si la droite, une fois au gouvernement, ne croyait plus si fort à la possibilité — ni à la nécessité — de développer la prévoyance individuelle au détriment de la protection collective obligatoire. M. Fourcade,

président (UDF-PR) de la commission des affaires sociales du Sénat, avait souligné, au retour d'une mission d'information aux États-Unis, que le système américain de couverture contre la maladie était trop instable et laissait trop de gens en marge pour qu'on pût s'en inspirer. En même temps, tout se passe comme si ce rapprochement avec des thèses traditionnelles, voire de gauche, suscitait des retours de flamme.

C'est ce qui s'est produit au sein des clubs Perspectives et Réalités, dont fait partie M. Fourcade. Dans leur esquisse de « projet santé », ceux-ci ont proposé, afin de « responsabiliser » les assurés, l'établissement d'un « compte personnel » pour les dépenses de médecine courante, calculé par sexe et par âge, approvisionné tous les six mois par le titulaire ; les dépassements ne seraient pris en charge qu'en cas de maladie grave ou pour ceux ne disposant pas de ressources suffisantes. Parallèlement serait exclue des remboursements la médecine de confort : contraception, IVG, accidents du sport ou de la route...

C'est ce qui s'est produit aussi au Parti républicain. Les propositions présentées par celui-ci en novembre dernier restaient dans le droit fil de la « bonne gestion » du système. Mais à la mi-janvier, MM. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, et Gilles de Robien, député de la Somme, ont lancé une offensive pour un « mieux-disant libéral ».

M. Madelin, notamment, a de nouveau mis l'accent sur la nécessité d'introduire la concurrence dans la protection sociale : « Ce n'est pas le caractère obligatoire qui est critiquable, c'est l'absence de liberté et le monopole public », a-t-il dit. Restant obligatoire, ce qui relève des « sécurités sociales essentielles » (maladie, accidents du travail, veillesse, chômage) doit être « restitué » à l'assurance et à ses mécanismes. Chacun doit pouvoir choisir son assureur, et tous les organismes (mutuelles, assurances, caisses de sécurité sociale ou de retraite complémentaire) doivent être soumis

aux mêmes règles (notamment fiscales).

Mais on peut toujours trouver plus libéral que soi. M. Madelin entendait « préserver le niveau [de la protection sociale] en changeant le système ». Dans le rapport qu'il a remis début février à M. Perigot, président du CNPF, M. Jean-Louis Giral, président de la Fédération nationale des travaux publics, a remis en cause les principes mêmes de cette protection telle qu'on l'entend généralement.

#### Le marché, le marché seul...

Pour M. Giral, en effet, la protection sociale doit être ramenée dans le marché : elle « est un bien comme un autre, échangeable dans le marché », puisqu'il existe toujours, des demandes et des offres individuelles. « Pas plus que l'automobile, les magnétoscopes ou les carottes, elle ne donne naissance à un problème spécifique de financement » ; le marché seul pouvant créer les conditions de l'équilibre. L'obligation a « des effets pervers, comme toute mesure restreignant la liberté individuelle » : elle déresponsabilise l'assuré, le rend négligent ; certains sont protégés sans en payer le prix, d'autres ne peuvent se procurer le niveau de protection qu'ils désirent... La réglementation surcharge non seulement les entreprises cotisantes mais aussi les « producteurs de soins » et... les assurés (directement ou non).

La conclusion logique serait de supprimer toute obligation et de substituer des « entreprises de protection sociale » aux caisses de sécurité sociale et de retraite complémentaire. M. Giral, jugeant toutefois que « le tout facultatif n'est pas réaliste », en raison de « l'insouciance naturelle des individus », a seulement préconisé de réduire la participation des entreprises aux régimes obligatoires d'allocations familiales et de retraite au profit de contributions volontaires (déductibles, pour les salariés, du revenu imposable), de laisser évidemment le libre choix des assu-

rés, et de supprimer la « carte sanitaire » limitant les implantations d'établissements.

M. Madelin ne semble pas avoir été entendu : M. Barre, dont il soutient théoriquement la candidature, a ignoré ses thèses. M. Giral le sera-t-il plus par ses pairs ? En fait, si son analyse théorique, qui s'éloigne beaucoup du pragmatisme patronal habituel, a fait sursauter les syndicats (la CFTC, par exemple, qualifiant de « provocation » la publication du rapport), elle n'a pas dû surprendre le CNPF : M. Giral avait clairement annoncé la couleur au cours de l'assemblée générale du 15 décembre.

Derrière le radicalisme théorique, les propositions concrètes restaient, somme toute, modestes, comme si l'auteur doutait, lui aussi, de la possibilité de grands changements.

Retirer les accidents de trajet des accidents de travail, faire passer sur le compte de la politique familiale les dépenses médicales liées à la maternité ou à l'interruption de grossesse, les suppléments de retraite pour les mères de famille, les pensions de réversion ou le capital-décès, est-ce « fondamental » ? Cela ne fait qu'allonger la liste des allègements de charges souhaités par le patronat : c'est cela que retiendront les chefs d'entreprise.

Quant au CNPF, même si son souci est d'obtenir le transfert progressif des cotisations d'allocations familiales et de ne pas trop réduire le champ des discussions contractuelles avec les organisations syndicales, tout ce qui circonscrit le domaine de l'assurance par rapport à la solidarité ne peut que servir son objectif.

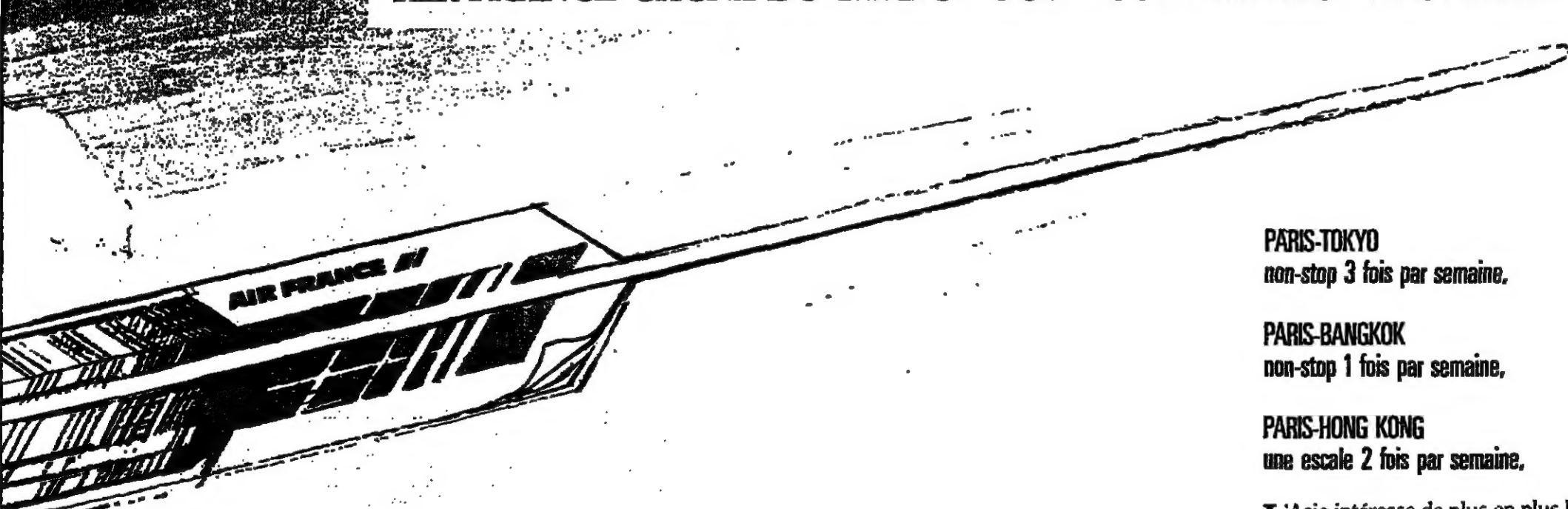
GUY HERZLICH.

#### (Publicité) SEMAEST Z.A.C. REUILLY PARIS 12<sup>e</sup> CONSULTATION DE PROMOTEURS Ensemble de bureaux APPEL D'OFFRES OUVERT

- OBJET**  
Le SEMAEST, Société d'Economie Mixte d'Aménagement de l'Est de Paris, lance un appel d'offres ouvert de promoteurs sur charge foncière en vue de l'acquisition des droits de construire un ensemble de bureaux dénommé « lot 3-4 » situés dans la ZAC REUILLY Paris 12<sup>e</sup>.
- PROGRAMME**  
Le programme prévoit la réalisation, sur un terrain de 3 890 m<sup>2</sup> environ, d'un ensemble immobilier de l'ordre de 20 500 m<sup>2</sup> H.O.N. se décomposant en 19 700 m<sup>2</sup> de bureaux et 800 m<sup>2</sup> de locaux commerciaux au rez-de-chaussée, accompagnés d'un parking en sous-sol de 170 places au minimum.
- RETRAIT DES DOSSIERS**  
Le dossier de consultation peut être retiré à partir du lundi 11 avril 1988 à la SEMAEST 181, avenue Daumesnil (Paris 75012) — tél. : 43-45-98-98.
- REMISE DES OFFRES**  
Les offres seront remises sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe intérieure contenant la soumission. Elles devront être transmises au plus tard à la SEMAEST, le 24 mai 1988 à 18 heures, soit par pli recommandé avec A.R., soit par dépôt contre reçu à la même adresse.
- CHOIX DU PROMOTEUR**  
Le choix du promoteur sera effectué au troisième trimestre 1988.

## CHOISISSEZ BIEN VOTRE BILLET.

AIR FRANCE GAGNE DU TEMPS POUR VOS AFFAIRES VERS L'ASIE.



PARIS-TOKYO  
non-stop 3 fois par semaine.

PARIS-BANGKOK  
non-stop 1 fois par semaine.

PARIS-HONG KONG  
une escale 2 fois par semaine.

L'Asie intéresse de plus en plus les hommes d'affaires. Ils ont besoin d'y être présents et bien sûr efficaces. Pour leur faciliter l'accès à ce nouveau continent des affaires, Air France améliore ses temps de vol et propose 3 vols Paris-Tokyo par semaine non stop, un vol Paris-Bangkok par semaine non stop et 2 vols Paris-Hong Kong accélérés avec 1 seule escale.

Tous ces vols sont assurés en Boeing 747 et offrent le choix entre Air France Première, Air France Le Club et la Classe Économique.

**AIR FRANCE**  
**INNOVÉ**

هكذا من الامم



## Marchés financiers

## Rhône-Poulenc obtient la notation maximum de Moody's

L'agence new-yorkaise Moody's, spécialisée dans l'appréciation de la capacité de paiement des entreprises, a décidé d'attribuer sa meilleure note, soit «A1», au groupe français Rhône-Poulenc, ainsi qu'à ses filiales RP Finance Inc. et RP Commercial BV. Cette notation s'applique exclusivement au programme de 200 millions de dollars de papier commercial que la firme française s'appuie à lancer aux États-Unis et qui se substitue à l'ancien programme de lettres de

crédit employé par elle jusqu'ici. La First Boston est l'opérateur de ce programme.

D'après Moody's, la consolidation de la structure financière du groupe ces dernières années justifie cette bonne note.

Il est à noter aussi que Rhône-Poulenc a levé une option à facilités multiples au MOF d'un montant de 275 millions de dollars, en garantie de son programme de papier commercial.

## Menaces sur Woolworth

La chaîne américaine de magasins F. W. Woolworth a annoncé, le lundi 4 avril, qu'un groupe d'investisseurs dirigé par le président de l'américain Dart Group (distribution), M. Herbert Haft, souhaitait acquérir une participation dans son capital.

Ce groupe d'investisseurs, Moore Partnership, a demandé aux autorités fédérales l'autorisation d'acquérir pour plus de 15 millions de dollars d'actions Woolworth, autorisation nécessaire en raison de la réglementation antitrust. Ce pourrait être le premier pas vers le lancement d'une OPA. Le titre a progressé de 7,875 dollars pour atteindre 33,125 dollars à Wall Street. Le conseil d'administration de Woolworth a pris ses dispositions en vue d'une éventuelle OPA hostile en mettant au point un plan de défense (« poison pill »).

Cours par correspondance  
cours oraux et conférences à Paris  
Sessions de formation

**ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE**  
ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT  
À DISTANCE, FONDÉ EN 1953  
12, villa Saint-Pierre  
B. 3 - Dép. LM  
94220 CHARENTON  
Tél. : (1) 43-76-72-01  
Préparation à la profession de graphologue  
Concours de formation permanente  
Inscriptions reçues toute l'année  
Documentation gratuite  
Analyses, sélections, bilans de pers.

## Rapprochement dans les moteurs Diesel

Perkins Engines Group, une division de Variety Corp., et la société américaine Detroit Diesel Corporation (DDC), possédée en commun par Penske Corporation et General Motors, vont associer leurs réseaux de distribution en Amérique du Nord, premier pas d'une coopération visant à occuper le premier rang sur le marché mondial des moteurs Diesel.

Dans un deuxième temps, l'accord entre les deux sociétés pourrait s'étendre à la fabrication et à l'ingénierie de technologie avancée. Perkins, installé notamment en Grande-Bretagne, est spécialisé dans les applications industrielles et maritimes légères, tandis que DDC est plus orienté vers l'équipement de véhicules et la fabrication de gros moteurs.

La capacité de production des deux sociétés est de 800 000 moteurs par an, soit près de 2 milliards de dollars. L'intégration des deux réseaux de distribution va représenter quatre mille points de vente en Amérique du Nord.

● Restitution de titres entre la CIR et Ferruzzi. — MM. Carlo De Benedetti, président de la CIR, et Raul Gardini, PDG de Ferruzzi, ont décidé de se restituer les titres qu'ils détenaient chacun dans l'empire de l'autre. C'est ainsi que la filiale de Ferruzzi, Paninvest, possédait 2,8 % du capital de la CIR, celle-ci ayant parallèlement, via sa filiale COFIDE, 3,35 % de Ferruzzi. A Rome, les observateurs estiment que de nouvelles relations croisées pourraient de nouveau s'établir entre les deux groupes.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## ACTIVITÉS ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE PARIBAS EN 1987

Le conseil de la Compagnie Financière de Paris, réuni le 31 mars 1988 sous la présidence de M. Michel François-Poncet, a examiné les comptes consolidés du groupe Paribas pour l'exercice clos le 31 décembre 1987.

CROISSANCE MODÉRÉE DES ACTIVITÉS BANCAIRES ET DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES.

Les crédits à la clientèle en bilan consolidé varient peu d'un exercice à l'autre : ils s'établissent à 303 milliards de francs au 31 décembre 1987 (contre 296 milliards de francs en fin 1986). Le développement des dépôts de la clientèle atteignait 176 milliards de francs (contre 162 milliards de francs en fin 1986), en progression de 8 % en fin.

Le total du bilan consolidé représente 655 milliards de francs (contre 599 milliards de francs au 31 décembre 1986), enregistrant une croissance de 9 %. Cette progression ne reflète que partiellement le développement des activités financières du groupe en 1987.

RÉSULTAT CONSOLIDÉ (PART DE LA COMPAGNIE) EN PROGRESSION DE 3 %.

Après déduction de 1 466 millions de francs correspondant à la part revenant au tiers des actionnaires des filiales, le résultat net consolidé de la Compagnie Financière de Paris, conforme aux prévisions, s'établit à 1 725 millions de francs, en progression de 3 % par rapport à celui de l'exercice précédent (1 680 millions de francs).

Ce résultat net se décompose en 1 152 millions de francs pour les opérations en revenus (contre 1 086 millions de francs en 1986) et 573 millions de francs pour les opérations en capital (contre 594 millions de francs).

Le résultat net des opérations en revenus a bénéficié de la croissance des résultats de la plupart des grandes filiales et de la diminution des charges financières du groupe du fait de son désendettement. Il a cependant été affecté par un contexte financier et boursier peu propice aux opérations sur titres de placement. En outre, le taux de progression de ce résultat a été

limité par les résultats déficitaires du Crédit du Nord et les soutiens financiers de l'Etat accordés aux actionnaires.

Le résultat des opérations en revenus a été établi après constitution d'une dotation aux provisions de 5 515 millions de francs (contre 4 688 millions de francs en 1986). L'augmentation de cette dotation d'un exercice à l'autre s'explique principalement par l'accroissement des provisions destinées à couvrir les risques souverains. Le taux de couverture moyen des engagements du groupe Paribas sur les pays à risque s'établit à 39 % en fin d'exercice 1987.

Rapporté au nombre de titres existant au 31 décembre 1987 (exercice clos qui n'est détenu par les filiales de la compagnie), le résultat net consolidé par titre s'établit à 32,6 F.

FONDS PROPRES ET ACTIF NET ESTIMÉ.

Au 31 décembre 1987, les fonds propres au bilan consolidé de la compagnie s'élevaient, avant amortissement, à 31,4 milliards de francs (contre 25,8 milliards de francs en fin d'année 1986).

L'actif net estimé du groupe, calculé avant amortissement et hors prise en compte des valeurs de fonds de commerce, s'élevait à plus de 40 milliards de francs. Après déduction de la part des tiers actionnaires des filiales, l'actif net estimé de la compagnie s'établit à près de 23 milliards de francs, soit 430 F par titre existant en fin d'exercice. L'autofinancement de l'exercice représentait, en outre, 25,5 F par titre.

Cette valeur d'actif net estimé par titre a peu varié d'un exercice à l'autre (446 F fin 1986), bien qu'elle se situe en retrait par rapport à celle constatée au 30 juin 1987 (480 F) du fait de la baisse des Bourses intervenue depuis lors.

Au 31 décembre 1987, les fonds propres stricto sensu et l'actif net estimé du groupe, rapportés au total du bilan, font apparaître, après autofinancement, des ratios respectifs de 5 % et 6,5 % qui situent Paribas dans la pelote de tête des groupes bancaires et financiers mondiaux.

## NEW-YORK, 4 avril

## Légère baisse

La remontée des taux d'intérêt aux États-Unis a pesé, le lundi 4 avril, sur la tendance à Wall Street, où l'indice Dow Jones a baissé, en fin de séance, 7,46 points, à 1 900,60 points, après avoir, en début de séance, gagné jusqu'à 15 points. La séance a été assez active avec quelque 186 millions d'actions échangées. Les valeurs en baisse étaient deux fois plus nombreuses que celles en hausse : 1 092 contre 452. Par ailleurs, 419 titres sont restés inchangés.

Une fois de plus, la place financière américaine, qui était classée le Vendredi saint, a été victime de la montée des taux d'intérêt. En effet, l'annonce, vendredi, d'une nouvelle réduction du taux de chômage aux États-Unis en mars, confirme que la croissance de l'économie américaine reste forte et renforce donc les craintes d'une reprise de l'inflation. Les taux moyens sur les bons du Trésor à terme ont, l'emprunt phare du marché obligataire américain, ont augmenté plus ou moins partout depuis deux mois : 8,85 % contre 8,75 % jeudi soir.

Parmi les fortes hausses, on relevait celles de la chaîne de grands magasins Woolworth, qui a gagné près de 9 dollars, à 54 1/8 %, dans la perspective d'une OPA de Dart Group. Ford Motor a aussi gagné, à 110 019, du côté des baisses, on notait Boeing, Xerox et General Motors.

VALEURS	Cours de 31 mars	Cours de 4 avril
Alcoa	43 1/2	43 5/8
Allegiant Int'l	83 1/4	82 1/8
A.T.I.	46 1/2	44 7/8
Chase Manhattan Bank	26 1/8	24 1/8
Du Pont de Nemours	40 5/8	40 1/4
Exxon	42	41 1/4
Ford	42 5/8	43 1/2
General Motors	71 1/2	70 1/2
Goodyear	63 5/8	63
IBM	107 1/2	107 1/2
I.T.T.	44 5/8	44 1/2
Mobil Oil	44 1/4	43 1/2
Scotiabank	34 3/8	33 3/4
Spacelabs	46	47 1/4
Tesco	48 1/4	47 1/4
U.S.X.	28 7/8	28 1/2
Westinghouse	51 3/4	51 1/8
Xerox Corp.	62 7/8	62

## IBM : 39 % de la capitalisation française

IBM, numéro un mondial de l'informatique, a conservé en 1987 la première place des sociétés américaines cotées en fonction de leur capitalisation boursière. Le groupe, qui occupe cette place depuis 1984, a toutefois vu sa capitalisation boursière (nombre d'actions multiplié par le cours) reculer de 2,8 % l'an dernier pour tomber à 69 milliards de dollars. Le magazine *Forbes*, qui s'appuie à publier son classement annuel des cinquante premières compagnies américaines, précise qu'IBM demeure la première compagnie pétrolière américaine, Exxon Corp., dont la capitalisation boursière a progressé de 4,5 % à 52,6 milliards de dollars.

Le classement des dix premières sociétés américaines avec leur capitalisation boursière et la variation de celle-ci entre fin 1986 et fin 1987 est le suivant : 1. IBM Corp. : 69 milliards de dollars (- 2,8 %) ; 2. Exxon Corp. : 52,6 milliards (+ 4,5 %) ; 3. General Electric Co. : 39,8 milliards (+ 1,6 %) ; 4. American Telephone and Telegraph Co. : 29 milliards (+ 8,2 %) ; 5. Du Pont Co. : 23,9 milliards (+ 3,3 %) ; 6. Merck and Co. : 20,8 milliards (+ 23,2 %) ; 7. Philip Morris Inc. : 20,2 milliards (+ 18,2 %) ; 8. General Motors Corp. : 19,1 milliards (+ 5,9 %) ; 9. Ford Motor Co. : 18,5 milliards (+ 26,6 %) ; 10. Amoco Corp. : 17,8 milliards (+ 6,5 %).

## FAITS ET RÉSULTATS

● Beghin-Say : quadruplement des bénéfices en 1987. — Beghin-Say, filiale française du groupe agro-alimentaire italien Ferruzzi, annonce le quasi-quadruplement de ses bénéfices pour 1987, grâce notamment à une anticipation très précoce de la vente de produits laitiers. Le résultat net a atteint 1 487 millions de francs, soit une progression de 385 % par rapport à 1986. Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 13,6 milliards, en hausse de 24,4 % en un an. Le résultat d'exploitation du secteur sucre est passé de 374 millions de francs en 1986 à 789 millions l'an dernier. Le 27 juin, Beghin-Say distribuera un dividende global de 30 F par action.

● Ferruzzi : encore des pertes malgré un redressement de la situation. — La société soudeuse de produits pharmaceutiques Ferruzzi, spécialisée notamment dans la fabrication de pélicules de base, a nettement réduit ses pertes en 1987, dégageant un déficit de 113 millions de couronnes contre 613 millions en 1986.

Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 27 milliards de couronnes, contre 3 milliards en 1986. La cessation de la vente de produits étrangers et la chute constante du dollar expliquent la baisse du chiffre d'affaires de Ferruzzi. Cette année encore, le groupe soudeuse de produits pharmaceutiques ne distribuera pas de dividende. La société Ferruzzi et notamment son ancien directeur, M. Rafael El-Sayed, avaient été au centre d'un scandale retentissant au début 1987 à la Bourse de Stockholm. La démission de graves irrégularités dans la comptabilité de Ferruzzi, ainsi qu'une manipulation des prévisions et résultats avaient provoqué l'effondrement des cours de Ferruzzi, dont le titre a depuis été rattrapé de la Bourse.

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principales postes sujets à variation (en millions de francs)

	24 mars
Total actif	694 520
Or	223 347
Dispositifs à vue à l'étranger	92 581
ECU	57 531
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 938
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	75 911
Concours au Trésor public	49 640
Titres d'Etat (bons et obligations)	24 513
Augmentations des marchés monétaires et obligataires	350
Effets privés	110 019
Effets en cours de recouvrement	20 698
Total passif	694 520

Billets en circulation	216 302
Comptes courants des établissements financiers	60 998
Comptes courants du Trésor public	30 437
Comptes de liquidités	29 509
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes	8 180
Comptes des allocations de stocks de lingots d'or	74 073
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	258 383

Aménagement de la présentation  
Afin de mieux rendre compte de ses actions sur les marchés de capitaux internationaux, la Banque de France a décidé de modifier la présentation de sa situation hebdomadaire : dans l'ancienne présentation, en effet, celle-ci ne permettait pas une analyse fine des opérations, puisque toutes les inscriptions — qu'elles soient réalisées sous forme d'achats sur le marché ou de pensions — étaient regroupées dans un seul poste d'actif.

## TOKYO, 5 avril

## Petite pause

Après ces derniers jours pratiquement effacés tous les dégâts causés par le krach de l'automne dernier, la Bourse de Tokyo s'est accordée une petite pause, mardi, dans un marché relativement calme. Le Yen de lundi, l'indice Nikkei a baissé de 19,94 points, à 26 315,35, soit une baisse de 0,08 %. Lundi cet indice avait progressé de plus de 53 points et samedi dernier de près de 178 points.

En clôture, mardi, l'on décomptait trois hausses pour deux baisses sur un marché où les échanges ont porté sur 700 millions de titres.

Les investisseurs institutionnels ont quelque peu limité leurs interventions pour éviter une surchauffe du marché, notant notamment un spécialiste de la maison Shearson Lehman Bros Asia, estimant par ailleurs que le point de vue technique sur le marché restait fondamentalement bon.

VALEURS	Cours de 4 avril	Cours de 5 avril
Asahi	627	618
Fuyo Bank	1 280	1 280
Sanwa	1 130	1 110
Fuji Bank	1 420	1 400
Hankoku	1 670	1 670
Mitsubishi Bank	1 680	1 670
Mitsubishi Heavy	677	677
Sanyo Corp.	1 120	1 120
Toyota Motor	2 340	2 330

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P.S.A.	228 50	228 50	La 1 <sup>re</sup> Bourse de Paris	210	210
Accord & Associés	205 50	205 50	Loisirs Investissement	251	251
Agropar	230	230	Loisirs	154 50	154 50
B.A.C.	430	430	Loisirs Immobilier	287	287
B. Danachy & Associés	375	375	Loisirs Immobilier	133	133
B.C.M.	630	630	Loisirs Immobilier	262	262
B.I.P.	442	440	Loisirs Immobilier	133	134
Bolton Technology	700	700	Loisirs Immobilier	397	397
Bolton	740	740	Loisirs Immobilier	210	215
Chânes de Lyon	1040	1040	Loisirs Immobilier	490	490
Colson	622	619	Loisirs Immobilier	171 60	171 60
Coral Plus	438	435	Loisirs Immobilier	265	265
Cordil	1100	1100	Loisirs Immobilier	98 80	98 80
C.A.L.-R. (C.A.L.)	247	250	Loisirs Immobilier	680	680
C.A.T.E.	125 20	125	Loisirs Immobilier	1140	1130
C.D.M.E.	800	800	Loisirs Immobilier	148	157
C.E.P. Bact.	283	294 80	Loisirs Immobilier	127	131
C.E.G.I.S.	476	476	Loisirs Immobilier	245	241
C.E.I.S.P.	157	157	Loisirs Immobilier	575	575
C.E.P. Comptable	1075	1080	Loisirs Immobilier	1113	1130
C.E.I. Méditerranée	520	519	Loisirs Immobilier	1130	1110
Comptes d'Or	430	430	Loisirs Immobilier	210	205
C.A.M.	280	280	Loisirs Immobilier	859	847
Concept	211 20	211	Loisirs Immobilier	217 50	217 50
Cofercom	480	480	Loisirs Immobilier	187	179
Credito	302	302	Loisirs Immobilier	106	105
Credito	130 50	130	Loisirs Immobilier	253	259
Danachy	1035	1030	Loisirs Immobilier	257	214
Danachy	640	631			
Danachy-Lafite	530	530			
Edison National	117	118			
Eurochemie	20	20 20			
Ferret	416	416			
Galloni	530	515			
Gay-Deleury	695	695			
I.C.C.	235	235			
I.C.A.	158 50	157			
I.C.F.	154	150			
I.N.	98 40	102 30			
Int. Mont Service	180	180			
La Compagnie Electre	202	200			

## LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

## Marché des options négociables le 31 mars 1988

VALEURS	PRIX	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	Avril	Mars	Avril
EX-Agriol	286	10	15	17,50	31
Lafarge-Capex	1 099	135	140	27	56
Michelin	1 160	12,50	25	18	56
Midi	1 180	220	—	41	88
Paribas	328	12	26	35,28	—
Peugeot	840	120	255	31	—
Saint-Gobain	980	21	—	22	—
Thomson-CSF	152	11	—	12,50	19

## MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 31 mars 1988

COURS	ÉCHÉANCES		
	Jun 88	Sep. 88	Déc. 88
Dernier	100,45	99,65	99
Précédent	100,70	99,98	99,15

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jun 88	Sep. 88	Jun 88	Sep. 88
100	1,57	1,90	1,85	—

## INDICES

CHANGES	Dollar : 5,62 F ↑
Le dollar s'est un peu raffermi, le mardi 5 avril, sur toutes les places financières, par rapport à ses niveaux assez bas atteints quelques heures plus tôt à New-York. D'une façon générale, les affaires ont été très calmes. Le sentiment reste toutefois balancé vis-à-vis du billet vert. (Lire page 28.)	
FRANCFORT	31 mars 5 avril
Dollar (en DM)	1,693 1,699
TOKYO	4 avril 5 avril
Dollar (en yen)	123,85 124,60
MARCHÉ MONÉTAIRE (cettes privées)	
Paris (5 avril)	71/77/88
New-York (4 avril)	62/64/94

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.
S.E.U.	5,6200	5,6200	+ 40	+ 25	+ 115	+ 275
S. can.	4,5259	4,5259	- 46	- 14	- 74	- 28
Yen (100)	4,5110	4,5140	+ 135	+ 165	+ 295	+ 330
DM (100)	3,3890	3,3910	+ 115	+ 135	+ 225	+ 280
Flia	3,8175	3,8225	+ 87	+ 180	+ 195	+ 235
FB (100)	16,1925	16,2450	+ 280	+ 275	+ 465	+ 595
ES	4,1120	4,1150	+ 199	+ 228	+ 415	+ 485
L (1 000)	4,5620	4,5720	- 135	- 95	- 125	- 45
C.	10,0000	10,0100	- 75	- 35	- 125	- 45

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	6 3/4	7	6 13/16	6 15/16	6 7/8	7	7 1/16	7 1/4
DM	3 1/8	3 3/8	3 1/4	3 3/4	3 1/4	3 3/8	3 7/16	3 9/16
Flia	3 7/8	4 1/8	3 15/16	4 1/16	3 15/16	4 1/16	4 1/16	4 3/16
ES (100)	3 5/8	4 1/8	3 15/16	4 1/16	3 15/16	4 1/16	4 1/16	4 3/16
ES	2	2 1/2	1 11/16	1 7/8	1 13/16	6 3/8	6 1/8	6 1/2
1 1/4 (100)	9	10 1/4	10 1/4	10 3/4	10 3/4	11 1/8	11 3/8	11 3/4
f	8 1/2	8 3/4	8 3/8	8 1/2	8 1/2	8 5/8	8 1/8	8 3/4
F. Franc.	7 1/4	7 3/4	7 3/4	7 7/8	8 1/16	8 3/16	8 1/8	8 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en



هكذا من الاجل



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Les entretiens de M. Shultz à Jérusalem n'ont pas enregistré de progrès tangibles.	7 La campagne pour l'élection présidentielle.	10 Traitement de choc contre les écrivains en Algérie.	12 Arts : Mondrian à La Haye ; Alfred Kubin au Musée de la Seita.	28 Raffermissement du dollar.	Abonnements ..... 2	● Elections : tous les sondages ..... TELD
4 Les négociations sur les bases américaines aux Philippines s'annoncent difficiles.	8 La « sondomanie » en question.	— La fin du congrès de SOS-Racisme.	14 « Digressions », par Bernard Frank.	30 300 000 emplois « normaux » perdus pour les jeunes en un an.	Annonces classées ..... 22 à 26	● Les jeux privés du Monde ..... JEUX
6 Bibliographie : vingt siècles de diplomatie française.	<b>DÉBATS</b>		27 Communication : la concurrence des journaux télévisés.	31 Retours de flammes libérales sur la Sécurité sociale.	Carnet ..... 18	● 10 h chaque matin : le mini-journal ..... JOUR
	2 « Le retour au paysan », par Ph. Chalmrin ; « Vous n'êtes pas socialistes... », par G. de Rothschild.			32-33 Marchés financiers.	Légion d'honneur ..... 18	Actualité internationale, Bourse, Abonnements, Campes, Télémat.
					Météorologie ..... 17	3615 Taper LEMONDE
					Mots croisés ..... 17	
					Radio-télévision ..... 17	
					Spectacles ..... 16	

## Nouvelles rumeurs concernant la libération des otages français détenus au Liban

De nouvelles rumeurs — insistantes — courent, mardi matin 5 avril, tant à Paris qu'à Damas concernant la libération imminente des trois otages français encore détenus au Liban, les diplomates Marcel Carton et Marcel Fontaine ainsi que le journaliste Jean-Paul Kauffmann.

Selon ces rumeurs, qui ne sont pas confirmées mais qui ne sont pas non plus démenties à Matignon, un accord aurait été conclu entre Paris et Téhéran et la libération pourrait intervenir « dans les prochains jours ». Cet accord prévoyait la normalisation des relations entre les deux pays mais on ne sait pas s'il concernerait aussi la question des livraisons d'armes françaises. On croit savoir qu'en tout état de cause Paris a exigé la libération simultanée des trois otages pour éviter de se retrouver « piégé » quelques jours avant l'élection présidentielle.

Les derniers détails concernant la libération des otages auraient été réglés, selon l'agence Associated Press, par M. Marchiani, un ancien agent du SDEC proche de M. Pasqua, qui a joué un rôle central pour obtenir en septembre 1987 la libération de Jean-Louis Normand et de Roger Anquetin. M. Marchiani viendrait de passer deux jours dans la vallée libanaise de la Bekaa, fief du Hezbollah libanais.

Selon certaines autres informations, des distributions de vivres aux populations chiites auraient eu lieu récemment au Liban ; ces distributions précèdent souvent les libérations d'otages et elles sont pudiquement attribuées à des organisations humanitaires occidentales.

## Les pirates de l'air menacent de faire sauter l'appareil

### Un Boeing koweïtien détourné sur l'aéroport iranien de Mechhed

Un Boeing-747 des Kuwait Airways a été détourné, le mardi matin 5 avril, sur l'aéroport iranien de Mechhed et, selon l'agence iranienne IRNA, les pirates de l'air menacent de faire sauter l'appareil. Le Boeing, qui reliait sans escale Bangkok à Koweït, transportait quatre-vingt-seize passagers et quinze membres d'équipage.

Selon l'agence IRNA, les pirates, qui parlent arabe, ont menacé de faire sauter l'appareil si l'on tentait de s'en approcher. Ils ont cependant annoncé qu'ils redécrocheraient, vers une destination inconnue, une fois que le plein de carburant serait fait. Ils ne sont pas encore identifiés, et n'ont formulé aucune revendication.

IRNA avait été la première à annoncer ce détournement. Elle avait affirmé que les autorités iraniennes avaient d'abord refusé le droit d'atterrir à Mechhed, dans le nord-est du pays, mais avaient accepté après que le pilote eut indiqué qu'il était à court de carburant.

Toujours selon IRNA, le ministre iranien des affaires étrangères avait auparavant fait savoir au Koweït que l'Iran proposait d'autoriser l'appareil à faire le plein de carburant, mais que Téhéran suivrait l'avis des autorités koweïtiennes. Un responsable du ministère des affaires étrangères, cité par l'IRNA, a déclaré que l'Iran condamnait les détournements d'avion et tout acte similaire pouvant mettre en danger la vie d'innocents.

En décembre 1984, un Airbus des Kuwait Airways avait été détourné par quatre pirates de l'air arabes sur Téhéran. Les pirates de l'air avaient tué quatre otages dont deux passagers américains — des responsables de l'USAID (Agence américaine d'aide au développement) — avant que les forces iraniennes prennent l'avion d'assaut et libèrent les autres otages. Les pirates demandaient la libération de dix-sept Arabes détenus au Koweït pour terrorisme. — (AFP-Reuters.)

## Dans « le Monde de l'éducation » d'avril

- Le palmarès 1987 des « prépas »
- La grande mutation des lycées professionnels

Pour des milliers de lycéens, bien choisir sa prépa relève chaque année du casse-tête. Afin de les aider, le Monde de l'éducation publie, dans son numéro d'avril, son traditionnel palmarès des classes préparatoires aux grandes écoles.

Vers quelles « taupes » (prépas scientifiques), « épices » (prépas commerciales) ou « khâgne » (littéraires) se tourner, à la mi-avril, quand vient l'heure du départ des candidats ? A quels lycées postuler, à Paris comme en province, pour optimiser ses chances de réussite aux concours des grandes écoles ?

Le Monde de l'éducation donne les taux de réussite des lycéens disposant de prépas, école par école, option par option. Le palmarès 1987 montre que les résultats affichés varient beaucoup, selon les concours, d'un lycée à l'autre. Et que les « grandes » lycées n'ont pas le monopole du succès.

Dans ce même numéro, le Monde de l'éducation consacre un dossier à l'actualité de la mutation des lycées professionnels (LP). Ici, les élèves d'un lycée font « tourner » une série de voitures de courses. Là, les formations offertes collent de près au marché local de l'emploi. Introduction de technologies de pointe, apparition de nouveaux diplômes et innovations pédagogiques sont les fermentes de la mutation en cours : une chance pour cette filière où l'on reléguait jusqu'à présent les exclus du collège.

Le Monde de l'éducation est allé voir ce que deviennent les écoles rurales les plus dynamiques. Instituteurs et élus locaux se mobilisent contre les fermetures des classes et contre l'image vieillotte des maîtres-écoles. Par mille initiatives, ils organisent la riposte à l'isolement géographique et à l'exode rural.

Au sommaire du Monde de l'éducation d'avril, vous trouverez aussi des articles sur les programmes électoraux des candidats en matière d'éducation ; l'éclatement des classes ; la dégradation de la condition des universitaires ; les vertus comparées des leçons particulières et des cours de rattrapage.

Le Monde de l'éducation, d'avril 1988, n° 148, 82 pages, 15 francs.

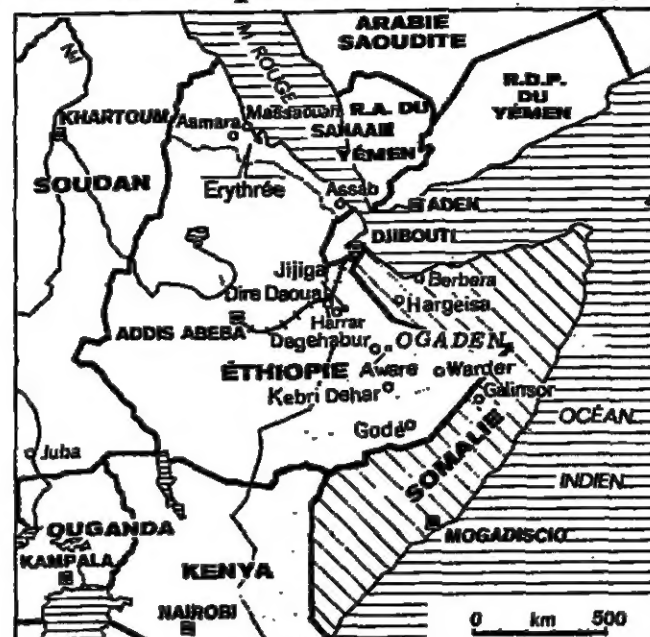
● M. Jean-Bernard Raimond en visite au Maroc. — Le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et le roi Hassan II du Maroc ont eu, le lundi 4 avril, des entretiens portant, selon des diplomates, sur le plan de paix du secrétaire d'Etat George Shultz, actuellement en Israël. M. Raimond a remis au roi un message de M. Jacques Chirac concernant les problèmes internationaux d'intérêt mutuel, indique l'agence marocaine de presse MAP.

Ajoutons que le Maroc n'a toujours pas réagi officiellement à l'initiative de paix américaine. M. Raimond a déclaré, mercredi dernier, que la France était satisfaite de voir les

Le numéro du « Monde » daté 5 avril 1988 a été tiré à 403 146 exemplaires

A B C D E F G

## L'accord de paix Somalo-Ethiopien



L'Ogaden (en gris sur la carte) est un vaste territoire semi-désertique, peuplé à l'origine d'un million de Somaliens, que l'armée de Mogadiscio avait occupé, en 1977, avec l'appui de « fronts de libération » locaux. Cette guerre d'Ogaden s'était terminée au bout de six mois, l'intervention d'unités cubaines et un appel logistique soviétique, aux côtés des Ethiopiens, contraignant l'armée somalienne à se replier sur ses frontières. Jusqu'à l'accord de paix entre Addis Abeba et Mogadiscio, annoncé lundi 4 avril, une guerre larvée s'est poursuivie sur cette frontière.

Mogadiscio, à l'origine, revendiquait Djibouti, devenu une République en 1977, l'Ogaden et le nord-est du Kenya (où l'ethnie somalienne est majoritaire). Les Somaliens ont passé des années à revendiquer avec les Kenyans et les Djiboutiens, avant de signer un « accord » avec les Ethiopiens. Mais le drapeau somalien comporte toujours cinq étoiles, qui représentent l'ancienne Somalie britannique (le nord de la Somalie actuelle), l'ancienne Somalie italienne (le sud du pays), Djibouti, le nord-est du Kenya et l'Ogaden éthiopien.

## MALI : le président Moussa Traoré au « Club de la presse » de Radio-France internationale

### Sus à la corruption !

BAMAKO  
de notre envoyé spécial

Sus à la corruption ! Le vertueux mot d'ordre, qui scande depuis plus d'un an les harangues officielles, conserve tout son impact. « Nous mènerons la lutte jusqu'au bout », assure, résolu, le général Moussa Traoré, président de la République du Mali.

Cette croisade « moralisatrice » fut lancée en février 1987 lorsque le chef de l'Etat exhorta les Maliens à un « sursaut national ». Deux mois plus tard, il mettait en place une « commission spéciale d'enquête sur les crimes d'enrichissement illicite et de corruption ». Ses dix-huit membres viennent de présenter leur rapport devant le troisième congrès du parti unique, l'Union démocratique du peuple malien (UDPM), qui s'est tenu à Bamako du 26 au 31 mars. Au micro du « Club de la presse », que Radio-France internationale diffuse le mardi 5 avril, M. Traoré promet que « tous les responsables politiques et les cadres du parti devront s'expliquer par écrit » et que « la commission vérifiera dans un délai assez bref la conformité de leurs déclarations aux réalités ».

Le président malien se dit satisfait du travail de la commission. Une dizaine de cadres ont d'ores et déjà été déferés devant la Cour spéciale de libération de l'Etat. On a récupéré et versé des milliards de francs CFA (1) dans les caisses des sociétés et entreprises de l'Etat, « plusieurs centaines de millions » dans celles du Trésor. Mais le général Traoré veut éviter les « règlements de comptes ». Aussi la commission agit-elle, sur son conseil, « sans tambour ni trompette, avec efficacité et dans le cadre strict de la loi ».

Ce législateur affiché, pour louable qu'il soit, cache mal un certain embarras. On ne rompt pas si vite avec de mauvaises habitudes dans un pays où le népotisme, le trafic d'influence et les fraudes en tout genre — la fameuse « défouille-malienne » — ne sont pour la masse des petits fonctionnaires que le plus sûr moyen de survivre. Comme l'admet publiquement le président, « la reconversion des mentalités ne se fera pas en un jour ».

Pour l'avoir oublié, le jeune et fougueux maître d'œuvre — en tant que ministre des finances et du com-

merce — de la campagne anticorruption, M. Soumane Sacko, trébucha au bout de quelques mois. Encouragé par le général Traoré — qui dut plus tard calmer son zèle, — M. Sacko, vite surnommé « le shérif », n'hésita pas, jusque dans l'entourage présidentiel à débusquer les fripons parmi les privilégiés du régime : hauts fonctionnaires prébendiers, gros commerçants, officiers affairistes.

Mais il commist une erreur fatale à la fin d'août 1987 en immobilisant illégalement pendant plus d'une journée à l'aéroport de Bamako un avion de la Sabena qu'il croyait, sur la foi d'une fautive information, transporter une grosse quantité d'or. Cette sombre affaire, à l'allure de guet-apens, lui coûta son ministère, le président n'ayant pas jugé utile de refuser sa démission. La chute de l'imprudent justicier fit plus d'un heureux dans les allées du pouvoir.

### Traitement de choc pour le secteur public.

Qu'importe ! « Le combat continue », affirme le général Traoré. Il sera livré par des « hommes neufs ». Pendant les quatre mois ayant précédé le congrès de l'UDPM, le président a sillonné le Mali en contrant la corruption et l'inefficacité. Les structures locales du parti furent largement réajustées (45 % des cadres ont été remplacés). Au sommet, huit des quinze membres du bureau exécutif central — l'instance dirigeante de l'UDPM — sont des nouveaux promus. « La nouvelle équipe, estime M. Traoré, est plus dynamique, plus entrepreneur ». L'homme de la rue, qui espérait un « coup de balai » plus vigoureux, ne partage pas tout à fait cet enthousiasme. Si le général Amadou Baba Diarra, vieux compagnon d'armes du président — et, au demeurant, plutôt populaire — est mis sur la touche, les autres hommes-clé du régime restent en place.

La « moralisation » du régime se double d'un traitement de choc économique. Voilà plus de quatre ans que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international se sont portés au chevet du Mali, devenu un patient docile. « Nous négocions maintenant avec le FMI un nouvel accord d'ajustement structurel ». Les salaires, eux, qui, sous le règne éphémère de M. Sacko, étaient

## ÉTATS-UNIS : la destitution du gouverneur de l'Arizona

### Il était vraiment « too much »...

A défaut de justice divine, le Sénat de l'Arizona a bien fait les choses : vingt ans, presque jour pour jour, après l'assassinat du martyr de la cause noire, le pasteur Martin Luther King, abattu le 4 avril 1968, à Memphis (Tennessee), il vient de prononcer, le 5 avril, la destitution de son gouverneur, raciste, pervers, et malgré tout républicain, M. Evan Mecham.

Tout est bien qui finit bien, mais il était temps. En quinze mois de mandat, le gouverneur, un petit homme apparemment anodin, s'était peu à peu mis à dos tout l'Etat. Une véritable habitude chez cet ancien vendeur de voitures, opérateur et fort riche, qui avait entrepris de se faire sursuiter et contre tous en 1986, avec seulement 40 % des voix. Et ce, après quatre échecs successifs.

A peine élu, première bêtise : nul par des instincts si conservateurs que le patriarcat républicain de l'Arizona, M. Barry Goldwater, le créateur du genre « pur et dur » en politique, s'en est lui-même offensé. M. Mecham décidait d'annuler purement et simplement le jour dédié comme partout ailleurs aux Etats-Unis à Martin Luther King. Ce qui lui valait au passage une petite « réputation » nationale. De petite phrase en grosse erreur, le gouverneur, qui n'a jamais su comprendre les féministes, les syndicalistes ou encore les idéologies (il confond stériliser et commettre), taxant tous ses opposants du terme générique d'« homosexuels », a fait l'unani-

mé. Ralliant ainsi à lui la majorité, pour le première fois de sa vie.

D'autant que ce gouverneur si pervers n'était pas vraiment ténion lorsqu'il parlait finances. On avait pu déclarer un prêt de 350 000 dollars qui lui avait servi pour sa campagne. Mecham, « vaxé » qu'une de ses collaboratrices, interrogée par les enquêteurs l'ait mentionné, se serait fâché. La malheureuse, repartie force coups de fil « anonymes » de menaces. Enfin, appliquant à la lettre le devoir de sa charge, le gouverneur se mit « à rouler » pour ses administrés, finançant son entreprise automobile en pompant 80 000 dollars dans les fonds publics. C'en était trop. Après une campagne de pétitions (le Monde du 27 octobre 1987) demandant son renvoi, Mecham était suspendu de ses fonctions, le 6 février dernier, par la Chambre des représentants. Puis finalement renvoyé à ses chères voitures par le Sénat. Il devient ainsi le septième gouverneur américain « destitué » de l'histoire des Etats-Unis. L'affaire n'est pas terminée : la justice criminelle l'attend avec un procès « pour fraude et abus de confiance » fixé au 21 avril.

MARIE-CLAUDE DECAMPE

Le Monde consacra sa page « Débats » de samedi prochain (numéro daté 10-11 avril) à l'anniversaire de l'assassinat de Martin Luther King.

## BOURSE DE PARIS

### Matinée du 5 avril

#### Tassement

Après quatre jours de fermeture, la Bourse de Paris a rouvert ses portes mardi matin. Mais cela a été pour accueillir la baisse, une baisse légère, certes, mais néanmoins palpable.

En repli de 0,34 % à l'ouverture, l'indice a finalement accusé un repli de 0,55 % vers 11 heures.

Parmi les valeurs les plus éprouvées, citons BSA, Sagem, Galeries Lafayette, Compagnie bancaire, Casino, Seb, Saurat, BIV et CGE. Avance de BP, Europe n° 1, GTM, Redoute, Crouzet, Midi, Presses Cité, Darty.

**LE BACCHUS GOURMAND**

Son chef : Thierry Coué  
21, rue François 1<sup>er</sup> - Face Europe 1  
Réservations : 47.20.15.83

**Délicat ! Préciser VOLVIC.**

« Pour les fines bouches, c'est l'eau par excellence, car elle respecte la saveur délicate des vins et des mets... »

**VOLVIC AU CARRÉ DES FEUILLETS**  
Paris 1<sup>er</sup>

Un accompagnement parfait pour vos repas.

**Le Monde sur minitel**

**ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS**

au Monde et à ses publications

3615 TAPÉZ LEMONDE puis ABO